

Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - Nº 14653 - 8 F

DIMANCHE 8 - LUNDI 9 MARS 1992

FONDATEUR: HUBERT BELIVE-MÉRY - DIRECTEUR: JACQUES LESOURNE

Lassitudes africaines

4 April 19 No State : ...

tan in office.

prints and 2727623751 ...

4-3:00:00-1

dinastrus, - _

Data Line

hagaenerek

de temps on ...

Plaistt, i. .

ಆರಭ್ಯ ಕ. ಕ

STREET Y

imare is

Charles ! C

55 7 5 J.

NOT 12:

機能は小された

E LESS 40.

SERVICE STATE

4 L Z .

2 ∪5 " :

ಮರಿಯು ಕ್ರ

2277

24-3 2

les décors

2 7

44.5°

(2) *******

102000000000000

Action of the second

thoughter at the

Security States

211 6 177

25 9000

20 20 24 27 47

Fig. 11. 2

and the same

1.110 1 277

 $(g_{\mu} \sigma_{1})_{i,2} = (1 + 2 +$

19

21 27 ... \$ \$... \$

Service and the

a.5

in pane so

4.7

4 4: 00 .

Production of

Parent May 15 of the

ia kapada li ili sal

vers a less less and

fumes of the con-

Catholiques et protestant

la Myserym

A procès historiqua, verdict examplaire : en condem-nant, vendredi 6 mars, la chef de file de l'opposition ivoirianna, M. Laurent Gbagbo, à deux ana da prison ferme, las jugas d'Abidjan n'ont paa, hélas, vrai-ment surpris. Traduits devant le tribunal des flagrants délita, à l'instar des prévenua de droit commun, le secrétaire général du Front populaire ivolrien (FPI) at ses dix-neuf compagnons de box ont écopé de peines qu'on Inflige, d'hebitude, aux jeunea casseure» et aux petits mai-

L'eapact politique de ce procaa, premiar du genra depula l'instauration du multipartisma an 1990, n'aura capendent échappé à personne. Le dirigeant du FPI, tout comme le président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homma, M. René Dagni-Sagul, ou la laader du mouve-mant étudiant, M. Marcal Ahipeau, sont, pour longtemps, écartés de la scène.

EN revancha, les militaires Equi avaient semé la terreur sur le campue universitaire de Yopougon, une nuit de mai 1991, et dont la responsabilité e été reconnua par una commission d'anquête officielle, n'ont, à ce jour, subi aucune sanction. C'est d'ailleurs pour dénoncer ce fait qu'avait été organisée la tumultuausa manifastation du 18 février, dont les dirigeants de l'opposition payent aujourd'hui si chèrement le prix. Les avocats de la défense ont beau promettre un recours an appel, chacun sait blen que, désormais, le cours des choses ne peut être changé que par la « magnanimité » du chef de l'État, M. Félix Houphouët-Bolgny, qui, en visite à Paris, devrait an principe déjeuner evec M. Mitterrand mardi 10 mars.

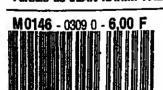
L'espoir d'un geate de clémance présidentiel, conjugué à la crainte de voir le FPI dissous « à l'algérienne », montre assez le désarroi qui préveut permi les opposants. Le silence de la rue, à l'annonce du verdict, en dit long sur la lassitude d'une population accablée par les difficultés économiquee et peu encline à se faira matraquer pour les beaux yeux d'una démocratia encore à

N Côte-d'Ivoire comme au Zaîre, au Cameroun, à Djibouti ou au Rwende, c'est un de désillusion, qui semble préva-loir. Tendia qu'à Kinahasa on rêve, sans trop y croire, d'une Conférence netionale cent fois promise et cent fols repoussée, à Yacunda et à Douala on guette en vein, depula pràs d'una semaine, les résultats d'un scrutin législetif qui n'eura auscité que bien peu d'anthousiasme.

A Djibouti, les promesses d'ou-verture faites par le régime et les rêves d'une paix négociée avec la guérilla ont blan du mal à se concrétiser. Quant à l'opposition rwandalse, on attend, dapuia près de deux mois, qu'ella fasse son antréa dans un gouverne-ment d'a union nationele », aeu capable de faire cesser la guerre qui sévit depuia un an et demi dens le nord du pays.

L'Afrique, après deux ans da soubresauts violents et de fièvra démocratique, semble marquer une pausa. Si la mirega du e grand solr » pareît eujourd'hul disaipé, de mêma la scénario classique du putsch militaire na fait plus guère recette. Les mutiau Togo, au Congo, au Niger et au Tehad aont plus proches du baroud nostalgique et da la revendication syndicale que des coups d'Etat musclés d'autrefois.

Lire page 5 l'article de JEAN-KARIM FALL



Les tensions politiques et les affrontements au Caucase

Démission du président de l'Azerbaïdjan Reprise des combats au Karabakh

de l'ex-armée soviétique, una crise politique s'est ouverte à Bakou avec la démission, vendredi 6 mars, du président azerbaīdjanais Ayaz Moutalibov. Assiégé pandant quarante-huit heures dans la Parlement par des milliers d'opposanta qui l'accusaiant d'être responsable

Alors que les combats auraient repris avec das revars azarbaīdjanais et d'êtra inféodé à force au Haut-Karabakh à la faveur du retrait Moscou, l'ax-dirigeant communiste a dû laisser la place à un dirigeant intérimaire dans l'attente d'une nouvelle réunion du Parlement. En Turquie, où aa développe un mouvemant da solidarité avec la peuple turc d'Azerbaïdjan, le pouvoir fait face à des demandes d'intervention en faveur de Bakou.



Lire nos informations page 3

Après les violents incidents de Rouen

La lutte contre le FN divise les partis

6 mars à Rouen, à la fin d'une manifestation qui a rassemblé plus de deux mille personnes contre la venue de M. Le Pen en Seine-Maritime. La permanence locale du Front national a été saccagée. Les manifestations contre le parti d'extrême droite continuent de dominer la campagne pour les élections régionales. Les dirigeants des autres formations politiques sont partagés sur l'attituda à adopter.

Bilan de santé

par Alain Rollat

M. Jean-Marie Le Pen, qui se pose en guérisseur universel, prétend que la France, minée par la « décadence », est en danger de mort. Les réactions de rejet qui s'expriment un peu partout contre lui prouvent que si la France est malade, elle dispose encore de solides défenses immunitaires.

Non seulement ces réactions traduisent un sursaut de vitalité démocratique mais elles ne sont pas surprenantes de la part d'un corps social dont deux membres sur trois affirment invariable-

d'opinion, depuis quelques années, que le Front national constitue « un danger pour la démocratie ». Toute démocratie bien constituée fonctionnant à la manière d'une mschine à marginaliser les extrémismes, il était fatal qu'un jour ou l'autre la lessive lepéniste réactivat les vieux enzymes républicains.

Ce bilen de santé ne saurait autoriser le moindre passe-droit,

Lire la suite et l'article de GUY PORTE

CHRONIQUE _

m Devises et or. m Merché monéteire et obligateire. Metières premières. Merché international des capitaux.

DES MARCHES

Indices contradictoires aux Etats-Unis

Le chômage a de nouveau eugmenté aux Etats-Unis en février at touche 7,3 % da la population. Pourtent, l'économie eméricaine e recommencé à créer des emplois : 164 000 an février, chiffre le plua élevé depuis mal 1990.

Lire page 17 l'article de SERGE MARTI

Redistribution des cartes à l'Est

La Pologne a posé les jalons d'une nouvelle « politique orientale ». Avec l'Ukraine, le rapprochement est spectaculaire

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

If y a les guerres dont on parle, et la paix dont, comme il est naturer que la dislocation de la Yougoslavie, les affrontements en Moldavie, et, aux confins extrêmes de l'Europe, les multiples conflits du Caucase, les Etats postcommunistes semblent naître dans le sang et la haine.

Mais la véritable surprise est peut-être ailleurs : de la mer Noire à la Baltique, à la jointure de «l'ancienne» Europe de l'Est et de l'ex-URSS, toute une série d'Etats, jeunes ou vieux, grands, moyens ou petits, s'efforcent, plutôt bien que Europe de l'Est, où l'indépendance certaines parties de l'Ukraine, c'estet la démocratie se conjuguent evec à-dire des terres situées tout à l'est les principes de bon voisinage.

lourd qu'ailleurs, non que, de Vilon ait oublié les guerres, les occupations, les rivalités et les méfiances séculaires. Mais tous ces mauvais souvenirs semblent fonder une sorte de consensus, gouvernants et gouvernés partageant dans l'ensemble, et malgré quelques dérapages verbaux, le désir de respecter ces garde-fous que sont les frontières actuelles.

Les seules revendications territoriales qui aient reçu une sanction semi-officielle sont celles qui éma-

mal, de construire une «nouvelle» nent de Moscou et qui concernen ou tout au sud de la zone considé-Non que le passé pèse ici moins la Russie et l'Ukraine, qui ne se rée. Mais même si le conflit entre nius à Lvov et de Varsovie à Kiev, l'URSS, est bien loin d'être réglé, on sent chez les dirigeants de Moscou comme de Kiev un réel désir de ne pas commettre l'irréparable, de jouer avec les mots et les menaces, le pétrole et les roubles plutôt qu'avec les canons.

> Pour tous ces pays, la préoccupation essentielle est de résoudre leur terrible crise économique, et la diplomatie passe au second plan. JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

Trébeurden, le port de la discorde

Le projet de port da Trébeurden (Côtes-d'Armor) illustre l'exacerbation du conflit entre partisans d'un certain dévaloppement touristique et défenaeurs de l'environne-

Loin des capitales

Chandigerh ou le rêve ina-

l'article de BRUNO PHILII M. Dominique Baudis

au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Dominiqua Beudis, maire de Toulouse, président éxé-cutif du CDS, invité de l'émission hebdomadeire «Le grand jury RTL-/a Monda», dimanche à 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 20



Revue hebdomadaire hebdomadavre N° 1 - 1,34 p.

La banque de données juridiques EURIDOC traite et analyse, chaque jour, les textes édictés, depuis 1952, par les organes communautaires.

LEGIS, clés de la documentation juridique communautaire, revue co-éditée, dans sa version française, par EURIDOC et L'HERMES, offre, chaque semaine, à son utilisateur, trois moyens de recherche pour identifier le document souhaité :

- L'INDEX DES MATIERES
- L'INDEX DES ACTES NORMATIFS - LA SECTION BIBLIOGRAPHIQUE.

Lin Nº 0 de LEGIS est faurni gratuitement sur simple demande écrite

Diffusion exclusive (France et pays francophones): MEDILIS S.A., 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél: (1) 46 34 07 70 Télécopie: (1) 43 25 26 18

HEURES LOCALES

et la Guyane

Après avoir parcouru lea vingt-deux régions de la France métropolitaine, le Monde viaita cellas da la

Nous commençons ce voyaga par la Réunion, una ite qui a toujoure du mel à se définir, at le Guyane, qui tand à davanir una sorte d'aldorado de la consomma-

Lire pages 10 et 11 les enquêtes d'ALIX DIJOUX et de FRANÇOIS GROSRICHARD

La Réunion

France plus lointaine. Laa quatra départaments

d'outra-mar aont régia per un régime administratif particutier, qui en fait dea réginns monodépertemantalee : sur le même territoire ae juxtaposent deux esaambléea, le conseil général et la conseil régional.

Peinture à l'infini

Maria Elena Vieira da Silva est morte à Paris, le 6 mars. Le peintre était âgé de quatre-vingt-trois ans

par Geneviève Breerette

C'était un vrai peintre, tout simplement. Avec ce que cela implique de travail, de discipline, de maturation pour parvenir à mettre en accord la surface des toiles et soi, donner à la substance picturale la richesse d'une vie intérieure, faire du tableau, l'écho d'une architecture mentale, ouverte aux vents de l'esprit, sensible à la musique, à la poésie.

Ce n'est pas un hasard si René Char et Pierre Boulez ont perçu la proximité de l'œuvre tramée par Vieira da Silva, son orcbes-tration de la lumière, la vibration de ses gammes chromatiques répercutant une palette d'impressions sensorielles, que la vue d'un rayon de soleil sur les livres d'une bibliothèque, la charpente de l'atelier, ou le souvenir lointain d'une ville vertigineuse, e pu motiver. Ou stimuler.

En effet, rien n'est prédéterminé, tout est possible tant que

le tableau est sur le chevalet : l'échappée su loin, l'oubli, le blanc, ls lacune, et la note rouge qui fuse, raméne à la réalité de la toile, incite à développer de nou-velles combinaisons, fait avancer le petchwork. Qui peut être somptueux, dans les bleus, les rouges, ou les blancs, mais ne sera jamais décoratif.

Parce qu'il y a, inscrit dans le tissu serré de l'œuvre, le temps de sa création, son cheminement, sa part d'incertitude et d'ombre, la mobilité d'une construction aléatoire, voire tout un potentiel de données modulables que l'on dirait, parfois, presque produites

Au cours de sa longue carriére, Vieira da Silva n'a cessé d'évoluer, de poursuivre ses recherches, solitairement certes, mais solidaire du climat de l'art et des idées de la deuxième moitié du vingtième siècle. Et cela beaucoup plus qu'on ne le croit.

Lire la suite page 15

A L'ETRANGER: Algérie, 4.50 DA; Maroc, 6 DH; Turisie, 750 m; Allemagne, 2.50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Carach, 2.25 S CAN; Antiles/Réunion, 6 F; Côte-d'Ivoirè, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espegne, 190 PTA; G.B., 85 p.; Grèce, 2211 OR; Irlende, 1,211 £; Italie, 2 2101 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Paye-Bes, 2,75 FL; Portugel, 1711 EBC; Sénégal, 4511 F CFA; Suède, 15 KRS; Quisse, 1,90 FS; USA (others), 2,50 S.

E jeudi 6 mars 1952, à t8 h 30, Antoine Pinay sort vainqueur du marathon ouvert à 9 h 30, ce même jour, an Palais-Bourbon: le voici président du conseil à soixante et un ans, investi de la confiance de 324 députés contre 206 et 89 abstentions. Le vieil Edouard Herriot, qui pourtant en a vu d'autres.

qui pourtant en a vu d'autres, tapote l'épaule de l'innocent cou-ronné, au détour d'un couloir : « Ce coup de théâtre est peut-être un érénement. Yous êtes l'enfant du missale

L'affaire a commencé comme

dans une pièce de Labiche, le lundi 3 dans la matinée. Un prélet, prévenu par téléphone, s'est préci-pité dans l'express Paris-Lyon qui faisait halte en gare de Dijon. Il a

fait irruption dans le compartiment du futur investi et lui a intimé

du futur investi et lui a intimé d'avoir à rebrousser chemin dans l'instant, pour consultation élyséenne. Le « Toine » n'ira pas ce jour-là serrer les mains de ses chers administrés de Saint-Chamond, ni visiter la tannerie familiale, qu'il a gérée avec tant de précautions : parlementaire avisé et homme de discipline, il descend, change de quai et saute dans le premier train pour la capitale.

Le voici face à Vincent Auriol.

« Lout va

Vincent Auriol, en fin stratège, n'est pas mécontent de sa manœuvre. Il sait, et il l'avoue dans son Journal, que « si cela continue ainsi, la République s'effilochera et elle sera fichue », car « tout vn à vau-l'eau ». Les élections de juin 1951 ont donné une Assemblée ingouvernable, où les majorités se nouent par soustraction. Les communistes, forts des voix d'un électeur sur quatre, sont plus que jamais exchis, mais la guerre froide les excite encore furieusement. Le RPF, après avoir raflé quatre millions de voix, rêve toujours d'abattre sans pitié le « système ». Les socialistes ont sauvé les meubles, mais souhaitent se refaire une santé par une cure d'opposition. L'UDSR s'épnise en querelles intestines, avec deux crocodiles, Pleven et Mitterrand, à l'étroit dans son tout petit marigot. Le MRP, qui verrouille la diplomatie et l'Union française, pèche beaucoup, se confesse aboudamment, tout en restant sur le fond, plus que jamais, dira plus tard François Mauriac, « le tranway nommé pouvoir ». Les radicaux et les modérés serrent leurs rangs clairsemés.

Et sartout, la droite plus ou moins libérale, rescapée du vichysme, celle des gros intérêts en position de lobbying sur le Parlement, celle de la parcimonie vertueuse et franchouillarde, a refait surface après bequeune de bresse

surface, après beaucoup de brasse coulée depuis la Libération. C'est

coulée depuis la Libération. C'est parmi ses leaders Indépendants et Paysans d'action sociale, en complet gris discrètement rayé, que Vincent Auriol a remarqué ce M. Pinay. C'est à lui que le rusé président a confié la tâche la plus ingente : assainir la France du côté du portefeuille, user cette droite par un passage au pouvoir, avant d'en revenir à la seule solution viable selon lui, une majorité de troi-

ble selon lui, une majorité de troi-sième force comme avant 1951, ennemie des extrémistes rouges ou

à croix de Lorraine, assise sur le MRP et bénie par la SFIO, approximativement centre gauche

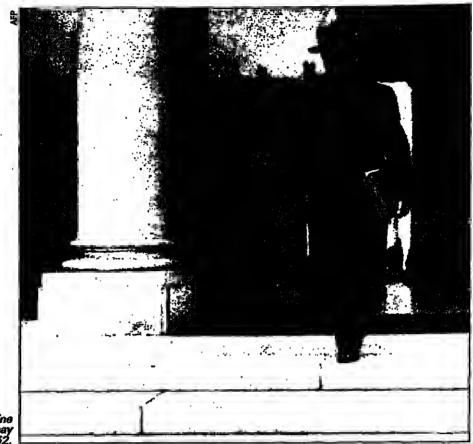
mais explorant au centre droit. Bref, renouer avec le cher docteur

1

Vincent Auriol, en fin stratège,

A WAU-Peau ...

M. Pinay à Matignon



pour la capitale.

Le voici face à Vincent Auriol, président de la République, qui le liaite au coi en lui exposant qu'il a été un exceptionnel ministre des travaux publics, qu'il sort des sentiers battus, qu'il professe les plus sages Idées en matière financière, et qu'il a donc toutes ses chances dans la course à Matignon, pour peu qu'il consente à se piquer au Antoine Pinay en 1952. peu qu'il consente à se piquer au jeu. Marché conclu : le « petit chef de rayon de la Belle Jardinière » – ce mot almable serait de son collè-Pape de transition à l'œil noir, à la moustache peu flatteuse, au feu-tre - toujours acheté chez un ami de Saint-Chamond - posé bien droit sur le front, avec de petites gue de parti, l'indépendant Roger Duchet – sort de l'Elysée ventre à terre, consulte à la bussarde, mains au bont d'un petit corps, affable et propret, répondant lui-même au téléphone, Antoine Pinay couche sur le papier une déclara-tion courte et sèche, oublie de dor-mir et se retrouve, à la surprise générale, vainqueur un peu sonné, ce jeudi 6 mars, avec la France sur les épaules. Communistes et socialistes lui on dit non, mais une majorité fortuite s'est dégagée en sa laveur, au centre et à droite. Car – le voilà le centre et à droite. Car — le voilà le miracle I — le verrou du RPF a sauté pour la première fois depuis 1947 : vingt-sept «Saxons» du groupe, entraînés par l'infatigable Frédéric-Dupont, ont bravé la colère de de Gaulle et sont « allés à la soupe » en votant pour Pinay. La gauche marginalisée, le gaullisme en crise onverte : la droite production d'arbitra. La contra de president d'arbitra. La contra de president d'arbitra. La comment de president d'arbitra. revient en position d'arbitre. La République parlementaire et pro-gressiste née des espoirs de la Résistance tourne la page ce 6 mars 1952, en permettant à un ancien du Conseil national de Vichy de s'élancer vers la popula-

peut passer pour un Français moyen pas trop mécontent de lui-même. Herriot, repris par le magazine américain Time, dira même qu'il a « une tête d'électeur ». en ini qu'un avoué couleur de muraille qu'un calicot d'entresol Erreur : l'homme, s'il joue l'efface ment, est fin et toujours à l'écoute. Il est de jugement sur et de mémoire longue, d'intime fidélité à quelques règles de morale courte et saine, où priment la loi, le règlement, le bon sens cordial et l'honneur sans trompettes. Il a bien fait tonrner l'entreprise familiale de cuirs et peaux. Il a su bâtir sa fortune publique en ne se détermi-nant jamais sur des critères qui nant jamais sur des critères qui rendent arrogante et insupportable la bête politicienne. Se plaisant aux contacts plus qu'à la pioche des dossiers, plein d'une vision administrative autant que libérale de la gestion des affaires, il a toujours dit « technique d'abord » depuis qu'en 1929 il s'est longuement fait prier pour s'installer à la mairie de sa petite cité de la Loire. Ancien de la Marge et de Verdun, blessé à de la Marne et de Verdun, blessé à jamais au corps et à l'âme par la grande tuerie de 14-18, pacifiste au tréfonds, admirateur de Laval et de Flandin, puis adversaire du Front populaire et ennemi viscéral du désordre communiste – « j'ui les

cuirs, je vous laisse les cordes »,

lancera-t-il à la tribune, en 1952, aux séides de Thorez, - il n'a guère marchandé sa confiance à un vieux maréchal de France entre 1940 et 1944, même s'il rendit à l'occasion quelques services à des patriotes en difficulté, ce qui lui valut de n'être retenn que trois jours, pour examen de conscience, par les autori-tés du cru à la Libération.

Dès 1946, il a retrouvé sans problème ses fauteuils et ses panton-lles, dans sa chère mairie et à l'As-semblée. Sérieux, réaliste, semblee. Serieux, realiste, intransigeant parfois et même assez itētū; il est intervend en technicien à la commission des finances, a honorablement gere ses portefeuillés ministeriels depuis 1948, tout en affinant son franc-parler en conseil des ministeriels depuis l'ail de tout en atmant son tranc-parier en conseil des ministres, sous l'œil de plus en plus attendri d'Auriol. Il a avancé à pas menus, sans jamais connaître l'échec. Le voilà prêt, et sans doute plus impatient qu'il n'y paraît de goûter enfin au vrai pouvoir.

> II va plaire...

Car. murmurent les mauvaises langues et écrivent les feuilles confidentielles, notre petit tanneur depuis quelque temps est fort entouré. Boutemy, l'homme des fonds patronaux, Rueff, l'apôtre de l'orthodoxie financière, Gingembre, l'écho des petites et moyennes entreprises, sont de ses amis. Le CNPF a ses entrées dans son bureau, tout comme la presse à gros tirage et la publicité moderne, et, à Matignon, le Président consultera, il est vrai, ahondamment, avec un plaisir évident, non seule-

ment MM. Boussac et Lazurick, mais aussi les représentants des intérêts les plus cacophoniques, jusqu'aux garçons coiffeurs. Son brain-trust de cabinet semble même l'avoir brusquement dopé : meme l'avoir brusquement dopé :
le voici meilleur orateur, interlocuteur pius animé, praticien pius
trancbant, en bonne partie grâce à
Yrissou, l'inspecteur des finances,
Partrat, le juriste de l'enregistrement, et Arasse, le normalien passé
à la Rue de Rivoli, qui l'entourent
et ne le lâchent plus. Bref, une bonne mécanique en état de marche, une expérience rectiligne, avec juste ce qu'il faut d'excitation en décrochant la timbale : en mars 1952, Pinay a tout pour réussir, sinon pour plaire.

Or il va plaire. A Auriol, bien sûr, qui lui a mis le pied à l'étrier. Mais hien peu, au fond, à la majorité qui l'a investi et qui grogne déjà pour avaliser la liste – plus courte qu'à l'habitude - des mem-bres de son équipe ministérielle. Et même, d'entrée de jeu, il n'a pas pu éviter d'avoir à s'entourer de quatre anciens présidents du Conseil et de mobiliser les chevaux de retour qui guettent tous son pre-mier faux pas. Mais voilà que par chance, et une bonne conjoncture aidant, le futur condamné à l'assas-sinat parlementaire sait convoquer les Français et s'appuyer sur eux pour lancer sa politique. « L'enfant du miracle » entre aussitôt en

Car il sait dire que l'heure est grave. Il n'épilogue pas sur les dérèglements du système, qui vien-nent pourtant, en moins de deux mois, d'user le sémillant Edgar Faure – qui a perdu 4 kilos en

quarante jours de « combat de catch », dit-il, à la tête du dernier gouvernement en piste – et de ruiner les espoirs d'une « union nationale » dont, perfide, Auriol avait charge le fantôme de 1940, Paul Bayes de d'explorer les chances chargé le fantôme de 1940, Paul Raynaud, d'explorer les chances. Nnn, il parle de gagner la confiance de l'éparène pour sortir le pays de l'ornière, est sa philosophie tient en une phrase : « L'ordre dans les finances se traduit par l'ordre sur le marché des changes, l'ordre monétaire par l'ordre économique, l'ordre dans l'Etat par l'ordre dans les mœues. » Jacques Fauvet, dans le Monde, en conclut à regret que la France a épousé un « Poincaré du pauvre ». Mais Combat salue déjà « Pinay la Chance ».

Il se nomme aussitôt « M. Consommateur », se soucie du cabas de la ménagère, sorti bien plat de dix années de restrictions. Il s'attaque ainsi, et il le dit très haut, à la préoccupation majeure des Français : mieux vivre, enfin. Son secret ? Lutter contre la déliquescence du franc, stopper la course épuisante des salaires et des prix, réduire les dépenses publiques, faire malgrir l'Etat-providence, refuser tout impôt nouveau, en usant d'abord de l'arme psychologique. Cette politique de père de en usant d'abord de l'arme psycho-logique. Cette politique de père de famille confiant vient, il est vrai, à la bonne heure. Car, après deux années de croissance liées au boom de la guerre de Corée, la conjonc-ture mondiale s'est refroidie, les prix chutent, l'investissement s'es-souffle, l'inflation est muselée. Cette pause économique appelle, en France comme partout, une staen France comme partout, une sta-bilisation financiere. Pinay surie done sur une vague favorable

L'emprunt qui fit sa gloire

Il n'empêche que les experts ont tort, qui s'inquiètent dès qu'il gèle les investissements publics et les trésoreries des entreprises dont l'al-lant, combiné au soutien des dollars du plan Marshall, avait permis de reconstruire et de moderniser k pays. A coups de mesures empiri-ques et parfois incohérentes – il combat la fraude fiscale en annis-tiant d'abord les gros matins qui ont théraurisé et fait passer à l'étranger leurs chères économies, – Pinay triomphera pendant quatre mois, de mars à l'été 1952, avant d'être médiocrement renversé en décembre, sur une affaire obscure de transfert de 0,75 % des alloca-tions familiales pour combler -déja 1 – le déficit de la Sécurité

C'est l'emprunt de mai qui fit sa gloire. Bien lancé par voie de presse, à la radio et par la jolie affiche de Lefor-Openo, où Marianne sourit en tricotant son Marianne sourit en tricotant son bas de laine, cette rente à revenu faible - 3,5 % - a son capital indexé sur le cours du napoléon et est exonérée de tout impôt et de tout droit de succession. Cette aubaine, qui eoûtera si cher à l'Etat jusqu'en 1973, ne rapportera sur le moment que 428 milliards. Mais petits porteurs et grosses fortunes ont été heureux qu'on les distingue, tous les patriotes du portefeuille ont été flattés qu'on les qualifiat d'excellents Français. Les familles dans la peine prendront aussitôt l'babitude de « mettre en Pinay avant de mettre en bière » et leurs enfants éplorés se souviendront longtemps du bon M. Pinay.

Après un tel coup d'éclat, il ne

dront longtemps du bon M. Pinay.

Après un tel coup d'éclat, il ne fallait guére s'attendre que son gouvernement fit avancer d'un pouce tes affaires brûlantes, en Indochine, en Tunisie ou au Maroc. La France signe même cu mai le traité de la CED, qui prévoit la création d'une armée européenne, mais sans que le président songe jamais à faire ratifier par le Parlement cet accord explosif, ce que le MRP ne lui pardonnera pas. Non: Pinay parle aux Français tous les quinze jours à la radio, il entend avec satisfaction les électeurs lui erier: « Tenez bon. M. Pinay », et pour tout le reste il sait qu'il est urgent d'attendre.

L'honnête bomme a rassuré

L'honnète bomme a rassuré l'épargne, fait baisser les prix à la consommation par de vives campagnes orchestrées dans les grands magasins enrubannés d'un coq gaulois bien tricolore, instauré une échelle mobile des chiefs problès des chiefs pr échelle mobile des salaires, extensi-ble en cas d'inflation. En s'intéres-sant aux gens, est humme de droite, si habile à retarder les échéances, a, pour quelques semaines, réconcilé les Français avec le régime. Il leur a même fait aimer la politique qui caresse dans le sens du poil. C'est beaucoup. 56 % d'entre eux ne souhaitaient pas sa chute, diront les sondages de l'IFOP à la fin de 1952. Ils n'aveient été que 45 %. n'avaient été que 45 % à regretter de Gaulle en 1946. Et seront moins nombreux encore pour pleurer Mendès France en 1955, ils n'oublieront pas de sitôt l'aphorisme du sage de Saint-Chamond: « La monnaie est l'image du pays.»

JEAN-PIERRE RIOUX

"GRAND JURY" RTL-Le Monde

DOMINIQUE BAUDIS

Ü

ANIMÉ PAR **HENRI MARQUE**

AVEC DANIEL CARTON ET THOMAS FERENCZI (LE MONDE) RICHARD ARZT ET PATRICK TEJERO (RTL)

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : REDACTION ET SIEGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: [1] 40-65-25-25 Télécopleur: (1) 40-65-25-99 Télex: 206.806 F ADMINISTRATION:

ADMINISTRATION: 1, PLACE HUBERT-BELVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél.: [1] 40-65-25-25 Télécopleur: (1) 49-60-30-10 Télex: 251.311 F Edité par la SARL le Monde

> Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél: (1) 46-62-72-72
Téles: MONDPUB 634 128 F
1645 146-73-73. Société fifiate
le la SARL le Moure et de Médias et Régies Europe SA*

Imprimerie du « Monde » 12, g. M.-Gimshourg 94852 IVRY Cedex Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration Commission parisaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 PRINTED IN FRANCE

enseignements sur les microfilms e Index du Monde su (1) 40-85-29-33 TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** 1, place Hubert-Benve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tel.: (1) 49-60-32-90

| | TAKE | FRANCE | SUISSE RELGIQUE LUXEMB, PAYS-BAS | AUTRES PAYS vote notonele CEE |
|---|--------|---------|---|-------------------------------|
| , | 3 mels | 460 8 | . 573.F | 750 F. |
| | 6 mois | 890 F | t 123 F | 1 500 F |
| ı | 1 == . | 1 620 F | 2 896 ¥ | 2 968 F |

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande pour vous abonner renvoyez ce bulletin accom pagné de votre règlement on par MINITEL 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande denx

BULLETIN D'ABONNEMENT **DURÉE CHOISIE** 3 mois 6 mois Nom:

Prénom:

Code postal: Localité:

Pays: Veudlez avoir l'obligeance d'écrire tous le noms proprés en capitales d'imprimerie.

Le Monde

i per la SARL La morre-comité de direction : ques Lesconne : gérant ecteur de la publication Bruno Fragoes ilrecteur de la rédection Jacques Guile directeur de la gestion Manuel Luchert sacrécière général Edité par la SARL Le Monde

Yvas Agnès Jacques Amelric Thomas Ferenczi

ubert Beuve-Mêry (1944-1969) Jacques Feuvet (1989-1982) André Laurene (1982-1995) André Fontaine (1985-1991)

Le présiden

Restart of East of the print den: Avaz ? -uta :bcs accust Mesery a ere actue. vendest 6 mars a la cemission & Ere en un responsable armerien i fait etat sames d'une très menuele and conference sales

- 15 1000 8. BOTH TO LOUIS OF THE A AZERS put Realer ALTER COMPA .. Martiakert 一 全 北 地區 数 NAME OF THE PARTY OF 二、《西西海豚

geoffen et e

La for est le f

. . ic ? 614:

. THE CALL CHE

Attes autimes, et lebefeuses tractations avec se promir le politique - le Parti statemen femand (CVM) & per la repart tion des portes fedes M. Jean-Luc Deheerse a femé lancisect & mars, un pun vensest restreint qui sa prisense dans les prochains jours desert to Chambre des représentants et le Sénat pour un mente impetiture le Monde di mare

EPUXELLES

of tare correspondent legare commendance le neuen parent cit exidenben to the services hart fors Proer - same faute du por-

M. Dehae**ne, le** BRUXELLES

de foire domestiondent ·Sire, connecting) cent jours a Cena demande de la Jose Luc Detacts to the service of perpor un ine put a communit cer.
sagissari de a préce-And the parameters of Consequences of the parameters of the parame men est ou strain de décembre 1987 li avait acre fait dracte

men research acts to M. Defracts

Bour Semeter 6016 vess Mess

Wifned 1215 5 to full finalemen prétent 20 - Télene arcore Me 1015 Dign c. -- 51:0 Cash sens toute are question distance of service of second selections of service of service of second selections of service of s SAIR CO COLOCO S 29 COOKCIQ Compess IC- 35 mins 30 Churcha Te's . (Cal pas Th die d'une man der at oncie Comparation and the same. Sept for the server street was

Meditue des médiciations euro-Syndicalisme et football

Come for the roll of domain see the continue tells of the roll of domains of the continue tells of the roll of the continue tells of the roll of the continues of the roll of Section 5 13 . 65 4 October 3 213 Sections de novembre 1991 at ontronés à des D'obernes barr adus le Monde du 7 marsi

Me is 7 acu: 340 fea d'un prohibite : Del aera a paus-ques des chez as scouts catholiques des convictions que la dicalisme chief des convictions que la symalising chrétien, après des

. . .

ETRANGER

AZERBAÏDJAN: accusé de faiblesse et de soumission à Moscou

Le président Moutalibov a été acculé à la démission

azerbaïdjeneises dans le Haut-Karabakh ont provoqué une crise politique à Bakou, où la président Ayez Moutalibov, accusé de faiblesse et de soumission à Moscou, a été acculé, vendredi 6 mars, à la démission. A Erevan, un responsable erménien e feit état samedi d'une très meurtrière contre-offensive azerbaïdianaise.

Allerante de la companya de la compa

Que la France de Carlo de Carl

e M. Common de la common de la

Se la genera de sure mona e pris abeliani, l'elleman pris abeliani, l'elleman

Souther the comments of the control of the control

基础的 subjects of the control

Section of the sectio

SECURITY OF THE SECURITY OF TH

April Transcott

Turk Tr. 1804 This could be seen to the seen the seen to the seen

teres are an order

No vitte (12) (1 may 2) and White are a second (13)

Latery (200 C)

de federation

tiant den

t the second

givers II.

Maria Carre

Har dr with Mark of

special set of a

tina a substitution of tour district

L emprunt qui fit 👊 glojte 🗦

ري. مت شو

2 %

Selan le ministre erménien des affaires étrangères Vazgen Sarkissian, unc centainc d'Arméniens auraient été victimes d'une affensive des forces azerbaïdjanaises, qui se pour-suiveit samedi, visant à prendre le village d'Askeran, proche du lieu des récents massacres de civils azéris fuyant une evancée arménienne.

M. Sarkissien, cité par Reuter, e aussi affirmé que des pertes équivalentes ont été subies lors d'affrontements dans le secteur de Mardakert dans le nard du Haut-Karabakh, enclave à population arménienne en territoire azerbaldjanais. Cette contre-offensive azerbeidjanaise n'était cependant pas confirmée à Bakou, où

l'opposition affirme que les forces azerbaïdjanaises sont «trop mal organisées pour faire autre chase que d'évacuer les blessés». Une telle conditation d'Avaz Montatre-attaque azéne surait été, en tout état de cause, lancée avant que le président azerbaidjanais, M. Ayaz Moutalibov, n'annonce sa démission, dans la soiré de vendredi.

Depuis jeudi, des dizaines de mil-tiers de manifestants assiégeaient le Parlement (le Mande du 6 mars). « Chaque heure passée avec Moutali-bov au pouvoir signifie de nouvelles pertes d'hommes et de territoires pour l'Azerbaidian», disait un des orateurs l'Azerbaidjan», disait un des orateurs devant la foule. Toute la nuit et ven-dredi encorc, M. Mautalibav, enfermé dans le Parlement avec les députés, avait tenté de résister.

Mais après l'échec d'ultimes négo-Mais après l'échec d'ultimes nego-ciations avec l'apposition, groupée en partie eu sein du Front populaire, il annoncait, l'air épuisé, qu'il se phait «à la volomé du peuple». L'intérim de le présidence est assuré par le nouveau président du Parlement, M. Iacoub Mamedov, un universi-taire qui evait été élu jeudi à l'ouver-ture de la sessian et qui s'est pro-noncé pour une solution politique du noncé pour une solution politique du conflit avec l'Arménie. Le Parlement, élu quand les troupes soviétiques occupaient encore Bakou et composé

L'opposition, qui réclamait depuis des mois la démission d'Ayaz Mouta-libov, ex-apparatchik communiste, demande la suppression du poste de la présidence et veut que l'Azerbaïdjan rompe avec la Communauté des
Etats indépendants (CEI). Certains de ses représentants ant indiqué avair exigé san départ paur l'empêcher d'avair recours à une intervention des forces de la CEI stationnées en Azerbaïdjan, à la faveur des troubles de Bakou. Selon le quotidien moscovite l'Indépendant, des unités de la CEI sa printe de la CEI sa unités de la CEI se seraient approchées du Parlement dans la nuit de jeudi à vendredi et ne seraient par-ties qu'après un ultimatum du Front populaire.

« Faire peur » aux Arméniens

La crise politique à Bakou est le conséquence directe des revers azéris la semaiue dernière dans le Haut-Karabakh, en particulier du massacres de civils fuyant la localité de Khod-jaly. Même si le chiffre de «plus de mille morts» evancé à Bakou est peu vraisemblable, /c «Parlement» des Arméniens du Haut-Kerabakh a

regret pour la mort de civils lors de la prise de Khodjaly, selon l'agence

Les divers chefs de guerre azerbaïdjanais sur le front, et la trentaine de milliers de réfugiés fuyant les combats, réclament vengeance. Même si des correspondants étran-gers à Agdam n'ont pas remarqué, vendredi, de mobilisation particulière annoncant une contre-offensive, les combats ant néanmains repris dès jeudi, alors que les troupes de la CEI devaient achever l'évacuatinn du régiment stationné à Stepanakert et que les signes se multiplient de voir le conflit influer sur la situation audelà des frontières de l'ex-URSS.

En Turquie, nu le « massacre de En l'urquie, nu le « massacre de Khodjaly» continue à faire les grands titres de la presse, des responsables politiques sont sortis récemment de la réserve à propos du conflit. Le président de la République, M. Turgut Ozal, a ainsi incité publiquement le chef du gouvernement, M. Suleyman Demirel, evec qui il entretient des rapports conflictuels, à soutenir plus ouvertement l'Azerbaïdian dans plus ouvertement l'Azerbaīdjan dans

« Il faut faire un peu peut aux Armémens », e-t-il déclaré mercred dans une réunian d'hommes d'af-



feires, en proposant que la Turonio bloque par exemple les livraisons de vivres acheminées vers l'Arménie via son territoire. M. Ozal a ajouté qu'il avait, il y a un an, menacé d'occuper le nord de l'Irak pour y réinstaller les Kurdes irakiens réfugiés dans le sud-est de la Turquie : « Lorsque les Amé-ricains ont réalisé, ils ont trouvé une solution», a déclaré le président, pour expliquer qu'ail faut faire un peu peur aux autres, car c'est la seule chose que le monde comprenne.»

M. Mesut Yilmaz, ancien premier ministre et leader du Parti de le mère patrie (oppositian), a estimé pour sa part qu'Ankara devrait envi-sager l'envoi de troupes à la frontière arménienne. Le parti fondamentaliste critique également « l'inaction » du gouvernement, accusé de se plier à la politique de soutien des Occidentaux à l'Arménie chrétienne.

A ces critiques, M. Demirel, cité vendredi par l'agence turque Anato-lie, a répondu que la Turquie devait « agit avec attention et sang-froid. pour ne pas fournir de présexte à ceux qui en cherchent pour l'accuser ». qui en cherchent pour l'accuser».

«Nous ne sommes pas indiffèrents au
sort des Azéris, mais un faux pas leur
serait encore plus néfaste. Un pas de
trop de la part de la Turquie jetterait
le mande entier derrière les Arméniens», a encore déclaré M. Demirel,

Il a rappelé que la Conférence sur le coopération et la sécurité en Europe (CSCE) avait récemment confirmé l'appartenance du Haut-Karabakh à l'Azerbaidjan. La CSCE s'était également prononcée pour un embargo sur les armes à destination des deux Républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie. Le gouvernement d'Ankara a annoncé jeudi que les avions à destination de ces Républiques, transitant par l'espace aérien ture, allaient être cootraiots à une escale pour vérification de leur cargaison par les autorités. - (AFP, Reu-ter, AP.)

Un ancien «zazou» devenu apparatchik

Nommé par Moscou en janvier 1990 pour normaliser la situation en Azerbaidjan après la tentative de coup d'État du Front populaire réprimée per les chare, M. Ayaz Niaz ogly Moutalibov eveit été élu président eu sufrage universel, en septembre 1991, avec plue de 90 % des vaix. Se présentant camme un ex-« pley-boy de Bakou », un années 50, le secrétaire du Parti communiste d'Azerbaidjan evait progressivement edapté una tione indépendantiste pour tenter d'apaiser la puissant Front popuque le PC d'Azerbaidjan fut dissous eprèe la putsch manqué. Dans son bureau, où l'on apercevait encare les livree de Lénine, M. Ayez Mautalibay jugeeit qu'eici ce n'est que stress et ennuis», affirmant son peu de goût pour la guerre et son intérêt pour l'économie.

Né à Bakou en 1938, diplômé de l'Institut de pétrachimie d'Azizbékav, M. Mautalibav devint directeur de l'entreprise de réfrigérateurs de Bekou, puls gravit au sein du parti les échelons pour devenir, en 1982, pré-sident du Comité d'Etat au plan de la République puis président croire, M. Moutalibov était entré en politique «par nécessité»; critiqué, il gravissait son « calvaire ». L'en voità délivré par la pression d'une opposition qu'il quelifiait de «bolchévique».

BELGIQUE: après trois mois de tractations

La formation du nouveau gouvernement est le fruit d'un large compromis national

Après d'ultimes, et leborieuses, tractations avec sa propre famille politique - le Parti social-chrétien flemend (CVP) pour la répertition des portefeuilles, M. Jean-Luc Dehaene e formé, vendredi 6 mars, un gouvernement restreint qui se présentera dans les prochains jours devant la Chambre des raprésentants et le Sénat pour en recevoir l'investiture (le Monde du 7 mars).

BRUXELLES

de notre correspondent

Le grand partant, dans le oouveau gouvernement, est évidemment M. Wilfried Martens, huit fais

tefeuille des affeires étrangères tion nationale. Du côté francoeuquel il aurait songé un mament, pourrait devenir président du Sénat. Un outre partant du CVP est M. Mark Eyskens, ministre des effaires étrangères. Il sere regretté par le corps diplamatique, qui l'appréciait, mais son départ n'est pas une très grande surprise. En janvier, M. Eyskens evait invité les ambassadeurs à une réception eo forme d'adieux à peine déguisés pour leur offrir son premier roman tradnit en français, une réflexioo désabusée sur l'action et une satire iodirecte de la vie politique belge (1). M. Eyskens est remplacé par un socialiste flamand, M. Willy Claes. Agé de cinquante-quatre ans, chargé de l'économie doos le précédent gouvernement, ce dernier, musicien de talent à ses heures, avait fait ses

phone, les sociaux-chrétiens conservent deux postes importants avec M. Philippe Meystadt - qui reste aux finances, où il s'est feit une bonne réputation dans les milieux internationeux - et M. Melchior Wethelet, un mament pressenti comme premier ministre, qui ajoute au portefeuille de la justice, qu'il détenait déjà, celui de l'économie.

Principale formatiao de la coalition avec le CVP, le PS fraocophooe obtieot des places qui devraient rassurer les Wallons, inquiets pour leur avenir économique. M. Guy Coëme, ancien ministre de la défense, est ootamment charge des communications et des eotreprises publiques, un poste-clé pour le partage des investissements. Aux affaires sociales, M. Philippe Moureaux pourra veiller au main-

système national, alors que certains Flamands demandent son démantè-lement, parce que les Walions touchent actuellement plus qu'ils ne

Contestataire au sein du PS, trinmphalement élu à Liège en novembre, proche de M. José Happert - le leader régianaliste des Fourons et bête noire des Flamands M. Jean-Maurice Dehousse fait sa rentrée au gouvernement. Ce retour traduit un subtil rééquilibrage entre les différents courants du PS, un compromis particulier à l'iotérieur du vaste compromis national dont est née cette coalition à quatre.

Au meou maintenant du nouveau gouvernement, figurent, la suite de l'œuvre de révision de la Constitution, la réforme du Sénat, l'élection directe de représentants des com-muoautés linguistiques et des ns, et le mode de financemed d'une communauté francophane qui ne parvient plus à payer ses ensei-

11) Vie et mort de J. K Mortal, profes-seur extraordinaire, Editions Albatros, Paris, 185 p., 120 F.

La composition du cabinet

Premier ministre: - M. Jean-Luc Dehaene (social-chretien flamand, CVP) (**). Vice-premiers ministres:

Ministre des communications et des entreprises publiques, M. Guy Coème (socialiste francophane, PS)

Ministre des affaires étrangères.
 M. Willy Claes (socialiste flomand SP) (**)

- Ministre de la justice et des affaires éconamiques, M. Melchior Wathclet (sociel-chrétien frencophone, PSC) (**). - Finances, M. Philippe Maystadt, (PSC).

- Affaires sociales, M. Philippe Moureaux (PS) (**). - Politique scientifique, M. Jean-Maurice Dehousse, (PS) (*).

- Cammerce exterieur et affaires européennes, M. Robert Urbain, (PS) Pensions, M. Freddy Wyllockx,

(SP) (*).

Intérieur et fonction publique,
M. Louis Tobback, (SP) (**).

Emploi et travail, chargée de la
politique d'égalité entre hommes et
femmes, M= Miet Smet, (CVP) (**).

- PME et agriculture, M. André Bourgeois, (CVP) (*). - Défense nationale, M. Leo Del-croix, (CVP) (*).

croix, (CVP) (*).

— Intégration sociale, M™ Laurette
Onkelinx, (PS) (*).

— Budget, M™ Mieke Offeciers
Van De Wiele, (CVP) (*).

— Secrétaire d'Etat à la coopération
au développement, adjoint au ministre des affaires étrangères, M. Eric
Derijke, (SP) (**). (*) Nouveau venu dans le gouver-

(**) Change de portefeuille.

M. Dehaene, le « démineur » flamand du royaume

premières armes de ministre en

de notre correspondant

«Sire, donnez-moi cent jours.» Cette demende de M. Jeen-Luc Dehaene au roi Baudouin, en janvier 1988, a servi de titre au journeliete flamand Huga de Ridder pour un livre qui e connu un cer-tain succès en 9elgique (1). Il e'egissait du récit de la précédente mission de l'intéressé, en vue de la formation du gouvernement issu du scrutin de décembre 1997. Il avait elore fallu exactement cent six jours à M. Dehaene pour démêler l'écheveeu. Mais M. Wilfried Martens lui fut finalement préféré pour devenir, encore une fois, premier ministre.

Ce fut sans doute une question d'image. Celui qu'on eppelle e le buildozer», «le panzer» ou encore ele démineur» fut salué pour son sene du compromis, sa capacité de synthèse, son imagination procédurière, mais il n'était pas crédité d'une image internationele comparable à celle de M. Martens, sept fois premier ministre et vieil habitué des négociationa européennes.

Syndicalisme et football

Cette fois, le roi lui e donné sa chance», si l'on peut considérer comme telle la charge de diriger une coalition composée de partis sanctionnés par les électeurs aux élections de novembre 1991 et confrontés à des problèmes bien

Né le 7 août 1940, file d'un psychiatre, M. Dehaene a peut-être puisé chez lae scouts catholiques des convictions qui le conduisirent è militer dans le syndicalleme chrétien, après des

ardus (le Monde du 7 mars).



一 在原作

études de droit et d'écanomie, dens une université flamande et aussi dans la ville francophone de Namur. A trente ans. il commence une carrière palitique qui le conduit dana différents cabinets sociaux-chrétiene et, en 1991, il obtient eon premier portefeuilla ministériel, celui des affaires eociales. Recanduit dens cette fanctian en 1985, il eat eussi chargé des réformes institution-

En 1988, dans la huitième gouvernement de M. Martens - qui lui doit beaucoup – il e rang de vice-premier ministre, taujaurs en charge de la révision de la Constitution et dee communicatione. Il consacre une partie de son temps à la sempiternelle « réforme de l'Etar» pour améliorer le système fédéral belge mais se passionne eussi paur le futur TGV Peris-Bruxelles et le sauvetage de la Sabene, eutent de dossiers très politiques, sous des epparences techniques.

il ne faut léser ni les Flamends ni les Wellane dans le tracé du ni les Wellane dans le tracé du nouveau réseau ferré; l'eppel è Editions Duculot, en 1989.

Air France pour le sauvetage de la compagnie belge est candamné par une partie des populations du Nard, qui trouvent déjà trap importante l'emprise du grand voisin sur leur écanamie. Une des premières décisione du nouveau gouvernement sera le feu vert è cet accord avec le transporteur franceie. M. Dehaene paraît s'y résigner, par réalisme financier.

S'il parle canveneblement le françaie, sene virtuosité perticulière. M. Dehaene est profandément encré, culturellement, dans le Brebant flamand et dene ee bonne ville de Vilvoorde, è la périphérie nord de Bruxelles, dant il est le député. Il eima aussi se mantrer sur les tribunes des stades de football, où les opérateurs de télévision se régalent de ses mimiques expressives devent les péripéties du match. Corpulent, il affiche un souverain mépris pour les questions vestimentaires, à un point qui l'e peut-être desservi dans la passé.

Jusqu'è présent, le « démineur », attentif aux intérêts de sa Flandre, mais expert dane l'art d'éviter les explosions communautaires, e'est sentiellement consacré aux probièmes belges. Si son expérience de l'étranger est limitée, on lui prête cependant de fortes convictions européennes. Il aura l'occasion de les montrer en mai, lors du débat sur la ratification du traité de Maastricht par la Chambre et le Sénat, qui attendent l'avis du Perlement européen, sans doute en avril, pour se pro-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

RECHERCHE

LES MÉDICAMENTS VU SIDA

de nouveaux médicaments contre le virus du sida. Plusieurs stratègies originales semblent très prometteuses.

EGALEMENT AU SOMMAIRE:

- OÙ VA LA PHYSIQUE NUCLÉAIRE?
- LES CELTES DANS LES BALKANS
- LES CRISTAUX DE FILMS
- LE BILAN RADIATIF DE LA TERRE
- LA NOUVELLE RÉVOLUTION VERTE
- DOSSIER:

LA REINTRODUCTION DES ESPÈCES

RECHERCHE

EN VENTE EN KIOSQUE - 37 F ~ MARS 1992

SE CONTROL OF THE PROPERTY OF

Section 19 127 F. 2017 12 - 1 2776 - 1

84 - 77 () A

Tem aleade alab

Agree (aliant year)

To don't have been a common and the common an

EUROPE

Le gouvernement demande des pouvoirs spéciaux

Mis en échec la veille par la Diète, qui avait rejeté son pro-gramme économique, le gouverne-ment de M. Jan Olszewski a lancé une contre-attaque, vendredi 6 mars, à l'issue d'one réunion d'urgence, demandant même des pouvoirs économiques spéciaux. Le premier ministre a annoncé que, maigré le vote négatif de la Cham-bre basse, attribué au « jeu politi-que », il ne démissionnerait pas.

En tout cas, pas pour l'instant. Car M. Olszewski a aussi clairement lié le sort de son cabinet à l'approbation par le Parlement de la loi de finances, qui sera présen-tée avant le 23 mars. Une loi qui sera basée sur le texte rejeté jeudi soit : « Si le budget n'est pas adopté, cela signifiera qu'il ne sera plus possible de poursuivre l'action du gouvernement », a averti M. Oiszewski.

« Incident de parcours»

Vendredi, le gouvernement a annoncé par un communiqué qu'il demanderait au Parlement des pouvoirs spéciaux ponr « réoliser efficacement son programme » éco-nomique. Malgré le vote négatif de la Diète qui « ne signifie pas le rejet des principales orientations », les ministres ont estimé que leur programme de relâchement de l'austérité et de l'orthodoxie financière était le seul possible. Après cet «incident de parcours», le premier ministre n'a pas écarté l'idée d'étargir sa fragile coalition de cen-tre-droit, à laquelle le président Lech Walesa est hostile.

Lors du vote de jeudi, e'est le passage dans l'opposition, au der-nier instant, de la Confédération pour la Pologne indépendante (KPN, droite nationaliste) qui a fait trébucher le gouverner Paradoxalement, alors que l'Union démocratique de M. Tadeusz Mazowiecki et le Congrès libéral de M. Jan Bielecki avalent rejeté leprojet pour son manque de rigueur monétaire, la KPN a voté contre en raison du refus affiché du ministre des finances de limiter l'usage de la planche à billets. – (AFP. Reuter, UPI.)

□ IRLANDE : l'adolescente violée a subi une IVG. - L'adolescente irlandaise enceinte à la suite d'un viol a subi, mardi 3 mars, une interruption de grossesse co Grande-Bretagne, après que la Cour suprême irlandaise l'y eut antorisée, a affirmé vendredi la presse irlandaise. Cette affaire avait provoqué un débat houleux en Irlande, où l'avortement est illégal, les instances inférieures ayant aussi interdit à l'adolescente de quatorze ans de se faire avorter à l'étranger. - (AFP, Reuter.)

Redistribution des cartes à l'Est

e Eltsine et Waleso ont tont de problèmes intérieurs qu'ils n'ont pas le temps de s'occuper de l'exté-rieur»: le président polonais a dit les choses à sa manière, en réponse à une question d'un auditeur de la BBC qui s'inquiétait de la lenteur des progrès dans les négociations

Quand ils «ont le temps» de s'intéresser à la politique étrangère, tous ces pays se tournent d'abord vers l'Ouest. Presque tous sont candidats à l'adhésico à l'une ou à plusieurs des structures « occidentales» qui existent à ce jour. La Russie caresse l'idée d'une adhé-sion à l'OTAN, tont en se rendant compte que ce n'est pas pour demain. L'attrait pour la CEE est si fort que même le Kazakhstan, tout asiatique et lointain qu'il soit, vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidatures... Après tout, l'ensemble des quinze Etats ex-soviétiques, y compris ceux qui sont perdus au fond de l'Asie centrale, n'ont-ils pas été admis au sein de la CSCE?.

Mais les Occidentaux font preuve d'un manque d'enthoupreuve d'un manque d'enthoussiasme évident et ne semblent dis-posés à entrouvrir, un jour, le por-tillon que pour quelques relatifs privilégiés. Le lot de consolation proposé par M. François Mitter-rand sous la dénomination de « Confédération européenne». o'intéresse guère. En attendant mieux, les pays de la région s'emploient done à asseoir leurs relations mutuelles, de manière bilatérale, mais aussi à travers des regroupements qui, pour certains, ont reçu un commencement de realisation, pour d'antres en sont encore à l'état de projet sinon de chimère.

« Conseil » et «triangle»

pays riverains de la Baltique qui vient de tenir se première réunion à Copenhague et auquel, déjà, des pays aussi peu «baltiques» que l'Ukraine; la Biélorussie et la Tché-coslovaquie aimeraient partieiper. il y a aussi, depuis un an, le «triangle de Vysehrad» constitué par la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie : les trois pays coopèrent en particulier dans leurs démarches pour se rapprocher de la CEE, et l'Ukraine a déjà manifesté le désir de transformer le triangle en quadrilatère, avant de s'entendre dire qu'elle devrait attendre un peu.

Il faut encore théoriquement compter aussi avec la Commu-nauté des Etats indépendants qui réunit onze des quinze Républiques ex-soviétiques et qui, lors de sa eréation, s'est déclarée «ouverte», tout particulièrement à ses voisins immédiats de l'Ouest... Bref, il y a toutes sortes de

manières de distribuer les cartes. de les mélanger, de les assembler.
Tout ce qui était interdit ou inimaginable du temps où l'URSS
régnait sur la région paraît désormais possible, et on explore un peu
dans toutes les directions. deux Etats, peut-être parce qu'ils sont de taille comparable et savent fort bien ce que leur ont costé leurs dissensions passées, semblent résolus à s'entendre.

Les Polonais - melques exaltés mis à part - évitent soigneusement toute déclaration qui pourrait laisser soopconner qu'ils ne considèrent pas Lvov (polonaise avant guerre) comme définitivement ukrainienne. Les petites querelles locales à propos de l'attribution de certains lieux de culte se sont plus ou moins apaisées, et les échanges conomiques entre régions frontalières voot bon train, comme le souligne un «ancien» de Solidaconvient que certains prêtres catholiques de Biélorussie font de l'excès de zèle en décorant leurs églises de drapeaux polonais et de portraits de Lech Walesa).

La Biélorussie est aussi forte-La Biélorussie est aussi forte-ment tentée de chercher ses racines du côté de la Lituanie, notamment à Vilnius, véritable capitale histori-que de cette région où se côtoient les passés polonais, lituanien, biélo-russe et jnif. (Symbole de ce mélange inextricable, les armes de la Lituanie, de la Biélorussie et de la ville de Bialystok soot à peu près identiques.) Les relations lituano-biélorusses sont officielle-ment bonnes et les dirigeants de

Moscou, et considérait en privé qu'e Eltsine était fini »...

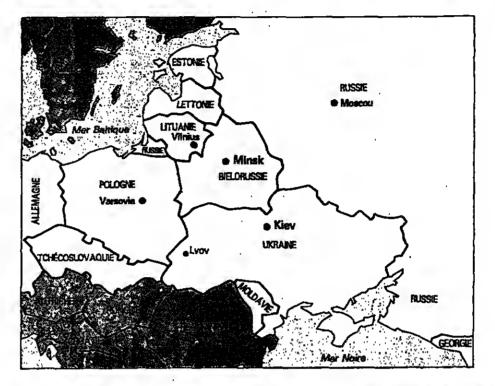
Officiellement, bien entendu, il s'agit seulement de régler aupara-vant tous les problèmes en suspens. Les relations économiques entre les deux pays ne sont pas simples et les Polonais ont constaté à leurs dépens que les Russes ne tennient guère leurs engagements, notam-ment ponr les livraisons de gaz (l'affaire, que l'on préfère expliquer ici par la « pagaille » russe plutôt que comme un moyen de chantage sur la Pologne, a été réglée entre-temps – grâce, affirme un homme politique connu, à l'intervention du secrétaire d'Etat James Baker).

Il convient aussi de mettre an point les détails du règlement financier concernant le retrait des tronpes soviétiques : le principe du retrait de toutes les unités de combat au 15 novembre 1992 est acquis, mais le commandement ex-soviétique se plaint des exigences polonaises et pèse apparemment sur les dirigeants de Moscou. Les dernières négociations tenues à ce sujet à Moscou ont permis de faire des progrès, mais pas sur tous les

Les Russes se sont néanmoins empressés de rendre publique l'in-vitation de M. Eltsine à M. Walesa, manière de forcer un pen la main à un président polo-nais qui a fini par accepter cette invitation. La date n'est pas fixée, mais les Russes affirment que la visite aura lieu en mars. Pour faire bonne mesure, M. Walesa a immédiatement fait savoir qu'il se ren-drait en Allemagne à la fin du même mois. Si tout se passe comme prévu, M. Walesa, en l'espace de quelques semaines, se rendra done à Moscou et à Bonn après avoir reçu la visite du président ukrainien. La Pologne aura ainsi fait étalage de ses boones relations avec ses trois plus grands

Ce n'est certes pas là une garan-tie de paix pour l'éternité ni uo triomphe de la diplomatie polooaise (« La Pologne n'a toujours pas de politique orientale», regrette même M. Marek Karp, pourtant directeur d'un centre d'études spéeialisé créé par les autorités de Varsovie). Mais e'est au moins, pour un pays affligé d'un gouverne-ment faible, d'un Parlement sans plus en plus contesté, la possibilité de se consacrer à ses problèmes intérieurs dans une relative séré-

JAN KRAUZE



La Pologne, qui fut et reste, à en croire M. Bronislaw Geremek, le « loboratoire expérimental » des pays de l'Est dans les domaines politique et économique, est anssi hautement concernée par cet autre type d'expériences. Sa situation géographique la place dans plu-sieurs de ces regroupements régio-naux et son histoire l'incite à profiter -- de - circonstances exceptionnellement favorables.

Pour la première fois depuis des temps presque immémoriaux, elle a l'occasion d'établir les conditions d'une entente solide avec tous ses voisins. La majeure partie de la tâche – le règlement de l'antique contentieux avec l'Allemagne - ayant été à peu près achevée et les relations avec la Tchécoslovaquie étant plus que correctes, les Polonais peuvent se consaerer à leurs rapports avec leurs voisins de l'Est, tous issus de l'URSS.

L'Ukraine retrouvée

De l'avis général, c'est avec l'Ukraine que les choses se passent le mieux. L'histoire ancienne et récente, sans parler de la littérature des deux pays, est pourtant pleine de souvenirs tragiques, mais les rité, M. Henryk Wujec, aujourd'hui sénateur de Zamosc.

Les derniers détails d'un traité entre les deux pays sont en train d'être mis au point et le texte, qui insiste sur les droits des minorités de part et d'autre de la frontière, devrait être solennellement signé à l'occasion d'une visite de M. Leo-nid Kravtchouk à Varsovie d'ici à la fin dn mois. Certes, on regrette un peu que le président ukrainien ait pris le chemin de l'Allemagne avant, de prendre celni d'une Pologhe qui avait été la première à reconnaître l'indépendance de son pays. Mais, «on comprend», on n'en fait pas un plat.

L'intérêt manifesté à la Pologne par M. Kravtchouk tient sans doute pour partie à son désir de bien montrer à la Russie qu'une bien montrer à la Russie qu'une certaine époque est terminée. Mais mieux vaut fermer les yeux: «Nous devons absolument éviter de nous mêter des relations entre la Russie et l'Ukraine», explique l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki. A Varsovie comme à Moscou, on peose aussi que les Ukrainieos pourraieot garder en réserve d'autres projets, par exemréserve d'autres projets, par exem-ple la constitution d'un «axe» de la mer Noire à la Baltique en passant par la Bifforussie, à travers les vastes territoires qui formaieot jadis le grand-duché de Lituanie.

Le quotidien moscovite l'Independant a besucoup fantasmé sur ce thème, dans nue étonoante «une» évoquant la possible création d'un «cordon sanitaire» entre la Russie et l'Europe. Pour corser la chose, et souligner les dangers d'une vaste coalition antirusse, le journal évoque en même temps le péril turc et illustre l'ensemble d'un dessin de janissaires à la mine patibulaire...

Minorités biélorusses

Au ministère poloosis des affaires étrangéres, le secrétaire d'Etat chargé en particulier des relatioos avec l'Est, M. Jerzy Makarczyk, convient que l'Ukraine « explore diverses voles ». Mais il veut croire que «l'essentiel», pour les gens de Kiev, c'est l'Europe : «Nous considérons que l'option polonaise, qui est aussi l'option européenne, l'emportera.»

M. Makarczyk décrit aussi en termes très positifs les rapports entre la Pologne et la Biélorussie : les deux pays viennent d'établir des relations diplomatiques et de signer uoe « décloration » commune, à l'occasion de la visite que vient de faire à Varsovie le ministre biélo-russe des affaires étrangères, M. Piotr Kraytchanka. Les Biélorusses ont levé l'obstacle qui avait empêché que rette déclaration de bon voisinage soit signée plus tôt : ils n'exigent plus que la région (polonaise) de Bialystok y soit mentionnée comme « ethniquement biélorusse ».

C'est que là aussi, la question des minorités se pose, compliquée par le fait que la Biélorussie reste un Etat à la recherche de son identité, partagée entre deux pôles d'at-traction : la Russie et l'orthodoxie d'une part, la Pologne et le catholi-cisme de l'autre. (A Varsovie, on

Minsk se défendent de revendiquer une partie des environs de Vilnius, mais la question reste sensible et certains Polonais soupconnent même les Lituaniens de songer à céder à la Biélorussie des terres ethniquement «polonaises»...

La Lituanie et Kaliningrad

C'est que les relations entre Varsovie et la nouvelle Lituanie indé-pendante restent fort difficiles plus délicates qu'avec aucun autre des voisins orientaux de la Pologne. Vne de Viloius, la Pologne est un grand pays toujours suspect de paternalisme, d'autant que l'histoire des deux nations a été intimement mêlée à partir de la fin da Moyen Age. Et le comportement des antorités lituaniennes à l'égard de la minorité polonaise, toujours placée sons « administra-tion » directe et privée du droit d'élire ses représentants, n'arrange pas les choses.

Reste la Russie, même si elle n'est plus « voisine » de la Pologne que de manière marginale, par le biais de la région de Kaliningrad. La aussi, rien n'est simple, et cette bande maritime peuplée d'un mil-lion d'habitants, coupée du «corps» de la Fédération de Russie et surchargée d'armes et de sol-dats, suscite bien des convoitises.

A Varsovie, on affirme haut et fort que l'ancienne Koenigsberg est et restera russe, tout en ajoutant qu'il convient de «s'intéresser» aux diverses suggestions émises ici et là sur l'avenir de la zone – des suggestions parfois inattendues, puisque certains ont proposé de faire de Kaliningrad un foyer national pour les tziganes... Bien des Lituaniens révent d'en récupédeur de Lituanies revent d'en recupe-rer au moins une partie (l'ambassa-deur de Lituanie à Washington, en le disant on peu trop clairement, a suscité l'ire de Mescou). Certains imaginent un partage avec la Pologne, d'autres avec l'Allemagne. Mais là encore on se contente de brasser des hypothèses pour un lointain avenir et, dans l'immédiat, on préfère parler de «coopération régionale».

M. Walesa à Moscou

Bien entendu, les relations polono-russes concernent bien autre chose que Kaliningrad. Les deux pays vienaent, après de longues négociations, de mettre la dernière main à un traité bilatéral qui devrait, comme e'est le cas pour l'Ukraine, être signé à l'occasioo d'un voyage officiel, celui de M. Walesa à Moscou. Curieusement, si l'on songe au rôle essentiel que l'un et l'autre ont joné dans la chute du communisme, MM. Lech Walesa et Boris Eltsine ne se Connaissent pratiquement pas.
Seules les obsèques d'Andreï

Sakharov, en décembre 1989, leur ont permis de se serrer la main, et depuis toutes sortes de projets ont avorté, y compris lorsque, en juin dernier, les Polonais ont retiré à la dernière mionte une invitatioo faite à M. Eltsioe de se rendre à Varsovie. Tout récemment encore le président polonais paraissait traîner les pieds à l'idée d'aller à

La coopération nordique Dix pays créent

un « conseil baltique »

COPENHAGUE de notre correspondante .

Les ministres des affaires étrangères des neuf pays riverains de la Mer Baltique (la Suède, la Finiande, la Russie, l'Estonie, la Litua-nie, la Lettonie, la Pologne, l'Allemagne et le Danemark), ainsi que de la Norvège, réunis les 5 et 6 mars à Copenhague, ont décidé de fonder ensemble un Conseil bal-

Les parrains de cette nouvelle institution, le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, et son collègue de Bonn, M. Hans-Dietrich Genscher, en avaient lancé l'idée en octobre. Mais, en fait, elle est l'abontissement d'un processus amorcé dès le lendemain de la chute du mur de Berlin, l'écroulement des régimes communistes d'Europe de l'Est ayant contribué à resserrer les liens qu'entretiennent ces pays depuis des siècles grâce à cette mare nostrum septentrionale que sillonnaient leurs flottes marc

Le Conseil baltique n'est pas destiné à relayer ou à remplacer le Conseil nordique (Suède, Norvèse, Finlande, Islande, Danemark) qui depuis quatre décennies s'efforce d'harmoniser les législations des Etats membres. Le Conseil balti-que, qui sera doté de structures beaucoup plus légères, aura avant tout nn rôle de coordinateur per-metiant de researcer dans tous les metiant de resserrer dans tous les domaines la coopération entre les dix pays (économie, environneiture, transport, communication, etc.) et aussi d'aider les pays ex-communistes à opérer leur mutation sur le chemin de la démocratie et de l'économie de marché. Sur la demande de la Pologne, il a été décidé, en plus, de créer une structure spéciale chargée des problèmes posés par les minorités dans cette région.

Le Conseil baltique, en qui certains commentateurs voient déjà une sorte de tentative de résurrection de la puissante Ligue hanséatique, tiendra en principe des assises plénières une fois par an.

CAMILLE OLSEN

ESPAGNE: une nouvelle voie pour mettre fin au terrorisme?

Le principal parti basque et l'aile politique de l'ETA ouvrent le dialogue

Des pourparlers sont actuellement entamés entre la principale formation politique basque, le Parti nationaliste basque (PNV) et Herri Batasuna (HB), considéré comme l'aile politique du mouvement séparatiste ETA. Leur annonce a provoqué une violente controverse. L'opposition considère cette initiative comme un moyen détourné utilisé par le gouvernement socialiste pour négocier la paix civile en cette année où l'Espagne organise d'importants événaments internationaux, tout en proclamant son refus de céder face au chantage terroriste

MADRID

de notre correspondant

Selon le texte établi par Herri Batasuna et accepté comme base de discussion par le PNV, l'objectif des contacts engagés - dans le cadre de « la recherche de la paix et la normalisation démocratique dans le pays basque du Sud» - est d'a établir un cadre stable de relations politiques avec HB, dont l'objet est d'analyser les raisons politiques sous-jacentes au contentieux entre le peuple basque et l'Etat espagnol et de comparer les diagnostics respectifs dans la perspec-

tive de la mise en place des mêcanismes qui permettront de dépasser la situation actuelle ». Si ce texte n'a pas été formellement signé par le PNV, son but est bien de rechercher une solution pacifique et de mettre un terme à l'impasse

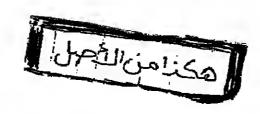
Des voix se sont élevées ponr condamner la formulation de a contentieux entre le peuple basque et l'Etat espagnol» et pour s'interroger sur une possible violation du pacte de Ajuria Enea, signé en jan-vier 1988 entre les partis politiques basques, qui exclut la négociation avec ceux qui sontiennent la violence politique. Un député du Cen-tre démocratique et social, (CDS), M. Rafael Martin, a d'ailleurs fait remarquer que HB devait d'abord condamner le terrorisme avant d'entamer des négociations. Le Parti populaire (PP, conservateur) a, pour sa part, souligné que e les pressions sanglantes avaient porté leurs fruits et permis de faire plier

Le pouvoir socialiste, par l'iotermédiaire de son ministre de l'intérieur, M. José-Luis Corcuera. affirme que la position du gouvernement n'a pas changé et qu'il n'est pas question de céder au chantage des terroristes. Il n'empêche qu'une nouvelle voie est ouverte. S'il convient, ponr le PSOE, d'être prudent, elle permettra peut-être, dans un premier temps, de garantir la sécurité pendant l'Exposition universelle de Séville et lors des Jeux olympiques de Barcelone, ce qui n'est déjà pas négligeable.

Le régime de M. Felipe Gonzalez est-il derrière cette initiative, afin d'éviter tout désordre en cette année symbolique ou bien tentet-il, à distance, de profiter de cette onverture? Telle est la question que chacun se pose, au moment où les autorités renforcent les dispositifs de sécurité pour faire échec au

MICHEL BOLE-RICHARD





AFR

COTEDITORE : . 3 we d Le chef de file de condamné à deux s

le secretaire genéral du Frant populare incires FPI M. Law-rent Ghagho a éte corridorant. vedred 6 mars à deux atte de pien feme 33" is Internal des flagrants del:15 d'Abidjan. and ete incure airsi que dened surres provenus. de a volus de faita et : destruction biers immetire s e: Tobiliers . à la suite d'une manifestation de l'apposition le 18 février.

ASIOJAN Comisco dance

Dane a fe to the of Stand conce. to pulled the pulled to the pu - 10 g 1€2¢ 10 1 (8) 200 17 1 277 18 6 18 1 Best of the state of the box de tours

M tourne de part et huit de se course de la Lague semente en art de la Capac semente en art della capa Male Community a Scar and Appear of the Community of the Milater: And a dexi we melle i part i an in gestiete part fette fat on du mattigee issu pair ses aut vitre sendicalem es cost of set una perme d'art in ception terme. Nocumen de archite con un la fight présent hone an dauer ter autmirat auf det déclares en outre le originationers des

destrutura de recreo publicas es perto con an an man costation and dilitaren le l'amif des men famitipet Hurt butres prevenue. dent in Legal: du FPI, sout reference and the second of th person for a retital v.

la suf ir nit taparale dans le the series are the militarres for

ALGERIE

la mort à Constantine lors de heurts entre islamistes et policiers

Plusicurs removes ent indique wine personne a sie tute et eing of sit autres birssees. Lendred: 6 mars, à Constantine, Lors de viotats in idente entre islamistes et fares de l'ordre que seion l'agence officielle Aps andient investi la Magan Al Abam at processe à de smittense: Green allens w

Liman de cette mosquée serant en fine depois plus cours semannes.

pieus l'APS Il serait parrenn.

pie à la rempirate de fidèles. cooper à plusion reprises, à la police, qui esperant pouvoir miches Ces incidente sont surve nu quarante-hour houres après la desson du tribunal d'Alger d'intende le Front stammade du salet calm le rege du pays est dementé calm. Dans la pays est dementé calm. ome Dans an communique mos du mouverners d'assous cut inci une mise en ande essous cut que en service en sande. Essous cut

the la course of the court of t GHANA : elections présidenbe a legislatives avant in fin de Des élections présidenthe eligibilities auront lieu, en sorembre et décembre 1997. brond jeud 5 mars, le président teny Rawlings. Un nouvern gon-

Sment devisit sire constitue. ta Barier 1993 - 4 P.P. NIGER: ouverture d'une aping sur les putschistes. - Le M. Amadou Chefful 2 annonce, control 4 mars, l'ouverture d'une shine o instraceurs de la muitoc e meligateurs de la multimede la faction de la certante le Niger. to the there are a containe to the chefpar sellents rejont de la la sellent de la la sellent au l the en americans report and be

his et du retour des seidats dans AN NOTRE SUPPLEMENT Le Monde r.ęconowie

condamné à deux ans de prison ferme

Le secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), M. Laurent Gbagbo, a été condamné, vendredi 6 mars, à deux ans de prison ferme par le tribunal des flagrants délits d'Abidjan. Il avait été inculpé, einsi que dix-neuf eutres prévenus, de « voies de fait » et « destruction de biens immobiliers et mobiliers », à la suite d'une manifestation

State several and Talent Control of the Control of

deux par de la company de la c

point le ring land

hat an array of the same of th

Straight and a second

sovietique es polanziore es

dernières

Les Russia de Caraca de Ca

mais les Russes sur les m

white duri he are the fine

drait en Alle-

agres as a fig.

ainst fact strongs to a first

Constitute de la consti

Can est the state of the state

Par of the little and the little and

Autoritant a un

Post on participation of the State of the St

creeni

un « conseil baltique

de rains commercialism

georgia (a. 1920) Mer Baltin Mode in Roman

#126.74 P. 12.14

Les rations of the same affairst votation of the same affairst vot

Andrews of the second of the s

Mas of the same

Being the second of the second

فتلاده شاراء والمتح

345 (8125)

ANSET LL.T.

interaction in the

and particle of the

444 1

A

El conviere de

Off the option of

4

ABIDJAN

de l'opposition, le 18 février.

Correspondance

Dans la petite salle d'audience, le publie retient son souffle. Ce vendredi, comme les autres jours. lea vingt prévenus arrivent, mennttes aux poignets, dans le box des accusés. La présidente du tribunal, d'une vnix monocorde, lit le

M. Laurent Gbagbo, et huit de ses compagnans, dant M. René Degny Segui, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme, et le député du FPI, M. Mullé Mollé, sont condamnés à deux ans de prison ferme et 300 000 francs CFA (6 000 francs) d'amende. Trois dirigeants du Parti ivoirien des travsilleurs (PIT), dant M. Laurent Akoua – qui a déjà eu maille à partir avec le justice, avant l'instauration du multipartisme, pour ses activités syndicales – se voient infliger une peine d'un an de prison ferme. Accusés de « violence, voies de foit et rébel-lion », les douze condamnés ont été déclarés en outre « coauteurs des destructions de biens publics et privés » lnrs de la manifestation qui svait tourné à l'émeute (le Mande dn 20 février). Le collectif des avocats a annoncé son intention de faire appel. Huil outres prévenus, dnnt un député du FPI, sont relaxés « au bénéfice du doute » et pour « délit non constitué ».

Le verdicl est accueilli dans le calme. Avant que les militaires ne

ALGERIE

Un mort à Constantine lors de heurts entre islamistes et policiers

Plusicurs témoins ont indiqué qu'une personne a été tuée et cinq 6 mars, à Constantine, lors de vio lents incidents entre islamistes et forces de l'ordre qui, selon l'agence officielle APS, avaient investi la mosquée Al Arkam et procédé à de « nombreuses arrestations ».

L'imam de cette mosquée serait en fuite depuis plusieurs semaines, a précisé l'APS. Il serait parvenu, grâce à la complicité de fidèles, à échapper, à plusieurs reprises, à la police, qui espérait pouvnir l'arrêter au moment de l'un de ses prêches. Ces incidents sont survenus quarante-huit heures après la décisinn du tribunal d'Alger d'interdire le Front islamique dn salut (FIS). Le reste du pays est demeuré calme. Dans un communiqué publié vendredi à Alger, les dirigeants du mouvement dissous unt lancé une mise en garde, estimant que ce « calme » est « celui qui pré-cède la tempête » et « cache un risque de guerre civile ». - (AFP.)

GHANA: élections présidenticlie et législatives avant la fin de DAMES CAN CONTROL OF C l'année. - Des élections présidenticile et législatives snront lieu, en novembre et décembre 1992, a annoncé, jeudi 5 mars, le président Jerry Rawlings. Un nouvenu gouvernement devrait être constitué, en janvier 1993. - (AFP.)

D NIGER: naverturn d'ane caquête sur les putschistes. - Le premier miniatre de transitinn, M. Amadou Cheffnu, a annancé, mercredi 4 mars, l'ouverture d'une enquête pour « démasquer les putschistes, instigateurs de la mutinerie militaire qui n ébranké le Niger, du 28 février au 3 mars. M. Cheffou s'est, par ailleurs, réjoui de la reprise normale du travail dans le pays et du retour des soldats dans leurs casernes. - (AFP.)

Le Monde

L'ÉCONOMIE

fassent évacuer la salle d'audience, M. Gbagbn, enchaîné, a le temps de lancer aux journalistes: « C'est pour que je na sois pas candidat an 1995!», faisant ainsi sllusion à la prochnine élection présidentielle.

La sentence n'a suscité sucune réactinn populaire dans lea rues d'Abidjan. Au siège du FPI, plusieurs dizainea de militants, le visage grave, se sont rassemblés. Le numéro deux du parti, M. Abnu Drahamane Sangaré, lence « un appel nu calme et à la sérénité », rappelant que son mnuvement a choiai « la voie pacifique pour accè-der au pouvoir ». « Nous sommes, plus que jamais, attachés au proces-sus de transitinn démocratique, nous n'uvans pas l'intentinn de transgresser les lois », souligne-t-il.

« Solution à l'algérienne»?

La marge de manœuvre du FPI est extrêmement limitée. Tnutes les manifestations de rue sont interdites « jusqu'à nouvel ordre » et les forces de sécurité ont prouvé qu'elles avaient les moyens de faire respecter la consigne, intervenant, tout au long de la semaine, avec des grensdes laerymngénes, pour étoufier toute velleité contestataire. Dans ee contexte, le parti de M. Ghagbo, qui rednute « qu'une solution à l'algérienne » soit à l'ordre du juur en Côte-d'Ivnire, «n'écarte pas» l'bypothèse d'une «dissolution du FPI». «Notre devoir sera de ne pas foncer sur le drapeau rouge qu'un vu nuus ten-dre », insiste M. Sangaré.

Tous les regards sont à présent tournés vers le ebef de l'Etat, le président Felix Houphouët-Boigny, qui séjourne actuellement à Paris, à titre privé. Les observateurs de la vie politique ivoirienne estiment que, dans la plus pure tradition politique du pays, le président, dans sa « magnanimilé », pourrait gracier les condamnés. L'hypothèse est envisagée par de nombreax res-ponsables de l'opposition mais sussi par une partie d'un pouvoir qui insiste sur «l'image de marque du pays, engagé dans un effort d'as-soinissement économique ». M. Sangaré déclare : « Nous sommes ouverts à la négociation, si on a l'amnistie, tant mieux l'»

JEAN-KARIM FALL

ASIE

Chandigarh ou le rêve inachevé

de notre envoyé spécial

ARGES avenues, trop vestes paur une circulation rare, quartiers aux maisons basses ceinturées de coulées de verdure, Chandigarh est comme une Inde inver-sée nu l'ordre urbanistique l'nurait emporté sur le désordre des choses : ailleurs règnent le foule, l'enenmbrement, le trap-plein, l'extrême. Ici dominent la maîtrise du vide et dn l'espace, le désir de structure, la tentation

Mais que n'a-t-on déjà dit sur Chandigarh et son «père», Le Corbusier, dont la plus echevée sans doute des réalisations continue à fauciner des générations d'erchitectes? « Je ferai un plan simple, rêvelt «Corbu»; ce sera un grand village en brique ou j'epporterai l'air et contrôlerai le dieu-soleil. Il y aura un jardin pour ehaque maison. Ce ne sere pas Paris, Londres ou New-York. Chandigarh eera une

Aprèn le démembrement de l'empire des Indes, le Pendjab avait perdu Lahore eu profit du Pakistan. Il fallut donc lui réinventer une capitale » Pour édifier cette cité dédiée à l'inde de la démocratie et de la modernité, le premier ministre Jeweherlel Nehru canfie done à l'imagination de l'architecte frenco-suisse cette plaine nue qui s'en va mourir sur les contreforts de l'Himelaya, à 243 kilomè-tres au nord-est de New-Delhi.

Mais le tension grendissante entre les mais le tension grandissante entre les régionalistes sikhs et le gouvernement central, ainsi qu'un nouveau découpage du Pendjab, en 1966, aure eu d'imprévisibles conséquences. Aujnurd'hui, Chandlgerh est trois fois « capitala ». D'abord, la ville est à elle seule sa propre entité puisqu'elle e la statut d'un « territoire de l'Union » administré par page empé, de viret mille fonctionnaires détaune ermée de vingt mille fonctionnaires déta-chés de New-Delhi. Ensuite, elle est - tout de même I - capitala du Pendiab. Enfin, ella est eussi celle de l'Etet vaisin de l'Haryene, ancienne province du « Grand Pendjab » d'au-

> Cohabitation forcée

L'imbroglin pulitico-edministratif n'eyant toujours pas été réglé, les Pendjabis, contrairement è ce qui leur aveit été promie, sont toujours obligés de « partager » leur ville. Et cette cohabitation forcée ne fait qu'ejouter un peu plus aux griefs de la communauté sikh, mejoritaire à 60 % dans l'Etat, à l'égard du gouvernement central. A force d'appartenir à tout le monde, Chandigarh n'est à personne. Le rêve n'est pas mort mais reste inechevé. Cinquanta et un ens eprès la pose de la

première pierre, la « cité de la déesse Chandi » e plutôt mel vieilli. Telle est en tout cas la première impression du visiteur de passage à vue de ces bâtiments de ciment gris, noircis par les irréparables outrages de la mous-

Une visite de Chandigarh commence par la «tête» de ce que Le Corbunier a ennçu comme un corps humain : au nord, le «Capi-tole», quartier du pouvoir où trône le «Sacrétariet », une berre de onze étages abritant les bureaux de l'administration ; à côté, ce grand bâtiment aurmonté d'une « cheminée » futuriste, symbole de l'àre du nucléaire et des centrales atnmiques dant rêveit l'inde de Nnhru, e snt l'Assemblén nationale. lei viendront blentôt - après einq nnnéen de vide politique - siéger les 117 députés élus lors



de le ennaultation du 19 février dernier. Depuis 1987, la Pendjab était, pour cause de erise sanglante, placé sous la tutelle directe de New-Delhi.

Tout près, è l'autre extrémité d'une esplanede où le pelais du gnuverneur n'a jameis été construit, s'ellonge le rectangle de le haute cour de justice et se dresse la célèbre sculpture de la main ouverte, signe d'ouverture et de tolérence dens ce « monde (qui) subit l'étrainte de contradictions mortelles ». camme l'écrivit un jour è Nehru Le Corbusier.

Plus au sud, les deux « bras » de Chandigarh sont respectivement réservés è l'éducation et à l'industrie, universités et collèges étent séparés des usines par le «tronc» de la ville, c'est-à-dire les centres résidentiels et commercants. Ces bines, indépendants les uns des eurres, permettent eux habitants de vivre



d'un marché, d'une école, d'un dispensaire, etc. Le «cœur» du la ville bat pourtant dans le «secteur 17» où sont regroupés la plupart des commerces et den restaurants. L'embiance y est bon enfant, l'esthétique discutable, l'environnement dépriment.

Un « laboratoire

L'erchitecte en chef de Chendigerh, O. P. Mehta, n travaillé de langues ennées avec Le Corbusier et reste l'un des défenseurs inconditionnels de esa » ville : «Chandigarh est un abnratoire vivent nù l'on peut trouver les solutions des problèmes urbains des années à venir», soutient M. Mehta. «Les jugements des touristes de passage sur la beauté ou la laideur de la ville ne m'intéressent pas. Ce qui me préoccupe, e est le bien-être des habi-tants. Et je peux vous dire une chose : ici, les gens ne sont pas heureux, ils ennt «trèe»

Certes, l'expansion démagrephique d'uns ville ennoue pour cinq cent mille personnes et qui en abrita eujourd'hui sept cent mille, ne va pas sans paser de sérieux problèmes. Les plus pauvres, générelement des traveilleurs migrants, ont ainsi été relégués eu sud de le cité tandis que les Indiens de le clesse mnyenna ont toutes les raisnns d'êtra setisfaits de leurs conditions d'existence. « Ici, les gens unt l'impression d'être des privilégiés par reppurt eu rente de l'Inda », suligne le directeur de l'Alliance française.

«Oul, je me sens bien à Chandigarh», essure Simanjit, un jeune étudiant sikh, qui e ici un pau l'impression de pouvoir échapper à la déprimante embiance d'un Pendjab de tous les terrarismes. Même si «l'interdiction de transporter le soir un copain à l'errière de mon scooter » lui reppelle taut de même qu'un jeune Sikh est toujours suspect « d'être un militant en puissance»: la pratique de l' «action-commando» sur deux-roues des partisans d'un « Khalistan » indépandant e forcé le police locale à prendre des mesures,

Mais II est vrei qu'en errivant du Pendjab profond, eprès avoir franchi les barrages de soldats en tenue camouflée, mitraillette è le hanche, Chandigarh e malgré tout des ellures de havre palsible à la frontière d'un camp retranché. «L'atmosphère n'est plus vraiment la même depuis le début des troubles, remarque pourtant un fonctionneire de heut rang ; le fossé qui s'est creusé au fil des années entre Sikhs et Hindous n'est pas près d'être com-

BRUNO PHILIP

AMÉRIQUES

voteraient en faveur de la solution

négociée soient arrêtés. Ces menaces

ne peuvent être prises à la légère : depuis le coup d'Etat, un député a

été tué par un supplétif de l'armée et plusieurs autres sévèrement agressés.

De l'avis des observateurs, Me Nérette s'est fait le porte-parole

Mº Nérette s'est fait le porte-parole du véritable homme fort, le général Cedras. Après avoir garanti la «neutralité des forces armées» dans un récent échange de lettres nvec M. Théodore, le chef de l'armée a exclu toute possibilité de retour en Hasti du président Aristide, qui demande sa «mise aux arrêts» ou son exil (le Monde daté 1=2 mars). Selon le premier ministre de fait, Jean-Jacques Honorat, la seule issue

Jean-Jacques Honorat, la seule issue « démocratique » consiste à organiser

de nouvelles élections sans le Père Aristide, dont « le retour provoquerait une guerre civile et une intervention

HAITI

Le président provisoire rejette l'accord sur le retour du Père Aristide

SAINT-DOMINGUE de notre correspondant

Me Joseph Nérette, le président provisoire installé par les militaires après le coup d'Etat du 30 septembre demier, s'est vivement opposé, ven-dredi 6 mars, à la solution de la crise dredi 6 mars, à la solution de la crise haîtienne négociée sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA). Dans un message à la nation prononcé en présence du général Raoul Cedras, le chef des forces armées et principal auteur du putsch, Me Nérette a enjoint aux parlementaires de ne pas ratifier l'accord signé, le 23 février à Washington, par le chef de l'Etat en exil Jean-Bertrand Aristide ne les présidents des deux Aristide et les présidents des deux

Cet accord prévoit la formatiou d'un gouvernement d'union nationale dirigé par l'ancien responsable communiste René Théodore et le rétablissement, dans un délai non précisé, du président Aristide dans ses fonctions. Se présentant comme le seul président légitime, Mª Nérette a affirmé que l'accord de Washington était «inconstitutionnei». Il a accusé l'OEA de menacer «la souveraineté nationale», en prévoyant notamment l'envoi d'une mission civile pour renforcer les institutions haîtiennes, qu'il assimile à une «force d'occupation». Cet accord prévoit la formation

Ce discours, prononcé avant que la Chambre s'apprête à ratifier l'accord, «contient des menaces graves et inad-missibles contre le Parlement», n missibles contre le Pariement, a déciaré son président, au nom de la plupart de ses collègues. Plusieurs parlementaires s'inquiètent des menaces à peine voilées récemment proférées à leur encontre. Selon l'un deux, un membre du gouvernement de fart avait menacé le Parlement de dissolution si l'accord de Washington desit retifié

ÉTATS-UNIS: la campagne électorale

M. George Bush fustige la «politique de la haine»

A la veille de la primaire de Caroline du Sud et de celles du «super-mardi» 10 mars dans plusicurs Etats du Sud, le président George Busb n vivement dénoncé, vendredi 6 mars, à Baton-Rouge (Louisiane) « l'horrible politique du racisme, de la haine, de l'antisémi-tisme et de l'intolérance», choisissant de nauveau de ne pas s'en prendre nommément à son adversaire, l'utra-conservateur Pat Buchanan, ni à l'ex-membre du Ku Klux Klan David Duke, qui fait son entrée dans la course. Par ailleurs, piqué au vif par les nombreux articles de presse relevant la médiocrité des discours présidentiels sur les autres thémes de la campagne, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, a «explosé» vendredi, qualifiant les journalistes de « bâtards fainéants », avant de JEAN-MICHEL CAROIT | S'excuser. - (AFP, AP, UPI.)

INATIONS UNIES: Haiti et le tion de volonté politique du gouver-

Guatemala condamnés par la Com-missina des droits de l'hname. -La Commission des droits de l'bnmme de l'ONU a condamné, jeudi 5 mars, à Genève, le renver-sement du président Aristide à Haîti et s'est déclarée inquiète de la « persistance de violations graves des droits de l'homme» au Guatemala. A propos de Hnîti, elle exprime sa e profonde préoccupatian » devant les exécutinns sommaires, les arrestations arbitraires, les tortures, viols et privations des libertés fundamentales, après le coup d'Etat. Sur la Guatemala, la Commission s'est dite « préoccupée par la participation de membres des Plusieurs politiciens proches des farces armées » à cea vinlatinns putschistes avnient demnndé à la mais « encouragée par la manifestafarces armées » à cea vinlations

nement » de sanctionner des res-ponsables. – (AFP.)

Des savants nucléaires russes recrutés par les Etats-Unis. - Le gouvernement américain prévoit d'engager 116 savants russes spécialisés dans la recherche sur la fusinn nucléaire, rapporte le New York Times du 6 mars. Ces experts appartiennent à l'Institut Kourchatov de l'énergie atomique de Moseou et sont pratiquement contraints su chômage technique par manque de fonds. Ils recevront chacun 90 000 dollars pour un an de travail, écrit le jnurnal, qui ajoute que leurs travaux seront parrainés par la département américain de l'Energie. - (Reuter.)

PROCHE-ORIENT

Après les critiques du département d'Etat

Les Palestiniens souhaitent éviter une polémique avec Washington

pour Israel en critiquant la presta-tion palestinienne à la dernière on des pourperlers, qui vient

de s'achever.
« Les déclarations du départem*ent d'Etat signifient que les* Etats-Unis prennent position » pour Israel, a déclaré vendredi 6 mars le porte-parole palestinien, M= Hanane Achraoui, lors d'une rencontre avec des journalistes. Le ebef de la délégatinn palesti-nienne, M. Haidar Abdel Chafi, n niente, M. Haidar Abdel Chail, n affirmé, pour sa part, que les déclaretinns américaines « n'étaient pas justes». Selon lui, « In position israélienne, qui repose sur la force, est en contra-diction totale uvec les termes de déférence du processus de pair référence du processus de paix, alors que les Palestiniens [s'y] conforment parfaitement ».

Pour M∞ Achraoui, les déclarations américaines sont « extrêmement regrettables, injus-« extrèmement regrettables, injus-tifiées, inopportunes et alur-mantes ». « Elles s'en prennent aussi bien à la forme qu'nu fond de la position palestinienne », a-t-elle ajouté, en soulignant que, lors de la sessinn des bilatérales, la délégation palestinienne nvait pré-senté des propositinna détaillées pour l'autonomie des territoires pour l'autonomie des territoires occupés de Cisjurdanie et de Gaza, prévoyant notamment des

Elle a affirmé, en outre, que « de hauts responsables du département d'Etat » avaient assuré les Palestiniena que les critiquea faites jeudi « ne reflétalent pas la position du secrétaire d'Etat James Baker ». M^{mo} Achraoui et M. Abdel Chafi ont enfin souligné 'qu'ils voulaient éviter d'engager

La délégation palestinienne aux une polémique svec le départenégociations de paix bilatérales a ment d'Etat. « L'important mainestimé, à Washington, que les tenant est de limiter les dégâts », a Etats-Unis avaient pris position déclaré M. Achraoui. — (AFP.)

KOWEIT : le sort des expatriés asiatiques

Un membre du Congrès américain se voit refuser un visa

L'ambassade de Knweit aux Etats-Unia a refusé d'accorder un visa à un membre du Congrès américain, M= Patricia Schroeder, qui comptait venir dans l'émirat pour y enquêter à titre personnel sur le sort de milliers d'expatriés asiatiques. Une source américaine bien infnrmée à Koweit e indiqué que l'ambassade a refusé de le lui accorder car « toute enquête sur le sort des travailleurs immigrés est une offaire intérieure».

Les Philippines, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka fournissent les plus gros contingents d'emplayés de maison sux pays du Golfe, avec près d'un millinn de jeunes filles qui assurent à leurs pays d'importantes rentrées de devises. Selnn une source proche de l'ambassade des Poilippines à Koweit, plusieurs centaines d'entre elles se sont réfugiées depnis juillet deroier dans cette ambaasade pnur fuir lea aévices et parfois les vinlences sexuelles dant elles sont victimes. De même source, nn ajnute que 220 emplnyées de mnison philippines, dont neuf se sont trouvées enceintes après avoir été violées, se lrouvent actuellement à l'ambas-sade. - (AFP.)

Une permanence du Front national saccagée à Rouen

Réunis à l'eppel d'une trentaine d'organisations politiques et syndicales, plus de deux mille manifestants ont défilé dans le calme dans les rues de Rouen (Seine-Maritime). vendredi 6 mars, pour protester contre la présence de M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, venu soutenir les candidets de son parti aux élections

Au moment de la dislocation du cortège, de violents affrontements ont thut d'abord apposé un petit nombre de manifestants oux militants du Front national, appuyés par des skinheads. Les manifestants anti-Le Pen se sont heurtés ensuite, pendant près de deux heures, sux forces de l'ardre qui leur interdi-

saient l'accès de la place où M. Le Pen deveit tenir son meeting. Ils ont alors défoncé des voitures, des vitrines de magasins et les fenêtres d'un poste de police, alors fermé. Répliquant aux jets de cocktails Molotov et da projectiles divers par des tirs de grenades lacrymogènes, les CRS ont alors chargé et procédé à une vingtaine d'interpellations.

Dans le même temps, une cinquantaine de personnes ont saccagé la permanence locale du Front national. Les casseurs sont repartis rapidement avant l'arrivée de la police et de militants du Front netional. Ces incidents n'ont fait

Au cours de son meeting, M. Le Pen e mis ces, vinlences sur le

Bilan de santé

Suite de la première page

L'extrémisme de gauche n'est pas la bonne réponse à l'extrémisme de droite. Ce n'est pas en recourant à la violence au nom des principes démocratiques qu'on peut les faire prévaloir, dans une compétition électorale, même s'il s'agit de combattre des thèses qui les pervertissent à l'abri des institu-tions républicaines. C'est en les prati-

Mais ce bilan ne sauralt non plus dispenser les états-majors politiques d'un surcroit de lucidité dans leur recherche des meilleurs moyens de riposter légalement aux assauts du Front national. Les discussions sur la responsabilité des médias, sur les avantages et les inconvénients du mode de scrutin proportionnel, comme celles sur l'opportunité de ces manifestations anti-Le Pen, ont tendance à devenir, en effet, de vaines ritournelles. Elles ont d'ailleurs en commun de réduire le problème de l'audience de l'extrême doite à le seule dimension médicit. que : pourquoi parler autant du Front national? Faut-il lui fournir un tremplin parlementaire? Pourquoi lui four-nir l'ocasion de se poser en martyr? Comme si le plateau de télévision était vraiment devenu le nec plus ultra de la

Si les grands médias ont accentué l' «effet Le Peu», à partir de ses pre-miers succès électoraux de 1983, ils ne l'ont pas créé; ils n'ont fait que pren-dre en considération la réalité d'une émergence politique. Si le scrutin majoritaire matiné de proportionnelle s du bon quand il s'agit de gérer les communes en conciliant la stabilité du pouvoir exécutif et le droit d'expression des minorités, pourquol, n priori, en irait-il autrement à l'Assemblée nationale? Empêcher le Front national de s'exprimer serait, à coup sûr, le

précipiter vers la tentation de l'acti-visme et accréditer, à son plus grand voient dans la France un immense goulag bexagonal. Réclamer eujour-d'hui sa dissolution, an moment où un Français sur trois se déclare globale. ment d'accord avec ses thèmes et où il rassemble plus de 14 % des intentions de vote, confine à la stupidité. Que cela plaise ou non, sa montée en puis-sance nous renvoie, tel un miroir, l'image de notre société française de ces années 90.

Ce n'est pas en refusant la confron-tation avec M. Le Pen qu'on peut espérer démontrer la vacuité de ses mythes et de ses mystifications qui préconisent des remèdes simplistes aux maux des sociétés contemporaines dont la complexité est, au contraire, la principale caractéristique. Ni en se bornant à les dénoncer. C'est d'abord en abordant cette confrontation à partir des valeurs républicaines que le dent du Front national cherche à pousculer. C'est ensuite, et sustout, en opposant à ces prétendus remèdes des projets collectifs capables de répondre aux aspirations des électeurs fascinés par la démagogie de leur chef de file et de ramener les abstentionnistes vers les urnes. Ce n'est pas l'affaire des

Les manifestations pacifiques contri-buent à cet indispensable débat public mais elles mettent aussi en évidence la faiblesse de ces mêmes états-majors sur ces deux terrains et la nécessité d'une réflexion plus approfondie sur la revitalisation d'un système institutionnel qui a engendré à tous les étages des dynamiques de «déresponsabilisa-tinn» dont l'absession médiatique n'est que le symptôme le plus net.

compte e de nervis gauchistes et trotskistes à la solde du Parti socialiste». Il a également estimé que Mes Edith Cresson était « responsable de cette guerre civile ». Le président du parti d'extrême droite s'est ensuite attaqué à M. Laurent Fahius, tête de liste du PS en Heute-Normandie. Il a réclamé que celui-ci soit traduit devant la Haute Cour de justice car il est, selon hri, « responsable en sa qualité à l'époque de premier ministre de l'assassinat de plus de sept mille transfusés». e C'est une autorisation dont il est le seul responsable qui n permis de diffuser le sang contaminé par le sida et qui les a condumnés à mort », e affirmé M. Le Pen.

Doubs : polémique sur la candidature de M. Gognillot-Gancher. -M. Michel Jacquemin (UDF-CDS), député du Doubs et tête de la liste UPF eux élections régionales de Franche-Comté, a demandé « avec une extrême vigueur », vendredi 6 mars, que M. Roland Goguillnt dit Gaucher, directeur de National-Hebdo, se retire de la liste FN présentée dans le département, eprès les révélations sur son passé pendant l'Occupation (le Munde du 7 mars). Pour M. Jacquemin, le passé du candidat lepéniste, membre du bureau politique du FN, « claque comme une insuite à la figure des Franc-Comtois», et cette candidature constitue « un pas de plus dans la détérioration de l'image du monde politique et dans le sabotage en règle de notre démocratte». «La mesure est pielne pour tous ceux qui sont attachés aux valeurs fandamentales de notre nation », conclut-il.

☐ Hérault : l'interdiction des rés nions électorales à Palavas-les-Flots. - M. Bernard Gérard, préfet de l'Hérault, e demandé vendredi 6 mars à M. Christian Jeanjean, maire (div. d.) de Palavas-les-Flots, de retirer l'arrêté municipal par lequel il a décidé d'interdire toute réunion électorale dans sa commune, où M. Le Pen devait tenir un meeting le 14 mars. M. Jeanjean a maintenu sa position et annancé une prochaine réunion de son conseil municipal. Contrairement à ce que nous svons indiqué dans le Mnnde du 5 mars, ce n'est pas le conseil municipal unanime qui e pris cette décisinn le 2 mars. mais le maire, aurès svoir réuni le ALAIN ROLLAT groupe majoritaire.

Les initiatives contre les thèses de M. Le Pen se multiplient dans les Alpes-Maritimes

de notre correspondant régional

A l'approche du scrutin régional, les initietives émanant de divers groupes sociaux non liés à des par-tis politiques se multiplient, dans les Alpes-Maritimes, ponr lutter contre l'ehstentinnnisme et les thèses de l'extrême droite.

e Comme Catherine Ségurane, les Niçois font face!» Sous le titre de l'affichette, six gaillards dévoilent leurs fesses et proclament, en niçois, « Voulen pas de Le Pen!» Les Niçois de souche auront compris l'allusion à l'un des épisodes les plus fameux de leur histnire (expliqué, en quelques mots, sous le montage). Lors du siège du château de Nice par les troupes franco-turques en 1543, une robuste lavandière, Catherine Ségurane, aurait assommé, à coups de battoir, un officier ture tentant de franchir une hrèche et lui aurait arracbé son étendard. Meis la légende raconte que l'héroine nicoise, devenue le symbole de le résistance de la ville à l'envahisseur, aurait, en fait, retroussé ses cotillons et montré son postérieur aux assaillants...

Derrière ce détournement de l'histoire locale: l'Association pour la démocratie à Nice et dans les Alpes-Maritimes (ADN), créée, en novembre 1991, par deux jeunes paysagistes locaux, Arnaud Binoche et Michel Churboulex, Sans soutien financier ni parrainage d'eucune sorte, ceux-ci s'étaient fixé comme objectif de « rassembler toutes les personnes désireuses de lutter démocratiquement contre Jean-Marie Le

Pen ». Lenr mnnvement, dirigé aussi contre l'abstentina, a rapidement esseimé et les eides ont afflué. A la mi-décemhre, l'ADN a lancé un appel « à voter contre Le Pen» qu'elle comptait publier, sous firme de publicité, dans le quotidien Nice-Matin. En quelques semaines, l'argent nécessaire e été apporté par plus de six cents signa-taires, dunt de numbreux artistes plasticiens de renom (le Monde du 27 février). Finalement, la démarche a échoué (1) mais les fonds recueillis scront utilisés pour une grande campagne d'affichage, à partir du 11 mars, sur le thème : S'abstenir c'est laisser le champ libre à la haine.

> « Ils s'affichent contre »

D'eutres actions sont en cnurs nu à venir. Une quarantaine de dessinateurs de BD se sont mohilisés pour organiser une exposition intitulée « ils s'affichent contre » dans deux galeries nicoises, mais, vendredi 6 mars, dix-huit de leurs œuvres ont été volées dans l'une de ces galeries. En début d'après-midi, un homme a ceinturé l'employée de le galerie Lola Gassin, alors qu'nne cumplice décrochait les œuvres exposées, constituées essentiellement de dessins bumoristiques dus à des auteurs tels que Ben, Ablven, Goalaec, Michou Strauch, Kouro, Did, Jal, Got et Solé. Sont également prévus un colloque, le 12, sur «Le danger économique et culturel du Front national dans les Alpes-maritimes » et une le 14 à laquelle les partis politi-ques ont été invités à participer (2).

La communauté scientifique a vnulu, elle aussi, exprimer ses « préoccupations », devant e le risque d'accessian au pouvoir régional » du Front national. A l'initiative d'une association ad hoc, Science et technologie contre l'ex-clusion, deux appels spécifiques ont été lancés, de Nice, sur l'ensemble de la région : l'un s'adres-sant aux scientifiques, l'autre à la haute technologie. Ensemble ils ont recueilli plus de mille signatures.

Enfin, la communauté juive de Nice et de la région e décidé de s'impliquer totelement dans le scrutin du 22 mars. Pour les cantonales, elle a adressé un questionneire à tous les candidats eutres que ceux dn Front national, leur demandant de se déterminer, clairement, par rapport à l'extrême droite, evant comme eprès l'élection. En fonction des réponses, elle ira, sur le terrain, faire campagne,

GUY PORTE

(1) Bien que le texte de cet appel ait été édulcoré, Nice-Matin l'a refusé en vertu d'uo article du code électoral (L 52-1) qui interdit l'utilisation, à des fins électorales, de « tout procède de publicité commerciale » dans les trois mois précédant la date d'un scrutin.

(2) L'exposition doit avoir lieu chez Lola Gassin et Hermine Le Calra jus-qu'au 15 mars; le colloque, au Centre universitaire méditerranéen, 65, Prome-nade-des-Anglais, à Nice, de 19 heures à 22 heures, Le rendez-vous pour la chaîne est fixé, à 14 heures, place de la Libéra-

M. Joxe : ne pas «s'accommoder sans réagir»

contre le Front national, M. Pierre' Joze, ministre de la défense, s ministre de la défense a souligné estimé vendredi 6 mars, sur France : qu'il était « l'un des rares hommes Inter, qu'ann ne doit pas s'accommoder sans réagir, du fait qu'un cermin nombre d'idées qui mus rappellent les pires heures de notre histnire nu de l'histnire d'nutres pays européeris progressent», «La démocratie. e ajouté le ministre de la défense, c'est que chacun puisse s'exprimer, y compris ceux qui sont contre. » S'il e comprend » les manifestations anti-Front netional, M. Joxe a toutefnis précisé que « le droit à la manifestation est entier et reconnu par la lal, mais le droit à

* la réforme du mode de scrutin, le politiques français qui nient toujaurs été pour la proportiannelle».

M. Bernard Tapie, tête de la liste Energie Sud (majorité présidentielle) dans les Bouches-du-Rhône, e observé pour sa part, que « c'est ie mmbre d'électeurs qui diminue, et nun pas l'électurat du Frant national qui augmente». Interrogé vendredi sur Télé Monte-Carlo, M. Tapie e indiqué que «la seule auestinn » qui se pose aujourd'bui à propos du FN « est de le déclarer illègal et il disparaît, ou légal, et il

siège à l'Assemblée nationale». «Il faut arrêter le FN, maintenant ou jamais », a ajouté M. Tapie.

M. Yvnn Brient, président du Centre national des indépendants (CNI), s'est décleré résolument bustile à l'interdiction pronuncée par certaines communes à l'encontre des réunions publiques du Front netional. e On fait ainsi de Le Pen un martyr de la démocratie. c'est un camble et c'est scandaleux, » Ancien député, élu sur une liste Front netional en 1986, M. Briant e ajouté que « lorsque la droite est farte, il n'y a pas d'extrême droite».

Les élections cantonales dans le Rhône

M. Noir provoque deux primaires dans l'opposition

L'union de l'opposition, entre le RPR, l'UDF et M. Michel Noir, s pu se réaliser pour les régionales dans le Rhône. Msis, eux cantoneles, la meire da Lyon a choiei de provoquer des primaires en présantant deux cendidats.

de notre bureau régional

A quelques minutes de l'haure limite du dépôt ufficiel des candidatures eux élections cantonales, vendredi 6 mars, à midi, plusieurs mnuvements contradictoires nnt agité les couloirs de la préfecture du Rhône. Une même agitation régnait dans les étets majnrs du RPR, de l'UDF, et à l'bôtel de ville de Lyon. Car M. Michel Noir evait fait savoir que, si le RPR et l'UDF ne réservaient pas deux cantons à ses amis, il présenterait des candidats étiquetés Nouvelle Démocratie dans les buit qui sont renouvelables à Lyon.

M. Noir n'est pas ailé jusqu'au bout de ses menaces, il e même retiré deux de ses candidats poten-tiels peu avant l'heure limite. Pour autant, l'UDF et le RPR ont investi un représentant unique dans les deux cantons convoités par le maire de Lyon. La majorité municipale de M. Noir ne sort pas indemne de ces primaires, puisque le maire du troisième arrondissement, M. André Bourgogne, est sontenu par le RPR, dans le septième canton; et que celui du sixième arrondissement, M. Jean-Marc Chavent, porte, dans le huitième canton, les couleurs de Nou-

velle Démocratie. « Il n'est pas incrayable que le maire de Lyon revendique deux cantons», a expliqué, vendredi, M. Noir, à l'occasion d'un déjeuner qui réunissait la plupart des chefs de file de la drnite lynunaise. « Certuins abonnés à in médiocrité ont du mal à résilier leur abannement », a-t-il ajouté. Cette dernière remarque e été diversement appréciée, notam-ment par les membres du RPR. Ces derniers se sentent déjà floués par les négociations qui ont permis la constitutinn d'une liste unique pour les régionales, où le tiers des places jugées éligibles est revenu aux amis de M. Noir.

Quant à l'UDF, elle n'a pas cédé aux demandes du maire de Lyon, ses responsables votant même à l'unanimité « un non-soutien » à une candidate Nnuvelle Démocratie. Or, depuis décembre 1990, et le départ de M. Noir du RPR. l'UDF lyonnaise evait apporté un soutien tangible à celui-ci.

Les scrutins des 22 et 29 mars ne devraient pas bouleverser la composition actuelle du conseil général du Rhône (27 UDF et epparentes, 10 RPR, contre 12 PS et 2 PCF), ni remettre en cause son président, M. Michel Mercier (UDF-CDS). Les socialistes sont plus à la peine, notamment à Villeurbanne, où les trois cantons de le ville, actuellement détenus par ie PS, sont renouvelables. L'opposition veut, deux ans après la mort de Charles Hernu, transformer ces cantonales en municipales antici-

BRUNO CAUSSÉ

LIVRES POLITIQUES

E quelqu'un qui, vous entreprenent tout de go eur le politique, commence per remettre à leur juste place ses personnagee les plue en vue - la Réaliste, le Pragmatique, l'Observateur-objectif-proche-des-faits et relativise ses valeurs les plus cotéee - l'Humanisme, l'Objectivité, le Loi du Marché, - on accepte volontiers la compagnis et la conversation. On écoute d'autant plus attentivement sun diecours qu'il est rare at péné-

Peu Importe d'où parle ceiui qui le tient ; ce n'est pas, en tout cas, d'une tribune télévisée. Son originalité n'est point de se réclamer tranquillement du royalisme et da le geuche, ce qui n'ast pourtant pas ai banal, mals de e'exprimer différemment de bien d'autres, de préférence sur des sujets graves et, le ces échéant, avec la rire pour complice. On sura reconnu, sans doute. Bertrand Renouvin, cofondateur de la Nouvella Action royaliste en 1971, candidat à l'élection présidentiella en 1974 at, depuis 1984, membre du Conseil économique et social.

Dans un ouvrage intitulé l'Amour discret de la patrie, il parle de la place de l'homme dans le société et dans la nature, de l'identité nationale, de la guerre, du fameux complot euvergnat fondé sur le Protocole de sages de Montboudif, bref, de politique. Sur ces aujets, et sur quelquee eutres, cet acteur, décalé par rapport à la distribution des autres roles de la scène nationale, a quelque chose à dire, svec ce ton qui lui est propre et qui parvient, en

Une autre musique

sourdine, à forcer l'attention. Il dit, par exemple, que le difficulté mejeure pour les responsables politiques ne réside pas edans uns prétendue rupture avec le réel», mais, pour une part, dans le e refus des idées qui permettent de comprendre, de modifier at parfois de transformer la réalité». Du coup, le plat discours du réa-Ilsme, censé recouvrir les cendres des idéologies mortes, comme on sait, n'en paraît que plus mince.

Sans crier, sane même prétendre choquer, Bertrand Renouvin assène, on croit rêver, que ele Marché, modèle unanimement respecté», n'est puurtant qu'une « utople régressive et médiocre » l Utopie parce qu'll n'existe pas à l'état économiquement pur et qu'il lui faut toujours e'Inscrire dans une réalité politique (Etat, nation. empire, cité, monnaie); régressive parce qu'elle noua fait « tomber d'un matérialisme dialectique sans aucun doute illusoire, mais qui se fondalt au moins sur un commandement moral (que l'homme n'exploite paa l'homme), dans un matérialisme primaire, encore plus réducteur que le précédent, et hostile au principe même de la justice sociale».

Au passage, l'auteur déplore que la gauche cède à l'idéologie smblante, « tantôt par réalisme mai placé, tantôt sous l'effet de ce dolorisme chrétien social dont on peut mesurer aujourd'hui ia perversité : rigueur pour le salarié, l s'enrichit de le divarsité de la

dureté à l'égard des pauvres, mais liberté pour les spéculateurs, aide à l'enrichisasmant sane causa, chapeau bas devant le profit». On conviendra que ce genre de sortie n'est pas fréquent, même au Conseil économique et social. Lea chantres da l'individuelisa-

tinn da le société, les fausses notes de la communication, lea fantasmes des Verts, la vacuité du discours lepéniste, donnent pareillement au cavalier royaliste l'occasion de déranger le paysage politique qu'il travarse. Ce qu'il conteste, chez les Verts, c'est e la faiblesse de leur anthropologie, la puissance de leurs nostalgies er de leurs phobies, leur mépris pour le politique en tant que tels: ce qu'il n'accepte pae chez Jean-Mene Le Pen, suquel il ne reconnaît qu'un talent de polémiste su service d'un diacours nationel-populiste semblable à r une auberge espagnole dans sa variante franquiste», c'ast que, contrairement à ses présupposés et à sa symbolique, il va à l'encontre de toute la tradition française.

En sffet, le leader du Front national se réclame d'une identité nationale fondée eur la fixité, la régression et l'exclusion dans laquelle l'œcuménieme monarchiste de Bertrand Renouvin ne retrouve pas ses composantes historiques, culturelles, sociologiques. || lui oppose une conception dynamique du fait national qui

communauté et continue de vivre sa propre vie : e Toute reconstitution à l'identique est en ca domaine caricaturala ou sacriiège », returque l'adepte de le monerchie moderne eu tribun de l'archéo-nationalisme.

ANDRÉ LAURENS

Il na faudrait pas, mêms sous le pernicieux prétexte de la communication, dire n'importe quoi. Aussi, Bertrand Renouvin Invite-t-il chacune des familles politiques à retrouver «les sources de sa pensée, les principes essentiels de son action » et leurs leeders à s'abstraire du conditinnnement médiatique qui les stérilise en les confinant dans l'Instrumentalisatinn des Idéea, sinrs qu'ils devraient d'ebord les servir et, éventuellement, les produire.

Puisque natre auteur se réclame d'un patriotisme discret, on signalera le parution d'un Eloge des patries, anthologie critique établie par Jean Bastaire et préfacée par Michel Jobert. Elle réunit, sur six siècles d'histnire, cent vingt auteurs et a pour objectif, non de battre le rappel du patriotisme avec tambours et trompettee. mais d'an illustrer le cours historique jusqu'à ce qu'il incerne de nos jours ce que Michel Jobert appelle « un patriotisme de compassion. respectueux de tous les respects ». Manifestement pas celui que l'on prétend faire renaître des cendres de Jeanne d'Arc.

► L'Amour discret de la patrie, de Bertrand Renouvin. Ram-auy-de Cortanze, 236 pages, 126 francs.

> Eloge des patries, de Jean Bastaire. Editions universitaires, 170 pages, 139 francs.

Les régions l

des élections rép

Après avoir examiné i action de consei's regionaux dans le tomine du développement ses prisple, de la formation profes simelie, de l'éducation et de la alure ile Monde des 3, 4, 5 et 7 mars, nous cicturons cates stie d'articles par un biten de le politique européenne des Total is manual on our discours 20215 1021 02 112.5 275. No.

INCOME STATE OF THE PROPERTY WINE mult The A Europe Us emplere rearrier awar surgercom. in the part of the first test that its the company of the company papermen erssemeller de perts con it laz a are amerez de federe-Interested the regions II will magaz an es er emperuniées pour Barris force ers pour tenter Apesticate on instances come perme et de su fu de une prince un solat de Server de Gonnant l'empresent for or time Libyrenties. la mare est d'abord fan le

pn to rel'il ins Siles gen-sent per l'il ins Siles gen-des s'autori il et les régions des méauters ou à Commissions position of a futtrayer and place RES IN THE CATOPORTURE

Car tract mass un ferceur ten la compre franque sériosse El Anteres Manager est de anter a use to Generation Ecobut a Paris pour les elections contains le professeur Minora c'es une sorte de racenatt trans qui rendrait leur rire ai puis rireats maitraités per CR cheere de te li a dejà mac Rent 2 ser som au-dessen de la Mit du service cui a longement set a fhépital Port Royal a Elle the pose thank fraits a deux la de per la constant que per la cons Des tures, des prestes hougesties des responsaciones dens des somera d'en a de cras remater per enuere de l'annuaire alla

Panque Pas le petit format, le panque Pas le petit format, le pan il is aligne aux détours de partire se le partire de l'on set a c'es par malice ou partire de protecte son cole cahos, mais le professor est le les peus bouts d'homme dans les tempes de son antien service.

Du Bangladesh an Cambodge

Mossey de méderine d'organe Mosse lui qui a traversé un sub-de trapque rempir de morts a lui de morts a préserver lui lui de temps qu'il me reste, se fait sur en huit jours ce que se polarieu de soitante-seize ans. La la de de soitante-seize ans. Clare de musico au cabiner de la lindowski a adrere en octobre, but que préside le ministre de

Afficiation. M. Sean-Loup begander, maire de Savigny-surbut conseiller genéral, qui hack alienatives pour les espo parte alternative » pour les étécoses une inste de long régionales (le Monde du Revier), nous précise qu'il a'est de long avait été fééta aux électaises (1989 sous l'étécla aux électaises de 1989 sous l'étéclaises de 1989 sous le 1989 sous

A la recherche de la dimension européenne

Les régions françaises ont signé de nombreux accords de coopération avec leurs voisines de la Communauté et multiplié les initiatives pour peser sur les instances de Bruxelles

Après avoir examiné l'action des conseils régionaux dans le domaine du développement économique, de la formation professionnelle, de l'éducation et de la culture (le Monde des 3, 4, 5 et 7 mars), nous clôturons cette série d'articles par un bilan de la politique européenne des

Control of the same of the sam

Enfort
Note of all to the service of the service of

Bronse, avenue - 1975

2.55. En 1.7.2 - 1. 157.52 at 157.52

224 74.....

(2) - 215. Left (3...) : gala. - :

Admig: Fr.

7.66

entrale: late - . . .

Ver fil. 18 +-p are fil. 18 persons of the

pur in the second

4 4 4 4

general profession

A .. 4 25 ...

40000

2.11 -7 1.235

فكنلاث والمادع

A ...

l'opposition

que deux primaires

220

70

192

488

8

et .

1941. 1944.

111

344

Tout le monde en est d'accord : depuis deux on trois ans, les régions françaises connaissent une véritable boulimie d'Europe. Un symptôme examiné avec suspicion, à la fois par l'Etat, toujours attentif à ses prérogatives, et par les euro-crates de Bruxelles qui, malgré les discours officiels, redoutent tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à une amorce de fédéralisme curopéen des régions. Il est vrai que les voies empruntées par les régions françaises pour tenter de peser euprès des instances euro-péennes et de se faire une place eu solcil de Bruxelles donnent l'im-pression d'un véritable labyrinthe.

Les régions ont d'abord feit le pari des institutions. Elles pen-saient qu'il éteit prioritaire pour elles de s'associer avec les régions des eutres pays de la Communauté pour tenter de s'octroyer une place dans les institutions européennes.

Telle était l'idée première d'Edgar vingt-neuf membres, mais dont le caractère consultatif ne serait pas

Fanre quand ee fédéralisse moins confirmé. Au cours de leur conveincu lança l'Assemblée des deuxième essemblée paritaire régions d'Europe (ARE). Il a'agis-sait alors de militer pour la créa-tion d'un Sénat des régions d'Europe afin de permettre à celles-ci de participer directement à un processus législatif européen rénové. Ce projet de Chambre haute ne retient plus guére l'attention anjourd'bui. L'ARE a perdu besu-coup de son influence, s'épuisant en vaines et troubles querelles avec le Conseil des communes et des régions d'Europe (CCRE), pionnier de la défense des collectivités locales.

Jalousies politiques, concurrence entre grandes villes, départements et régions, enjeux de prestige, ces deux associations, outre qu'elles ne sont pas pervenues à se faire connaître, ont fini par se neutraliser, Leur influence est aujourd'hui extrêmement réduite. C'est sans doute une des reisons pour lesquelles les régions n'ont toujours qu'une fonction consultative suprès des instances de Bruxelles. En juin 1989, M. Jacques Delors pro-cédait à l'installation du Comité consultatif des collectivités locales et régioneles. Dens le projet d'union politique signé à Maas-tricht, il est prévu de lui substituer un comité de région, qui passerait de queranle-deux à cent quatredeuxième essemblée paritaire de novembre dernier à Strasbourg, les délégués des cent quatre-vingts régions de la Communauté et des représentants du Pariement curopéen aveient par avance protesté, considérant qu'un tel comité, com-posé de surcroît de membres désignés in fine par les gouvernements membres, n'aurait qu'une existence de pure forme. Le débat n'est pas clos. On pourra juger à ses conclusions de la véritable influence des associations de régions.

Une éclosion de structures associatives

L'Europe des régions étant loin d'être reconnue dans l'édifice communautaire, les régions françaises ont tenté avec plus ou moins d'effi-cacité de rebondir sur d'autres terrains plus ouverts. Sur recommandation de Bruxellee et evec l'assentiment du gouvernement, elles ont commencé à recbercher des jumelages evec d'autres régions d'Europe, qui ont provoqué une éclosion de structures associatives créées eutour de thèmes spécifiques. Les régions transfrontalières ont créé l'Association des régiona frontalières européennes et... l'Association des régions frontalières ; les régions de montagne se sont regroupées au sein de communautés de travail, comme la Commu-

nauté des Alpes occidentales; les régions périphériques ont constitué une Conférence des régions péri-phériques maritimes, dont le siège se trouve à Rennes; les régions en reconversion ont mis en place l'As-sociation des régions de tredition industrielle; les régions capiteles ont fondé une Union des régions capitales de la CEE. La liste n'est pas exheustive. De même est-il impossible de dresser l'inventaire complet de tous les accords bilatéraux, tel celui passé en juillet 1991 cntre le Corse et la Sardaigne, qui ont été signés ces dernières années par les régions.

Des projets beaucoup plus ambi-tieux ont pris forme. Des 1986, la région Rhône-Alpes passait des eccords de coopération scientifique, technique et culturelle avec trois autres grandes régions d'Europe : le Bade-Wurtemberg, la Catalogne et la Lombardie. Un « arc atlantique » s'est également constitué, réunissant de Glasgow à Séville vingt et une régions. En mars 1991, dix d'entre elles se retrouvaient à Poitiers pour eréer un obacrvatoire des formations destiné à feciliter notamment les échances de programmes pédagogiéchanges de programmes pédagogi-ques. Autre exemple : la naissance, en juillet dernier, d'Eurorégion, regroupant les cinq régions du Nord-Pas-de-Calais, du Kent, de Flendre, de Wallonie et de Bruxelles-capitale, pour préparer le

que, dn tunnel sous le Manche et de l'errivée du TGV nord-euro-péeen en 1993.

Active entreprise de lobbying

Parallélement, on e assisté ces deux dernières années à une ruée vers l'or de Bruxelles. Seize des vingt-deux régions françaises y ont désormais leur antenne. Certaines, comme Rhône-Alpes et le Nord-Pes-de-Caleis, ont leur propre réprésentation. D'autres ont choisi de se constituer en association. Celle du Grand Est réunit les Celle du Grand Est réunit les régions d'Alsace, de Bourgogne, de Chempagne-Ardenne, de Franche-Comté et de Lorraine; celle du Grand Sud comprend la Corse, le Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur; la Bretagne a choisi de faire équipe avec la région des Peys de le Loire; la Picardie vicnt d'inaugurer des locaux communs avec le comté anglais de l'Essex.

Avec un certain retard par rap-port aux voisins européens et des moyens sens commune mesurc avec ceux des Lander allemends qui ont sur plece de véritables petites ambassades, toutes ces représentations se sont lancées dans une active entreprise de lobbying. Leur but : informer leur région sur tout ce qui se trame

triple rendez-vous du marché uni- dans les couloirs bruxellois, les prévenir des programmes économiques euxquels elles seraient en droit de prétendre et surtout s'in-téresser nu pactole des fonds struc-turels qui, pour la France et pour la période 1989-1993, représente une enveloppe de près de 17 milliards de francs.

Reste à s'interroger sur la réelle consistance de ces accords interrégionaux, qui donnent pour l'instant le sentiment d'une extrême confusion, et de ces démarchages devant les guichets de Bruxelles.

Les plus sceptiques n'y voient qu'amusements de la part d'élus régionaux friands de voyages ou, au mieux, jugent illusoire, voire dangereux, pour les régions fran-çaises de prétendre s'associer nvec les Lander allemends ou les provinces espagnoles tnni que le décentralisation ne leur eura pas donné des pouvoirs eccrus.

D'eutres au contraire pensont qu'un mouvement irréversible est co train de s'enelencher, que, en parvenant à prendre de plus en plus de poids eu travers de ces ententes interrégionales, les régions réussiront ainsi à s'insérer dans les mécanismes de décision européens et à jeter cnfin les fondations d'une véritable Europe des régions.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Les utopies du professeur Minkowski

Le chef de file de Génération Ecologie dans la capitale ne s'intéresse pas à la « verdure » Son véritable emploi du temps, c'est la souffrance des femmes et des enfants

C'est un farceur, mais un farceur sérieux. La dernière frasque sérieuse de M. Alexandre Minkowski est de conduire la liste de Génération Eco-logie à Paris pour les électiona régionales. Le professeur Minment vivant qui rendrait leur rire aux petits enfants maitrailes par cette chienne de vie. Il e déjà une plaque à son nom, au-dessus de la porte du service qu'il e longtemps dirigé à l'hôpital Port-Royal. « Elle o été poséc quand j'étais à deux doigt de claquer. Maintenant que je l'ai vue, je peux mourir tranquille. »

Des titres, des postes honorifi-ques, des responsabilités dans des associations, il en a de quoi remplir une page entière de l'annuaire télé-phonique. Pas le petit format, le grand. Il les aligne eux détours de phrases séricuses, sans que l'on sache si c'est par malice ou par coquetterie. Ses détracteurs lui reprochent son côté cabot, mais M. le professeur est un provocateur. Et surtout pas un faux modeste l II feut le regarder, cet bomme-là, grand, massif, paternel et rieur face à ces petits bouts d'homme dans les

Du Bangladesh au Cambodge

Professeur de médeciue d'origine polonaise, lui qui a traversé un siè-cle tragique rempli de morts e consacré son temps à préserver la vie de ceux qui sont sans défense. «Avec le temps qu'il me restc, je dois faire en huit jours ce que je faisais avant en six mois», dit ce

Chargé de mission an cabinet de M. Brice Lalonde depuis juin 1991, M. Minkowski a adhéré, en octobre, à Génération Ecologie, le mouvement que préside le ministre de

D Précision. - M. Jean-Loup Englander, maire dn Savigny-sur-Orge, consciller général, qui conduit dans l'Essonne une liste de «gauche alternative» pour les élections régionales (le Monde du 26 février), nous précise qu'il n'est plus membre du PCF depuis 1987 et qu'il avait été réélu aux élections cantonales de 1988 et municipales de 1989 sous l'étiquette du Comité pour Saint-Michel.

l'environnement. S'il considère que l'autre pays d'Asie auquel il donne cupe du dossier santé-environne- pas contrôles ». En sa qualité d'an- vement. Mais il est Irés en colère nus et juif pas très catholique, selon le titre de deux de ses ouvrages, il ne se définit pas comme un militant écologiste. «L'écalagie n'o jamais voulu dire la verdure, insistet-il. L'écologie, c'est lo science de l'homme dans son milieu naturel et inter-humain.»

Alors, son véritable emploi du temps, c'est la souffrance des femmes et des enfants. Cette souffrance dont il ne pense pas une scule seconde qu'elle soit rédemp seule seconde qu'elle soit redemp-trice. « Mo campagne, c'est ce que je fais. Je ne suis pas entré là pour faire de la politique. » Son affaire à lui s'nppelle l'écologie bumaine. Le professeur se présente à Paris mais il semble faire campagne au Ban-gladesh où il passe buit jours tous les deux mois. Le Cambodge est

recordant constamment l'autre ». Utopiste, M. Minkowski est assez sceptique sur ses propres utopies, ce qui ne l'empêche pas de poursuivre son combat pour «changer la monière dant les hommes gèrent

Alfred Jarry et Woody Allen

Au cabinet de M. Lalonde - il appartenait euparavant à eelui de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat chargé de l'ection bumanitaire, et garde un souvenir amusé de son départ - M. Minkowski s'oc-

M. Lalonde peut être, à son poste, un a instigateur de lais », il surnomme les emis de M. Antoine Waechter, à mi-chemin entre le vacantes de la banlieue parisienne ait pu envoyer des enfants en colonie de vacances dans le région de Teberdédain et le rigolade, les « art de vivre ou quotidien d'une oobyl - « Il faut être fou, vous pou- saxonnes : « Je ne sais pas. Je me « verdâtres ». Mandarin aux pieds manière démocratique et, surtout, en vez le dire » - alors même ou « on suis trompé, Je ne tiens rien pour ne sait rien d'exact et de précis » sur les retombées de tous ordres de l'accident qui a, en partie, détruit la

> Cette folie, il la décèle également dans le sort qui est réservé aux déchots. « Il manque des labora-toires pour faire des dosages sur les sites industriels où 10 % des déchets toxiques sont hyper-toxiques », affirme-t-il en citant le plomb, le thallium et le cadmium. • Quand ça ne va pas dans l'environnement, c'est le fætus qui trinque. L'intoxi-cation au plomb est lo plus dangereuse pour l'enfont. On ne la pré-vient pas dans les milieux défavorisés », dit celui qui travaille sur l'encéphalopathic congénitale. Quant eux déchets bospitaliers, il assure qu'ils ne sont «absolument

cien de l'université américaine Har- contre la gauche socialiste qui, vard, comme élève et comme pro-fesseur, M. Minkowski s'est fixé, fièrement, quelques règles angloacquis, »

Ces principes ne constituent pas,

surtout en France, surtout dans les milieux politiques, des données de base largement partagées. Et si son maître à penser en politique s'ap-pelle Pierre Mendès France, il n'e garde d'oublier deux compères qui côtoient dans son cœur l'ancien président du conseil : Alfred Jarry et Woody Allen. Le premier lui a peut-être inculqué la pataphysique, cette science ubuesque des solutions imaginaires, et le second l'aure certainement poussé à jeter un œil plus distrait sur la politique que sur les comportements bumains.

De la politique, pourtant, il en fit. A gauche, bien sur. Avant, il était rocardien, politiquement. Maintenant, ce serait plutôt affecti-

selon lui, a été «championne de la realpolitik». Cela ne lui falt pas pour autant aimer le droite. «MM. Giscard, Chirac et Le Pen, je les ai catoyés, dil-il en forme de boutade, et je peux vons dire qu'ils ne sentent pas ban. v C'est sa manière de se pencher sur les odeurs et sur les invasions. La poussée des thèses de l'extrême droite ne provoque chez lui aucune crainte car, assure-1-il, ail y o aujourd'hui beaucoup moins de lepênistes que sous l'Occupation » I II ne s'offusque pas de l'ettribution, par un tiers, du label culturel de « mondialiste». Il aurait même une certaine tendance à le revendiquer. « Vous savez, a-t-il enfin lâche, vous vous moquerez peut-être de moi, mais vous ne réussirez pas à le faire outont que je le ferai de moi-même. » Cabot ou provocateur? Allez savoir...

OLIVIER BIFFAUD

Les candidats de M. Brice Lalonde à Paris

nvocat; (B) Mr. Dominique Dus-

La liste de Génération-Ecologie conduite à Paris par le profeseeur Alexandre Minkowski comporte une majorité de femmea (vingt-trois eur quarante-deux). L'épouse du ministre da l'environnement, M= Patricia Lalonde, y occupe eymboliquement la dernière plece. Le mouvement de M. Brice Lalonde propoee notamment de limiter crigoureusement » la circulation des voituren dane le cepitale, de réaméneger len bergee de le Seine et de favoriser l'ouverture dee crèchee et dee eiree de

Voici le composition de le

(1) M. Alexandre Minkowski, docteur en médecine ; (2) M. François Donzel, secrétaire générel de Génération-Ecologie; (3) M. Dominique Simonnet, encien président des Amia de la Terre; (4) M- Geneviève Jurgensen, cadra supérleur; (5) M. Jeen-Frençoie Anquetil,

eert-Bidou, urbeniete; (7) Ma Renete Gossard, infirmière; (B) M. Jecques Lanzmenn, écrivain; (9) M. André Saillerd, che minot; (10) Mee Laurence Bardin, meître de conférencae; (11) M. Yves-Bruno Civel, délégué général du Comité d'action pour le solaire; (12) M- Brigitte Contet-Deefontelnee, juriete; (13) M- Muriel Labrousse, attachée de presse; (14) M. Serge Fize, dirigeant sportif; (15) M- Françoise Tayer-Joffe; (16) M- Dominique Rauch, institutrice; (17) M. Alain Liebard, erchitectn; (18) M. Xevier Cœur-Jolly, eneeignant; (19) M- Christine Dorville, océanographe; (20) M- Tournie de Saint-Affrique, psychenalyete; (21) M. Cédric Philibert, conaultunt en environnement; (22) M- Mélanie La Saux, étu-diante : (23] M. Alain Joeeph, géologua; (24) M. Laurent Boyer, chaf d'entrepriee;

(26) Mass Agnès Voituriez, egent de développement social; (27) M. Laurent Semuel, journeliste; (2B) M. Jean-Claude Barnathen, publiciteire; (29) Mar Catherina Belleville, commerçente; (30) Mª Leila Joeeph, inntitutrice; (31) M- Valérie Roma, conseillère en environnement; (32) M. Jeen-Paul Creissen, ehef d'nntrepriee; (33) M. Beeile Kamir, boulenger; (34) Mr Claudine Gaillard. secrétaire ; (35) M- Joëlle Ody, journeliste; (3B) M∞ Colette Vacquier; (37) M. Philippe Benamou, publicitaire; (3B) M= Elisabeth Fenez, cadra esacciatif; (39] M- Anne-Marie de Vileine, écrivein; (40) Mr Dominique Martin-Ferrari, journaliste; (41) M. Serge Moscovici, directeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales; (42) Mee Patricia

La crise menace... Jean-Paul Pigasse et le temps LE DOSSIER presse. A lire d'urgence. Editions de Forgues Diffusion Hachette IDITIONS OF FORGUES.

Adoptant la même position que l'Académie de médecine

Le Conseil de l'ordre souhaite un dépistage systématique du sida lors des examens prénuptial et prénatal

Après l'Académie de médacina an février dernier, le Conseil nationel de l'ordre des médecins vient à son tour de se prononcer en faveur du dápistage obligatoire da l'infection per le virus du side lors de l'examen prénuptial et de l'examen prénatal. Le gouvernemant devrait faire connaître sa posi-tion sur ce problème d'ici à la

Le 11 décembre dernier, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à le santé, evaient annoncé que le test de dépistage du virus do sida serait e systèmatiquement pro-posè» par les médecins lors de la visite prénuptiele, ainsi qu'eux femmes enceintes et aux jeunes lors de la visite d'incorporation au service national. Les deux ministres annonçaient qu'evant de se toire de ces tests de dépistage ils demandaient un avis au Comité national d'éthique, su Cooseil national du sida, à l'Académic de médecine, au Conseil de l'ordre

des médecias et su Heul-Comité de la santé publique.

Le même jour, l'Assemblée nationale avait, lors de le discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre sociales, repoussé un amendement instituant le dépistage systématique du sida à l'occasion des examens prénetal et prénuptial. En revanebe, les séneteurs s'étaient prononcés le 16 décembre pour un dépistage obligatoire du VIH.

Qualques jours plus tard, le 21 décembre, la Cooseil netional du sida (CNS), présidé per M. Françoise Héritier-Augé, se déclarait « fermement opposé » sux propositions d'instituer un dépistage obligatoire ou systématique du sida à l'occasion de consultations prénatales, prénuptiales ou du service national. Le CNS indiquait que l'obligation ne lui semblait pas le manière la plus eppropriée de protéger la santé publique « pour des raisons d'ordre éthique et de droit, d'une part, d'efficacité et de fait, d'autre part ».

Récemment, une demi-douzaine 'associations d'eide aux malades du sida, permi lesquelles AIDES, Arcat-SIDA et Médeeios du monde, se sont également prononcées fermement cootre uo dépis-

tage systématique et obligatoire du VIH. Rendue publique vendredi 6 mars, la position du Cooseil national de l'ordre des médecins rejoint celle adoptée le mois der-nier par l'Académie de médecine. Par 21 voix contre 11, le Conseil national s'est prononce contre un dépistage obligatoire à l'occasion de la visite d'incorporation. En revenche. il s'est proconcé en feveur d'un dépistage obligatoire du VIH lors de l'examen prénup-lial par 21 voix contre 12 et en faveur de ce même dépistage lors de l'examen prénatal par 26 voix

Dens la note qu'il a remis à MM. Bianco et Durieux, le Conseil de l'ordre rappelle cependant, à propos du dépistage lors de l'examen prénuptial, que cette mesure s été abandonnée « pour cause d'inefficacité » par les trois Etats américains (Texas, Illinois, Louisiane) qui l'avaient imposée en 1987. Pour ce qui est du dépistage obli-gatoire lors de l'examen prénatal, le Conseil de l'Ordre indique que l'acceptabilité du test lorsqu'il est simplement proposé est « actuelle-ment excellente, de l'ordre de 98 à 99,5 %».

La volonté du Conseil de l'ordre de passer outre ces arguments est

significative de la volonté affichée par plusieurs institutions « conservatrices» de systématiser ce dépistage afin - c'est du moins ce qu'elles espèrent - non seulement d'améliorer la prise en charge thé-rapeutique précoce des malades, mais également de renforcer la sur-veillance de l'évolution de l'épidé-

De bonne source, on indiquait que le Heut-Comité de la santé publique allait, dans l'avis qu'il dois rendre dans les prochains jours, se proconcer contre toute obligation de procéder à un test de dépistage du virus du sida. Le gou-vernement devrait également, d'ici à la fin du mois, se prononcer en faveur d'un dépistage systémeti-quement proposé à certeins moments-clès de la vie mais contre tout dépistage systématique et obli-gatoire. Il devrait à cette occasion annoncer un certains nombre de mesures nouvelles destinées à inteosifier la prévention de le maladie. Le dépistage et l'usage du préservetif soot deux moyens importants de prévenir la transmis-sion de la maladie mais la prévention réellement efficace du développement de l'épidémie ne peut se résumer à ces deux mesures.

FRANCK NOUCHL

FAITS DIVERS

Après le versement d'une rançon

Le jeune Anthony De Clerck a été libéré par ses ravisseurs

BRUXELLES

de notre correspondent Enlevé le 4 février, le jeune Anthony De Clerck, fils d'un riche industriel flamand du textile, e été libéré en Belgique dans la soirée du vendredi 6 mars eprès le versement transcent de la contract l'ent

d'une rançon. Ses ravisseurs l'ont déposé vers 22 heures à le sortie d'une antoronte, près de le fron-tière avec les Pays-Bas. Il s'est alors dirigé seul vers l'habitation la plus proche d'où il e eppelé ses parents so téléphone.

Ceux-ci attendaient la boone par les bandits qu'il y eorait un délai de quarante-huit heures. Nuitamment, le 4 mars, un émissaire de la famille evait commencé un jeu de piste qui, de parking en parking, l'avait cooduit dans plusieurs endroits où se trouvaient des messages. Finalement, il ourait largué au-dessons d'un pont d'euto-route, en Belgique, une rançon qui s'élèverait à 250 millions de francs belges (plus de 40 millions de francs français), en devises etran-

Agé de onze ans, Anthony est sain et sauf et paraît avoir sur-monté une épreuve commencée siors que les bandits armés avaient errêté la voiture d'une voisinc le conduisant à l'école, evec ses deux frères et deux cameredes, a

l'evaient eboisi pour exarcer leur chantage sur le patron du groupe Beaulieu. Quelques jours plus tard, des «messages de solidarité» à la famille De Clerck, émanant de différentes cotreprises du groupe tex-tile, evaient été publiés dans la presse flamande, apparemment pour exprimer la volonté de verser une rançon, selon une présentation codée.

Une première tentetive de remise des fonds evait échoué aux Peys-Bas. Ic 27 février (le Monde deté 1"-2 mars), mais peut-être s'agissait-il d'une répétition géné-rale voulue par des gangsters très organisés. La famille De Clerck evait alors annoocé à la télévision qu'elle demandait eux forces de l'ordre de ne pas la gêner dans ses entreprises pour sauver l'enfant. Des rumeurs de désaccord entre les De Clerck et le police évaient cir-culé dans les médias beiges. Dans l'ensemble, ceux-ci ont cependant respecté le vœu de retenue exprimé par les parents, surtout dapuis la

Seloo une version eirculant samedi metin, le contact o'aurait en fait jamais été interrompu entre la famille at la police. Celle-ci eurait même observé à distance la Mercedes des gangsters au moment de la remise de rançon, sans inter-

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

de l'éducation » de mars

An sommaire du « Monde

Merci les parents! Logement, emploi, ergent ou servicas : le femille joue un

rôle économique déterminent dane l'insertion des jeunes. Qui sert de gerent et evance le caution du premier appertement? Qui eide à trouver un travail, en jouant habilement de ses relations? Les parents, bien eûr. Qui vient dépanner la jeune mèra qui travaille et lui gerder ses enfante? Qui les accueille pendant les vacances scolaires? Les grand-parents...

Les mœurs évoluent, les nouvelles formes de vie commune gagnent du terrain, les naiceences en dehors du mariage se multiplient. Qu'importe l La famille e'edepte et les solidantés entre parents et enfants sont de plus en plus solides. C'est mêma dans les grandee villes que l'entralde est la plus forte.

Une grande enquête du Monde de l'éducation qui livre. une véritable redioscopie des comportements familiaux d'eulourd'hui.

 Dossier : Le palmarès dee cleseea prépes. - En exclusivité, les taux de réussite aux concoura lycée par lycée. Avec toue les conseila pour présenter sa candideture, toutes les informatione sur les séries, les différents concours at les styles de lycée.

 Sondage : la culture générale des prépas. Faites le test et comparez vos réponses à celles des élèves l

 A suivre : pour réussir a philo du bac. - Chaque mois, juequ'en juin : dee conseils pratiques pour rédiger une dissertation ou un commentaire de texte. Dane chaque numéro, un philosophe contemporain « plenche » sur un sujet de bae. Ca mois-ci : la copie de Pierre Hadot, professeur au Collège de France, qui traite : « La philosophie est-elle un luxe?»

• Actualité : la future elesse de aeconde. — Principale nouveauté, les «modules» dolvent permettre eux élàvea de treveiller en plue petits groupes, a reison de trois heures par eemaine.

Le point pour mleux comprendre les nouvelles règles de orientation et les enjeux du

• Egalement eu sommaire : le baromètre du Monde de l'éducation : les 15-24 ans jugent les hommes politiques; les droits des lycéens progressent à petits pas; théâtre pour la jeunesse : l'ouverture du deuxième acte; un entretien evec Arezki Dahmani, président de France-Plus.

En vente chez tous les marchends de journaux. 25 francs.

JUSTICE

Le litige sur la vitamine C devant la Cour de cassation

L'épicier et l'apothicaire

depuis près de six ans de préà recevoir une définition juridiqua qui perinette de savoir définitivement si alle doit être vendua uniquement dans les pharmecies. Vendredi 28 février, cette vitamine était évoquée, pour la première fois, devant la Cour de cassation réunie en formation plénière. Chacun attendait l'arrêt irrévocable. Ca na fut qu'un renvoi vers la cour d'appai da Versalliee. Mais dans laur décision, les juges suprêmes indiquent la voia à suivre en sa référant essentiellement à le iurisprudance de la Cour da justice des Communautés européennes.

Dena eon rapport d'ectivité portant sur l'année 1990, la Cour de caesation suggérait queiques réformes législatives en évoquant notemment l'erticle L. 511 du code de la santé publique, qui donne la définition du médicament, pour observer que ce texte lui peralaceit «mel adapté à une économie concurrentielle en pleine évolution et ne répondant sans doute pas exactement aux normes communautaires ». Le message était cleir. Cependent, il ne semble pes avoir été entendu, car aucune n'est venue trancher le litige entre les pharmaciens et les

Pourtent, depuie 1981, une pression de plus an plus forte a'exerçait sur « le para-pharmecies avec è la tête des combettants pour la libre concurrence Edouerd Leelere et son file Michel-Edouard. Est-ce à cette famille que l'avocat général Henri Dontenwille pensait en citant, à l'audience du 28 février, le décla-ration royale de 1777 qui ordonnelt : «L'emploi des poisons étant en usaga dans quelques arts, et la vente en étant commune entre l'épicerie et la phermacie, noue evone jugé nécessaire de fixer entre les deux professions des limites? » Mals ei le magistrat evait exhumé le document, qui semble bien être à l'origine du monopole da vente des phermeciens, c'éteit pour observer : « N'y e-t-il pas quelque parallèle entre la rechercha d'une sphère d'équilibre entre l'épicier et l'apothicaire (...) et notre époque où les grandes surfaces e opposent aux e grandes officines », où le mortier se raréfle eu revers des blouses qui

Le ton était donné. Il faileit cependant se prononcer en droit.

propriétés curatives ou préventives à l'égard des meledies humaines ou animales, ainsi que tout produit pouvant être administră à l'homme ou à l'animal en vue d'établir un diagnostic médical ou de restaurer, corriger ou modifiar leurs fonctions organi-

Dene les nombreux litiges qui lui ont été soumie, la chambre criminelle de le Cour de cassation eveit interprété ce texte evec rigueur, et le monopole pharmaceutique paraissait défini-tivement protégé. Mais une procédure civile opposent un magaein Carrefour eu consail de l'ordre des pharmaciena donnait lieu, le 30 jenvler 1989, à un errêt de la cour d'appel d'Angera, selon lequel la vitamine C 800 n'est pas un médicament per fonction, « car la rôle de cette substance est loin d'être établi dans la prévention et le traitement des maladies autres que celles résultant de sa propre

« Terne issue pour un grand débat»

Le pourvoi fut soumis à le première chambre civile de la Cour de cassation, qui manifesta l'intention de modifier le lurisprudence. Mais, devant l'importance du conflit, elle décideit de renvover l'affaire devant une chambre mixte et, en définitive, c'est e premier président de le Cour de cassation, M. Pierre Drei, qui a décidé da soumettre l'affaire à une formation plénière qui rendraft un arrêt incontestable.

M. Dontenwille souhaitait que le Cour ae prononce en confirment l'errêt d'Angera, « remarqueblement motive ». Et l'avocat général s'était livré à une longue démonstration juridique eboutissant à ce postulet : eLe liberté est la règle, le monopole restric-tif l'exception. » Il ejoutait, sor-tant du droit pour exprimer une autre logique : e Comment, pour nos concitoyens, justifier l'interdiction d'un prétendu eremontanta sans effet prouvé et sans risques établis et le laxisme qui s'applique, monopole ici aussi oblige, à l'alcool ou au tabec?» La réponse devait être claire et Imeginer una caseation e pour manqua da basas légales », en soupirant à l'avance : « Bien tarne issue pour un ei grand

C'est pourtant cette voie médiane qui e été choisie per les jugee suprêmee. Certes, dans son errêt, l'essemblée plénièra estime que la cour d'Angers a légalement justifié sa décision en

La vitamine C chamine santé publique dispose : e On déclarant que la vitamine C 800 aubstence ou composition prétion > Duisque l'emb comportait aucune allusion à un acte thérapeutique. En revanche, lorsque la cour d'Angers 200tient que la vitamine C 800 n'est pea un médicament « per fonction», la Cour de cessetion estime qu'elle s'est déterminée « sans procéder à une analyse concrète au sens de la jurisprudence communautaire ».

La liste inquisitoriale de la pharmacopée

Il appartiendra à la cour d'appel de Versailles de se pronon-cer. Mais la Cour de cassation lui montre le chemin en reprenant mot pour mot les termes de l'arrêt Upjohn rendu le 16 evril 1991 par la Cour de justice des Communeutée européennes, qui leisse una porte cuverte à une définition moins stricte du médicament en déclarant : « Il appartient au juge national de procéder eu ces per cae, aux qualifications nécessaires, en tenant compte des propriétés pharmecologiques du prodoit considéré (...], de ses modalités d'emploi, de l'ampleur de se diffueion et de le connaissence qu'en ont les consommateurs, »

L'ergumentation ne heurte pas Michel Edouard Leclerc qui, dans un communiqué, constate que les luges devront meintenant « expliquer pourquoi un même produit est en vente libre en Grande-Bretegne ou en Allemagne at ne le serait pes en France du fait de son appellation de médicaments. Il interprèts aussi la position de l'essemblée message eux pouvoirs publics, invités à prendre leurs responsabilitéa en modifient les textes pour les hermoniser eux directives auropéennes : eoit en modifiant le sens du mot emédicement», soit en brisant le monopole pour certains produits.

La betaille n'est pas finie. L'enjeu économique porte environ eur 100 millions de francs. Les grandes eurfaces se déclerent décidées à continuer à vendre « des produits frontières». Les phermaciens se refusent à être réduits à commercialiser uniquement des produits dangereux et Insistent our leur Indispensable rôle de conseil. Un compromis devre donc être trouvé, cer M. Dontenwille manifestait quelques inquiétudes en décisrant : O homme, devras-tu demain. en méchant quelques herbes des prés, prouvar que ton noble et ancaetral geste de cueilletta n'entre pas dens la liste inquisitoriale de la pharmacopée?»

MAURICE PEYROT

Une question écrite de M. Pandraud

M. Nallet est interrogé sur une affaire de trafic d'armes

Le parquet d'Avesnes-sur-Helpe (Nord) a formellement démeoti, frontière franco-beige. M. Cavagni vendredi 6 mars, les informations laissant entendre qu'un antiquaire, arrêté pour trafie d'armes, aurait subi des pressions de la part da

Deux evocats, Me Jacques Vergès et Eric Dupont-Moretti, avaient porté plainte mardi 3 mars auprès du doyen des juges d'instruction de Paris contre le ministre de la jus-tice, M. Heari Nallet, pour « forfai-ture, coalition de fonctionnaires et attentats aux libertés». Ils soutiennent que leur client, M. Dominique Cavagni, s'est vu proposer de l'argeot et la protection de sa famille en échange de la liste des destinataires des armes qu'il transportait au moment de son interpel-

a déclaré lors de l'instruction que leurs) étaient destinées au FLNC. Plusieurs quotidieos ayant

affirmé que le magistrat instructeur evait convoqué l'inculpé pour exercer des pressions sur lui, le procu-reur de la République d'Avesnes-sur-Helpe, M. Gérald Lesigne, déclare dans un communiqué que le parquet « apporte le démenti le plus formel à ces assertions ». D'autre part, M. Robert Pandraud, député (RPR) de la Seine-Saint-De nis et ancien ministre de la sécurité, a demandé dans une question écrite eu garde des sceeux, M. Henri Nallet, une «mise au point s sur cette affaire.

Aux Etats-Unis

Un juge du Texas autorise un homme accusé de viol à se faire castrer plutôt que d'aller en prison l'épreuve durant dix ans, evant de voir son affaire classée par la jus-tice. Steven Butler doit subir l'abla-

Le juge d'un tribunal régional du Texas a, vendredi 6 mars, autorisé un homme de vingt-huit ans, poursnivi pour le viol d'uoc adolescente, à se faire castrer plutôt que d'aller en prison.

Steven Allen Butler, accusé de viol aggravé sur une fillette de treize ans en 1991, s'était porté volontaire pour l'opération chirurgicale, eprès evoir lu un avis du juge Mike McSpadden proposant la castration pour les auteurs de délit sexuel. Marié et père d'un enfant, il était passible d'une peine maximale de quatre-vingt-dix-ncuf années de prison et 10 000 dollars d'amendes. Après l'opération, M. Butler fera l'objet d'une mise à

substantiellement l'ectivité sexuelle, quoique o'empêchant pas l'érection. La décision a été critiquée par

plusieurs spécialistes de l'éthique médicale aux Etats-Unis. Pour le directeur du centre d'éthique biomédicale de l'université du Minnesota, M. Artbnr Caplen, elle « ouvre la porte à l'intervention des autorités pour ordonner la stérilisation pour toutes sortes de crimes et de déviances sociales ». - (AFP.).

tion des deux testicules, opération

irréversible qui supprime la pro-

duction de testostérone et réduit

EN BREF

a Progression de la population carcérale au mois de février. - Le combre des détenus dans les prisons françaises a progressé de 1,79 % eu mois de février, passant da 51 714 le 1 « février à 52 640 au 1" mars. Le combre des prévenus e progressé mois vite que celui des coodamnés : su le mars, les pri-soes (métropole et DOM confondus) comptaient 21 631 préveous (personnes en atteote d'uoe première comparution on d'un jugemeot définitif) contre 21 474 un mois plus tôt, et 31 009 coodsm-nés cootre 30 240 un mois plus tôt. Au mois de janvier, la progression était de 3,18 % (le Monde du 13 février).

u Le GIGN maîtrise un forcené dans la Marne. - Uo chômeur de vingt-neuf ans qui s'était retranché dans une maison de Vertus (Marne) après avoir tué son père, e été maitrisé, samedi 7 mers à l'eube, par les forces du Groopement d'intervention de la gendar-meric nationale (GIGN). Philippe

1,

Adamski, présenté par ses voisins comme un chômeur dépressif. eveit abattu son père, Francis Adamski, nn ouvrier egricole de cinquante-six ans, veodredi soir, d'uoe balle da 22 long rifle. Retranché dans la maisoo familisle, le jeune bomme a été maîtrisé sans difficulté par les membres du GIGN, Placé en garde à vue à Reims, il n'a pas pu expliquer son geste.

Séisme an Cesta-Rica. - Uo séisme d'une magnitude de 5,2 sur l'échelle de Richter a seconé le Costa-Rica dans la nuit de vendredi 6 à samedi 7 mars, plongcant le pays dans l'obscurité et provoquant des mouvements de panique. Un premier bilan faisait état. samedi matin, d'un mort et de plu-sicurs blessés légers. Les dégâts semblent peu importants. Cinq seismes se sont produits au Costa-Rica depuis 1983. Le dernier, le 22 avril 1991, avait fait une cinquantaine de victimes et causé des dégâts considérables. - (AFP, AP.)

une zone d'o

LA SEYNE-SUR-MER

PRINCIPE . 11. At 1 123 d and a fine returned Cont James how with rethe

CE A

miretti - 271 2 -54 21 1428 la THE STATE OF THE PARTY OF THE P

Un - centre monde

TO a manifespelling s men der alle and des sombles ilatere and the Capport de Green and automa d'ann no Werter mitte duberte ! mile temperatual un perc im ferrer at the un contre ELECTION HOLL CE PROPER

partie data de la cole langued 45aming importation de recons Bons rather a Cettie avec la ton de comple de petits in de manne anderer des bassens res ale en a moute tant de Salford () me sander recherches Le tire 3 is to be seen les habitants dean Ser les accions quais, les imer central state pour accueille s PRISC DOLLAR

Lamirarpante de La Sevoe se refi la minima de la Segue de refe
les des la manage de la man matical at 125 in Ampiois de rock milions Co. Control Control C tenen Dian de , realition, polie de ten toe teste en eller a faire poer Sene dispose d'equi perments publics

BRITER une librairie. cattepes privée dans un tâtiment privée dans un de Sant Orantin en Vee the Man du man a marches certe the Mais rapidament his ont reaoues les opérations du de la ville, trène das la constitución de la consti

es locales la mare devait trouver A locally plus 17272 CC 201 Economic Milionnels 17272 CC 201 Economic Milionnels 17272 CC 201 Economic Milionnels 18272 CC 201 Econo fationels duried: Cans levalus si constalle depuis constalle de lous propriet de syndical daglomeration roundie (SAN) tall infilities actually actually and of testimate actually actual

L'installation de la merairie à cet esplacement satisfaisair tout le mode ile mur actisfaisair tout le mur actisfaisair tout le permit culturel ci à la place la mile pouvair culturel ci à la place la mile nouvelle secteur central de la mouvelle

La Seyne-sur-Mer rêve de « Marepolis »

Sur le site des anciens chantiers navals, la municipalité varoise cherche à créer une zone d'activités et un pôle de recherche liés à la protection de la Méditerranée

LA SEYNE-SUR-MER

de notre envoyé spécial

ersement d'une many

nthony De Clerck

par ses ravisseur

call days

JEAN DE LA GUÉRNE

April 71 ... 1822

Team of the total

45 2 7 2 7 2

Sales of the sales of the sales

Plate sing Common Confidence (Common Common Common

grander to the series

Manage of Charles See

Jan Carlotte Contraction

· Dage : Le tames

das mietres frecas .1

may made a long of the training

Air tin 1889 pd. etc. 1815

Singular

Singul

3 # 12474 - \$20 4.8

in philo at the second

THE TOTAL CONTROL OF THE TOTAL

1 - 4 -

 $(e, \phi) \sim e^{-i (\phi)^{2}}$

1 5000

esase de maria de la companya de la

25 43005

, -- 1:11 de

--- 1341

A CONTRACTOR

Dur fel pir.

Sec. 22.

de la tem. Vegir

Sec. 21.

្តាសាខែការបស់កា

ಎಲ್. ಇಲ್ಲಿ

samed ::

dorait num. Merceces :

QC41 11:5-

1

œ:

2,623

Hills

H des

ZULS.

C C 31

STOT.

325

entee

THERE

TE ie

Sens.

445 ME #2

LNC

tat;

TARRE.

Hane.

I Cut

13.50

1

B. L.

TITLE

WELE,

rate):

010

1 is ite II DAS

PAT IT

1:070 dile

74 343

共称 法

3757 73

234 f.

ie de

14.44 14.44

4 10

14.00

#2 PL

2 13

TO A

津田の

44.44

12 to 1

ANS un restnuraot de Salford, en Grande-Bretagne, le 27 jenvier, M. Charles Scaglia (PR-UDF), maire de La Seyne-sur-Mer, tente une dernière fois de concilier les points de vue d'un groupe d'investisseurs britanniques et de d'un groupe d'investisseurs britanniques et de M. Claude Guary, directeur général adjoint de Ressources et Valorisations, la filiale de la Générale des eaux spécialisée dans l'aménage-ment urbaio. Les propositions des Britanni-ques sont refusées par leur interlocuteur fran-çais. « Nous voulons redéfinir le programme avant de nous engager», explique M. Guary. Le montage du financement des projets de la deuxième ville du Var, sur le site des anciens chantiers navals de la Normed, qui nécessite-raient plus de 1 milliard de francs de capitaux privés, est une nouvelle fois retardé,

Dans la matinée, M. Scaglia evait pu appré-cier la réussite de la reconversion des anciens chantiers navals de Salford, dans les faubourgs de Mancbester. Lorsque cette opération d'aménagement sera terminée, environ trois mile emplois euront été créés. 4 milliards de francs de capitaux privés y auront été consa-crés pour 250 à 280 millions de fraocs de fonds publics. Comme à La Seyne, ville de cinquante mille habitants, où la fermeture des chantiers de la Normed a fait perdre trois mille emplois entre 1984 et 1988, la crise éco-nomique et la concurrence internationale y ont provoqué l'arrêt de ce qui fut une mono-industrie pendant un siècle et demi.

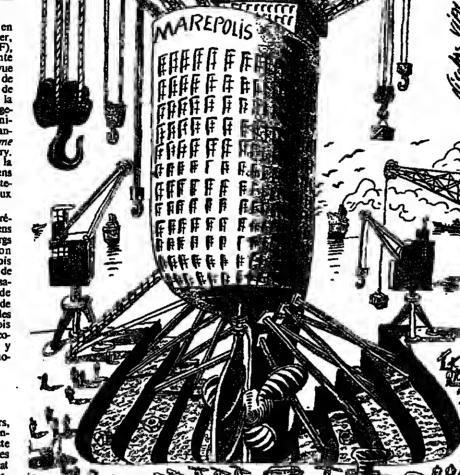
Un - centre mondial de la mer»

Duremeot touchée (25 % de ebômeurs, 20 % d'emplois disparus en cinq ans, un centre-ville délabre), la municipalité travailliste de Salford a su récupérer, au début des anoces 80, le maximum de crédits de l'Etat pour doooer confiance à un groupe d'inves-tisseurs, Ceux-là mêmes qui voudraient créer à La Seyne, seuls ou evec l'apport de capitaux français, un « centre mondial de la mer».

Ce projet, conçu autour d'une equaspbère de 15 000 mètres carrés ouverte au graod public, compreodrait un parc immobilier d'entreprises, un hôtel, un centre de sémi-naires et d'expositions. Un projet déjà proposé à des sites de la côte languedocienne, puis à La Ciotat (Bouches-du-Rhône).

A Salford, l'opération de reconquète des anciens chantiers a débuté evec la construction d'un complexe cinématographique et d'un hôtel. Un eusemble de petits immeubles de caractère, autour des bassins réaménages avec soin, a ensuite fait de Salford Quays uoe zone d'bubitation recberchée. Le quartier attire, à la belle saison, les habitants de Manattire, a la delle saison, les na chester. Sur les anciens quais, les investisseurs ont édifié des locaux pour accueillir des entreprises de pojote.

La municipalité de La Seyne se refuse, pour l'instant, à intégrer tout programme immobi-lier dans ses projets, mais elle se dit assurce de concours financiers publics importants. Le conseil général se serait engagé pour 35 mil-lions de francs, et la région pour 53 millions à travers le programme Agir et pour 37,2 miltions en faveur d'un pôle de formation supérieure. Le programme européen Renaval permettrait eu bassio d'emplois de recueillir 88 millions de francs de subventions. Désenciavement, plan de circulation, pôle de formatioo: tout reste en effet à faire pour que La Seyne dispose d'équipements publics à la hau-



teur de ses ambitions. Les travaux de démolition des superstructures des anciens chantiers navals, engagés le 17 décembre 1991, se pour-suivent cependant. Après les hangars, dont les pontrelles tordues couvrent les quais, les engios ont fait disparaître les bâtiments qui faisaient face, de l'autre côté d'uo bassin, à l'immeuble de la mairie, souvenir de trente-sept ans de gestioo communiste. Après avoir pris d'abord fait et cause pour la survie du chantier, M. Scaglia est devenu le principal défenseur d'un projet d'aménagement qui fait, au propre comme au figure, du passé table rase : « Les chantiers définitivement fermés. notre commune retroutait une formidable opportunité : celle de reconstruire entièrement notre centre à partir de ce site.

Trente-deux hectares en pleine ville

Les terrains libérés s'étendent sur près de 2 kilomètres de long et 400 mètres de large, soit plus de 32 hectares en pleine ville. Grace à uo «cootrat de développement des quartiers » avec l'Etat, uoe étude a également été meoée pour réaménager le littoral entre la zone portuaire de Brégaillon et le plage des

A la suite de dissensions entre M. Scaglia et M. Arthur Paccht, chargé par M. Mnurice Arreckx (UDF), président du conseil général, de mener l'opération, la ville est devenue prin-

eipal opérateur dans l'aménagement du site des anciens chantiers. Le conseil général avait pris possession en juin 1990, pour 45 millions de francs, des t4 hectares qui jouxtent un domaine public maritime de 18,5 hectares. La Seyne-sur-Mer a racheté les terrains au département en septembre 1991, et M. Scaglia a remplacé M. Arreckx à la présidence de la SAEM Marepolis, créée en avril 1990.

M. Klimoff, agent technico-commercial pendant vingt ans sur le chantier, avait réuni en février 1988 quelques ancieos de la «Nevale» et une poignée d'habitants de la ville, pour fonder Var-Objectif 2000. Une association qui se donnait pour objectif de promouvoir Marepolis. Un projet de « technopôle européen de la mer v imaginé par M. Klimost: " Depuis 1987, je pensais qu'il fallait utiliser le site pour une opération d'aménagement autour de thèmes ayant la mer pour dénominateur commun. » Les premières rencontres se déroulent dans l'arrière-boutique du magasin d'habillement de M. Roger Pulvermulier: « Nous étions pratiquement obligés de rester dans la clandestinité en raison du elimat que faisait régner la CGT dans la ville. » Commercante également, M= Madeleine Sabatini, Seynoise d'origine, présidente d'honneur de l'association, recueille 2 000 adhésions en quelques semnines : « Mo boutique était boycottèe, on crachait sur mo vitrine. Mais j'avais foi dans des idées qui pouvaient permettre à la

ville de sortir de sa désespérance et peut-être de retrouver le lustre qu'elle avait au dix-neuvième

L'association rassemble jusqu'à 4 000 personnes. Elus et décideurs économiques de la région se doivent d'assister à toutes les assemblées générales où est présenté l'état du projet. Mais seule une étude de la Cité des sciences et de l'industrie, réalisée en juillet 1989, à la demande du eonseil général, valide ee

Autour du génie océanique

Le programme Marepolis e d'ailleurs beaueoup évolué depuis les premières réunions clandestines de Var-Objectif 2000. Imaginé autour d'un centre d'entraînement de cosmonautes, puis d'un Office européen des brevets. 'il veut nujourd'hui attirer des activités (entreprises, recherche, formation) liées au génie océanique. La situation de La Seyne justifie ce choix. Les quais du port font face aux installations de la marine nationale à Saint-Mandrier,

à l'ouest de Toulon. Des activités de recherches sur le génie côtier, comme les leboratoires de l'IFREMER, du CNIM et de First (le plus grand bassin de génie océanique d'Europe en voie d'achévement)..., se sont dévelopoées sur une zone industrielle, à l'entrée de

La société Océanide, installée sur le site en 1986 avec quatre personnes, compte aujourd'hui une vingtaine de salariés qui travaillent à des expérimentations d'hydrodynomique. Son PDG, M. Jean-Yves Le Dref, jugeait lui aussi très utopiste le projet Marepolis à ses débuts. Aujourd'hui membre du bureau de l'association, il défend l'idée d'un pôle d'excellence autour du génie océanique : « Nous pouvons sérieusement faire le pari du développement d'une économie de protection de l'environnement. Les collectivités locales du littoral vont devoir investir pour protéger leurs côtes. » Depuis quelques mois, de petites sociétés comme les Eboueurs de la mer, spécialisés dans la dépollutioo, Eurocoast, une association curopéenoe d'échanges d'informations scientifiques sur le littoral, se sont d'ailleurs provisoirement installées dans les locaux administratifs désaffectés des chantiers.

L'évolution du dossier Marepolis est suivie avec attention par le département. M. Arreck approuve «l'ombition de revaloriser l'image de la ville ». M. François Trucy, le maire (UDF) de Toulon rappelle que sa ville est « excessivement pauvre en terrains » et que le projet Marepolis permettrait à de combreuses entreprises de s'installer dans la région. Il souhaite donc que tous les projets d'améoagement de la rade de Toulon, soient conçus de « la manière la plus intercommunale possible ». Une intercommunalité que réclame également le maire de La Seyne. M. Scaglia sait en effet qu'il aura besoin d'appuis pour faire avancer Marepolis. Une « belle idée » qui se trouve en concurrence avec tant d'autres projets locaux de développement économique, qui n'ont pas, cependant, la Méditerrance à leur pied.

CHRISTOPHE DE CHENAY

La filière sociale approuvée

E Consail eupériaur da la fonction publique territoriela (CSFPT) e epprouvé, jeudi 27 février, la quasi-totalité des projets de décrets sur la filière sociala. Sur trenteneuf textes, eing seulament

Les négociatione ons achoppé sur le cadre d'emploi des easistantas eocialas qui, aalon pluslaure ayndicats, aurait feit, anormalamant, l'objet de deux votes successifs. Le premier, « confus » et considăré comme non velide par la sacrétariet d'Etat aux collactivités locales, se serait avéré défevorable eu texte. CFDT, CGC at CFTC ayent voté contre. Le gouvernement a damandé una suspension de séance pendant lequalle un certain nombra de centralas ont été invitées à modifier leur vota, L'Hôtel Matignon, axaapéré par le mouvemant de la Coordination nationale des essietantes de servica social (CONCASS), sereit même intervanu. La menece aurait été émise que l'ensemble da la filière soit retiré, au cas ou ce texte, sensible, ne eereit pas adopté. Un nouveau scrutin a permia l'edoption du projet, grace notamment à la voix prépondéranta de M. Michel-Antoine Rognard, président (PS) du CSFPT, et à celle de la

Meis, dane l'ensembla, cette victoira, «inespérée» salon le aecrétariat d'État eux collectivités loceles, dolt beaucoup à l'absentéisme. La longueur de le séenca, qui s'ast poursuivia jusqu'à 2 heures du matin, n'explique qu'en partie certaines défections. Alors qu'ils euraient pu modifier l'échiquier, las sept représentants de la CGT et du PC sont partis evant le vota des catégorias A at B, pour protaster, disant-ils, contra les nombreusas suspensions demendées par leurs collègues. Quant aux élua, ils n'ont été que six (3 PS. 1 UDF. 1 RPR et 1 PC) sur vingt à parapher le ragistra de préince. Apres 18 neures. n'étaiant plus que deux (PS), pourvus da daux mandets. Les présidents des consails généraux (UDF, RPR et PS). principaux employeurs, étaient tous absents.

Une exprassion aussi faible valide-t-elle des textes qui décideront du sort des travailleurs aociaux? Quaire voix suffisent-elles à entériner dixaapt projeta indemnitaires, elors qua la CSFPT compta quarante sièges?

Les collectivités au secours des librairies

Pour venir en aide à de petites entreprises commerciales pas tout à fait comme les autres régions et municipalités étudient de nouvelles formules juridiques

BRITER une librairie, entreprise privée, dans un bâtiment public, les élus de Saiot-Quentin-en-Yvelines ont eu du mal à accepter cette idée. Mais rapidemeot, ils ont réa-lisé que la présence d'uoe « bonne » librairie, partenaire de toutes les opérations culturelles de la ville, créait une réelle animation dans la cité.

Or, pour rester à Saint-Quentin, le Pavé dans la mare devait trouver des locaux plus spacieux et plus rationnels que ceux dans lesquels il était installé depuis 1975. Une salle en rez-de-chnussée d'uoe Maison pour tous, propriété du syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), était inotilisée depuis plusieurs années. Elle offrait un mur aveugle sur la place d'un quartier actuellement en restructuration.

L'installation de la librairie à cet emplacement satisfaisait tout le monde : le mur a été remplacé par une vitrine, redonnant vie à l'équipemeot culturel et à la place, la librairie pouvait s'agrandir tout en restant dans un secteur central de la

Une fois balayées les réticences politiques, restait à trouver la for-mule juridique. Il fallait à la fois respecter la logique économique de la librairie et rester dans la légalité de ce qu'uoe collectivité locale peut faire pour aider une entreprise pri-vée saos feusser la concurrence (juridiquement, uoe librairie est un commerce comme un autre). Un bail empbytéotique poor projet d'intérêt général, d'une durée de trente ans, a été signé. Le libraire a pris à sa charge le coût des travaux, qui normelement iocombent eu propriétaire, en échange de quoi le SAN l'a exonéré de loyer le temps pour lui de rembourser les emprunts correspondants. Ouverte depuis décembre 1991, la librairie a déjà vu soo chiffre d'affaires aug-

> Impact culturel

C'est également à l'occasion d'une opération d'urbanisme que la mairie de Colombes, daos les Hauts-de-Seine, est partie à la recherche d'une librairie. Celle qui était instellée dans la commune depuis longtemps avait disparu à l'occasion de la création d'un cou-ment penchée sur le problème des loir d'autobus. Pour redonner vie à son centre, la ville envisage la restructuration d'une place. Elle aimerait voir s'y insteller une librairie et est prête à lui proposer un bail commercial intéressant. A la meirie, oo réfléchit encore à la forme juridique que pourrait prendre l'accord.

cent à se rendre compte de l'impact eulturel des librairies, qui dépasse d'ailleurs celui de la simple diffusion du livre. Comme les théâtres privés ou les cinèmas, des entreprises commerciales soutenues par les pouvoirs publics, les librairies de qualité participent à l'animation d'une ville. Elles font venir des écrivains, organisent des débats ou des concours de nouvelles, tiennent des expositions dans leurs murs, sont parteneires des bibliothèques muni-

Les collectivités locales commen-

patrimoine immobilier que les col- dans la capitale, un réseau diversifié lectivités locales peuvent soutenir la de librairies. Si elles disparaissaient,

petites et moyennes librairies siluées dans son périmètre. En effet, les libraires de la capitale ne sont pas à l'abri des difficultés de la profession, au contraire. Grandes surfaces tout court et grandes surfaces du livre, du type de celles récemment inaugurées près de l'Etoile, convoitent le grand marché parisien, alors que des édileurs onl tendance à ouvrir leurs propres magasins. L'augmentation des baux commerciaux a chassé les libraires du Quartier latin, remplacées peu à peu par des commerces à la renta-bilité financière supérieure.

Line aide de la Ville de Paris

« Sans contester l'apport considérable des grandes surfaces type FNAC, estime M. Bruno Raeine, directeut des affaires culturelles à la C'est surtout par le biais de leur Ville de Paris, il faut maintenir, librairie, en la protégeant contre les un élément important de lo vitalité

culturelle de Poris seroit compromis. » Pour soutenir les librairies de qualité de la capitale, la Ville n décide de verser une subvention à l'Associaion pour le développement de la librairie de eréation (ADELC). Imaginée en 1988 par des éditeurs soucieux d'aider les librairies de « littérature générale » - littérature, essais, philosophie, documents... -, l'ADELC intervient essentiellement sous la forme de prêts peu

Une convention devrait prochai-cement être approuvée par le conseil de Paris. Elle prévoit le ver-sement de 1 million de francs par en, pendant cinq ans, à cette association et ce des 1992. Annoncée par M. Jacques Chirae en mars 1991, cette contribution au fonds de l'ADELC sera reversée exelusivemeot eux librairies parisiennes, une centaine répondant aux critères de qualité exigés par l'association.

Investies de la compétence culturelle depuis la décentralisation, les régions peuvent également verser des contributions à l'ADELC. Trois d'entre elles sont actuellement en discussion avec l'association : l'Aquitaine, le Languedoc-Roussil-Ion et l'Ile-de-France. Jusqu'à mainteoant, les régions distribuaient des subventions par le biais des Ceotres regionaux des lettres. Dix régions seulement se sont dotées de cet organisme, dont les aides vont plus souvent aux édi-teurs régionaux et aux écrivains qu'aux librairies (2).

Mobilisées depuis plusieurs années déjà pour maintenir un réseau de salles de einéma sur le territoire français, les collectivités locales preonent aujourd'hui conscience que les librairies, même si leur situation n'est pas nussi drametique, doivent, elles aussi, être soutenues avant d'avoir complètement disparu des centres-villes.

CÉCILE MAILLARD

(1) Les éditeurs créateurs de l'ADELC sont : Minuit, Gallimard, Le Seuit, La Découverte. Ils uni été rejoints par la Direction du livre et France Loisies, puis par une vingtaine d'autres éditeurs.

[2] Aquitaine, Basse-Normandie, Bour-gogne, Bretagne, Franche-Comié, Langue-doc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Poitou-Charente, Provence, Rhone-Alnes,

les quatre départements d'outre-mer (la Réunian, la Guyane, la Guadeloupe, la Martinique) sont régis par un régime administratif particulier. La loi du 31 décembre 1982 les a en effet érigés en régions monodépartementales après le refus du Canseil constitutionnel d'accepter l'institution d'une assemblée unique dans chacune de ces anciennes calonies. Sur le même territoire se juxtoposent donc deux assemblées, le conseil général et le conseil régional.

COUP DE CŒUR

En avant

la musique!

A musique comme clé de l'insertion sociale I Ca peri avait été lancé, il y s deux ans, per le conseil général sous la forme d'une opération inédite

en France : les «CES-musique».

Plus de trois cent cinquante jeunes Réunionnais a étaient

jeunes neumonnais a étaient inscrits pour bénéficier de ces « contrats d'emploi-solidanté » d'un genre pour le moins original. Il s'agisseit pour la plupart de chômeurs aux compétences musicales très hétérocities, de

egratteurs » de guitare isolés dans leurs quartiers, souvent tentés de fuir les difficultés de

du ezamal», l'eherbe» locale.

Il existe aujourd'hui, sur l'en-

samble de l'îls, trente-cinq

groupes issus de cette initia-tive. Le conseil général a mis à la disposition de chacun d'eux

un ensemble instrumental et la sonorisation nécessaire alnsi

que dea formsteurs choisia

parmi les musiciens confirmés.

Rémunéréa sur la base du

SMIC, ces jeunes se sont très vite pris au jeu de la création

musicale en la vivant comme un

moyen d'exprimer leur exis-tence sociale. Maia il aura fellu près d'un en à chaque groupe pour se forger uns cohéaion interne.

Si le jazz et le reggae ont ins-piré beaucoup d'entre eux, cer-taina n'ont pas hésité à manier

esa styles muaicaux sux rythmes traditionnels de l'îls que sont le séga et le maloye. Les recherches musicales des

uns et des autres ont été cou-

ronnées par une audition publi-que de l'ensemble des groupes

que de l'ensemble des groupes en octobre demier devent un jury et plus de deux mille personnes rassemblées au théâtre de Saint-Gilles. C'est ainsi que ls premier prix s récumpensé un groupe de jeunes de Saint-André, baptiaé « Zétwel katrèr», qui va avoir le privilège de présenter ses créations au prochain Festival de Bourges. Mais pour ces heureux leuréats, eomme pnur les autres groupes, c'est à la fin de leur contrat, en juillet, que viendra le moment de vérité. L'eprèe-« CES» pourrait prendre, par exemple, la forme d'une « botte

exemple, la forme d'une «botte à maloya», d'un lieu convivial

où les uns et les autres pour-raient se produire, devant les

Réunionnais et devant les gens

de passage. On Imagine une vitrins permanente pour une

musique réunionnslas qui cherche sa place.

OUS avons perdu notre identité au Loto!» La furmule, emère, eppartient à l'un des principaux hummes Préfecture : Saint-Denis Superficie: 2 510 km² Population:

politiques de la Réunion. Et, ici, la symbolique des chiffres comparés traduit parfaitement les déséquilibres d'une île qui dnute de son devenir : en 1991, l'Etat sura versé aux Réunionnais plus d'un milliard de francs au titre des seules prestations du revenu minimum d'insertion alors qu'une somme équive-lente aura été misée dens les différents centres de validation du Loto national ou du PMU. Au-delà de l'anecdote, les dys-

SAINT-DENIS

de notre correspondent

fonctionnements de la société réunionnaise - apparus au grand jour, voici un an, lors des graves émeutes qui ont seconé le quartier du Chau-dron à Saint-Denis - ont, sur place, un étrange pouvnir de fascinetinn. On abserve davantage avec curio-sité la fuite en svant de l'île, analogue à celle d'un bateau ivre, qu'on essaie d'extraire des solutions réa-listes de ses potentialités. Devant l'abîme qui s'ouvre chaque jour un pen plus, les attitudes oscillent entre l'abandun - « il n'y a pas de solution miracle aux problèmes structurels réunionnais», entend-on souvent dans les discours politiques - et la recherche d'une certaine rup-ture avec de « mouvaises habitudes D.

Au milieu des années 70, cette quête s'exprimait à travers un débet centré autour dn créole que l'en opposait au français, assimilé alors à la langue de l'« oppresseur» cultu-rel, pour ne pas dire « eclonial ». Créolophones et francophones se sont affrontés de longues années, avec violence parfois - e il fout fusiller le créole », déclarait un inspecteur de l'enseignement primaire mais force est de constater anjourd'hui que jamais le français n'a été antant parlé sur l'île et que jamais, non plus, le créole n'a fait l'objet d'attentions aussi bienveillantes. Même le pape Jean-Paul II a sacrifié à la petite phrase créole en lançant à plus de cent mille Réu-nionnais rassemblés à Saint-Denis, en mai 1989 : « Rès pa dann fenoir, vien dan la lumière.»

Le nouveau credo

La lumière, nn vnudrait bien l'apercevoir, en cette dernière décennie du siècle, snus la firme d'un vocable aux résonances mythiques et quesi magiques: l'« ldentité » réunionnaise. A ganche, au centre nu à droite, la défense des « raleurs » de l'« homme réunionnais » est devenue le nonveau credo. Pour mieux marquer sa « différence » vis-à-vis des finrmations politiques métropolitaines, la droite locale a d'ailleurs choisi d'aller aux élections régionales sous ls bannière de l'Union pour la Réunion (UPR) pintôt que d'adopter celle de l'Uninn pour la France (UPF).

L'a identité » est, eujnurd'bui, le contrepoint de l'a assistance » – les transferts financiers de l'Hexagone vers l'île – et de l'« assimilation». « Quand nous serons bien dons notre peau de Réunionnais, alors nous nous sentirons aussi bien fran-çais», confie le président du conseil général, M. Erie Boyer (div. d.). It s'agit, selon l'évèque, Mgr Gilbert Aubry, de « construire une image dynamique de la Réunion à partir des éléments positifs de notre iden-tité régionale ».

En moins de trente ans, t'ensem ble du personnel politique a opéré un virage de cent quatre-vingts degrés. En effet, an début des années 60, l'objectif fondamental de la politique conduite à la Réunion était de faire des habitants de cette petite île de l'océan Indien, à

La semaine prochaine

LA MARTINIQUE et LA GUADELOUPE

Déjà publiè : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitalne (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Munde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (la Monde daté 27-28 octobrej, la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Munde dute 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), lo Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1 .- 2 décembre). l'Ile-de-France fle Moade daté 8-9 décembre), le Languedoc-Roussillon (le Monde daté 15-16 décembre), le

Limousin (le Moode daté 22-23 décembrel, la Lorraine (le Monde daté 29-30 décembre), Midi-Pyrénées (le Monde daté 5-6 janvier), le Nord-Pas-de-Calais (le Monde daté 12-13 janvier), la Basse-Normandie (le Monde daté 19-20 Janvier), la Haute-Normandie (le Monde daté 26-27 janvler), les Pays de la I.vire (le Monde daté 2-3 février), lo Picardle (le Monde daté 9-10 ferrier), le Poitou-Charentes fle Mnnde dote 16-17 février). Provence-Alpes-Côte seconde de France après celle de d'Azur (le Monde daté 23-24 février) et Lille. Je n'onblierai pas le centre Rhône-Alpes (le Monde daté 10-2 mars).

597 823 habitants **Principales** aggiomérations : Saint-Denis (122 000 habitants)

Saint-Paul

Saint-Pierre

(59 000 habitants) 10 000 kilomètres de la France « mère patrie», des « Fronçais à part entière ». C'était le temps de l'a assimilotion s triumphante,

(72 000 habitants)

Record de France du chômage

impulsée notamment par M. Michel Debré, et contre laquelle

s'inscrivait la politique d'autono-

mie interne revendiquée par le

Parti communiste réunionnais.

Dans sa dimension sociale, la politique de «rattrapage» menée jusqu'ici est incontestablement marquée par des réussites dans la santé, l'enseignement primaire, revanche, le bilan est bien plus nuancé sur le champ économique. La montée en flèche du chômage (record de France largement battu avec près de 37 % de la population active à la recberche d'un emploi) n'est que la résultante des faiblesses structurelles de l'économie réuninn-

L'aidentités du Réunionnais serait-elle done vouée à se réduire à celle du chômage éternel? Son sve-nir indépassable serait-il done celui du RMI? De plus en plus de voix s'élèvent contre les « effets pervers » de la politique assimilationniste dans bien des cas les revenus sociaux sont devenus supérieurs à ceux du travail - pour appeler la population à faire montre de plus de « dignité », proclamée corollaire naturel de l'« identité ».

Printant, ici, la notion même d'identité est des plus floues. La géographie et l'bistoire ont certes rassemblé sur cette île anparavant déserte un pen d'Afrique, un peu d'Europe, d'Inde, de Chine. Il y 2 trois cent cinquante ans à peine, en mai 1642, les Français prenaient pour la seconde fois possession de 'ile au nom du Roy de France. Mais trois siècles et demi d'histoire - dont trois cents années de régime

Le conseil régional

Président : Pierre Lagourgue (div. d.) 10 PCR; 4 PS; 5 div. g.; 2 UDF; 8 RPR; 16 div. d. Résultats

des élections de 1986 (45 sièges) : Insc., 278 761 ; ebs., 25,72 % ; suff. ex., 198 082.

. PCR: 28,18 %, 13 dus; PS: 14,09 %, 6 élus; Un. opp. : 36,78 %, 18 élus; div. d. : 17,26 %, 8 élua; div. d.: 1,43 %; FN: 2,23 %.

colonial - n'ont pas suffi à forger cette identité particulière que l'on pare de toutes les vertus pour exorciser le « mal-être » d'une île et de sa jeunesse. Il serait sans doute plus juste de parler d'identité morcelée, éclatée. «Parfois je me sens Noir, parfois je me sens Blanc. Au fond, qui suis-je?» Cette interrogatinn métaphysique est au centre du dilemme réunionnais. Bien souvent, le morcellement de l'identité

agit comme un frein et reste la source de nombreuses inedaptations. Sur cette île, chacun prend racine à la fois en Inde, en Afrique, en Chine et en Enrope. «La Réunion est un exemple et doit rester un exemple à un moment où font rage, partout, la violence et la haine entre les religions et les communautés (...). C'est là, à mon sens, l'un des traits les plus dominants de l'iden-tité réunionnaise; et un courant original, unique, de la culture française», déclarait le président du conseil général, le 19 mars 1991, date anniversaire de la transformation de l'île en département français d'outre-mer.

Un produit du métissage

Le Réunionnais serait donc une

synthèse d'ethnies et de cultures. Un produit lisse du métissage. Mais le métissage n'a pas de valeur mar-chande et, sur l'île, le sentiment se développe de plus en plus que l'identité réunionnaise, pour s'an-crer récliement dans les mentalités, doit s'appuyer sur un projet de société lui-même soutenu par un développement éconnmique cohé-rent et non artificiel. Pour M. Jean-Paul Virapoullé, député UDC, maire CDS de Saint-André, «la Réunion dos être, au plan économi-que, un produit de synthèse entre les régions d'Europe et les pays ACP». A «un quart de seconde de l'Europe » (comme le souligne le prési-

LA RÉUNION : la quête d'une identité dent du conseil régional, M. Pierre Lagourgue, div. d.), grâce à un sys-tème de télécommunications performant, la Réunion rêve d'être un catalyseur du dialogue Nord-Sud et Sud-Sud en raison de ses différentes sensibilités ethniques et culturelles. Une sorte de passerelle entre l'Europe, l'Inde, l'Afrique on encore la Chine.

Un timide fremissement en ce. sens est spparu evec la mise en place de la commission de l'océan Indien nu siègent l'île Maurice, Madagascar, les Seychelles, les Comnres et la France (par le biais de la Réunion). Mais la coopération régionale entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien a ses propre limites eu égard à la situation politique et économique de chaque pays et, regrette le président du conseil régional, « les Réunionnais ne sont même pas admis à donner leur avis sur les accords de coopération entre la France et les pays voisins , par suite d'un différend franco-français...

S'inscrire, dans ces conditions, dans la dynamique d'un dialogue Nord-Sud paraît une gageure, même si, à Bruxelles, on considère la Réunion comme « l'élève sage » des régions ultra-périphériques de l'Europe. D'autant plus que, maigré ses attaches pluri-ethniques, le Réuninnneis est peu enclin à la pratique des langues étrangères. Un han-dicap de taille au moment où le sud du continent africain s'ouvre sux marchés extérieurs et s'affiche déjà comme le pôle commercial dominant de cette partie du monde au début du prochain siècle.

La reconnaissance, par les accords de Maastricht, de la « spócificité» des DOM dans le cadre de la CEE est vecue sur l'île comme une validation de l'identité réunionnaise, dans la mesure où les élus du département unt puissam-ment contribué à ce résultat. On se que certains d'entre eux craignent que, après avoir « perdu leur iden-tité au Loto national », les Réunionnais ne la dissolvent encore plus dans le grand marché unique euro-

Aussi, ceux-là mêmes se montrent aujourd'bui les plus audacieux. Puisque la Réunion a longemps été colonisée, estiment-ils, le moment est venu pour le Réunionnais de « coloniser » à son tour la métropole et l'Europe. Plus de cent vingt mille Reunionnais sont déjà installes sur le Vieux Continent. Cette diaspora devrait être la tête de pont - relativement bien formée et intégrée - de ce mnuvement. Mais, ici sussi, les jeunes éprouvent de plus en plus de mal à partir.

ALIX DLIOUX

Après les reportages sur vingt-deux régions.

Le tour de France entamé par « Heures locales » au mois d'octobre 1991

Saintes oubliée

Ma première impression a été une déception, la ville de Saintes en Poitou-Charentes, est la scule souspréfecture à ne pas figurer sur la carte. Dnis-je vnus rappeler que Saintes, avec un peu plus de 27 000 habitants, est la deuxième ville du département, bien avant Jonzac (4 500) et Saint-Jean-d'Angély (8 700) à égalité avec Rochetort. Saintes est aussi la principale ville du département dirigée par un maire socialiste (est-ce une des raisons ? Saintes, ville millénaire svec ses

nombreux vestiges romains et autres monuments tels l'abbaye aux Dames, magnifiquement restaurée et inaugurée en 1988 par François Mitterrand (des articles sont parus dans le Monde à cette époque), capitale de la Saintonge, située au centre géographique du départe-ment a été aussi le chef-lien éphémère de la Charente-Maritime. C'est le siège départemental de la Mutualité sociale agricole, de la caisse régionale de Crédit agricole, de la subdivision la plus importante de France-Télécom.

C'est aussi le berceau des coopératives de consommation qui s'étend actuellement par le biais de la coopérative régionale sur une vingtaine de départements. C'est également une foire mensuelle, la

comme une peau de chagrin avec l'aide de sa direction natinnale. Saintes, e'est aussi la ville qui attire de nombreuses PME, grâce sans doute à la proximité de l'autoroute A10, mais aussi grâce à sa douceur de vivre et à son micro-climat. Six ou sept hôtels construits depuis dix ans, d'autres en projet, n'est-ce pas le signe que Saintes figure sur la

PIERRE TRAINEAU

Nantes capitale de la Bretagne

Vous avez fait paraître dans yotre journal des articles relatifs aux régions qui sont en fait la réu-nion de plusieurs départements qui n'ont aucune identité. Moi, je parle en tant que Breton, et vous faites un article sur la région administrative à quatre départements dans la logique jacobine. En fait, la Loire-Atlantique fait partie de la Bretagne mais pour raisons politiques, le fameux décret Pétain-Laval dn 30 juin 1941, l'a séparé du reste de la Bretagne. Chaque génération de Bretons se reconnaissait Bretons, ce qui prouve que l'on a une certaine fierté. Ce n'est pas une loi scélérate qui va changer la Bretagne réelle : Nantes est la capitale de la Bretagne et Rennes est une capitale administrative.

> BERNARO LE GOUX Plourhan

refuse l'action violente

Je suis surpris de lire à propos de la région Bretagne deux phrases

relatives aux mnuvements - parmi lesquels François Grosrichard cite l'UDB – dunt l'audience « reste inversement proportionnelle ou bruit que font sporadiquement leurs bombinettes ».

Adhérent de l'Union démocratique bretonne depuis 1977, respon-sable aujourd'bui de ses affaires intérieures, lecteur de son journal depuis l'origine, en 1964, conseil-ler municipal de Nantes, (nous summes deux élus UDB sur la liste conduite par M. Jean-Marc Ayrault, maire actuel), je mets au défi M. Grosrichard d'étayer le moindre sonpçon de complaisance de l'UDB vis-à-vis de l'action violente. Son propos relève ici de la diffamation pure et simple, et je vous saurais gré de bien vouloir le

Dire par ailleurs que les mouvements « qui en oppellent inlassa-blement au peuple breton » s'adresseront à l'occasion des élections régionales caux militants d'une culture et d'une longue qu'il est urgent selon eux de reconnaître officiellement » me paraît relever de la même incapacité à concevoir, à propos dn mouvement politique breton, nne vérité qui ne se coule pas dans le moule des idées reçues.

Certes te combat culturel est une dimension importante de l'action de ce mouvement. Comment ne le serait-il pas? Depuis que le Monde existe - et n'a rien à en dire - le numbre des locuteurs hebituels en breton est passé de plus d'un million à moins de trois cent mille, et il faut encore se battre pour la mindre beure de bre-ton dans les écoles nu sur les antennes publiques, face aux tenants de la « solutinn démographique » aux problèmes des mino-rités culturelles de France.

Le combat politique relaie évi-lemment ce combat culturel, mais y associe, svec bien entendu des nuances, une analyse critique de la situatinn économique et des propositions institutionnelles. Est-ce par hasard que l'aménagement du territoire et la décentralisation ont tronvé en Bretagne une andience particulière et des promoteurs convaincus?

La centralisation même de la France fait que ces idées ont transité et transitent encore parfois, avec des fortnnes diverses, psr. des formations politiques mieux suivies par les médias, et dès lors par les financiers et les électeurs.

L'bistoire des quarante dernières années montre toutefois clairement - en Bretagne tout an moins - ce que ces notions et leur mise en œuvre doivent à un monvement qu'on ne sanrait confiner an domaine culturel.

MICHEL FRANÇOIS

a: 1427.5

CAYENNE M Corned H

TERSU AL E in and here

Management of the Les successions - . . . A rutom # St d'tollet I ertest, et seu A TEXAME. server e er remerter et la tête da merchant ber mit et unibene nibe

in ches a fameurent be un ant des steiteles retentes If a 'es copalites Depotes et \$ the contract de corn arience et d ACT CALL COMMENT The selection to de la ser TROGETHER C Wille de meten gut des des

d merratiung appliques aus set STATE OF STA Man is cour principales toca main as l'eccomie - l'admini trace it is sentent apatial - acwife out to the exceptnes, vos Bertem ter tert Dulite reifer geit a in the transfer formers of the state of the entre merendamere est quar men marginale. Une fourtie perione i ciani pius attragani green - er or agents, assents de green o de complete personnel memmers in and made cong con

emple de la la la company de la la la company de la company de la la la company de la tany treating that is trateste vigor fixement in each TNSEE, is the lettement vers morners et que je t

des lecteurs a suscré de nombre

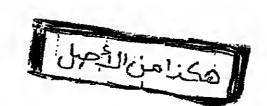
Une autre manière de faire de la politique

Quand force an incurnaliste de Monde transcribe de pour l'adressaire de pour l'inquier en deux phrases, de l'autre pour les mondes du peuple ber les mondes du peuple ber l'ance, and concreté suburrelle? Quand tone acceptera-t-il d'e for avec les descepteration le re-endication descendent le series assimilant le series descepteration de la contraction sence national 2172, en offel avec la pose de « commencites ».

Votre article du 3 anvembr Your concerns to the first services of bearing dame for care in the concerns to the concerns t devant le jeu du mot.

Pourtant de qui est proposé per le mouvement breson c'est d' consideration breson c'est d' considerer Qu'il existe une autre out ac soit pas raiquée sur l'autre de la politique modele centralise des partis, ma qui soit der autre de partis, ma qui soit der autre de partis, ma qui soit der autre de partis de qui soit deferminée (et alement, Paris des richesses et des pariscr antés d'un people. Prises no comme des ricédentismes, mai comme une contribution à l'El

Les militaris bretans ne se can
pent pas sur une idée révolus
mais proposent une vision diffi
ils peut et e la société qui, cument
dans le donnaine de l'économi
laménagement du territoire, arri



V 0774-055

-

e identité

M223 Comercial Commercial C

253 conservation. description of Lot of the control sint a marky to an others. S 5 ... Nord Sug même si u bi ja Réutium : Tierre

reed. 3.3 ST 1 0.285.000.000 #1.5. QUE CON LINE 7.74 diceprontuctions. 7. Market the area 100 2 7 GGENERAL LE F man, de latte dan . eriema de Million de Brief 1

177 7 7 L) F 11:1L

meets surfaces.

gas corta-

Gazza et al.

Butte is view.

THE PROPERTY OF THE PARTY OF TH

v.rgi m:

网络红色 电流 电流

fletse a national con-

विक्री होता है। एक्सी वर्ष चार के किस्सी

E-17-The depth of the second of the

ou mais a cooce in April 4 mars and a second seco Taki-

eri. 1005 far: 210

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

LA GUYANE : l'eldorado de la consommation

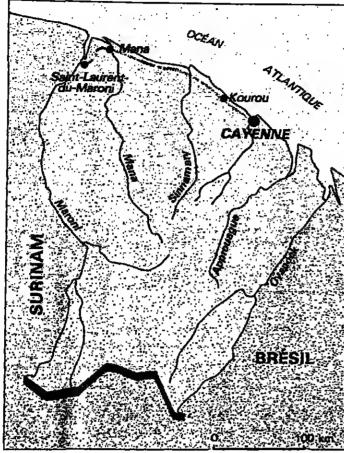
de notre envoyé spécial ANS l'antiebambre du bureau du maire de Cayenne, M. Gérard Holder, un morceau de carton rafistolé avec du papier collant avertit le public : Les audiences concernant les demnndes d'emploi et recrutements en mairie sont suspendues jusqu'à nouvel nrdre. » La Guyane, fière de n'afficher jusqu'à maintenant qu'un taux de chômage officiel de 9,5 %, verserait-elle dans la récession et la

Ni eldorado ni enfer. Les succès des techniciens et de leurs engins qui, depuis la base de Kourou, partent à la conquête du ciel, ne constituent pas plus la panacée que le souvenir entêtant des pénitenciers ne simife une inces per internation des pénites. ciers ne signifie une incapacité défi-nitive à aller de l'avant. Mais la plus vaste des régions d'outre-mer (eussi la moins peuplée), et seule terre enropéenne en Amérique du Sud, déconcerte. Elle a un pied encore englué dans le sous-dévelop-pement (on préfère ici parler de non-développement) el la tête dans les étoiles du vingt et unième siècle,

Une économie de comptoir

Une fois écartés les clichés qui demeurent pourtant des réalités et des références omniprésentes (l'immensité de la forêt, les orpailleurs trafiquants, Dreyfus et les bagnards, la joie colorée du carnaval) que reste-t-il des lacunes et des espoirs? Ceux qui venient compter dans «leur» pays se réfèrent tout autant au livre classique de Frantz Fanon les Damnés de la terre qu'aux ouvrages modernes de management, de comptabilité ana-lytique, de mécanique des gaz et d'informatique appliquée aux télé-communications.

Mais les deux principales loco-motives de l'économie - l'adminis-tration et le sectenr spatial - sont soit poussives, soit exogenes, voire extraterritoriales. Qu'ils relèvent de l'Etat ou des collectivités locales, les fonctionnaires forment 65 % de la population active, alors que l'industrie manufacturière est quasiment marginale. Une fonction publique d'autant plus attrayante qu'outre-mer les agents, assurés de la garantie de l'emploi, perçoivent un sursalaire de 40 % « Je sais pertinemment qu'avec mille cinq cents



devrais pas dépasser cinq cents fonc-tionnaires, explique M. Holder, élu du Parti socialiste guyanais (PSG, indépendant du PS). Muis qu'on ne compte pas sur moi pour licencier, »

Ne fabriquant quasiment aneun produit industriel incluant une valeur ajoutée, à l'exception des activités liées à l'espace, dépendant de l'extérieur pour presque tous ses approvisionnements, depuis le lait jusqu'à l'antomobile, en passant par le savon ou l'essence, la Guyane reste une économie de comptoir, Avec un commerce extérieur totalement déséquilibré ; les exportations (4000 tonnes de crevettes, plusieurs centaines de kilos d'or, des bois d'œnvre) ne couvrent les importations qu'à 12 %. Déficit commer-cial en 1990 : 3,5 milliards de

francs, au lieu de 1.8 en 1986. La Guyane achète, consomme, dépense à tout va. En liquide, plus volontiers que par chèques ou par cartes de crédit. Les deux principales compagnies maritimes, la employés pour une population offi-cielle de quarante et un mille habi-tants (chiffre que je conteste vigou-reusement devant l'INSEE), je suis totalement hors normes et que je ne

leurs comptes, puisqu'elles fant payer anx importateurs le retour des conteneurs. « Nous sommes malheureusement probablement le premier pays exportateur de conte-neurs vides du monde », note M. Jacques Mallet, directeur de le Somarig, filiale commune des deux armements.

Des crevettes en or

Une consommation débridée, auto-alimentée par deux facleurs aggravants:

- l'octroi de mer, sorte de taxe donanière sur l'entrée de toute marchandise quelle qu'en soit la prove-nance. Son produit constitue l'es-sentiel des ressources des collectivités locales. Les élus et l'Etat ont done intérêt à «pousser à la consommation» puisqu'ainsi se remplissent automatiquement les caisses du conseil général et des

temps, une population qui dispose (par exemple) du parc automnbile le plus vetuste. Le Nord, e'est encore le taux de bacheliers le plus bas de France et e'est aussi l'une

ou la région où l'on vit le mains vieux. Le Nord, aujourd'hui, e'est cela, ce n'est rien d'autre.

Saint-Laurent-du-Maroni (6 984 habitants) revenu trois fais supérieur à celui de son vaisin du Surinam, et l'écart va de i à 4 avec le Brésil, 1 à 15 avec Haiti. Quand le manœuvre de Belem peut espérer 200 francs par mnis, à Kourou, il aura

Préfecture :

Superficie:

91 000 km²

Population:

Principales

Cavenne

Kourou

114678 habitants

agglomérations:

(38 135 habitants)

(11 208 habitants)

Cayenne

5000 francs. Le gouvernement s'est, d'autre part, engagé dans un processus d'égalisation sociale entre les DOM et la métropole. L'alignement des allocations familieles devra être achevé début 1995. Quent au SMIC, l'échelle des rémunérations est peu sensible aux revalorisations périodiques du salaire minimum. En effet, à l'occasion des conflits socieux qui se sont multipliés sur les chantiers, liés notamment à l'ex-tension du Centre spatial, les employeurs ont dû négocier à chaud. Dans les Iravaux publics et le bâtiment, longtemps en plein boom (ce qui alimente allègrement le travail noir), le salaire minimum

le plus bas avoisine le SMIC de Certains patrons, toutefois, n'ont pas admis cette dérive ascendante des selaires, danc des coûts : les armateurs des chalutiers crevettiers. armateurs des chalutiers crevettiers.
Les capitaines de pèche, en quasi
totalité originaires du Guyana selon
une très vieille tradition, bouclenl
leurs mois avec 40 000 à
65 000 francs, selnn les prises. De
quoi faire rêver un Lorientais...
L'offensive patronale a provoqué
fin décembre une prèse de l'orientais... fin décembre une grève de lrois semaines, mais elle a partiellement

Les saleires confortables et le manque d'opportunités pour inves-tir sur place (sauf dans l'immobilier ou l'hôtellerie grâce eux faveurs fis-cales de la «loi Pons») ont naturellement trois conséquences : des pla-cements finenciers en métropole, une surconsummation de produits importés qui décourage les initia-lives réginnales (y compris les cultures vivrières, l'une des plus reten-tissantes feillites ayant été celle d'une rizière) et la fescination qu'exerce la Guyane sur la popula-tion pauvre des Etats voisins.

« Au bord de la faillite »

En croissance vertigineuse, la population, estimée à 115000 habitants, se compose à 35 % d'étrangers, surtant brésiliens, dont une bonne part en situation irrégulière. Il ne se passe pas de semaine sans que la gendarmerie el l'armée, dont les effectifs ont été sensiblement renfireés, depuis quelques mois, grâce au plan Alizé, reconduise sur l'antre rive du Maroni ou de l'Oyapock, en pirogue nu en charter sérieu, vingt ou cinquante pauvres bères venus chercher une hypothéti-que fortune. Les mêmes recommen-ceront leur manège le lendemain à travers la jungle. Les passeurs et taximen véreux veillent aussi aux affeires...

Les statistiques officielles sont pourtant éloquentes : soixante et une expulsions et reconduites aux frontières en janvier, euxquelles il feut ajouter cent cinquante-cinq refoulements. Des procédures JACQUES LAGARDE | qu'outre-mer les autorités adminis-Besumes-de-Venise | tratives peuvent appliquer « plus

snuplement qu'à Paris ou à Mar-

Ariane, Poséidon, Ster, Régis, Pbèdre... Voilà des programmes français ou européens mirobolants qui devaient, derrière les sigles pompeux, faire couler les miliards et provoquer une croissance solide. Certes, l'argent est arrivé et a servi à améliorer les routes, les ports, le téléphone et les logements, qui en avaient besoin. L'aérogare de Cayenne-Rochambeau, vaste han-gar crasseux, en revanche, fait

L'intersyndicale des entrepre-neurs du bâtiment, qui regroupe aussi les transporteurs, les artisans et les armateurs à la pêcbe, mais dont s'est sensiblement démarquée l'Union patronale, tempête : « Nous commes presente tous au hord de la sommes presque tous au bord de la faillite, la Guyane est le tiers-monde français sous perfusion de la métropole, s'insurge M. David Douzenac. Les collectivités locales nous doivent des centaines de millions pour des travaux déjà exécutés depuis longtemps et les banques en profi-tent pour se sucrer, »

M. Pierre Neyrat, exploitant forestier origineire de Corrèze, qui s'est installé ici il y a quarante et un ans et qui emploie quarante Brési-liens au fond de le jungle, est encore plus direct : « L'administra-tion m'emmerde avec ses inspec-

Le consell régional

Président : Georges Othily (PSG) 11 PSG ; 4 ex-PSG ; 4 div. g. ; 1 UDF ; 7 RPR ; 4 div. d,

Résultats des élections de 1986

(31 sièges) ; Ins., 26 982 ; abst., 37,59 %; suff. ex., 15 913. Ext. g. : 3,34 % ; PSG : 42,12 %, 15 élus; div. g. : 11,97 %, 4 élus; RPR: 27,14 %, 9 élus; div. d. : 8,73 %, 3 élus; div. d.; 3,07 %; FN: 3,58 %

tions sociales pour vérifier si les chiottes des ouvriers sont carrelées ou non. Il faut un régime de charges sociales spécifiques aux DOM, sinon on rrève. Je le dis à tous les préfets et ministres qui passent. Heureux ceux qui ant une grande gueule et

qui savent s'en servir! » Même si ces revendications prenment un tour paujadiste, elles ne manquent pas de fondements. Les

entreprises ont, certes, bénéficié des

grands travaux, mais souvent en tant que sous-traitants des groupes de métropole, obligées donc de contracter leurs prix au maximum. Les grands chantiers aujourd'hui marquent le pas. On licencie, Le programme Phèdre (1,2 milliard de francs entre 1990 et 1994) qui est une sorte de complément au contrat de plan, risque de traîner, vu les difficultés budgétaires de l'Etat, la quasi-faillite de plusieurs collectivités (conseil régional, villes de Cayenne et de la périphène) et les réticences explicables du CNES à jouer le bon Samaritain perpétuel.

> Le poids des clans

A parcourir les rapports de la tré-sorerie générale, l'État pourtant accomplit son devoir de solidarité. Il débourse même 60 millions de francs par an pour entretenir, dans quatre camps, six mille réfugiés du Surinam. Quand on additionne les sommes que l'Etat, le CNES. La Poste et autres organismes publica dépensent ici et que, d'autre part, on en déduit ce qu'ils en retirent, la région reste bénéficiaire nette de 2,56 milliards en 1990, eu lieu de 1,66 en 1987. Et l'Europe versera en plus un écot de... 600 millions

en quatre ans. Bref, ce n'est pas l'argent qui manque mais davantage les compé-tences pour l'investir intelligemment dans des actions en profon-deur. Mais le négoce (où les Chinois font fortune) et les chefs de clans locaux ne laissent pas facilement échapper une manne qu'ils nnt su, habilement jusqu'ici, confis-

quer et faire fructifier. Mais, de cela, le président du conseil régional sortant, M. Georges Othily, sénateur rattaché adminisl'rativement au groupe socialiste, et le président du conseil général, M. Elie Castor, député apparenté socialiste, qui se détestent, n'ont visiblement pas envie de parler. Surtout pas en celle période de campagne électorale où le premier, exclu du PSG en 1990, essaie de constituer sa propre clientèle en ratissant un peu partout, et où le second a été marginalisé à l'intérieur du PSG (le Monde du 13

Qui se souvient encore, ici, que les vertus du peuple guyannis sont la solidarité, la fraternité, la sagesse, la tolérance et la convivialité », comme le proclamait naguère le «catéchisme» de ce parti domi-

FRANCOIS GROSRICHARD

COUP DE CŒUR

Cellule 47

ALLE de bain, télévision, téléphona, piscine, climanilles qui les anchaînaient sont toujours lè dena les dorles chambres...» Flambant neuf, tenu par un Breton, le seul hôtel conveneble de Saint-Laurent-du-Maroni porte un nom peu evenent : «La Tentieire». Cliché d'un goût douteux... La souspréfecture de la Guyana traîne comme un boulat ae sinistre réputetion d'evoir été, da 1857 è 1947, la capitale française du bagne le plus maudit.

L'edministration « p-é-n-i-t-e-n-t-i-a-i-r-e », de Napoléon III à le Troisième République, en fit « aa » ville, sciantifiquement, méthodiquamant. Cases, bătiments à étage, briquatarie, camp forestier, prétoira, hôpital, quartier de réclusion, callulas, chapalle, emplacement da la guillotine, logements des gerdiens et luxueuse demeure du directeur, vrai modèla d'architactura coloniala aujourd'hui habitée par la soue-préfet éner-

Il ne faut pea manquer la visite du pénitanciar - pardon l la Camp de la Trenaportation aoue le conduite d'Hermenn Clarke qui, au milieu dea poules qui caquettent, raconte avec forea gestaa et Intonationa de voix les horreurs enduréas par cee cohortes de « treneportée » (condamnés de droit commun eux travaux forcés), de déportés (prisonniers politiques) et de raléguéa (las récidivistas ou « piede de biche ») qui arrivaient par centaines, ambarquée à Seint-Martin-de-Ré sur des navires «epécielisée».

Envahl par les harbaa folles, voilà le quartier disciplinaire spé-cial réservé aux fortes têtes et eux forçats easassine. Lee Ion-

sont toujours lè dena les dor-toira, comme les bat-flane de pierra. Cartainea daa dix-huit callules des condamnés au châtiment suprême ont gerdé leur porte grillegée. « Petit Désiré, de Reims » et « Strauss, de Lyon » ont gravé leur identité. Un eutra e desainé eu mur une rosaca. Tout fiar, Harmann lance : « Voici la cellule la plus célèbre, le numéro 47. » Les lettres du nom da l'occupant sont inerustéas dans la sol : «Papil-Ion ».

Una dalla circulaira, dana la cour, metérielisa l'endroit où éteit dreaséa la machine de mort. Le bourreau le plus connu, Hespel, avait été surnommé « le Checal ». Son record : trois têtes en sept minutes. Mais la trente-quetriàme fut le aienne pour evoir esseasiné un gros commerçant chinois.

Merci eu ministre da le culture. Jack Lang, eu miniatre dee DOM-TOM, Louis Le Pensac, et au maira de la ville, Léon Sertrand. Cea trois partenairas ont décidé de restaurer l'endroit. On commence per le chepella et la cuiaine, pour 5,7 millione de francs. Il est vrai qu'à propos de Saint-Laurant, on disait jadis « le Petit Paris > ...

Fece à l'embarcadèra, la carcaaee rouillée de l'Edith-Cavell, un vepeur angleie qui fit neu-frage en 1935, émerge encore des eaux vivee du fleuve. Veetige dérisoira et démentibulé d'une pege d'histoire nau-eéeuee. On voudreit oublier qu'on ne le pourrait paa.

des lecteurs expriment leurs opinions

a suscité de nombreuses réactions parmi les lecteurs du « Monde »

Une autre manière de faire

de la politique Quand done un journaliste du Monde jugera-t-il nécessaire de parler, autrement que pour la liquider en deux pbrases, de la question posée « inlassablement »

par les militants du peuple bre-ton : peut-on eoneevoir, en France, une diversité eulturelle ? Quand donc acceptera-t-il d'en finir avec les eliebés assimilant la revendication bretonne – d'es-sence nationalitaire, en effet – avec la pose de « bombinettes ».

Votre artiele du 3 novembre 1991, dans son bref passage concernant la présence aux régio-nales de listes intitulées «peuple breton, peuple d'Europe » montre qu'une fois encore l'analyse eède devant le jeu du mot. Pourtant, ce qui est proposé par le mouvement breton e'est de considérer qu'il existe une autre manière de feire de la politique, qui ne soit pas calquée sur le modèle centralisé des partis, mais qui soit déterminée localement, à

qui soit des richesses et des particu-larités d'un peuple, prises non comme des irrédentismes, mais comme une contribution à l'Enrope des peuples. Les militants bretons ne se etis-pent pas sur une idée révolue, mais proposent une vision diffé-cente de la conifé qui retiment rente de la société qui, estimentils, peut être un apport intéressant dana le domaine de l'économie (aménagement du territoire, errêt Auteuil, Passy. Et c'est en même

de la croissance de la région pari-sienne), de l'écologie (développe-ment respectant le pays où l'on a décidé de vivre, appuis sur les dif-férences) et même de l'immigra-tion (une France qui ne reconnaît pas sa propre diversité n'e guère de chance de réussir une société multiculturelle).

JEAN GUEGUENIAT

Brest

L'image

Votre artiele sur la région NordPas-de-Calais était trés bien fait et très bien écrit. Mais, en tant que nordiste, j'attends toujours, assez désespérément, nne description où les discours des décideurs, ceux à qui l'on donne toujours la parole, ne masqueraient pas la réalité. Le Nord, ce sont simplement des basains d'emplois qui dépassent 20 % de ebômeurs et des salaires de eadre de 14 % inférienrs à la moyenne nationale. Ce qui à 10 points près ne se rencontre dans eucune autre région.

C'est un patronat qui se prétend du Nord

C'est un patronat qui se prétend «gagnant» et qui depuis l'origine s'est enrichi de bes salaires, de l'immigration flamande à l'immigration magrhébine. Un patronat qui depuis 30, 20, 10 ans – quelle que soit la décennie – a été celui qui a créé le plus de chêmana en qui e créé le plus de chômage en France.

Le Nord, c'est encore autonr de Lille, Roubnix, Tonrcoing, le deuxième zone d'imposition sur les grandes fortunes eprès Neuilly, Autonit Pascy Et c'est an manuelle

Chaque jour, une misère plus criante, plus intolérable, des quar-tiers, des villes entières dégradées, de la délinquance, du racisme. GEORGES JOSEPH

Bravo pour vntre dossier sur la Franche-Comté! De vieille génération franc-com-toise (grand-père maternel « agenl-voyer » des Ponts et cheussées à Dôle, grand-père paternel profes-seur titulaire de la chaire de physi-que à la faculté de Besançon), j'ai beaucoup apprécié et me suis bien « reconnu » dans le portrait des «reconnu» dans le portrait des habitants de eette magnifique (... pas chauvin!) région.

Mais il y e un grand absent dans l'énumération des richesses de la région. Marc Ambroise-Rendu ne connaîtrait-il pes le comté? Quand il descendra en Provence, je l'invite à venir « remardonner » evec moi une bonne tranche de comté, avec une pointe de mon-tarde et un bon bock de bière :

AQUITAINE

Mieux gérer les puits et les forages

Le département de la Dordogne n'échappe pas à le sécheresse ambiante. La faiblesse des précipitaambiante. La faiblesse des precipita-tions accélère la diminution de le nappe pbréatique qui contribue à l'ailmentation de plusieurs dizaines de milliers de foyers du Bergeracois et de la Gironde. Membre de la commission départementale d'bygiène et coordonnateur en Périgord des sites hydrogéologiques, M. Bercontinue à pomper au rythme actuel, certains niveaux seront en dessous du niveau de la mer et l'eau salée va envahir progressivement la nappe

D'autres responsables départementaux ne nient pas le baisse continue de la nappe depuis quinze ans, mais relativisent le risque de salinité. Malgré tout, le département pourrait voir ses puits et ses forages s'assécher. Selon M. Bernard Angeli, le niveau de la nappe a diminué de 5 à 6 mètres en cinq ans. Pour expliquer ce phénomène, le géologue évoque la multiplication des réseaux d'alimentation en eau potable, mais aussi l'explosion d'utilisations secondaires : arrosage des cultures, lavage des chais, entretien des golfs. Il suggère aux élus d'assurer en colaboration avec le département de la Gironde une réelle gestion de cette nappe en instaurant notamment des contraintes de sauvegarde. La graentraîner l'interdiction des pom-pages non destinés à pourvoir des besoins en eau potable.

BOURGOGNE

Un parc des expositions à Chalon-sur-Saône

L'N Bourgogne la ville de Chalonsur-Saone faisait figure d'exception. Bien qu'elle fût la plus importante du département de Saône-et-Loire, cette cité ne possédait pas de parc des expositions. Cet « oubli » doit être réparé en septembre, grâce à un bâtiment de 4 000 mètres carrés constitué de métal et de verre, qui abritera un hall principal, en forme de pyramide, entièrement transpa-

En implantant cet équipement de 35 millions de francs en front de Saone, à proximité du nouveau Pont de Bourgogne, la ville entend lui conférer une position privilégiée et facile d'accès. Lieu d'écbanges et de commerce, Chalon joue cet etout supplémentaire pour dynamiser son développement économique.

Dès l'ouverture du parc, une société d'économie mixte associant la ville et des partenaires privés sera mise en place pour son exploitation. Toutes les manifestations de type foires et salons qui evaient lieu au boulodrome de Chalon (salons Profotel, de l'automobile et des trans-ports, de la pêche...) doivent trouver leur place dans eet espece spécialisé. D'eutres salons inédits y verront le jour, comme le concours de veches montbéliardes ou, en hommage à Nicéphore Niepce, natif de la ville, un salon de la pboto et des accessoires photo d'occasion.

POITOU-CHARENTES

Aix demeure une île

I L n'y aura pas de pont entre l'île d'Aix et la terre de Charente-Maritime. Dans un département où les pignous, la question se posait, mais les élus du département ont tranché. Dernière île véritable des Perthuis-Saintongeais. Aix le restera. Le nid d'aigle isolé au large d'où, un jour de 1815, Napoléon fit ses adieux à la France ne sera pas «rsttaché» su continent. Pour les habitants de la seule commune insulaire et les milliers de touristes de l'été, le lien demeure le bec. Le dernier que le conseil général entretienne dans le

L'antique lle-d'Aix était bien fatigué et les élus ont décidé de faire construire un rempleçant dans un ebantier local. Le Pierre-Loti, ainsi nommé en mémoire du plus célèbre Rocheforteis, a été mis à l'eau le 22 février. De 35 mètres de long il sera capable de transporter 500 passagers (deux fois et demie la popu-lation eutochtone) durant le quart d'heure de trajet qui sépare Aix de Fouras. Il doit être affermé à une société privée et le département prélèvera un pourcentage sur le prix des

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants: Claude Dubillot (La Rochelle), Claudine Mettetal (Macon) et Dominique Richard

Moderniser la comptabilité communale

La gestion financière locale devra s'inspirer du plan comptable général

N projet aussi austère que la réforme des comptabilités publiques locales serait sans doute resté affeire de techniciens si la faillite de la ville d'Angoulême et la situation tendue de quelques autres collectivités n'avaient mis en évidence la nécessité d'une plus grande fiabilité de leur gestion financière. C'est donc devant un parterre composé d'une soixantaine de magistrats financiers, de banquiers, d'experts-comptables et de représentants des élus locaux que MM. Michel Charasse et Jean-Pierre Sueur, minis-tre délégué au budget, et secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, ont présenté, mercredi 26 février, les conclusions du comité de réforme des comptabilités locales.

Ce comité, placé sous l'autorité du directeur général des collectivités locales et du directeur de la comptabilité publique, est composé, paritaire-ment, de représentants de l'Etat et des collectivités locales (le Monde daté 25-26 novembre 1990). Il svait été chargé, en juin 1990, dans une cer-taine indifférence d'adapter le plan taine indifférence, d'adapter le plan comptable général au secteur public local, en commençant par le cadre communal. Quelques mois plus tard, la découverte de certains dérapages de gestion rendait manifeste l'intérêt de cette réforme de longue haleine, qui tente de transposer des règles comptables aussi fondamentales pour l'exercice de la démocratie locale que la prudence ou la sincérité.

Une approche globale

Les membres du comité estiment, ainsi, que les communes devraient prévenir la dépréciation de leur patrimoine par une dotation aux amortissements. Seraient concernés, dans un premier temps, les sculs biens renou-velables (outillage, matériel, véhicules...), et non le patrimoine immo-bilier ou la voirie, dont l'évaluation est éminemment complexe. Pour pré-venir tous les risques potentiels, les communes suraient l'obligation de constituer des provisions forfaitaires sur les garanties d'emprunt qu'elles accordent aux sociétés de droit privé. Elles devraient, enfin, rattacher les charges à payer ainsi que les produits à recevoir à l'exercice auquel ils se rapportent. Ainsi, la pratique du report de factures sur un exercice ultérieur, fâcheuse notamment en cas de passation des pouvoirs, ne vien-drait plus altérer l'image de leur situa-

Pour faciliter la lisibilité des comptes et rendre la gestion plus effi-cace, les membres du comité proposent de moderniser les nomenclatur comptables héritées des années 60 et de rendre plus homogène la présentation des documents budgétaires. Un

Paris sur glece, qui a en lieu récemment sur la pelouse de

Reuilly, dans le bois de Vin-

cennes, suscite la colère des riverains de l'ancienne forêt de Vilcena. L'As-

societion «Sauvons le bois de Vin-

cennes» affirme, en effet : « Cette réu-nion est une provocation, car elle fait

suite à l'organisation dans le bois, en 1983 et 1990, des prologues de la course Paris-Dakar.» Elle poursuit en

condamnant la présence, chaque fin de semaine, de rodéos nocturnes

motorisés et du «marché aux puces»

sauvage de pièces détechées de

Site protégé, le bois de Vincennes est également le témoin de grandes

manifestations de masse : concerts

musicaux, réunions syndicales, Foire

du Trône, notamment, «La pelouse

de Reuilly est devenue, au fil des ans, la plaie géante et nauséabonde du massif forestier de Vincennes».

Résultat de ces assemblées tapa-

geuses : stationnements anarchiques dans les allées, dépôts d'ordures, bris

de ciôtures et branches arrachées. De

grosses verrues qui cachent le travail

assidu des forestiers municipaux.

Ceux-ci, en effet, veillent jalousement sur les enclos de reboisement, la

bonne tenue des chemins et ont planté en 1991 1 300 arbres dans

L'entretien du bois est coûteux

pour la Ville de Paris, à laquelle il

appartient. Ainsi, les services de la

mairie ont déboursé, en 1991,

Yamaha ou de Suzuki.

constate l'association.

l'ancien «parc» royal.

dépenses et des recettes serait imposé à l'ensemble des communes, et doublé, pour celles de plus de 5000 habitants, d'un plan de classement par fonction. Le plan fonctionnel traduit la destination des engagements (action sociale, sport, enseignement primaire...), tandis que le plan par nature en indique le genre (frais de fourniture, de personnel, de réparation...). Le plan fonctionnel, prééminent, actuellement, dans les communes de plus de 10000 habitants, offre une meilleure lisibilité politique, mais il fausse parfois le jugement financier. La généralisation du plan par nature permettrait donc l'exercice d'un meilleur contrôle des comptes.

Pour favoriser une plus grande transparence financière, le comité de réforme préconise enfin une consolidation des comptes communaux. La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République favorise déjà une approche plus globale du budget. Son article 13 impose en effet une agrégation des résultats des budgets (principal et annexes). Mais la réforme de la comptabilité irait plus loin, car la

plan de classement par nature des consolidation s'effectuerait cette fois sur les comptes, c'est-à-dire sur le détail des dépenses et des recettes par nature. Elle ne s'étendrait pas, toutefois, aux organismes satellites (sociétés d'économie mixte et associations). Les membres du comité proposent seulement de rassembler, en annexe du compte administratif, les éléments susceptibles de montrer l'étendue des activités municipales et leurs incidences financières. Les conclusions qui viennent d'être

rendues oux ministres feront l'objet d'une vaste concertation, puisqu'elles seront bientôt soumises sux associations d'élus et au comité des finances locales. Le gouvernement arrêtera ensuite un projet de loi qui pourrait être examiné bientôt par le Parlement. La réforme ferait l'objet d'une longue expérimentation et s'applique rait en 1995.

«Le temps est un gage d'efficacité», a observé M. Sueur, puisque, en effet, il faudra former 50000 fonctionnaires territoriaux.

RAFAELE RIVAIS

BLOC-NOTES

PUBLICATIONS

 Gestion budgétaire. – Véritable bible, l'ouvrage intitulé la Commune, sa gestion budgétaire, réalisé par M. François Labie, présente l'ensemble des éléments néces à la compréhension de cette pratique : les documents et procédures budgétaires et comptables, les principaux postes de dépenses de la commune, ses ressources (fiscalité, dotations, produits d'exploitation), le système de l'emprunt, la gestion de la dette et de la trésorerie, ainsi que les techniques d'analyse financière. > 341 pages, 298 francs. Editions Liaisons, 5, avenue de la Républi-que, 75541 Paris cedex 11. Tél. ; [15-1) 48-05-91-05.

EXTES

 Emplois à temps non complet.
 Le Conseil supérieur de la fonction publique territoriale a approuvé, à la quasi-unanimité, le 20 février, un projet de décret relatif aux emplois à temps non complet. Ce texte la création d'emplois nouveaux», selon M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales, parce qu'il élargit de façon significative leurs L'ensemble des communes (et non

seulement celles de moins de 5 000 hebitants), les départements et les organismes publics intercommunaux pourront créer des postes à temps non complet. De plus, ces emplois e'étendront dorénavant aux filières culturelles (enseignement artistique, notamment) et médico-sociales.

Les fonctionnaires territoriaux ont le moral

Les agents des communes. des départements, des régions paraissent essez neureux de leur sort, si l'on en croit un sondage réelisé par l'hebdomedaire la Gazette des communes, publié dans son numéro du 2 mars (1). En effet, les trois quarts de ces fonctionnaires territoriaux ne rejoindraient pes le fonction publique d'Etat ou le secteur privé s'ils en avaient la choix.

Principal inconvénient de leur statut : la faiblesse des rémunéretions. Principal svantage : la garantie de l'emploi, mais auss la possibilité de bénéficier de la formation continue. Le condage met en évidence de grandes différences d'eppréciation entre catégories d'agents. Les cadres eupérieurs et moyens (A et B) estiment que la décentralisa a beaucoup modifié leur vie professionnelle et leurs repports avec les élus locaux. Les agents de catégorie C, eux, constaten peu de changement.

(1) Sondage réalisé du 13 au 17 février auprès d'un échantillon représentatif de 315 fonctionnaires territoriaux, selon la méthode des

AGENDA

77 Cinéma nordique en Haute-Normandie. - A l'occasion de la cinquième édition du festival cinématographique consacré aux films nordiques, qui a fieu à Rouen du mercredi 11 au dimanche 22 mars, le conseil régional et les conseils généraux des deux départements ont programmé des projections dans les établissements scolaires. Comme l'en passé, ces instances ne se contentent pas de elles tentent de profiter de l'événement pour intéresser les éléves au cinéma venu du Nord. En 1991, 6 000 scolaires avaient bénéficié de cet avantage. ➤ Festival du cinéma nordique. JEAN-PIERRE BARJOU Téi. : (16) 35-98-28-46.

Services à domicile

Un canton du Tam innove dans le domaine social en proposant aux personnes âgées de leur livrer leurs repas chez elles

de notre correspondant

ARGEMENT répandus en de repas à domicile pour personnes âgées sont beau-coup plus rares en milieu rural. Inexistants même assure-t-on du côté de Gaillac, dans le Tarn, où l'on se flatte d'en svoir créé un. Fierté légitime ou pécbé d'orgueil? Peu importe puisque, ici, le système fonc-tionne effectivement depuis quatre ans et ne demande qu'à faire école ailleurs. Au départ, une enquête réalisée en

1985, sur quatre cantons ruraux du Gaillacois : Gaillac, Lisle-sur-Tarn, Rabastens et Cadaleu, dont les résultats mettaient en évidence les difficultés rencontrées par des personnes âgées. Une association est créée en 1987, dont le conseil d'administra-

régulier des chaussées. Le nettoyage du bois après les manifestations de

masse s'élève, toujours pour la même année, à 1,4 million de francs. La note pour assainir les vestiges de l'an-

cienne forêt une fois le concert de

SOS-Racisme echevé, atteint 162 837 francs. Après le rendez-vous

des potes, les sportifs des Jeux de

l'avenir, la présence de la Foire du

Trône et la récente ronde automobile,

par exemple, le coût de la remise en état du bois se monte respectivement à 55 000 F, 106 000 F, 120 000 F et

Il ne s'agit pas d'interdire ces ren-dez-vous. Mais le bois de Vincennes

n'est pas l'endroit le mieux choisi pour accueillir ces milliers de jeunes

et moins jeunes, militants et conduc-

teurs de voitures rapides. Les désen-

seurs de la nature demandent que soit

recherché un autre lieu pour l'organi-

sation de ces réunions animées. La

municipalité du douzième arrondisse-

ment, sur le territoire duquel s'étend le bois, a également émis un vœu

Les pouvoirs publics devraient y

songer. Non seulement pour protéger

929 hectares de bois, de lacs, de ruis-

seaux, de sentiers et de terrains de

sport répartis entre 130 000 arbres.

mais aussi pour respecter l'environne-

ment du château et de sa sainte cha-

pelle qui, au même titre que le Lou-

vre, et bien plus que Versailles, sont

JEAN PERRIN

le cœur bistorique de l'Hexagone.

Protéger

le bois de Vincennes

Les riverains se plaignent des rodéos motorisés

et autres bruyantes manifestations

E Grand Prix outomobile de 1,5 million de francs pour l'entretien

leire de Rabastens-Couffouleux. Deux années de travail ont été nécessaires, mais le projet s'est concrétisé avec un budget prévisionnel de 160 000 francs, subventionnés à 50 % (50 000 francs du conseil général et 30 000 francs de la Fondation de France). Les autres concours sollicités n'avant pas été obtenus, c'est par un emprunt de 80 000 fran s auprès d'une banque, garanti sur le véhicule de livraison, que l'opération est finalement financée. Baptisée «Repasscrvice des quatre cantons », elle est entrée réellement en service le octobre 1987.

De trente-cinq foyers concernés au départ, on est eujourd'hui arrivés à cinquante repas quotidiens pour deux cents personnes âgées ou handi-capées qui sont inscrites à l'association. Les repas sont confectionnés par la cantine municipale de Gaillac et vendus 35 francs. Les services vétérinaires assurent les contrôles d'hygiène réglementaires. Une despième camionnette s été mise en service récemment.

Mais les deux chauffeurs ne se contentent pas d'être des livreurs. Ils remplissent aussi une mission sociale en assurant le portage. Ils sont sofficités pour des services annexes qu'ils remplissent volontiers, permettant ainsi d'œuvrer pour le maintien à domicile des personnes agées dans leur milieu: remplacement d'une ampoule, d'une bouteille de gaz, echat do journal ou des médicaments, voire remise à l'heure de la pendule. Autant de petits dépannages qui prennent valeur de défense contre l'isolement et évitent, ou retardent, l'entrée en maison de retraite.

Pour gamir les caisses de l'association, les bénévoles donnent aussi de leur personne. Chaque année, ils organisent un loto, à Lisle-sur-Tarn, pour équilibrer les comptes, toutes les municipalités ne se montrant pas généreuses en subventions

Venant probabl Le virus informa na pas provoqué

CN Es personne

Person Contract

- 11 70c un port de

a net 1424 annonce le crési

nort of comsiderons.

Victel Ange. to vicus informs like grevu bour s'activer vendea 6 mars 517 anniversale de la haissance du **pointre lta-**lien, à touche qu**eiques antre**pises un peu partout dans le Sinds miss no semble par war prevague l'épidémie medi

Le Seion les spécialierse de la price reenandaise, if sensit est-Staire de Taiwan. Où une com-Prise de Copie de programano laurar propagé par mégande. A Parir d'une disquette infidèles Der um clien? Largeryet afficee dans be

The state of the s Control Control of the Indian BALLY PCS - STATES, on pontage paring ou months de la sécurité Carique 121 ALICON AND CONTRACTOR & THE

m cont th (gr) Dans part d'order part d'order le virus une française de la company de l the firms 12 year Street of the thiserant Co. 1. 1. 201 Mirece as dans tine de courtes avaient de fine poes is the property and the contract of the c ordinate the control of the post.

mornation Colorado Para Source Conjunction of a confidence of a uniformate bears Belgin Police of Cartes Course

En France.

Seale. Chee Maire, une note
delene avant the diffusion of your

des per la servantes. La plupart des por la surviviers. La proposition per la survivier de prégue de déceté une courre : la béaque de cure de proposition de contra la proposition de comme d délecté une soitement la panque de virus

Banlieues sur papier glacé R EDOUTÉE meie inévitable, ls répétition des incidents affectant les banlieues à problèmes , reporters, les policiers ou les urbanistes (3). Com-

BIBLIOGRAPHIE

entraîne leur banslisation. Sauf drama particuliàrement spectaculaire, les violences des faubouros occupent une place de plus en plus réduite dans les médias. En revenche, les problèmes qui les sous-tendent envahiesent, evec un décalage normal de quelques mois, les publications trimestrielles. Ce ne eont plus les journalistes qui témoignent à chaud mais des professionnels prenant du recul : ethnologues, sociologues, enseignants, élus, responsables d'institutions. Ainsi la ecciologue Pierre Bourdieu présente.

soue la titre le Souffrance, une demi-douzaine d'entretiena - choisia parmi cent cinquante eutres evec des citadine « mai dans leur peau » (1). Cee conversations scrupuleusement rapportées éclairent davantage que bien des reportages les fondemants da la souffrance sociale. On y antend la « désespoir de soi » de jeunes beurs, les angoisses des enseignants da banlieue, la colàre d'un locataire d'HLM ou ls galère d'un chef de projet DSQ. Autre approche, celle des psychenalystes qui

dana la Ville symptôme tentent d'epporter leur contribution à l'analyse du maleise urbain (2). Ils ont mobilisé une quinzaine d'auteurs fort différents dont les éclairages croisés soulignent tel ou tel eepect d'un « paysege » souvent brouillé. André Glucksmann le fait en philosophe, Marc Augé en ethnologue, François Rollin en metteur en scène, Françoise Gaepard, ex-meire de Dreux, et Alain Cangnon, actuel maire de Grenoble, en responsables municipaux

L'erchitecte boutefeu Roland Castro, qui e pour mission de créer à Lyon l'Ecole des hautes études urbaines, notait, kul aussi, il y a quelques semaines que les «intellectuels» descendeient dens le rue. Autrement dit, que l'observation des faits urbaine et la réflexion théorique sur la ville de demain intéreesaient enfin d'autree professionnele que les

ment ne pae e'en féliciter quand on sait que, désormais, huit Français sur dix vivent en ville? Les travaux de ces intellectuala pourront trouver

matière dens les bilans de la politique de la ville qui commencent à être publiée. C'est ce que fait la dernière livraison de HLM d'eujourd'hui eur le thème de l'insertion des jeunes par l'économie (4). Aprèe e'être longtemps cantonnés dens le métier de constructeurs et de gestionneirse immobillers. les organiemee de logements sociaux sont obligés aujourd'hui de e'impliquer eux aussi dens le traitement du mel des banlieues, et notemment du chômage qui en est l'une des causes.

Comment ? En embauchent eux-mêmes des jeunes sans emploi, en en faisant embaucher par des entreprises traveillant dans le secteur, en favorisant les régiee de quartier, ces micro-entreprises d'entretien amployent des sans-travail, en expédiant sur le terrain des enimateurs économiques. Les premiers résultats de cette politique sont exposés eur une trentaine de pages. D'autres encore eont conescrées eux toutes récentes malsons de justice, installéee dens cinq quertiers sensibles et dont l'ection paraît bénéfique.

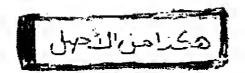
La ville et ses difficultés entrent, enfin, dens le débat public autrement que par le fait divers et le discours politique.

(1) Actes de la recherche en sciences sociales : la souffrance, décembra 1991, 103 p., CDR, 11, rue Gassin, 92543 Mon-

(2) Version originale : la ville symptôme, le trimestre 1992, 32 p., 250, bd Voltaire, 75011 Paris. (3) An sujet de ces derniers, voir les actes du colloque organisé par Urbaponts, le 10 octobre 1991, sur le thème « Des nebanistes pour faire la ville?». Faits et légendes, 25 rue Orfila, 75020 Paris.

- (4) HLM d'aujourd'hui : l'économique et l'insertion, 4º trimestre 1991, at 24, 85 p., 14, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

لجثانمانده



NOTES

Meanway to the second of the s Martin and the second of the s FOR LANGUAGE TO A STREET TO A Si Atlanticon Street Control Garage Section 1997 Care of a large of the care of

territoriaux

remassion to accompany to the second of the Service of the servic braylane a Bush of States selancia for the States selancia TABLE OF THE PROPERTY. Statut & tall there has the par statut d'action format de la company de la c terennes I auton and and categories o approved the same categories of approved the same a seasour - the services. 35 00 195 V 1.5 De carego DOW OF CRUSHINGS

AGENDA

2. Carema noto que de Hause-Normandi. - - 1931 العفيان والمناس والمستوان CARRY WAY Fama representation Service Servic ta 22 men v المن المحصوصة والمحا s interest pro-ections and SCOOK W 20 6 100 STATE OF THE PARTY OF THE The said continues to the ac 1891 引 100 1 EL SECTION SE # Festivat Auf Gutte fülles S THE STREET OF THE STREET

and the second of the second

STATE OF SALES

surplet stells to the

The surprise of the second

್ ಡೆಕ್ಕಾ ಭಿರ್ಥ ಕೆಂಗು ಸ್ಥ

@7 **93**5 - 2 10 TH

setton 3%s million de la constant de

MARCH TON

the war the state

Minimal Strain S Manager Till griðar idan 🖅 🗀 45.232 Bentany of Th Are Sur ---(EX Y 133 XX -11 parall Serve 11 for matter than the second

Business Turk

A 141 A ...

5 502 **55**77 FF

Les fonctionnaires

sociaux et faux en écriture dans une effaire liée à la construction du port de plaisance de Trêbeuront le moral den, dans les Côtes d'Armor, et incarceré le 21 novembre 1991, le maire de cette commune. M. Alein Guennec (apparenté 7878-55011 20177 1 177 189 000 PS), e été remis en liberté sous caution fin jenvier. En février, M. Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, avait annoncé le création d'une mission chargée de lutter contre les « ports-béton ». TREBEURDEN de notre envoyé spécial स्तित्वहरू जिल्लासम्बद्धाः «A Trebeurden, je pense que ça s'est passé comme ailleurs, dit Mary-vonne Laurent, membre de la minorité du conseil municipal. Un promoteur et un maire se rencontrent; ils

> arrière. Les promoteurs, qui le savent bien, en demandent toujours plus.» Cette affaire de port, ce pourrait être un Clochemerle version bord de mer s'il n'y avait eu, en sus, une vilaine histoire d'apparente commis-sion : ces 300 000 francs baladeurs qui valent au maire son inculpation. Mais c'est aussi, et d'abord, une leçon de choses sur les rapports qu'entretiennent la politique et l'éco-logie, l'économie et la beauté, le tourisme et le béton.

choisissent un lieu pour leur projet de port, puis ils commencent à faire de la publicité. On fait miroiter de nom-

breux emplais, des revenus supplé-

mentaires pour les commerçants es

une saison plus longue l'été. Une fois que les médias s'emparent du projet, le maire ne peut plus faire marche

inculpé par le juge Renaud

Pour la comprendre, il faut remonter jusqu'aux années 60. Trébeurden est alors l'une des communes les plus pittoresques du littoral breton, qui rève d'améliorer sa condition de « petite-cité-balnéaire-pas-chère ». Avec en point de mire Perros-Guirec, la station chic de la côte de granit rose. Mais, pour attirer les touristes fortunés, il lui manque un port de plaisance «digne de ce nom». C'est du moins ce que disent les partisans du progrès tandis que, pour leurs

SOCIÉTÉ

Trébeurden, le port de la discorde

Un maire inculpé, des habitants divisés, des ministères en conflit, des promoteurs pressés : une histoire exemplaire dans laquelle s'affrontent économie et écologie

Van Ruymbeke d'abus de biens d'echouage, réglé par les marées et ouvert sur le large, suffit amplement au bonbeur communal. Pendant vingt ans. Ic « nouveau

adverseires, le modeste port

port» est resté... un serpent de mer. On accuse aujourd'hui l'ancienne majorité d'immobilisme. Toujours est il qu'à l'époque la frénésie touristique, avec sa panoplie de ports, de marinas et de lhalassothérapie, mais aussi avec ses retombées financières. aussi avec ses retombées innancières, était passée au large de Trébeurden. L'arrivée d'une majorité de gauche à la mairie allait faire bouger les eboses. A tel point qu'en 1988 le nouveau maire, M. Alain Guennec, sera élu sur le projet du port. Le port, c'était son mandat, sa légiti-mité. Pour beaucoup, une panacée.

> Le fossé se creuse

Le projet prit bientot forme. Au cœur de la zone des plages, il comprenait d'abord un bassin à flot de 65 000 mètres carrés, prévu pour 560 bateaux et fermé par un enrochement de 12 mètres de haut. Ensuite, un parking privé de 150 places, une capitainerie et des équipements commereiaux, Enfin, un programme immobilier avec appartements, résidence de tourisme et centre de thalassothérapie. La concession fut accordée à une société d'aménagement privée emmenée par l'entreprise de construction Campenon Ber-nard, qui assumant le rôle de leader aux eotés de Borie-Sae (travaux publics) et de la Sodeport (gestion

Les travaux commencent en jan-vier 1990. Dès le début, le projet bénéficie du soutien actif de l'administration et du conseil général des Côtes-d'Armor. En revanche, il sus-cite d'emblée l'hostilité d'une partie des habitants ainsi que celle des asso-ciations locales, régionales et nationales de défense de l'environnement.

A mesure que progressent les bul-idozers et les bétonneuses, le fossé se creuse entre partisans et opposants du port. Aux articles vantant une architecture exemplaire et des « lignes d'harmonie marine », on oppose le « massagre du littoral » et le spectre d'une Bretagne bétonnée façon Côte d'Azur. A œux qui invoquent l'écologie, on réplique économic. « On avait un jalt petit port d'échouage traditiannel, qui faisait partie intégrante du site; on a maintenant une muraille avec des bateaux prisonniers v. remarque alors M. Guy Delattre, responsable de SOS-Patri-moine, l'association la plus active dans la lutte contre le port. Pour lui, «le port est une absurdité. Il ne se justifiait que pour dissimuler une operation immobilière: c'était la finalité du programme et on s'est retrouvés avec quelque chose de monstrueux».

A ces accusations, le maire de Tré-beurden répond qu'ail faut développer deux aspects importants de la commune: la partie site, beauté des paysages, mais aussi un produit unistique indispensable à une véritable relance écanomique, « L'objectif, dit-il, n'est pas de construire à cuttance D'ailleurs le port est un autrance. D'ailleurs, le port est un petit port. » Dans le même camp, M= Madeleine Alaniou ne manque pas d'arguments pour défendre la cause du port. «Aujourd'hui, dit-elle. tout bouge. On ne peut pas réver de garder un paysage tel qu'il ciait il y a cent ans, sans y toucher. Trèbeurden se meurt. Le port, c'est la locontotive qui entrainera tout le reste. Avec la thalasso et les hôtels, cela fera 150 à 200 emplais, et plus encore st la mayonnaise prend vraiment forme, Peut-on socrifier cela à la contemplation d'un paysage intact et vierge?»

> La plage enterrée

«Le littaral appartient à tout le mande et doit rester à tout le monde », réplique M= Janine Debruyne, membre de SOS-Patrimoine. Pour elle, pas question de sacrifier le bord de mer au profit de quelques privilégiés qui boucberont la vue des touristes moins fortunés. Comme beaucoup, elle souligne l'identité, à la fois forte et fragile, du littoral breton. «La grande hypocrisie des promoteurs, c'est de vendre une

image de la Bretagne qui n'existe plus puisqu'ils l'ant déjà cassée, bétonnée et mise en uniforme », afirme-t-elle

Dialogue de sourds. Au fil des mois, les griefs se sont accumulés. D'un côté, on a dénonce sout à la fois le manque de concertation, la « mascarade » des enquêtes d'utilité publique, l'autoritarisme du maire, les modifications réglementaires abusives, le flou du programme immobilier et de celui des engagements financiers. Des recours en justice ont été introduits. Côté majorité, on a surtout voulu voir dans tout cela une coalition de propriétaires privilégies, d'écologistes bornés et d'adversaires politiques revanchards.

La ville s'est divisée. Dans sa partie haute, ceux qui se qualifient de vrais Trébeurdinais», par opposition aux «résidents secondaires», sont majoritairement en faveur du port. Et en majorité des commercants. En bas, dans les villas du bord de mer, on est contre. Des deux côtés, pas-sions et rumeurs, ragots et coup-bas empoisonnent l'atmosphère.

Les opposants admettent la nécessité d'une relance économique, mais ils contestent les moyens choisis et l'affirmation « port = emplois » les laisse froids. D'autant plus que le fiasco tout proche du complexe por-tuaire de Saint-Quay-Portneux sert leur propos. Là aussi, les arguments des opposants avaient été balayés par la rhétorique économique du conseil général, promoteur du projet. Or ce mastodonte de béton cumule aujourd'bui les inconvénients ; il ruine le paysage et coûte plus cher qu'il ne rapporte. Touché par le erise de la plaisance, il n'e vendu que le tiers de ses mille places, en trois ans...

Vers la fin de l'été 1990, une plage que le promoteur s'était engagé à maintenir est livrée aux buildozers el remblayée pour les besoins du port. Cet «enterrement» spectaculaire semble alors confirmer les pires soup-cons. La préfecture répond à SOS-Patrimoine que les plages ne sont «pas considérées comme des espaces remarquables à protèger». Mais, en mars 1991, le Conseil d'Etat, estimant que l'importance des travaux o'étail pas conforme à la réglementation du plan d'occupation des sols (POS), ordonne un sursis à exécution. De mars à novembre 1991, pendant que les partenaires revoient leur copie. le chantier ferme ses portes. Neuf mois qui coûtent au constructeur, tandis que les élus socialistes de la région serrent les rangs derrière le maire et son port.

> Une coloration politique-béton-fric

En octobre 1991, le préfet autorise le « nouveau » projet. Les travaux reprennent en novembre et devaient s'achever en fevrier. Un coup dur s agnever en tevrier. Un coup dur pour l'opposition. La supplique «forte du poids du chagrin» adressée par une vieille dame, M= Grenes-Scheidhauer, au président de la République (qui a décrit la beauté de Trébeurden dans son livre la Paille et la Carit la beauté de Crebeurden dans son livre la Paille et la Carit la beauté de Crebeurden dans son livre la Paille et la Carit la carit la carit la la carit Grain) n'y change rien. Quant à L Brice Lalonde, il a beau déclarer à l'époque : « Plus jamais Trébeur-den », son ministère semble impuissant à changer le cours des choses.

Survient alors un deuxième coup de théâtre. Le 18 novembre 1991, le maire de Trébourden est inculpé d'abus de biens sociaux et faux en écritures. Le juge Van Ruymbeke reproche à M. Guennec d'avoir reçu illégalement environ 300 000 francs de la SERIM. une société à laquelle avait été confiée une étude de laisabilité du port et dont le gérant, M. Alain Minguy, est en prison depuis septembre. Trois jours plus tard, M. Guennec est incarcéré à le maison d'arrêt de Penne Soudein maison d'arrêt de Rennes. Soudain, le feuilleton prend une coloration politique beton-fric.

Déjà assommés par ce coup du sort, les partisans du port encaissent deux autres choes sans avoir le temps de souffler. Dans les jours qui suivent, le tribunal administratif de Rennes, tout comme le Conseil d'Etat neuf mois plus tot, juge abusives les modifications apportées au plan d'occupation des sols et ordonne l'arrêt des travaux, Simultanément, M. Brice Lalonde porte le coup de grace en declarant qu'il n'ex-clut pas un «démontage du port», désormais privé de bases légales. Et, qui plus est. aux frais de l'Etat,

compte tenu du rôle joué par ses administrations dans cette affaire

Autour de son port à demi terminé, Trébeurden n'est pas moins divisée aujourd'hui qu'hier. Le maire est tibre mais reste inculpé. L'avenir du port, enlisé dans les procédures judiciaires et les déboires financiers paraît bien incertein. Ses partisans veulent à tout prix le voir fini. Ses opposants attendent qu'on le démonte. Personne n'a désarmé, sauf peut-être les partenaires de la Société du port qui aimeraient bien tirer leur épingle du jeu. Quant à l'administration, elle n'est guere plus unanime. Face à celui de l'environnement, qui veut faire un exemple, le ministère de l'équipement et le conseil général continuent à soutenir le projet. Et tout le monde - à commencer par le contribuable de base - se demande qui va règler une facture déjà estimée, grosso modo, à quelque 22 mil-lions de francs pour les seuls travaux. Formidable gâchis.

Au-delà, c'est tout le problème de la survic des communes littorales économiquement déprimées qui est posé. Au nom du même impératif favoriser le tourisme pour pallier le déclin des ressources traditionnelles - deux logiques s'affrontent. La première donne la priorité aux équipements sur l'environnement. La seconde privilégie la défense de la nature, de l'identité et de l'authensicité. Pour la renforcer, le gouverne-ment s'est doté, en 1986, d'une loi sur le littoral. Mais face à la coalition des maires, dotés par la décentralisa-tion de pouvoirs étendus en matière d'urbanisme, et des primoteurs bien placés qui font miroiter des emplois, cette loi est peu ou mal appliquée,

Comment pourrait-il en être autrement, alors que le chômage reste éleve; alors que le conservatoire du littoral manque de moyens pour racheter, au nom de l'Etat, des ter-rains à protéger; alors que les élus désargentés sont laissés seuls face aux sirènes des promoteurs; alors, enfin, que les ministères dits « structurants » poussent eux-mêmes avec entrain à la roue des bétonnières? Comment en d'autres termes, éviter d'autres

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Venant probablement de Taïwan

Le virus informatique Michel-Ange n'a pas provoqué l'épidémie redoutée

Michel-Ange, le virus informatique prévu pour s'activer vendredi 6 mars, 517 anniversaire de la naissance du peintre italien, a touché quelques entreprises un peu partout dans le monde mais ne semble pes avoir provoqué l'épidémie redoutée. Selon les spécialistes de la police néerlandaise. il serait originaire de Taïwan, où une entreprise de copie de programme l'aurait propagé par mégarde, à partir d'une disquette infectée par un client. Largement diffusée dans le

presse du monde entier, la nouvelle de l'epparition de ce virue programmé pour détruire les données contenues sur le disque dur des micro-ordinateurs de type IBM-PC et compatibles a suscité la panique jusqu'à Pékin. En Chine, un porte-parole du ministère de la sécurité publique a reconnu que Michel-Ange « avait causé relativement beaucoup de dégâts ». Quelque 121 incidents ont été détectés à Taiwan, une vingtaine en Malaisie et un seul eu Japon.

Dans le plus grand pare d'ordi-nateurs au monde, eux Etats-Unis, le virus eurait seulement frappé une firme de Wall Street et une université de l'Illinois. Une douzaine de sociétés avaient été frap-pées la veille : l'hortoge de leurs ordinateure avançait d'un jour. L'Association de sécurité nationale informatique (NCSA) estime toutefois que 20 000 ordinateurs personnels (PC) étaient probablement contaminés. Mais les utilisateurs avaient, pour la plupart, pris leurs

précautions. En France, aucun cas n'a été signalé. Chez Matra, une note d'alerte avait été diffusée il y a quinze jours à tous les utilisateurs. A l'UAP (assurances), la plupart des PC sont équipés de pièges à virus. A la BNP, on ne s'affolait détecté une soixantaine de virus de dollars. - (AFP.) pas outre-mesure : la banque a

différents ecs derniers mois, et Micbel-Ange, qui n'a pas été décelé, n'inquiétait pas les infor-

En Allemagne, le virus a été neutralisé dans plusieurs entreprises, dont une banque importante ainsi qu'une administration régionale du sud du pays. L'Office fédéral allemand pour la sécurité informatique estime qu'environ 10 000 disques durs seront touchés dans le pays. En Grande-Bretagne, une seule entreprise e annonce evoir perdu tous ses programmes. Rien n'était signalé en Suisse ou en Italie. Au Pays-Bas, cinq entreprises seulement ont indiqué au département de criminalité informatique de la police néerlandaise que leurs ordinateurs aveient été touchés.

Certes, bien des entreprises se sont gardées de reconnaître avoir été infectées, pour préserver leur image mais aussi parce que ces virus se propagent via des disquettes piratées. Meis des spécialistes dénoncent le battage médiatique feit autonr de cette affaire, certains évoquant même une utilisation abusive de « panique informatique » à des fins de marketing su profit des sociétés de services (SSII) et des distributeurs de logiciels anti-virus. - (AFP, Reuter.)

U L'antenne de la soude Galileo refuse tonjours de s'ouvrir. - Une cinquieme tentetive pour débloquer l'antenne principale, mal déployée, de la sonde spatiale américaine Galileo n'a pas abouti, a annoncé la NASA vendredi 6 mars. Un nouvel essai aura lieu en avril. Galileo, qui a décollé en 1989, devait initialement prendre 50 000 photos de Jupiter et de ses satellites en 1995. Si l'on ne parvieot pas à débloquer l'aotenne principale, l'antenne annexe, plus petite, ne pourra transmettre que 2 200 images. Ces échecs répétés jettent le doute sur l'avenir de la mission, qui a coûté 1,4 milliard | cette dernière est conçue selon le

SPORTS

CYCLISME: un contrat de la Fédération française en question

Jeannie Longo ne veut pas perdre ses pédales

En décidant de poursulvre la Fédération française de cyclisme en justice, Jeannie Longo relance le litige qui l'oppose eux instances nationales. Elle parie d'etteinte eux libertés. On l'empêcherait de porter les couleurs françaises eux Jeux olympiques de Barcelone... pour une affaire de pédales.

Pas de nouveau record du monde cette fois, mais une nouvelle grosse colère: Jeannie Longo va poursuivre la Fédération française de cyclisme (FFC) en justice. La championne refuse de s'équiper du matériel imposé par le FFC, préférant une fixation qui lui semble mieux adaptée à ses capacités physiques (1).

L'affaire éclate l'été dernier. Après

un départ en majesté, couronné par une série de records du monde en 1989, Jeannie Longo décide de revenir à la compétition deux ans plus tard. Entre-temps, la FFC a eigné avec la société Look un contrat d'exclusivité pour des pédales automati-ques. Si Jeannie Longo veut être ques. Si Jeannie Longo dei cince sélectionnée dans l'équipe de France pour les championnais du monde de Stuttgart, elle doit changer d'habi-tude. Elle s'offusque, refuse, se voit donc écartée. Elle se fâche, menace de changer de nationalité pour cou-rir malgré tout. Le ministre des sports, M= Frédérique Bredin doit s'en mêler (le Monde du 14 août 1991). L'incident semble clos. Pas pour Jeannie Longo: elle veut aller aux Jeux olympiques. Pour préten-dre à une éventuelle sélection en équipe de France, elle devrait se plier au règlement. La championne refuse encore. C'est l'amorce d'un nouveau bras de fer avec la Fédération. Qui cédera?

Il existe actuellement deux sortes de pédales : la pédale traditionnelle. munie d'un cale-pied. Toujours agréée par la FFC, elle fait figure d'antiquité. La pédale automatique s'est imposée. Proposée en 1984, mêma principe que le fixation de

ski. Elle permet au coureur de se dégager du vélo en cas de chute. Il existe deux brevets déposés par deux entreprises nivernaises: Time et Look. Celle-ci a été à l'origine des

pédales de sécurité, elle en vend 700 000 paires dans le monde sous différentes licences, et, en France, elle détient près de 60 % des parts du marché. Différence entre les deux pro-

duits? Avec la «fixation» Look, le pied peut se déplecer latéralement sur la pédale. Avec le brevet Time, il est un pen plus libre. En gros, c'est la même chose, affirme la FFC, qui déplore la mauvaise volonté de la championne. Une histoire d'argent? En 1992, Jeannie Longo n'est pas sous contrat avec Time. L'accord avec Look se limite, comme avec tous ses fournisseurs, à un échange de marchandises, insiste la Fédération.

. Une histoire de principe? L'une parle de liberté individuelle; les autres, de discipline et d'entente commune. « Je ne veux pas sélection-ner une équipe qui se tirerait dans les pattes », tempête Lucien Bailly, directeur technique national. Il craint eussi la disparité des matériels, pour des raisons techniques et des nécessités économiques.

La championne n'est pas seule à pester contre ce règlement. Certains clubs amateurs, comme l'Atbletic Club de Boulogne-Billancourt (ACBB), se plaignent de ne pas être représentés dans l'équipe de France parce que leurs coureurs ne peuveni s'adapter à la pédale imposée. Si Jeannie Longo perd son procès

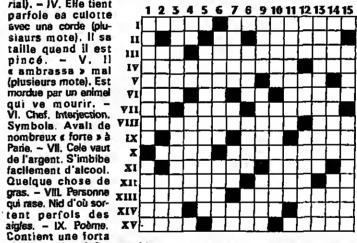
et veut participer oux sélections des Jeux olympiques sans céder à la FFC, il ne lui resiera qu'une solution: courir avec des cale-pieds.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Jeannie Longo va déposer une requête devant le tribunal administratif de Pans aux fins d'annulation de la déci-sion de Lucien Bailly, visant à imposer des pédales Look en vue des sélections olympiques, avec sursis à exécution. Si le inbunal accepte ce sursis, elle pourra courir avec ses pédales, en attendant le

PROBLÈME Nº 5731

1. L'amour l'entraîne et le déchire. Rebelles, it n'est pas facile de les boucler. - II. Colporteur des rues. Chef de corps. Un des sages de le Grèce. - III. Divise les masses pour rétablir l'ordre. Spécialité administrative (plurial). - IV. EHe tient



proportion de sel. Des apatrides. -X. Il n's pes beeucoup d'étoffe. Appréhendéea. - XI. Est trèa fin dans une truffe. Matière sortie de le cheminée. - XII. Sont eppelés à combattre lors d'une invasion. Prophète. Abréviation. - XIII. Elargie localement. Fille de Montauban. -XIV. Atome. Communes mesures. S'est bissée toucher par des inconnus venus de loin. - XV. Obligatoirement déclarées. Ne durant qu'un temps ou sont éternels. En instance da rupture.

VERTICALEMENT

1. Recueille quelques voix et un certain nombre de suffrages. Broute parfoia sur la route. – 2. Traveil à la chaîne. Cri antique. – 3. lle portent la couronne. Un bon eir suffit à le transporter. - 4. Préposition. Symbole. Ça gaze I (pluriel). - 5. Classe dans laquelle l'encre noire est fort utilisée (pluriel). - 6. Langage administratif très étudié. Chute ou rulne. 7. Se froisse assez facilement. Pereonna forte. Manifestation qui 3. Nés. Gr. Cave. - 4. Orographie. amène des troubles. Article étranger. - 8. En Serbie. Répond à 7. Mède. Ninive. - 8. Iso. Nin. -« l'appel ». Parti pris. – 9. Amène la 9. Extrémista. bleu au corps. Généralement facile.

Composent une trèa longua histoire. - 10. Tombe avant d'être chaaséa. Dane l'entourage d'un prêtre. - 11. Vider les lieux. Est parfois offert evec des berlingots. -12. Abréviation. En chaleur. Le trou d'une perle. - 13. Profession de femmes qui feisaient commerce de leurs charmes. Donc plutôt bouché qu'ouvert. - 14. Lac. Molle. Scrutait anxieueement un payaege désert. - 15. Hors de sa geine, elle éteit nue. Mettent la police dens ieur poche.

Solution du problème nº 6730 Horizontalement

I. Penorame. - II. Esérina. -III. Jason. Dix. - IV. On. GC. Est. -V. Regrée. Or. - VI. Radin. -VII. Ta. Podium. - VIII. Chien. -IX. Aigrins. - X. Navet. VIt. -XI. Se. Scène.

Verticalement

1. Péjoration. - 2. Asana. As. -- 5. Rince-doigts. - 6. An. Elder. -

GUY BROUTY

THÉATRE

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). L'amour est aveugle : 18 h. 1, 71 m et 53 kg d'hérotra pure : 20 h 30. Gépres-sions verbeuses : 22 h. ANTOINE - SIMONE-8ERRIAU (42-08-77-71). Pleina Feux: 17 h et 20 h 45, dim. 18 h.

ARCANE (43-38-19-70), L'Ange de l'Information: 20 h 30, dim. 17 h. ARTISTIC-ATHEVAIN8 36-02). Vassa Geleznova : 18 h et 20 h 30,

ATELIER (48-08-49-24). L'Antichembre : 21 h, dim. 15 h 30.

BATEAU-THÉATRE | FACE AU 3,

OUAI MALAQUAIS) (40-61-84-53).

Exercices de style : 19 h, dim. 15 h 30.

808INO (43-27-75-75). Bouverd du

rire : 21 h, dim. 15 h. BOUFFES DU NORD (46-07-34-50). Ruy 8/sa: 15 h et 20 h. 80UFFES PARISIENS (42-66-60-24). George et Margaret : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30.

80UFFON9-THEATRE DU XIXE (42-38-35-53), Lilith, ex-femme da Dieu : 20 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). The à la menthe ou t'es citron : 20 h 15. Les Couloirs de la honta : 22 h.Oim. Festival

d'expression artistique ; 20h. CARTOUCHERIE EPÉE DE 80IS (48-08-39-74). Rencontre au Théêtre de l'Epée de bois : 17 h. dim. 15 h. CASINO DE PARIS (49-95-99-98). Courtemanche : 20 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUSLIQUE (42-78-44-45). Y e-t-il un comm

dans la salle? : 21 h, dim. 15 h 30. -CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-18). Grande saile. Peulina 1880 : 20 h 30, dim. 18 h. CING DIAMANTS (45-80-51-31). Le Légende d'Yvain : 20 h 30, dim. 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-89). Histoire d'amour : 21 h, dim. 17 h. COLLÈGE NÉERLANDAIS (40-78-50-00). W comme

Gombrowicz : 21 h. COMEDIE (47-42-43-41). Semard Mabille : 21 h, dim. 15 h 30.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Pièce montée : 21 h. dim. 15 h 30. COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epouse prudente : 21 h, dim. 16 h 30. COMÉDIE OE PARIS (42-81-00-11).

Voltaire's Folies: 19 h, Grand-Peur et misère du lile Reich: 21 h, dim. 15 h. COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Le Vie de Galilde : 20 h 30, Dim. Le roi e'amuse : 20h30. Iphigénie : 14h. CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE. SAINT-EUSTACHE) (42-21-08-48).

Andromagua: 20 h 30, dim. 15 h 30.

DAUNOU (42-81-69-14). Couaci le
Grand Orchestre du Spiendid: 20 h 45,
dim. 15 h 30.

OÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02).

Dieu est ebsent des champs de bataille : 21 h, dim. 17 h. DEUX ANES (48-06-10-26). Cresson qui a'en dédit : 21 h, dim. 16 h 30. EDGAR (43-20-85-11). Femmes à lunettes : 20 h 30. Les Babas cadree :

22 n. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-58-82). Décibel : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

ELDORAGO (42-49-60-27). Monsieur Amédée : 18 h et 21 h. ESPACE ACTEUR (42-62-36-00). La Voleuse de Londres : 20 h 30, dlm. 16 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). La Mariage de Figaro: 18 h, dim. 15 h 30. La Moutte: 20 h. ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).
Salle II. La Quête de la ferrune ciseau :
20 h 30, dim. 16 h.
FONTAINE (48-74-74-40). La Clan des veuves : 15 h 30 et 20 h 45.
GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-80-09). Roland Magdane dans Rire : 18 h at 20 h 15. Tu as gentil, tu laisses Manie-Madeleine en dehors de

GUICHET MONTPARNASE (43-27-88-81). D'amour et d'eau... froide : 18 h 30. La Farandole : 20 h 30. Le Premier: 22 h 15. GYMNASE MARIE-8 ELL (42-48-79-79). Elle et Mai...: 20 h 30,

(42-46-79-79). Elle et MiQL... : 20 n 30, dlm. 15 h 30. TH ÉATRE MONTORGUEIL (48-52-98-21). On va faire la cocotte ; 21 h, dim. 15 h. HOTEL LUTÉTIA (49-54-48-55). Les Tac-tics du coeur : 20 h 45, dim. 17 h. (47-27-81-15). Salie Jean Vilar. Maître

HUCHETTE (43-28-38-99). La Cantatrics chauve : 18 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Gastronomades : 21 h 30. LA 8RUYÈRE (48-74-76-99). C'était bien : 21 h, dim. 15 h. LE 80URVIL (43-73-47-64). Me souriante Algérie : 20 h 30. LE FUNAMBULE THÉATRE-RESTAU-RANT (42-23-88-83). Histoirea cemi-

ques : 20 h 30, LUCERNAIRE FORUM (45-44-67-34). Entre chien et laup où le véritable his-toire de Ah O : 21 h 30. Théâtre noir. Le Pedt Prince : 18 h 45. Guerres privéea, 1988 : 20 h. La Doubla Inconstance : 1988 : 20 h. La Douba inconstance ; 21 h 30. Théitre rouge. Bereshit : 18 h. La Journée du maire : 20 h. MADELEINE (42-85-07-09), N'écoutez pas, mesdames : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE (TERRASSE DU FORUM DES HALLES) (42-38-27-53).Dim. Du bout du monde au cosur de

MARAIS (42-78-03-63). L'Ecole des MARIE STUART (45-08-17-60). Estelle: 20 h. Savage Love: 22 h. MARIGNY (42-56-04-41). Le Misenthrope : 21 h, clm. 15 h. MATHURINS (42-65-90-00), Caligula 20 h 45, dim, 15 h.

MÉTAMORPHOSI9 (42-81-33-70). Marchand de rêve : 21 h, dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Chacun pou mai: 17 h 3021 h 30 et 21 h 15, dim. MICHODIÈRE (47-42-95-22). Je veux faire du cinéma : 20 h 30, dim. 18 h. MOGADOR (48-78-04-04). Les Miséra

bles: 15 h et 20 h 15. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Cuisine et dépandances : 18 h 30 at 21 h 15, dim. 15 h 30, MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-30). Dali ou le . génie : 21 h, dim, 15 h 30. génie : 21 h, dim. 15 h 30. NAUTILIUS 8ATEAU-THÉATRE (40-51-84-63). Par ei, par la... : 20 h 30, dim. 17 h. NOUVEAU THÉATRE MOUFFETARD

(43-31-11-99). R, P, ... LE.R.T.Q.C.I: 18 h. Alienor ou L'aigle se réjouira: 20 h 30, dim. 16 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumaux: 18 h 30 et 21 h 30, dim. OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART

(42-86-88-83), Le Fantôme de l'Opéra : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 19 h. PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17), Grande salla, Jean-Marie Bigard: 20 h 30. PALAIS-ROYAL (42-97-59-81). Sans rancune: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Petite salle. Le Voyage : Archéologie et Domus : 20 h 30.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32), Célimène et le Cardinal : 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h. 17 h 30 et 20 h 30, cim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-18). Zizania: 16 h 30 et 20 h 45, cim. 16 h. RANELAGH (42-88-64-44). L'Illusion comique: 21 h, cim. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). La Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de betteraves: 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Enfin

seulsi : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. SHOW-BUS (42-62-36-56).Dim. Show 848: 14/30, SPLENDIO SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Charité bien ordonnée : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). A propos de Martin : 20 h 30, dim. 15 h.

20 h 30, dim. 15 h.
THE SWEENY (46-33-28-12).Dim.
Hope Street: 20h30.
THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-49-77). Andromaque:
15 h 30. Phàdre: 20 h 30, dim.
17 h 30.Dim. Bérénice: 14h30.
THÉATRE DE DIX. HEURES
(46-08-10-17): Que reste-t-il de l'abatjour?: 20 h 30. Sarcio: 22 h.
THÉATRE EN ACTES (43-57-35-13).
Paradres: 21 h.

Parades: 21 h. THEATRE GREVIN (42-46-84-47). Un THEATRE GREVIN (42-40-34-47). Un soir au bout du monde : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAIN-D'OR BELLE-DE-MAI (48-05-67-89). Selle de Mai. La Brouette du vineignier : 21 h, dim. 17 h. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Piment cannibale : 20 h 30, dim. 18 h 30. Le Fou de bassan : 22 h, dm. 20 h 30. THEATRE MAUSEL-MICHEL GALA-8RU (42-23-15-85). Maria Ducceschi :

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 MARS

«Les passages marchands du dix-neuvième siècle (premier parcours), una promenade hors du temps s, 1D h 30, 19, rue Jean-Jacques-Rous-seau (Paris autrefois). Ellistoira et fonctionnement d

seau (Paris autrefois).

s.Les galeres souterraines de l'hôtel
de Cluny, construit sur les thermes
gallo-romains de Lutèces, 10 h 30,
6, place Paul-Painlevé (E. Romann).

s.Una heure au Père-Lachalaes,
11 heures et 15 heures, porte principa(a, boulevard Mén))montant
(V. de Langlade).

s.Le palaie omnisport de Bercy et
son anvironnemants (limité à trente
personnes), 14 h 30, sortie du métro
Bercy, côté POPB (Monuments historiques).

s.La Conciergerie, de Philippe le Bat à la Révolutions, 14 h 30, 1, quai de l'Horloge (C. Marie).

Exposition : s.Les Lautrec de Lau-trec s : eaux-fortee, lithographies, affiches, à la Bibliothèque nationale s, 14 h 30, 1, rue Vivienne (D. Boushistoire du Paleis-Royal : le palais, le jerdin, les galeries couvertess, 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires

(Connaissance da Paris). « Les fastes de l'Opéra Garnier. La mystère du fantômes, 14 h 30, dans le hall, sous la statue de Lully (Arts et

<u>wally the market to the companies were and the companies of the companies</u>

l'hôte des ventes eu Nouveau Drouots, 14 h 30 et 16 h 30, sortie métro Richelleu-Drouot, an face du Crédit du Nord (Conneissance d'ici et d'alleurs).

s Hôtels et jerdins du Marais. Place es Vosgess, 14 h 30, sortie métro eint-Paul (Résurrection du passé). s Les passages couverts (deuxièm parcours), exotisme et dépaysement assurées, 14 h 40, 33, boulevard de

Strasbourg (Paris autrefo s Cryptes et souterrains de l'église Seint-Sulpice s, 16 heures, parvie de Seint-Sulpice (P.-Y. Jaslet).

s L'hôtel de Chimay et ses bolse-nes», 15 heures, 13, quei Malaqueis (I. Hauller).

s Parcoure policier : passegee, ruelles et labyrinthes du Sentier à le cour des miracless, 15 heures, sortie métro Sentier, côté rue des Petits-Cer-reaux (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : sla France et les Algériens devant le pro-blèma de l'Immigration s, par Jean Veujour (Académie des sciences morales et politiques).

._...

Puntile et son valet Matti : 20 h 30, dim. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-66-43-60). Grande salle. La Vieil Hiver, Fragile Forêt : 20 h 30, dim.

Viet Hiver, Frague Poret: 20 11:30, unit. 15 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (43-25-70-32). Geneviève Page, les Grandes Forêts perole de poètes : 18 h 30. THEATRE DE NESLE (46-34-61-04). Des ronds dans Feau : 19 h. Baudelaire : 20 h 30. Mais où est donc Dade? : 22 h. THÉATRE DE PARIS (48-78-22-00). Smein: 18 h et 21 h. Je vous demande plan-ji: 20 h 30. THEATRE PARIS-PLAINE

(40-43-01-62). Kouguel : 15 h. TOURTOUR (48-87-82-46). Ms chère biche : 18 h. TRISTAN-SERNARD (45-22-08-40). Le Troisième Témoin : 15 h. Patrick Timsit : 21 h. fimsit : 21 n. VARIÉTÉ8 (42-33-09-82). La Trilogia marselllaise : 16 h 30 at 20 h 30, dim.

RÉGION PARISIENNE

ARGENTEUIL (80US CHAPITEAU) (47-85-06-34). Sentimental Cabaret :

20 h 30. AUSERVILLIERS (THÉATRE ÉQUES-TRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra équestre : 20 h 30, dim. 17 h 30. BOBIGNY (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). Grande salle. Gaudea-mus (en russe): 20 h 45, dim. 15 h 48. Petite salle. El Perro : 21 h, dim. 18 h, CRÉTEIL (MAISON DES ARTS) (49-80-18-88). Petite salle. Le Nuit des rols ; 20 h 30, dim. 15 h 30. MONTROUGE (THÉATRE) (40-18-92-24). Le Neveu de Rameau :

14 h 30. VINCENNES (THÉATRE DANIEL-SO-RANO) (48-08-60-63).0im. George Dandin : 18h.

CINÉMA

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEDI Tueurs de dames (1955, v.o. s.t.f.), d'Alexander Mackendrick, 18 h 30 ; la Règle du jeu (1839), de Jean Renoir. 20 h 30.

DIMANCHE Casque d'or (1952), de Jacques Becker, 18 h 30 ; (e Doulos (1962), de Jean-Pierre Melville, 20 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Cinéma du réel - Salla Garance : Mixe Feelinga (1981), de Karin Junger, 14 h 30 ; The Reincamation of Khensur 14 h 30; The Reincamation of Khensur rinpoche (1991), de Tenzing Sonam et Ritu Sann, 17 h 30; Black Harvest (1991), de 8ob Connolly et Robin Anderson, 20 h 30; Cinéma du réel-petite salle: Contes de cyclones en sep-tembre (1881), de Christiane Succab-Goldman, 14 h ; Paroles en liberté sur-veillée (1991), d'Olivier Coussemacq, 17 h ; Il se passait quelque chose du côté de la ville (1891), de Giorgio Di Nella, 20 h ; Cinéma du réel - Studio 5 : Des lumières dans la grande noirceur (1981), de Sophia Bissonnette, 14 h : Raisons d'Etat (1881), de Francis Aliegret at Isabelle Benkamoun, 17 h; Lumumba, la mort du prophète (1991),

DIMANCHE Cinéma du réel - Salle Garance : Finding Chrieta (1991), de Camille Sillops et James Hatch, 14 h 30 : Brother's Keeper (1881), de Joe Berlinger et 8ruce Sinofsky, 17 h 30 ; Araya (1858), de Margot Benaceffaf, 20 h 30 ; Cinéma du réel - petite salle : Retour eu quartie Nord (1881), da Christian Rouaud

de Raoul Peck, 20 h.

14 h ; Aux guerriers du silence (1991), de Cesar Paes, 17 h ; la Bellade du ser-pent (1991), de Marta Bergman et Fré-déric Fichefet, 20 h ; Cinéma du réel -Studio 5 : Frère des frères (1991). de Studio 5: Free das trares (1991), de Richard Copans, 14 h; l'Ombre du chasaeur (1991), de Gueorgul Balabanov, 17 h; le Voile et l'exis (1991), de David Benchetrit, 20 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS 2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache,

Forum des Halles (40-26-34-30) SAMEDI

Voisine, voisines : L. comme locatairés : Bande anonce : Femmes, Fammes (1974) de Paul Vecchiali, Faubourg Saint-Martin (1986) de Jean-Claude Gui-Seint-Martin (1986) de Jean-Cleude Gui-guet, 14 h 30 ; X comme xánophoble : Bande annonce : Dupont la Jole (1974) d'Yves Boisset, l'il au beurre noir (1987) de Serge Meynard, 18 h 30 ; O comme délation : Bande annonce : las Portes de la nuit (1948) de Marcel Carné, las Portea de la nuit (1942) da Marcel Carné, 18 h 30 ; C comme cour : les Volsins n'elment pas la musique (1870) de Jacques Fansten, Domicile conjugal (1970) de François Truffaut, 20 h 30.

CIMANCHE Voisins, voisines : I comme intrigues : Bande annonce : Hôtel du Nord (1938) de Marcel Carné ; Macadam (1946) de Marcel Blistène, 14 h 30 ; V comme voyeurisme : la Découverte (1980) d'Artific : la Découverte (1987) de voyaunanti : a Decourer (1987) de Jean-Daniel Simon, 15 h 30 ; S comme solitude : la Machine è parier d'amour (1981) de Jean-Baptiste Rossi, l'Intrus (1984) d'Iràne Jouanner, 18 h 30 ; G comme grands ensembles : Un misan-thropa (1886) de Gérard Pirès, la Ville (1975) de Jacques Baratler,

LES EXCLUSIVITÉS

A LA VITESSE D'UN CHEVAL AU. GALOP (Fr.) : Lucerneire, 8-(45-44-57-34). L'AFFUT (Fr.) : UGC Montpernasse, 6-(45-74-94-94); George V, 8*. (45-82-41-46): UGC Convention, 15*

(45-74-93-40). L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-67-57); UGC Denton, 6-(42-25-10-30); Pathé Marignsn-Concords, 8- (43-59-92-82); UGC Mail-lot, 17- (40-88-00-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Bratagns, 6-(42-22-57-97); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12* (43-43-01-59) ; Fauvette, 13-(47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01); Le Gambette, 20-(46-36-10-96). LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.):

Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36); Espace Saint-Michel, 5. (44-07-20-49); Denfert, 14 (43-21-41-01). AMELIA LOPEZ O'NEIL (Fr.-AIL- espa-

AMELIA LOPEZ O'NER. (Fr. Al.- espagnol, v.o.): Espaca Saint-Michal, 5- (44-07-20-49).

AMOUREUSE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Pathé Heutefauille, 6- (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); La Bastille, 11- (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40).

L'ANSIGNACE EAUTE A MARIE (Fr.

L'ANNONCE FAITE A MARIE (Fr.-Can.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.): Latina, 4-(42-78-47-86); Studio Galande, 5-

AU SUD DU SUD (Fr.) : Gaorge V, 8 (45-62-41-46). LE BAL DES CASSE-PIEDS (Fr.): Gaumont Les Halles, 1- (40-28-12-121; Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Rex, 2- (42-36-83-93); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); UGC Lyon, Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvetteine 12- (47-07-55-99); Fauvetteine 12- (47-07-55-99); Fauvetteine 12- (47-07-55-99); Fauvetteine 13- (48-55-99); Fauvetteine 13- (48-55 (45-62-41-46). bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Miramar, 14 (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15- (43-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01); Le Gambetta, 20-

(46-36-10-96). BARTON FINK (A., v.o.) : Républic

BARTON FINK (A., v.o.): Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85); Saint-Lambert, 15° (45-32-91-68).

BETTY (Fr.): 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); UGC Montparnesse, 5° (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8° (45-82-20-40); Paramount Opéra, 9° (47-42-58-31); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); UGC Lyon Bastille, 12° (43-67-90-81); Les Montparnes, 14° (43-43-01-59); Les Montparnos, 14 (43-42-52-37); Mietral, 14-(45-39-52-43); 14 Juillet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79); Pathé Wepler II, 18-

(45-22-47-84). LE CIEL OE PARIS (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Pessage du Nord-Ouest, caféciné, 8- (47-70-81-47). COMME LES OISEAUX (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) :

LES COMMITMENTS (nandas, v.o.): Cíné 8eaubourg, 3 (42-71-52-36); Grand Pavois, 15 (45-64-46-85); CONTE D'HIVER (Fr.): Le Saint-Ger-main-des-Prés, Salla G. de Beauregard, 6 (42-22-67-23); Elyséee Lincoin, 6 (43-58-38-14); Eacuriel, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14

LA COTE D'ADAM (Sov., v.o.)': Ciné Beeubourg, 3º [42-71-52-36); Saint-An-dré-des-Arts II, 6º [43-26-80-25]. CROC-BLANC (A., v.f.): Cinoches, 6-(46-33-10-82); Club Gaumont (Publicis Matignon), 8 (43-58-31-97); Grand Pavois, 15 (45-54-46-85); Salm-Lambert, 15- (45-32-61-68).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.):

Lucemaire, 6- (45-44-57-34); v.f.: UGC Opéra, 8- (45-74-95-40). DANZON (Mex., v.o.) : Espace Saint-Mi-chel, 5- (44-07-20-49).

DELICATESSEN (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Danton, 5-(42-25-10-30): UGC Rotonde, 6-(45-74-94-94); UGC Triomphe, 8-(45-74-83-50): UGC Opera, 8-(45-74-95-40). (45-74-95-40). LE DERNIER SAMARITAIN (*) (A.,

v.o.) : Forum Oriant Express, 1-(42-33-42-28] ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-59-92-82) ; UGC Nor-mandle, 8- (45-63-16-18] ; v.f.: Rex, 2mande, 8 (45-63-16-18]; v.f.: Rex, 2-(42-38-83-83); Pathé Frençais, 9-(47-70-33-88); Feuvette, 13-(47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-60); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-08); Gaumont Conven-tion, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94).

DINOSAURES (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-81-68). LES DOORS (A., v.o.) : Ciné Besubourg., 3- (42-71-52-36) ; Grand Pavols, 15-(45-54-46-86).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Ciné Beeubourg, 3-(42-71-52-38) ; Epée de Bois, 5-(43-37-57-47) ; Reflet Médicis Logos sule Louis-Jouwer, 5- (43-54-42-34). ECRANS DE SABLE (Fr.-tr.-Tun.) : Images d'ailleurs, 5: (45-87-18-09). EN LIBERTÉ DANS LES CHAMPS DU SEIGNEUR (A., v.o.) : Forum Hortzon, 1• (45-08-57-67] : UGC Blarritz, 6-(45-62-20-40) : v.f. : Paramoum Opéra, 9• (47-42-56-31] : UGC Gobelins, 13-

(45-61-94-96). LES ENFANTS OU NAUFRAGEUR LES ENFANTS OU NAUFRAGEUR (Fr.): George V. 8: (45-82-41-46); Pethé Français, 9: (47-70-33-88); Fauvette. 13: (47-07-55-88); Gaumont Alésia, 14: (43-27-94-60); Pethé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Gtend Pavoie, 15: (45-54-46-85); Pathé Wepler II, 18: (45-22-47-94); Le Gambetta, 20: (48-36-10-96).

EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., (40-26-12-12); Pathé Hautafauile, 6-(48-33-79-36); La Pagoda, 7-(47-06-12-15); Geumont Ambassada, 8- (43-59-19-08); Bienvende Montparnasse, 15 (45-44-25-02). LES EQUILIBRISTES (Fr.) : Escurial, 13-(47-07-28-04) ; Studio 28, 18-

(46-06-36-07). EUROPA (Den.-Su., v.o.) : Cinoches, 6-(46-33-10-82).

(Can.): Latina. 4- (42-78-47-86); Le Berry Zabre, 11- (43-57-51-56). FIEVEL AU FAR (43-57-51-56). Cinoches, 5- (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68).

FIERRO... L'ÉTÉ DES SECRETS

Derr. 15- (45-32-81-65).
FI9HER KING (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Cinoches, 6- (46-33-10-82); Lucarnaira, 8- (45-44-57-34); Grand Pavois, 15- (45-44-67-34); Grand Pavois, 15- (45-44-67-34); Grand Pavois, 15- (45-44-67-54); Grand Pavois, 15- (45-44-67-68); Grand Pavois, 15- (45-44-68); Grand Pavois, 15- (45-44 FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.) : Forum

(43-26-84-65). J'EMBRASSE PAS (Fr.-It.) : Ciné Besu-

(43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17-15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f.: Rex (le Grand Rex), 2- (42-36-83-93); UGC Montpartasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opera, 9- (47-42-58-31); Lea Netion, 12- (43-43-04-67); UGC Gobeline, 13- (45-61-94-95); Gaumont Alásia, 14- (45-61-94-9

(43-26-19-09). LUCKY LUKE (A., v.f.) : Lucemaire,

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Reflet Logos II, 5 (43-64-42-34); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); La Pagode, Rotonde, 6: (45-74-94-94); La Pagode, 7- (47-05-12-15); UGC Champa-Elysdes, 6: (45-62-20-40); UGC Opéra, 9- (45-74-86-40); 14 Juillet Bastille, 11- (43-57-8D-81); Escurial, 13- (47-07-28-04); Mistrel, 14- (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugranelle, 15- (45-75-79-79); UGC Maillot, 17- (40-89-0-18)

(40-68-00-16). (Fr.-Gr.-Suia.-lt., v.o.): 14 Juillot Parnesse, 5- (43-26-58-00).

FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.): Forum Orient Express, 1• (42-33-42-25); UGC Durton, 6• (42-25-10-30); George V, 8• (45-92-41-48); UGC Blarritz, 8• (45-82-20-40); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20); v.l.: Bax, 2• (42-36-83-93); UGC Montpernasse, 8• (42-36-83-94)

(45-74-84-94). GRAND CANYON (A., v.o.) : Forum Horizon, 1- (45-08-57-57) ; Reflet Médi-Horizon, 1• (45-08-57-57); Reflet Médicis Logos salla Louis-Jouvet, 5¹ (43-54-42-34); Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23); Sept Parnessians, 14• (43-20-32-20); v.f.: Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31). LA GUERRE SANS NOM (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6• (43-28-48-16); Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60), HAMLET (A., v.o.); UGC Triomphe, 8• (45-74-03-50).

(45-74-93-50). HENRY V (Brit., v.o.) : Républic Ciné mas, 11- (48-05-51-33) ; Denfert, 14-(43-21-41-01). L'HDMME OUI PLANTAIT DES ARRES (Cen.) : Utopia, 5

J'EM8RASSE PAS (Fr.-kt.): Ciné Beauboung, 3- (42-71-52-36); Epée de Bois, 5- (43-37-57-47).

JFK (A., v.o.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8- (43-59-19-08); UGC Normandie, 8- (43-59-19-08); La Bastille, 11- (43-07-48-80); Miramar, 14-

(45-27-84-50); UGC Convention, (45-74-93-40); Pathá Clichy, (45-22-48-01); Le Gambetta, (46-36-10-96).

JUSOU'AU BOUT OU MONOE (Fr. All.-Autr., v.o.): Saint-André-des-Arts I, 6- (43-26-48-18). LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp v.o.) : Cine Seeubourg, (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines

(45-44-57-34); Saint-Lambert, 15 LES LUMIÈRES DE LA VIE) : La

MISSISSIPI ONE (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47). MON PERE CE HÉRO9 (Fr.) : UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). LA MORT D'UN MAITRE DE THE (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 6-(43-26-19-09).

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., V.o.): Lucernaire, 6- (45-44-57-34);
Racine Odéon, 6- (43-26-19-63).
NIGHT ON EARTH (A., v.o.): Les Trois:
Luxembourg, 6- (46-33-97-77).
NORD (Fr.): Europa Parthéon (ex-Reflet
Panthéon), 5- (43-54-15-04). Panneon), 5' (43-34-15-04).
DLIVER ET OLIVIA (Den., v.f.): 14 Julilet Parnasse, 6' (43-26-58-00): SaintLambert, 15' (45-32-91-68).
OMBRES ET BROUILLARD (A., v.o.):

PARISTORIC (Fr.): Espace Hebertot, 17- (42-93-93-46). LE PAS SUSPENDU DE LA CIGOGNE

LE PETIT HOMME (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1- (40-26-12-12); Cinoches 8- (46-33-10-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8 (47-20-76-23) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Miramar, 14-(43-20-89-52).

POISON (A., v.o.) : Ciné Besubourg, 3-(42-71-52-38) ; Studio des Ursufines, 5-(43-28-19-09).

LE PREMIER EMPEREUR DE CHINE (Can.-Chin.) : La Géode, 19 (40-05-80-00).

PRETTY WOMAN (A., v.o.): Cinoches, 8: (46-33-10-82).

LE PRINCE DES MARÉES (A., v.o.) : LE PRINCE DES MARCES (A., v.0.):
Gaumont Les Helles, 1° (40-26-12-12);
Gaumont Opére, 2° (47-42-80-33); 14
Juillet Odéon, 6° (43-25-59-83); Gaumont Champs-Elyséas, 8°
(43-59-04-67); UGC Lyon Bastile, 12°
(43-43-01-59); Gaumont Parnasse, 14°
(43-04-06); Gaumont Parnasse, 14°
(43-04-06); Gaumont Parnasse, 14°
(43-04-06); Gaumont Parnasse, 14°
(43-04-06); Gaumont Parnasse, 14°
(43-06); Gaumont Parnasse, (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14-(43-27-84-50) ; Kinopenorame, 16-(43-08-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9-(47-70-33-88); Les Nation, 12. (43-43-04-87) ; Feuvette, 13-(47-07-55-88) ; Pathá Montpamasse,

14- (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18-(45-22-47-94). PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Ciné 8eaubourg, 3• (42-71-52-35) ; Oenfert, 14•

(43-21-41-01). RICOCHET (*7 (A., v.o.) : Images d'all-leurs, 5- (45-87-18-08) ; UGC Normandle. 8. (45-63-16-16); v.f. : Rex. 2. (42-36-83-93) : UGC Montpamassa. 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).

RIFF RAFF (Brit., v.o.) : Chié Beaubourg, 3- (42-71-52-38); Utopia, 5-(43-26-84-65); Républic Cinémas, 11-(48-05-51-33).

ROBIN DES SOIS PRINCE DES VOLEURS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15. (45-54-46-85); Saint-Lambert, 16-(45-32-91-68); v.l.; Gaumont Par-nasse, 14- (43-35-30-40). ROLLING STONES (A., v.o.) : La

Géode, 19 (40-05-80-00). SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.): Studio Galende, 5- (43-54-72-71); Grand Pavois, 16- (45-54-46-85). LE SILENCE DES AGNEAUX (") (A.,

v.o.) : Ciné 8eaubourg, 34 (42-71-52-36) ; Cinochee, 84 (48-33-10-82) ; Républic Cinémae, 11-(48-05-51-33) ; Denfert, 14-(43-21-41-01) ; Grand Pavole, 15-46-54-46-85).

STORMBOY (Austr., v.o.): 14 Juillet Parmesse, 6• (43-26-58-00); v.l.: 14 Juillet Parmesse, 6• (43-26-58-00), TALONS AIGUILLES (Esp., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Les Trois Luxembourg, 6- (48-33-97-77); UGC Odeon, 6- (42-25-10-30); UGC Rolonde, 6- (45-74-94-94); Gaumont Ambassade, 6- (43-58-19-08); UGC Bierritz, 8. (45-62-20-40); 14 Juillet Bastille, 11: (43-57-90-81); UGC Gobelins, 13* (45-61-94-95); Mistral, 14* (46-38-52-43); UGC Maillot, 17* (40-68-00-18); v.l. : Rex, 2* (42-38-83-93) ; UGC Montpernesse, 6-(45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9-

TERMINATOR 2 (*) (A., v.o.): UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50); Grand Pavols, 15- (45-64-46-95); v.f.: Holly-wood Boulevard, 9- (47-70-10-41).

(45-74-95-40).

TOTO LE HÉROS (Bel.-Fr.-All.) : Latina, 4- (42-78-47-66) ; Images d'eilleurs, 5-(45-87-18-09).

TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Forum Orient Express, 1(42-33-42-28): Pathé Impérial, 2(47-42-72-52): UGC Odéon, 8(42-25-10-3D): Elysées Lincoln, 8(43-58-38-14): UGC Biarritz, 8-(45-62-20-40); Max Linder Pariorame, 9- (48-24-88-68); UGC Gobelins, 13-(45-81-94-85); Pathé Montpamesse, 14- (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18-(45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

A QUOI TU PENSES-TU 7 Film franattor to reases to ream man-gais de Didier Keminka : Forum Hort-zon, 1- (45-08-57-57) ; George V, 8-(45-82-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8- (43-58-92-82) ; Saint-Concorde, B* (43-59-92-82); Saint-Lazara-Pasquier, B* (43-87-35-43); Pathé Français, 9* (47-70-33-88); Fauvette, 13* (47-07-55-88); Gau-mont Aléala, 14* (43-27-84-50); Pathé Montpamasse, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18* (45-22-46-01); La Gambette, 20* (46-38-10-96). (46-38-10-96).

AUTOUR DU DÉSIR, Film italo-fran cale de Marco Bellochio: Forum Orient Express, 1• (42-33-42-26); Latina, 4• (42-78-47-88); Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14); Sept Par-nessiens, 14• (43-20-32-20). DEAD AGAIN. (*) Film américain de

Kenneth Bransgh, v.o.: Gaurnont Lea Halles, 1* (40-26-12-12); Gaurnont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-58-83); Gaurnont Odéon, 6* (43-25-58-83); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); 14 Juillet Baatile, 11* (43-57-90-81); Gaumont Parnesse, 14* (43-35-30-40); Gaumont Aléaia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15* (45-75-79-79); v.f.: Rex. 2* (42-38-83-93); Bretagne, 6* (42-22-57-87); Peramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Ferangont fig. 13* (47-07-42-56-31); Fauvette bis, 13-(47-07-55-88); Gaurnoni Convention, 15-(48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(46-22-46-01); Le Gambetta, 20-(46-36-10-96).

DIÈN BIÈN PHU, Film français de Pierre Schoendoerffer : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Denton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montpamasse, 6 (45-

74-94-94) : George V, 8- (45-82-41-48) : 5aint-Lazara-Pasquier, 8-(43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8- (45-(43-87-35-43); UGC Biarritz, 8• (45-82-20-40); Paramount Opéra, 8• (47-42-56-31); Les Nation, 12• (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95); Les Montparnos, 14• (43-27-52-37), Misrral, 14• (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79); UGC Convention, 15• (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01). 18 (45-22-46-01).

LE DOCTEUR. Film américain de 3° (42-71-52-38); Action Rive Gauche, 5° (43-28-44-40); George V, 8° (45-62-41-46); Sept Parnas-siens, 14° (43-20-32-20); 14 Juillet Besugrenelle, 15- (46-75-79-78); v.f.; Paramount Opera, 9- (47-42-56-31| ; Les Montpernos, 14 (43-27-52-37) ; Pathé Wapler II, 18 (46-22-47-94).

LA FETE ET LES INVITÉS. Film tchèque de Jan Nernec, v.o. : Acce-tone, 5 (46-33-86-86).

LA MONTRE, LA CROIX & LA MANIÈRE. Film franco-britannique da Ben Lewin, v.o.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Haulefauille, 6 (48-33-78-38); George V, 8 (45-82-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathá Impérial, 2 (47-42-

72-52). TRUST ME. Film américain de Hat Hardey, v.o.: Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6- (43-26-58-00); Les Trois Belzac, 6- (46-81-10-60): La Bastille, 11-(43-07-48-60).

MUSIQUES

ELEKTRA

3 3.7

godt 2270

150

100

2:40

LS 400 11

er i edeboutt gial to a second and a second and a second and a second 2000 SEVE Range Sermit Sirus mercie or object t Se Se vest, tell, tell, i.e. in Ropeon Pigg R - - - Ast - ON - Handen et e " are an 200 por THE THE PARTY OF THE PARTY

L'op

12 1.72 37 11-30 TRUEC-MAN the manner of the feet : : : Zie. Et 1 gerieten auf auf gegantenque CATE COLUMN - -: :: ;a: quelqu : : : ecente. Service of the fact of the main are the commen Electre - demeuren the sale of the sa

Vieira **da**

peinture à

Sens de la promière page This is retraine pronen fan AL C. T. . TOURSDANSABOR AND THE RESIDENCE OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

An Inges 70 at. might route and sea composithe termination of the second the transfer of the area on D 1 - ITIES CH & COMdans son tie prostoup, on tra-

. . . ·

and ance, Partiese & anusque, des Sie en 1913, & On retrouvers and toutes les in a marinerie theireste. 221754

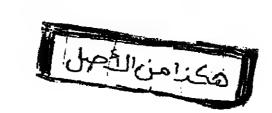
le man cont hésitents. Le mps à se faire. di la se lancer viermais ause de la serie de la commence à de 1922. Phil. Constant of the cherche &

DANSE En mauvais Quand un charegraphe ton

LE PALAIS DES VENTS the rue of the seprend in the rue of seprend Posterie 25 Cuncs (on ending control of the control of the

ser ienis que C aude Brumachon de presentar à Paris, est na sparent de consentre de consent Phiance Eller Streets villen pas prin Contra plus on mains nus affaite.

toning des beisserres, baquets on les conserves and les conserves and co tall nac actions of Assentac me rau pas repeter to y a rien a las si con con parerail sales. paisoner solvanies minutes. malaquam d'annut le speciatoir. the le mettalist of many are condiin bref entracte Faures evoque.



LE PETIT HOMME LE PETIT FORMANIA 6 46 33 10-42 Sph a 2047 at any a large

#2-71-53-76 Strate to the body (

LE PREMIER EMPEREUR DE CHINE

PRETTY WOMAN

Audit Court to Advance to the

Audit Champs 1 (a)

PROSPERC'S ECCAS

(42.71 52.26 States 3

ROBIN DES BOIS PRINCE DE

VOLEURS (A. V.) 1971 24.01 (45.54 46.55) 2 1 1971 24.01 (45.32.31.82) 1 1971 24.01 (45.32.31.82) 1 1971 24.01 (45.32.31.82)

ROLLING STONES : ...

LE BRENCE DES 451.4201 mg

7.0.3 C.T. 5.11 (62-71 52-37) 46-37 10-22 (68-05-51-32 48-05-61-02

STORMOCY 4

Parmense. M. 42.2

TAIONS AIGURIES IN TAIONS AIGURIES IN TAIONS AIGURIES IN THE CONTROL OF TAIONS AIGURIES IN TAIONS AIGURIES AIGURIES

45 74 94 14 1 1 1 1 12/1 P

TOYOUE MIROS . . - - - Y

TOUS LES MATINE DU MONDER

(43-57-10 14 V. 12 1-12)

9-149-14-65 ff 145-8-14-11-14-23-70

TE DOCTEUS

SA FEYE FO LES MANTES IN

MANIERE

MANIERS
ON SHATTON
MALTON
MALT

TRUST MIL MARTON TRUST MIL MARTON (AST TO TOTAL BOOKER TO

......

towards of the state of the sta

Bertham to the second

Grade 9 40

(45 22-47 pz.)

43-21-41-0:1

48-05-5: 33

45-54-46-6:

145 74 BH 40

TERMINATOR :

- 2000年17日本の

NOUVEAUX

8 4

Parties 11 45-14-11

RICOCKET "

LE PRINCE DES MAREES ...

140-05-50-00.

-4 1-100

Electre vit encore

L'opéra de Richard Strauss à écouter en fermant les yeux

ELEKTRA à l'Opéra-Bostille

Sa Callisto de Glyndebnurne était un petit ehef-d'œuvre d'hu-mour canaille et d'antiquité rèvée. 4 mars à la Bastille, ce décor de western spaghetti miteux ou, si l'on veut, cette parodie de Roneoni, revue à la baisse par un Pizzi qui n'aurait pas eu les moyens? Coproduction parisienne, oous dit-oo, avec les Opéras de Houston et de Los Angeles. Misère du bon goût britannique lorsqu'il veut plsire eux Californieus et aux Texans?

Le n'deau de scène rouge-sang porte le nnm d'Agamemnon écrit en tous sens à la craie. Et se déchire sur la statue gigantesque et concaasée du même Agamemnon, comme engloutie par quelque catastrophe nucléaire récente, le casque sortant du sol, et la maio, dans laquelle la «petite» Electre stature imposante, au demeurant, de wagnérienue - vient eu position

fixtale pleurer son monque. Pour ceux qui n'nuraient pas compris que le père assassiné occupe par son ahsence tout le terrain, on reverra la fille rebelle écrire «Agamemnos» par terre à la craie. Et l'on cherchera en vain une autre idée dans la miae en scène de David Pountney, outre Anglais.

Au soir de la première, les appleudissements ont salué la vail-lance des chanteurs. Qu'en sera-t-il quand, au moment de la reprise du spectacle en mai, Gwyneth Innes et Leonie Rysanek réendnsseront les robes sombres d'Electre et de Cly-temnestre, et renoovelleront l'effrontement titanesque des Chnré-gies d'Orange cet été (le Monde du 23 juillet 1991)? Seul monstre sacré de cette première série de représentations : la Clytemoestre d'Helga Dernesch. Il arrive à la vnix de se hriser. Impérialement. Quelle allure, quelle présence l Mais pourquoi avnir estuhlé cette grande reine hrisée d'une robe à

Ni l'Oreste de Philippe Rouillon

ni l'Electre de Gahriele Schnaut no s'élévent un seul instant à la grandeur de leur mythe. Leurs retrnuvailles - sommet musical - sont le tahleau prosaïque d'un excellent barytnn français embarrassé de son casque grec et d'une mezzo alle-mande eatalnguée un peu vite soprann d'mmatique (un s' aigu à l'arraché), vnix solide à condition de chanter à son rythme (trop lentement dans l'ensemble), physique peu flatté par les haillons, œil fixé sur la haguette du chef dans l'extase comme dana l'imprécation. Chrysothémis - petite hnurgenise dans la famille des Atrides - est

hle: le personnage, en somme. Et l'orchestre. Pas à son zénith. Un son plutôt laid. Est-ce vraiment le formation que nnus edminons dans Boris? Il feut dire que, sur les tempos étirés dant naus parlions, Michael Schnnwandt détaille d'une haguette eutoriteire et sèche une partition si pleine de rythmes et de

Karen Huffstodt, une fort helle

Américaine. Vnix épanouie, timbre

rond, émissinn puissante, aigus

impeccables, jeu sage et convena-

mntifs superpnsés qu'elle semble toujours devoir déharder de la fosse. Bāhm autrefnis, Janowski nujnurd'hui, ajnutent à cette lec-ture acérée un centre névralgique, une ligne, une plastique. Une vraie vinlence aussi. Schnnwandt parvient à nnus ennuyer parfnis.

L'acoustique enfin. Jamais la salle de la Bastille ne s'est à ce point trahie : les euivres, les elarinettes jaillissent par instents dens votre dos ou sur les côtés, selnn des trajectoires de diffraction aberrantes. Et les chœurs qui, au dénnuement, sant censés appeler Oreste des coulisses, sont transformés en borborvgmes. Alnrs, mon-sieur Myung-Whun Chung, vous qui, en conférence de presse, affirmiez que cette salle sonnait parfeitement, venez vous assenir dans une salle pleine, au bord de la tra-vée de gauche, vers le milieu du parterre, et dites-nous ce qui reste de l'orchestre de Richard Strauss!

ANNE REY

▶ Jusqu'eu 29 mei. 19 h 30. Tél. : 43-43-96-96.

paillettes et d'une aigrette de demi-moodaine dix-neuvième?

La valeur et les années

Little Village à La Cigale : un concert de vétérans pour exprimer l'essence du rock'n'roll

peut trouver des réponses dans les retours en arrière cycliques qui problèmes de compétence musicale. rythment la vie du genre depuis les années 70. Ou observer comment, à la manière d'un virus informatique, il a contaminé presque tnutes les musiques populaires de la planète, à diner. On le croit sans peine : pour il a contaminé presque trutes les musiques populaires de la planète, à leur corps défendant souvent. Ou dresser un tableau mythologique inspiré de l'antique. Mais on e rarement l'occasion d'y songer en termes de musique. Il faut qu'arrive un événement désuet et excitant (pour la curiosité, du moins) comme le finmation de Little Village.

Composé de Ry Cooder et John Hiatt (guitares), Nick Lowe (basse) et Jim Keltner (batterie), ee supergroupe de quasi-vedettes a dnnné vendredi 6 mars un concert unique à Vendredi o mais un contest analos a La Cigale. Le quatuor e déjà une vie antérieure : en 1986, ces musiciens ont enregistré *Bring On The Family*, de John Hiatt. Le premier album enregistré sous le nom de Little Village est une semi-déceptinn (le Monde du 5 mars), un disque qui semble empêtré dans les politesses que se font ces quatre individualités hors du commun.

Sur scène, on n'a pas le temps d'y penser. Les musiciens sont trop entreprenants pour avoir laisse tranquilles les chansons de leur disque, certaines ont pris du muscle (Big Love, She Runs Hot, boogies allègres de quadragénaires qui ne se laissent pas aller), d'autres de la profondeur. Et puis, il y a sur scène ce que les membres du groupes appellent leur amanière» comme dans « nous allons reprendre Little Sister de Doc Pomus, mais à la manière Little Village.». Il faut comprendre que ce ne sera pas à la feçnn de Ry Cnnder qui avait donné une versinn exquise du titre créé par Presley et il faut entendre ensuite le quatuor porter la musique presque à ébulition, sans jamais bas-

Que reste-t-il du rock n'roll? On culer dans la transe. Ils ont depuis Little Village, cette musique n'est pas difficile à jouer. Mais pour qu'elle soit d'abord de la musique (avant la poésie, les fantasmes, le bruit, l'exci-tation), il faut que la modestie croisse en même temps que la virtuosité.

Chez Little Village, l'ironie de ceux qui savent tous les trucs du métier. celle-la même qui semble avnir entravé la composition des chansons fait des merveilles. Il y a toujours une distance infime entre ce que l'on attend et ce que le groupe donne : e'est-à-dire généralement moins - des notes en moins, des effets qu'on évite pour rester dans une musique fami-lière en évitant les lieux communs. C'est Jim Keltner qui symbolise cette façon. Musicien de studio qui a joué avec tout le monde de John Lennon à Elvis Costelln, il ne se produit jamais sur scène. Pour une fois qu'i est là, on le voit à peine, caché par la batterie. Il ne vicodra méme pas saluer à la fin du concert, après avoir hattu d'une seule main pendant de longs passages, sans doute pour faire de la peine, ceux de ses confrères qui nni besoin de leurs dix doigts.

La Cigale, pleine à craquer, avait été investie par la colonie américaine parisienne, ce qui e évité aux plaisanteries des musiciens de se perdre dans l'indifférence. Et grâce à la présence du fan-cluh de John Hiatt, on s'est repris à espèrer, que, une fois la parenthèse Little Village refermée, Hiett, qui chante de mieux en mieux et est de loin le meilleur auteur du quatuor, deviendra enfin une vedette.

THOMAS SOTINEL

Vieira da Silva : peinture à l'infini

Saite de la première page

Mais son sileoce, sa retraite protégée nous l'ont un peu fait oublier. Et si la reconnaissance est venue, si l'artiste est célèbre, c'est peut-être plus pour ses allusions, dans les années 50, aux azulejos et autres motifs traditionnels de son enfance, que ses Jeux, ses Rotter-dam du déhut des années 70, et, plus généralement, ses composi-tions sérielles, du domaine musical (que l'on pourrait écrire avec un D

La musique, l'artiste eo a entendue quotidieonement dans son enfance, à Lisbonne (où elle est née en 1908), habitaot tout près d'uo professeur de chaot, et, plus tard, elle en a écouté beaucoup, en tra-vaillant. De soo enfance, l'artiste a privilégié des souvenirs «utiles» à son œuvre : outre la musique, des souvenirs de théâtre, ootamment le Songe d'une nuit d'été, en 1913, à Hastings, et les Ballets russes à Lisclairement la dispositioo de l'es-pace scéolque, sinoo toutes les ficelles de la machioerie théâtrale, dans nombre d'œuvres.

Les débuts soot hésitants. Le peintre met du temps à se faire. des années avaot de se lancer vraiment, par timidité, mais aussi parce qu'elle balance eotre plusieurs disciplines. Elle commence à dessiner en 1919, et suit des cours de peinture à partir de 1922. Puis, toujours à Lisbonne, elle cherche à compléter sa formation par l'étude

de la seulpture et de l'anetomie. C'est d'ailleurs tentée par la sculpture que Vieira da Silva décide de se rendre a Paris, en 1928, pour suivre les cours de Bourdelle et Despiau. Mais une expositioo Bonnard l'iocite à reveoir à la peinture. Elle prend eussi le temps de pratiquer la gravure evec Heyter. Elle dessine des tissus, fréquente l'académie de Fernand Léger. Cela en moins de deux ans.

Eo 1930, elle épouse le peintre hongrois Arpad Szenes, qui restera son compagnon de route jusqu'à sa mort, en 1985, En 1932, elle rencontre Jeanne Bucher, qui l'exposera pour la première fois dans sa galerie l'année suivante. Elle fait la coooaissaoce du peiotre Torres Garcia, et suit eocore des cours, ceux de Bissière, à l'Académie Ranson. Oo le volt, Vieira da Silva, à Paris, ne chôme pas. Dispersée en opparence seuler se cherche, cherche à s'arracher à coofection de livres pour enfants, les travaux pour tissus, les simples jeux de damlers ou de cartes.

Jusqu'à la guerre, l'artiste vit entre Paris et Lisbonoe, où elle expose, et commence à tendre les fils d'une perspective mouvante, inquiète. Voyageuse dans le temps et l'espace, et au Brésil jusqu'eo 1947, elle la remplit en un premier temps de figures, même de circons-tances : son Désastre de 1942, est nne seene de folie guerrière moyenageuse avec corps emportés



Maria Elena Vieira da Silva à Paris en 1982

daos la tempête futuriste d'une architecture de métro. De retour à Paris, des Tisserands à la Gare Saint-Lazare, il ne sera plus questioo que de grilles où accrocher des états d'âme, de filets filtrant la réalité du monde extérieur, de lahyrinthes où se perdre corps et biens pour trouver au bout des lignes de fuite, qui sait, la paix intérieure.

Des sols pavés qui se dérobent, des murs de livres, des vues plongeaotes sur la rue, des fenêtre

PHOTO

ouvertes sur la ville, et des villes proches ou lointaines, à l'infini, Vieira da Silva aura arpenté co tous sens son champ de visioo. multiplié ses points de vue et fixer le lieu virtuel de sa peinture : à la limite du dedans et du dehors, là où le miroir brisé ne reflète plus le monde extérieur, mois révèle les strates secrètes de l'intériorité.

GENEVIÈVE BREERETTE

Le premier ministre hip hop

« Je regardais la télévision et Man se meut dana l'univars i'el vu Edith Cresson ; elle disait que si les jeunes se rebellaient. e'est parce qu'ils ne vont pas jusqu'au bac. Je me suis dit, je vais lul éctire quelque chose, parce que ce n'est pas vraiment ca. . Destroy Men, vingt-quatre ens, rapper parisien, a écrit et enregistré Edith. Lundi 9 mars, chaque député recevra un exemplaire d'Edith, la casserte deux titres, dans le cadre de la campagne organisée per Berclay autour de la sortie de la chanaon, commercialisée le 16.

Entre révolte urbaine (« Si seulement tu voveis/comme on s'ennuie et comme la via nous pisft (...)/Si on casse toute la ville/C'est que tout ce système nous rend débile »), argumants politiques (« Ca s'rait vraiment supar que tu pousses laurs secrétaires/A sortir les dossiers que tu ne vois pas») et respect filial (« Notra premièra dsme/Flembeau et fierté d'une multitude de femmes »). Destroy

familier du discours rap, avec un peu de metunté en prime.

Malgré son jeune âge, c'est un vététan de la acène rap patisienne. En 1987, il evait enregistré avec son complica Johnny Go Egoïste, premier 45-tours du genre sur une «major» française, Bientôt remercié par la malson de disques, il a connu depuia quelques mésaventures que l'on peut deviner à cause de son surnom et de la dédicace qui ome truction »). Rock'n'roll, le deuxiàme titre de la cassette, est d'eilleurs une évocation nostelgique et pédagogique de l'époque où les Black Panthers parisiena se battaient evec les rockers qui arboraient la drapeau sudiete autour du Golf Drouot. C'est là qu'est né la rap françaie Dastroy Men y était. Aujourd'hui, il vise les sommeta du

DANSE

En mauvaise condition

Quand un chorégraphe tombe dans le piège du poncif

LE PALAIS DES VENTS au Théâtre de la Ville

Une fois de plus, on se prend la tête à deux mains, on s'arrache les cheveux. N'y a-t-il dooe jemais personne, auprès des jeunes (ou moins jeuoes) chorégraphes, pour leur donner avec fermeté quelques conseils sur la construction générale d'un spectacle, qui est affaire d'expérience théstrale? Le Palais des vents, que Claude Brumachon vient de présenter à Paris, est un diptyque composé d'Eclats d'absinthe et de Fauves : ensemble ou séparément, ces pièces ont déjà été doocées doos diverses villes de France. Elles o'oot dooc pas pris par aurprise le direction du Théâtre de la Ville.

Corps plus ou moins ous affalés cootre des baignoires, baquets ou tubs de cuivre, immohilités hébétées coupées de subites agitations parkinsoniennes et eutres poneifs de la DCF (danse cootemporaine fraoçaise): Eclats d'Absinthe ne vaut pas tripette, il n'y a rico à saover. Oo n'en parlerait même pas si ces soixantes minutes, matraquant d'ecout le spectateur, oe le mettaient en mauvaise conditioo pour occueillir la suite, après un bref entracte. Fauves évoque,

sans trop de lourdeur illustrative, le monde du cirque, et dure également une heure. Chaque séquence ou presque contient une idée intéressante : dans la chorégraphie ou la mise en scène, le dessin d'un personoage ou les rapports entre individus. Meis voilà : cette idée s'étire, se ressasse interminablement (comme la musique répétitive de Christophe Zurfluh, qu'oo a eonnu mieux inspiré) et l'exaspératioo poiote. Passons sur des empruots un peu trop voyants à Karine Saporta, et sur certains passages relevant d'un exhibitionnisme d'uo goût douteux; il y a, en revanche, les helles lumières de Philippe Mombellet, un étrange climat de folie désespérée qui pourrait être attachant, et le formidable engagement des danseurs, de Benjamin Lamarche à Anne Mioetti. Bref, il y a dans Fauves de quoi faire une pièce très forte de vingt ou trente minutes. Qui en persuadera Claude Brumachon?

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Fauves est donné au Théâtre Jeen Vilar de Sureanes le 21 mers et à Nantes, du 6 eu 15 mai : le Paleis des vents, à Dieppe le 11 avril et à Rouen le

16 avril.

Incertitudes au Musée de l'Elysée

son musée, et c'est à Lausenne qu'il ast inetellé, dana une superbe damaure bourgeoise du dix-huitiàme siàcle eppertenant à l'Etat de Vaud, au-dessus du lac Léman. Ouvert en 1985 evec M. Charles-Henri Favrod à sa tête, le Musée de l'Élysée e'est imposé sur la scène photographique européenne, tent par la qualité de ses expositions que par la richesse de ees collections, estiméee à 40 millions de francs auisses.

Dane un articla intitulé «Qui veut le peau de Charles-Hanri Favrod?». l'Hebdo de Lausanne e lencé une petite hombe, le 20 février demier, en révélant que l'Etat de Veud pourrait ne pas prolonger dans aea fonctiona le directeur du musée, qui a atteint la limite d'âge - il aura soixantecinq ens en avril prochein. Bien que situé dena une ville peu médiatiaée, ce muaée a gegné une notoriété internationale avec des expositions touchant à toua les courants de la photographie, du reportage eux plasticiene, de Raymond Depardon à Pierre Keller en passent par Kertész, Atget, Lartigue, Frank, Men Ray, Bruce

Weher, Penn, Tehard, Friedlan-

.

L'Europe de la photographie e der, Callahan. Il e égelement fait découvrir de jeunes photographes comme Hughes de Wurstember-

Le bilan de M. Favrod, dont la

compétence est inconteatable, plaide pour eon prolongement à la tête d'une institution qui reste fragile. En effet, à le différence des autres musées de le ville, l'Elysée n'epparaît pas comme tel dans la loi locale, mais comme un musée de l'imege. Au canton de Vaud, on assure que « les choix fondamentaux du musée ne sont pas en cause», maie on rappelle que lae comptes font epparaître un déficit de 680 000 francs suisses (2,6 millions de francs). «Nous n'avons pas de «trou» dans nos comptes, répond M. Favrod, cette somme représente l'schat de plus de quatre mille photogra phias dont beaucoup ont été exposéas à l'occasion du 700- anniversaire de la Confédération, en juin demier. Ces images sont indispensables au patrimoine suisse et aux expositions que fait tournar le niusée dans le monde. » Le Conseil d'Etat vau-dois se prononcera le 13 mars

Images de l'enfer

Top 50.

Une journée du soldat Jost dans le ghetto de Varsovie

de Langelensheim, sert comme sol-dat dans l'armée allemande, au camp 31, prés de Varsovie. Au mois de septembre, pour son anniversaire, ses camarades lui offrent un appareil photographique. Il franchit clandestinement le mur du ghetto, qui va être hientôt liquidé, et prend pendant toute une journée des photos. Cent vingt-neuf photos terribles, si épouvantables à ses propres yeux qu'il ne les montrera à personne pendant quarante ans. Au début des années 80, il les confie à la revue Stern. Eo 1987, peu après sa mort, elles sont enfin transmises aux archives Yad Vashem de Jéru-

On connaît l'histoire du ghetto de Versovie par le récit de ses rares survivants, ou par les écrits de ses habitaots, eofouis dans le sol et Défense). Jusqu'su 29 mars.

En 1941. Heinz Jost, un hôtelier miraculeusment préservés. On ne possède aucune photo ni aucun film pris par la population même du ghetto. Les seuls documents connus sont de source allemende. Ils aveient été réalisés à des fins de propagaode, ce qui n'a d'eilleurs une iodieible horreur, et non le mépris qu'elles étaient censées inspirer. Les photographies du soldet Heinz Jost, sont, à l'opposé, les pre-miers témoignages simplement sincères qui nous soient parvenus. Ces témoignages humains sur l'inhuma-nité sont exposés à le Défense, à l'Arche de la Fraternité.

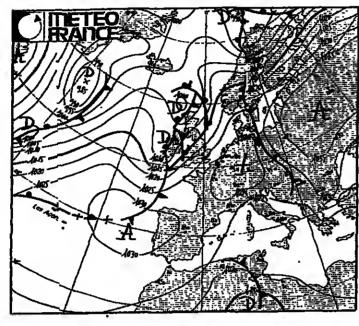
> ➤ Une journée en enfer, exposi-tion organisée par le B'nai B'rith de France, Arche de la fratemité (dens la toit de l'Ar

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE récompense chaque ennée l'auteur, de préférence encore inconnu. Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraira et bénéficient d'une véritable 11 Mars 1957 sur la propriété littéraira et bénéficie promotion auprès de tous les médias:

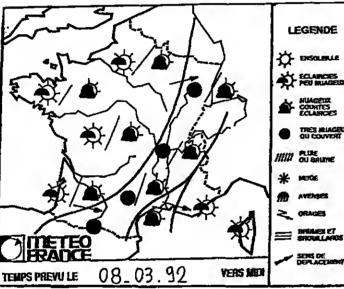
promotion auprès de tous les medies.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires Les manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél.: (1) 47 80 11 08

SITUATION LE 7 MARS 1992 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 MARS 1992

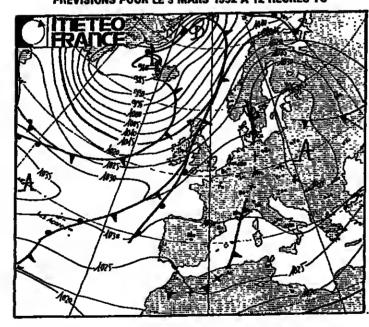


Dimanche : temps gris des Pyrénées au Nord-Est. - Le matin, les nuages seront très nombreux des Pyréaux Ardennes. Ils donneront quelques gouttes de pluie: En fin d'après-midi, lis Intéresseront la Lorraine, l'Alsace, la Bourgogne, Rhône-Alpes et les Pyrénées. A l'avant, sur les régions du Sud-Est, le ciel sera voilé. A l'arrière, les nuages, assez nombreux le matin, laisseront place au fil des heures à des éclaircles de plus en plus belles.

La tramontane se lèvera et soufflera modérément à 40 km/h. Les températures minimales seront de l'ordre de 4 à 3 degrée sur le Nord-Est et le Centre-Est, et de 8 à 9 degrés près de la Méditerranés.

L'après-midi les températures seront douces : 10 à 13 degrés sur le moitié nord, 12 à 15 degrés sur la moitié sud et 14 à 17 degrés près de la Méditerra-

PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS 1992 A 12 HEURES TU



| Yaleurs extrême | maxima - minima e es refevées entre et le 7-3-1992 à 6 heures TU | ie 7-3-92 |
|--|--|--|
| FRANCE AJACCIO 17 9 C BIARRITZ 15 4 D BORDEAUX 17 1 D: BOURGES 15 1 D: BREST 12 8 N CARN 15 4 N CHERBOURG 13 5 N CLEEMORT PER 12 - 2 D DUION 14 1 D CRENOBLR 13 7 D LILLE 12 3 D LYON 13 1 D MARSERILE 14 6 N NANCT 13 - 2 D NANTES 13 1 C NICE 15 8 D PARIS MONTS 14 5 D PARIS MONTS 14 5 D PREPHENAN 16 5 N RENNES 14 4 N ST-ETIENNE 11 - 1 8 STRASBOURG 16 - 1 D | TOULOUSE | LUXEMBOURG 12 2 D MADRID 19 - 2 D MADRID 19 - 2 D MARRAKECH 21 19 B MEXICO 1 - 3 C MOSCOU - 1 - 3 C MOSCOU - 1 - 3 C MARROBI 28 16 N NEW-TORK 8 5 C OSLO 4 2 8 PALMAJEMAJ 16 3 C PÉXIN 9 - 2 D MOSCOU 11 11 N SINGAPOUR 30 24 C STOCKHOLM 7 3 N STOCKHOLM 7 3 N TOKYO 12 5 C TUNE 19 11 N VARSOVIE 5 - 2 C VENISE 19 2 N VIENNE 13 7 P |
| A B C ciel couvert | D N Ciel orage | P T * neige |

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

زم

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-fundi. Signification des symboles : ➤ signalé dans « le Monde radio-télévi-sion » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■ Ne pas manquer ; ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 7 mars

TF 1 20.50 Variétés : Sébastien c'est fou i 22.35 Magazine : Ushuala.

23.40 Journal et Météo.

20.50 Magazine : La Nuit des héros. 22.40 Magazine : Double jeu. 23.56 Série : Euroffica. 0.50 Journal et Météo,

FR 3

--- De 20.00 à 1.00 La Sept ----**CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : Un mort bien vivant.

22.00 Les Nuis... l'émission. 22.50 Flash d'Informations. 22.55 Sport : Boxe. 0.00 Le Journal du hard.

0.06 Cinéma : L'Aliumeuse.

LA 5 20.45 Série : Kojak.

22.25 Sport : Patinage artistique. 23.40 Journal de la nuit. M 6

20.40 Téléfilm : Une fille dans l'équipe. 22.15 Téléfilm : Toi, mon fils. 23.50 Musique : Flashback. 0.20 Six minutes d'informa-tions.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : Monsieur Abel. 22.35 Le Courrier des téléspectateurs.

22.40 Solr 3. 22.55 Magazine : Cînema de poche. 0.00 Magazine : Mégamix.

Dimanche 8 mars

| | TF 1 | - In clair jusqu'à 20.3 |
|-------|--|--------------------------|
| 13.20 | Série : Hooker. | 19.25 Ca cartoon. |
| | Série : Rick Hunter | 20.20 Dis Jérôme? |
| | inspecteur choc. | 20.25 Magazine: |
| 15.15 | Série : Columbo. | L'Equipe du dima |
| 16.35 | Disney parade. | 20.30 Cinéma : |
| 18.05 | Magazine : Téléfoot. 18.55, Loto sportif, | Mr and Mrs Bridg |
| | 18.55, Loto sportif, | 22.30 Flash d'informatio |

19.05 Magazine: 7 sur 7.
Invité: Pierre Bérégovoy,
ministre de l'économie, des
finances et du budget.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert. 20.50 Cinéma :

Pair et impeir. 0 Magazina : Ciné dimenche. Cinéma :

Bacchuntes, G 0.35 Journal et Météo.

13.20 Dimanche Martin (et à 15.45). 14.50 Série : Mac Gyver. 17.25 Documentaire :

L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. 18.10 1.2.3. Theatre. 18.15 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 19.59 Journal, Journal

des courses et Météo. 20.50 Cinéma : Tueur d'élite. ■ 22.50 Magazine :
Bouillon de culture.
Invitéa : Annie Ernaux,
romancière.

0.10 Documentaire : Vietnam. la première guerra (1945-1954). 1.05 Journal et Météo.

FR 3

13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre. 3.50 Magazine : Faut pas rêver. 14.45 Magazine : Sports 3 dimenche.

17.15 Le Choix de Luio. 18.15 Magazine : A vos amours

19.00 Le 19-20 de l'informa-tion. De 18.12 à 19.35, le journel de le région. 20.05 Dessin animé : De nouveaux habits pour les contes défeits. 20.10 Série : Benny Hill.

20.45 Spectacle : Le Cirque du soiell. 22.05 Magazine : Le Divan. Invité : Jean-Merc Thibault. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Sport : Veile. 22.55 ▶ Cinéma :

Le Carrosse d'or. EES 0.30 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : La Guerre

des services secrets. 15.40 Magazine : 24 heures. 16.35 Dessin animé : Les Simpson. 17.00 Les Nuis... l'émission. 17.56 Le Journal du cinéma. 18.00 Cinéma : Charlie.

RANDONNEES

VOYAGES...

30 –

enche. 10. H

22.35 L'Equipe du dimanche. 0.35 Cinéma : Lisa, m 2.10 Documentaire : Expédition au mont Logan.

LA 5

13.20 Série : L'Homme de l'Atlantide. 14.10 Série : Simon et Simon. 15.00 Série : Soko, brigade des stups.

15.56 :Série : Lou Grant. 16.45 Feuilleton: Un Français libre. 18.15 Série : La loi est la loi.

19.05 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal et Météo. 20.50 Ciréma : Crimatown. = = 23.05 Magazine : Reporters.

0.00 Magazine: Top chrono. 0.50 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : L'incroyable Hulk. 14.45 Multitop. 16.15 Jeu : Hit hit hit hourra! 16.20 Série : Clair de lune. 17.15 Série : Le Saint.

18.05. Série : Tonnerre mécanique. 19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'Informations, Météo.
20.00 Série :
Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.40 Téléfilm :

Au nom de l'amour. 22.20 Magazine : Culture pub. 22.50 Cinéma : Le Manoir aux louves. 0.10 8ix minutes d'informetions.

LA SEPT

13.35 Documentaire : Cabra marcado para morrer. 15.25 Fissh d'informations (et à 18.25, 18.05, 18.55, 19.55). 15.30 Le Selon littéraire de

l'Europe, Dostolevski. 16.30 Téléfilm : L'Invité clandestin. 18.10 Documentaire : Lettre d'un temps de guerre. 19.00 Olivier Debré peint le rideau

de la Comédie-Française. 20.00 Magazine : Paris-Warszawa.

20.30 La Courrier des téléspec tateurs. 20.35 Cinéma : La Mort

d'un bureaucrate. 22.00 Le Dessous des cartes. 22.10 Cinéma : Boudu seuvé des seux, mm

23.30 Court métrage.

EXPÉDITIONS VERSES GRANDS ESPACES Doct grottife: SAHARA - AFRIQUE - MEDITERRANEE - YEMEN SIC.

CARNET DU Monde - Le docteur Paul Marchalot et Ma,

Décès

 M= Yvette Dalmasso,
 née Tisne-Taley, son épouse, Marie-Christine et Frédéric Dalmasso-Ranc, Catherine et François Dalmasso-

Stickel, . ses enfants, M= Jean Dalmasso, M. et M= Deleuse

et leur fille,
Mª Charlotte Gallo,
Tous ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de M. Etienne DALMASSO,

professeur titulaire à l'université Paris-VII, professeur

A l'Institut d'études politiques vice-président du comité exécutif de l'Union géographique internationale délégué général de la Cité internationale universitaire de Paris,

commandeur des Palmes académique officier Al Merito della Repubblica italiana,

survenu le 5 mars 1992. La levée du coros aura lieu le lundi 9 mars et un hommage lui sera rendo à la Maison internationale de la Cité

Conformément à la volonté du défunt, l'incinération aura lieu dans la plus stricte intimité.

Ni fleurs ni conronnes.

Les dans éventuels seront adressés à la famille, qui les remettra à des orga-nismes de recherche médicale.

Cet nvis tient lieu de faire-part.

Cité universitaire,

19, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

- M. Pierre Laurent, président du conseil d'administration de la Fondation nationale, Et les membres du conseil d'adminis tration de la Fondation nationale, Le secrétaire général de la Cité miversitaire, Les directeurs des maisons de la Cité

universitaire, Le personnel de la Cité universitaire, ont la douleur de faire part du décès de

M. Etiense DALMASSO, professeur à l'université Paris-VII, délégué général de la Cité internationale,

survenu le jeudi 5 mars 1992.

Un hommage lui sera rendu le lundi 9 mars, à 10 heures, à la Maison inter-nationale de la Cité universitaire.

Selon le vœu de la famille, ni fleurs

Les dons éventuels seront adressés à la familie, qui les remettra à des neganismes de recherche médicale.

Cité universitaire.

19, boulevard Jourdan, 75014 Paris.

Le président de l'université Paris-Le directeur de l'UFR de géographie, histoire, sciences de la société, Les enseignants de géographie, Et l'ensemble de la communauté uni-

unt la grande tristesse de faire part du décès, le 5 mars 1992, de leur collègue et ami

Etienne DALMASSO, professeur des universités,
président de la section de géographie
du Comité national des universités,
vice-président
de l'Union géographique internationale,
délégué général de la Cité internationale
universitaire de Paris.

Un hommage lui sera rendu lundi 9 mars 1992, à 10 heures, à la Cité universitaire internationale.

IDiffiqué général de la Cité internationale uni-versitaire de Paris depuis 1977, Etiseme Dal-messo était âgé de souvante aux. Agrégé de géo-graphile et decteur és lettres. Il sweit consenancé se carrière comme professeur de lycée à Paris puis à Raims, avent d'étre nommé asaistant, puis maître-aesistant à l'université d'Altr-en-Provence (1960) puis de Nice, ne ville d'origine. Maître de continances à l'université de Seudours (1967), il était professeur à l'université Paris-VII (Juseled depuis 1973 et à l'institut d'études politiques de Paris depuis 1980, il présideit depuis 1951 le Contité sational français de géographie et était vice-président, depuis 1988, de l'Union géogra-phique internationale.]

M. et Ma Michel Fort. M. et Ma Philippe, Isabelle, Marie-

- M= Marie-Thérèse Müller,

Noëlle Müller,
M. Jean-Christophe Fort,
ses petits-enfants,
foat part du décès de M. Joseph Barthelemy FORT,

docteur ès lettres, professeur honoraire à la Sorbonne, chevalier de la Légion d'honneur, survenn à Carpentras le 17 février 1992, dans sa quatre-vingt-scizième

M= Marie-Thérèse Müller, 164, boulevard A.-Naquet, 84200 Carpentras. M. et M= Fort, 92, svenue de Lattre-de-Tassigny, 06400 Cannes.

née Cécile Kerlan, M. et M= René Kerlan, beau-frère et belle-sœur,

M= Rose-Marie Pelmont,

qui l'a entouré de son affection et de ses soins attentifs durant de langues

Ses neveux et nièces, Et toute la famille, Les prêtres de la Mission de France, ont la douleur de faire part du décès dn

prêtre de la Mission de France et du diocèse d'Alger. Jobic s'est endarmi dans la paix du

Père Jobic KERLAN,

Seigneur, dans sa soixante-quatorzième année. Le service religieux sera célébré le lundi 9 mars 1992, à 16 heures, en l'église paroissiale de Névez (Finistère).

Ses nombreux amis sont invités à se rassembler pour la messe d'adieu qui sera célébrée le vendredi 20 mnrs, à 18 h 30, en l'église de Notre-Dame de la Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13-(métro Nationale).

6, clos de Verrières, 91370 Verrières le-Bu Mission de France, BP 18, 94121 Fontenay-sous-Bois.

 M≃ Louis Leygue, son épouse, Le docteur et Ma Jenn-Louis

Leygue, ses enfants, M. et M= Charles Eurieult-Leygue, Ludovie et Nathalie Leygue, Alexandre et Caroline Leygue, ses petits-enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de M. Louis LEYGUE, sculptear, membre de l'Institut,

survenu le 5 mars 1992, à l'âge de

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 9 mars, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Rottes, à Vendôme (Loir-et-Cher).

Les condoléances seront reçues sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes.

Des dons, même modestes, pour la

6, rue du Docteur-Blanche, 75016 Paris. Le Presbytère, rue des Venages, 41100 Naveil.

(Lire page 20.)

Alex, Wanda, Et leurs amis ont la douleur de faire part du décès, le 3 mars 1992, de

Pierre TRANOUEZ.

- M= Silber Wajnryb, Son épouse.

M. et M= Vanryb,
M. et M= Silber,
M. et M= Gasy,
Ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. WAJNRYB SYMCHA,

survenu le 6 mars 1992, dans sa

La famille se réunira le lundi 9 mars an eimetière de Bagneux, porte princi-pale, à 15 h 30. Cet avis tient lieu de faire-part.

<u>Anniversaires</u>

- Pour le premier anniversaire de sa Michel d'ORNANO.

Priez pour lui et puisez dans l'amitié qu'il vons n laissée le bonheur de votre

Une messe à sa mémoire sera dite en l'église Saint-Augustin de Deauville, le dimanche 8 mars 1992, à 11 h 30.

CARNET DU MONDE Reneeignements: 40-65-29-94 Tarif: la ligne H.T. Toutes rubriques 96 F Abounés et actionnaires .. 85 P

JOURNAL OFFICIEL

Communicat, diverses ..., 100 F

Sont publiés au Journal officiel da samedi 7 mars 1992 :

DES DÉCRETS - Nº 92-210 du 6 mars 1992 modifiant le décret nº 88-189 du 26 février 1988 modifié portant création d'un observatoire juridique des technologies de l'information:

- Du 4 mars 1992 portani nomination du Médiateur de la République.

BILLET

Contradictions américaines A CHECLES THE TH

COURSE THE STATE OF S POTENT -112.018 -0.1581 0005-1275-3 -- TOSGTE presidents in a cod of organization iproffes a suc des Eins L'es e propients Susma arrassinia ars derrières SETSTEETS TO AT LOS & CEMPOS. ಶ್ರವಾಧವಾದ ಕ್ಷಮ ಪ್ರಾಥಮಿಕ **ಪ್ರಕ್ರ** Americans in the tel authoris La Har te -- 1-2 pe à attent TO HE SE SECTION OF BOTHE

g 14. res 2. 1 . 2 . 7 . 4 14 HOSPIESANTANT AND SER DAME 1847 val. 202 is Linet 1985 Le decamement person in the TXI employe MARTER PROPERTY OF THE S CHANGE 2016 6 6617C-1 1211 337-4348. end 45 # 1 1 1 1 2 49 000 SEPHEN 11 1 1-1 15 Centernet year or True Signification THE REAL PROPERTY OF THE PROPERTY OF

BARRETETATION ANTONE QUE. English 200 SOC Andrews BURGER STATE AUXDOMES 42.130.9 · = 361 gamergane au lant tempres à Secretary to the Cere morning to 3 692 pour ere te fore to lace West

Sten er til til til malne, pour ettesme efter in bartadeuteit. Several spring to bub species 2.74 At 4 1 1 1 2.876 2 5 26 26 ave eserce and timede 野枝花 化计二十级 🌲 minoral in annonce, le lines outer comentation dis the second companies are the contract to METATION OF STATES 端は、4175年1 1**8章** 1177 Greek strukt tues sur ten :

THE PARTY OF PROPERTY. The province of area resided. BOR TIME STORES PROPERTY OF CONTRACTOR la mele in indmage ne -The best cause on dibut Seresto 25 TTLE S REFE AT WITH THE SECOND dente terms cas demens length to prands groupes del tames services qui lenge : 5.60ccupent est que attende d'un thus

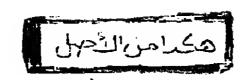
de cre ssante 14- eur à 2 % en 1992 et apprement supérieur lands to the same see entrette se se se se se cher de ROMES TO BE DECIMINED. Centest pg-1 125 permain que Page on a sme raceform es es ... 8 millions Sous & Tex ... 2 2 récommen. SERGE MARTE

terord salar ai dans les mi alemandes et syndical independent allemende on for the Shirts on a hande des Samuel Company of Stores Saoute and of 200 remains 15 per seguili-Street, and a line separate School of the Control

Manager (Callarge) of a boil tax . britannique rome. place has no consel impor been.

re lot temp romet impos Par un imper local voice en to combre 1921 per le Parlement purantique à vie righte par la the sended of mare Elle entrers Micellement on application as thut de l'ornee prochaine. La poll far some procrame, graph 10:00 avait bros oding miss. tellable resoite des Contribuables d alant etc l'une des causes de than de Mr. That ther. L. nouvel appl est calcule sur la valeur des gemeul? di je nompie Qocca-





DU Monde

permittee at a first to

M= R. A. State of the second of the sec

See America

To describe the second second

Selection of the select

Lit services and the services are services and the services and the services and the services are services and the services and the services are services and the services and the services are services are services and the services are services are services and the services are service

table at the same of the same

Ses contract

B. Find to Nov. 9177 A Service Missing of the Service 34121 France

- Mo Lag (2007)

Alexandra See periti-

Filliants and

s to

Ø.T- 1

Co duction ...

Mediani, Markey Company of the Compa

M. Louis i EYIJUE.

mental to

ont is do not a series in the

Statement of the second of

La serence e la companya de Survey Europe e la companya de Survey e

The second of the second

Car were burn in in his begin

ar water year

Pierre 18 (80) 97.

ME WALLASTS STREET

A de talle de transporter de la companya del companya de la companya de la companya del companya de la companya

- 81, 45 m m

Market a 1988 (80)

The second of the second

More Than I was a second of the second of th

CARNET DU MONDE

- AC-55-29-84

1200 3 30 8

Topics michigan

Abouton to the annual St.

Commence of the last

Three cress

JOURNAL OFFICIEL

क्षण १५२, हो । वर्षे वेद अस्तित्व

Mrs. Mr. St.

gur and the first term of the

Total Control Contro

Anniversalie

No Caratter Control

1201

Trians in the contract of the

April No. 19 No. 19

Co Isa .

からなりない。

A4 at 17

Service and the

ar 4 man 1 - 1 ...

Quality of the contract

Pere John KERLAN Figure 12 Annual Annual

nes Coole Korner M et Min Sonia

BILLET

Contradictions américaines

A quelques jours du «super-mardi » qui, la 10 mars prochain, marquera un test décisif dans la campagne présidentiella avec d'importentes commairee a dans le sud des Etata-Unia, le président Bush a dû faire la grimace an prenant connaissance des demièree statistiques relativas à l'emploi, la préoccupation mejaure des Américaine à l'heure actuelle. Le taux de chômage e atteint 7.3 % de la populetion activa en février au lieu de 7,1 % le mois précédent, aoit eon plus haut niveau depuia juillet 1985. Le département du commerce a précisé que 164 000 emplois avaient été créés le mois damiar dans la sectaur non agricole, laquel en avait perdu 149 000 en janvier demier. Si la chiffre des créations d'amplois de février est le plus élevé depuis mai 1990, l'opinion publique retiandre eurtout que, en un mois, 315 000 chômeurs de plus aont venus s'ajouter aux 9,24 millions qua compte officiellement le pays. Auxqueis il faut ajouter le million d'Américains qui ont renoncé è chercher un emploi, Cette information, qui a eu pour effet de faire baisser Wall Street, en fin de semeine, pour la troisième séance consécutive. intervient après le publication d'une série d'indicateurs ellent dans le sens d'une timide reprise de l'économie, A commencer par l'ennonce, le 3 mars, d'une augmentation de 0,9 % de l'Indice composite eméricain en janvier demier, la plus importante constatée depuis juillet 1991. Les demières statistiques sur les ventes de meisons d'habitation et sur le chiffre d'affaires réalisé dans les magasins traduiseient eussi une réelle emélioretion. Les chiffres du chômage na remettent pas an cause ce début de reprise. Ce sont les dizaines de milliers de suppressions d'emplois opérées ces damiers temps dans les grands groupes de l'industrie et des services qui viennent obscurcir le front de

Accord salarial dans les mines allemandes. - Patronat et syndicat de l'industrie minière allemaode ont conclu un accord, vendredi 6 mars, prévoyant une hausse des salaires de 4,7 % pour les douze mois allant de mars 1992 à mars 1993. A cette revalorisatioo s'ajoute uoe prime de 200 marks (680 frenca). L'aecord cooceroe 95 000 personoes. Il est peu significatif dans la mesure où l'industrie minière est déficitaire et largement subventionnée. Les demandes syndicales d'augmentations dans les autres secteurs (fonctioo publique, banques et surtout métallurgie) varient autour de 10 %. Des arrêts de trevail sont prévus la semaine prochaine dans la fonctioo publi-

que et dans les banques.

l'emploi. Le plus préoccupant

est que la perspective d'un taux

de croissance inférieur à 2 % en

1992, et légèrement supérieur

nouveaux gains de productivité.

Ce n'est donc pas demain qua

l'économie américaine recréere

les emplois perdue (1,B million)

depuis le début de le récession.

SERGE MARTI

l'ennée euivante, incitera les

entreprises à rechercher de

o La «poll tax» britannique remplacée par un nouvel impôt local. -La loi remplacant la « poll tax » par un impôt local votée eo novembre 1991 par le Parlement britaonique a été signée par la reine vendredi 6 mars. Elle entrera officiellement en application au début de l'année prochaine. La « poli tax », impôt par tête créé en avril 1990, avait provoqué une véritable révolte des cootribuables et avait été l'uoe des causes du départ de M= Thatcher. Le nouvel impôt est calculé sur la valeur des logements et le nombre d'occu-

Pour 5 milliards de francs

Le groupe britannique Thorn-EMI rachète la division musique de Virgin

Comme on s'y attendait (le Monde du 7 mars), c'eet le groupe britannique Thorn-EMI qui l'a emporté dans la compétition qui l'oppoeait aux Allamands de Bertelsmann-BMG pour le rachet de la division musiqua du groupe Virgin de M. Richard Brenson. Thorn-EMI a offert 516 millione da livres sterling (5 milliards de francs) auxquais il faut ajouter les 50 millions de livree de paseif de Virgin que Thorn-EMI reprend à son compte.

Cet accord cnnclu dans la nuil du 6 au 7 mars concerne les divisions disques et édition musicale de Virgin. Le groupe Virgin maintenu ressemble les activités de transport aérien, de software infinrmatique et de distribution (les Megastores). Il est prévu que cette cession afin de financer sa matique et de distribution (les

Richard Branson - qui était pro-priétaire de 75 % de la division musique de son groupe, le reste étant détenu par le groupe japonais Fujisankei Communications - res-tera président à vie de Virgin Music et que les actuels dirigeants du groupe, Simnn Draper et Ken Berry resteront en place.

L'acquisition, financée par une augmentation de capital de Thorn-EMI, donne 18 % du marché mondial (140 milliards de francs en 1990] à ce groupe, ce qui lui per-mei de snutenir la enmpétition avec les quatre autres majors : Polygrem, Warner Musie, Snny Musie, BMG et Thom-EMI détien-nent 90 % du marché mondial. Lors du demier exercie, Virgin Music avait réalisé un chiffre d'affaires de 330 millions de livres (3,2 milliards de francs), avec un bénéfice d'environ 21 millions (200 millinns de francs).

compagnie aérienne actuellement déficitaire. Ces derniers temps. Virgin avait procédé à une campagne de signatures de contrats Irès coûteuse, attirant successivement Janet Jackson et les Rolling Stones, afin d'augmenter la valeur de son parteseuille d'artistes. Virgin France devrait rester une filiale de Thom-EMI, l'articulation avec EMI France restant à déterminer.

La conclusinn de l'accord semble avoir été accueillie avec un certain anulagement chez Virgin France (celui-ci compte à son catalogue Renaud, Liane Foly, la Mano Negra...) qui craignail une association conflictuelle avec la très agressive filiale française de BMG (Patrick Bruel, Roch Voisine ...] alors que, pour l'instant, EMI France garde l'image d'une firme se reposant sur son fonds de catalogue, des Bearles à Tino Rossi.

THOMAS SOTINEL

En désaccord avec la CGT

Les dockers brestois créent leur propre entreprise

de notre correspondant

Les dockers de Brest se démar-Quent du mouvement suivi par leurs collègues des autres ports. Plutnt que de continuer à s'opposer à la réforme proposée par M. Jean-Yves Le Drian, secrétaire d'Etat à la mer, ils ont décidé de créer leur propre société afin de contnumer le projet de mensualisation.

Les dockers brestois sons en désaccurd depuis le début du conflit avec leur fédération nationale CGT, le mouvement de grève des jeudi 5 et vendredi 6 mars lancé dans les ports n'a d'ailleurs pas été observé à Brest. Mais ils n'en nni pas moins refusé les propositions de l'Association des employeurs de main-d'œuvre présentées en janvier dans le cadre du plan Le Drian. Celles-ci prévoyaient la mensualisa-tinn de 30 dockers permanents sur 80 et de maintenir leur rémunéra-tion mensuelle. Elles étaient

accompagnées d'un plan social portant notammeot sur la mise en place d'une cellule de reconversing et d'un système de préretraite.

Avec leur société appelée Atlan tie Docks Stevedoring, constituée sous la forme d'une coopérative nuvrière, au capital de 125 000 francs, les dockers esperent prendre en charge leur propre avenir. Cette société, dont le délégué CGT des dockers, M. Jean-Pierre Burel, qui juge «la grève inutile», a pris la direction, devrait employer 90 des t20 dockers permanents et occasionnels. Un projet similaire est eo gestation à Saint-Nazaire (le Monde du 15 février).

C'esi là une nnuveauté car les dockers concurrenceront les sociétés de manutention sur certains ces sociétés emploient des dockers mensualiaés lorsque le plan Le Drian sere entré en vigueur.

GABRIEL SIMON

La guerre des labels profite aux superstars

blabla à calla du cinéma : ce sas aix prochains disquea plus sont les catalogues qui comptent. Le label qui peut sligner le plua grand nombre da titres Thum-EMI en a BOO 000 dont Singing in Tha Rein at Happy Birthday to You - est sûr d'engranger las profita las plus importants. En revanche, alors que dans le cinéma la rotation du catalogue rapporte plus que les nouvellas productions, dans la show-buainaaa, c'eat le contraire. A un certain niveau da notoriété, las superstars du jour sont plus profitables que celles d'hiar. Les ertistes l'ont d'eillaurs très bien compris.

Produire, distribuer at promouvoir au plan mandial un artiste nécassite des sommes si Importantes qu'elles ne peuvent être mobilisées que sur un petit nombre de superstars. Lesquelles en profitant pour faire monter las prix, Michael Jackson a einei obtenu de Sony Music 18 milun pourcantage aur les ventes qui avoisinarait lea 15 %. Sa sœur Janat a récainment signé avec Virgin pour 30 millions de dollars, les groupes Aerosmith et Motlay Crue ont obtenu respectivement 35 at 25 millions da dol-

> Les Rolling Stones an catalogue

Madonna, qui ast éditéa chaz Sire, un label du groupa Tima-Warner, tenta actuellement d'obtenir les mêmes tarifs que ceux da Michael Jackson, malheureusement aa merge da négociation semble faible : Madonna ast prisonnière d'un contrat qui fixa déjà les prix pour ses trois pro-chains disques.

Toutafois, aucune maison da disques n'e intérêt à adopter une position trop intransigeante : una star mécontente peut toujours

drons par un concurrent. Thom-EMI n'aurait d'aillaurs pea payé le prix fort pour Virgin a'il n'avait pas été sûr da trouver les Rolling Sinnes au eatalogua, Thorn-EMI savait-il qua las Stonas étalant en position da ranégocier leure droits, si Virgin eveit été rechaté par l'allamand BMG-Bertalsmann ou par touta autra compagnie non britanniqua?

Catte politique da super-tarifs pour un patit nombre de stars mondieles du «shuw-biz» a cependant un inconvénient : ella réduit la part du budgat « recherche et développement ». Les malsons de disques n'ont pas taujaurs les mayens de rechercher, produire et soutenir à long terme les artistea qui deviandront les superstars de demain. Comme dans le cinéma, le décalage entre les superproductions et les autras films va

YVES MAMOU

Alors qu'un nouveau PDG vient d'être nommé

L'imprimerie Cino Del Duca cherche un repreneur

Robert Maxwell a laissé à annuncé pour deux cents d'entre Blois une imprimerie ultra-moderne mais endettée, avec une charge de travail irrégulière. Un nouveeu PDG a été nommé mais la perspective d'un dépôt de bilan n'est pas écartée.

BLOIS

de notre correspondant

Une étrange situation a pris fin mercredi 4 mars à Blois. L'imprimerie Cino Del Duca et ses quelque cinq cents salariés unt un président-directeur général, M. Dieudonné Duriez-Costes, quarante-neuf ans, directeur depuis 1989. Une partie des ouvriers du Livre de Del Duca ont «fêté» l'événement en manifestant, banderoles à l'appui, contre le plan de chómage partiel récemment

l'impôt sur le revenu (jusqu'à

50 %) et de supprimer le plafond

de la contribution nationale d'assu-

rance, sans compter le recours à

de détails avant le 17 mars, notam-

ment s'agissant du seuil de revenus

à partir duquel jouerait le taux d'impnsitinn de 50 %. Il faudra

done attendre une semaine après

l'annance du budget. Mais une

ehose est acquise : un gouverne-ment travailliste ne remettrait pas

en cause le montant des emprunts contractés par son prédécesseur.

D'abord parce que cet héritage lui permettreit de limiter ses propres

besoins d'endettement. Eosuite

parce que si la City et les milieux

économiques estiment que les pro-

positions du gouvernement conser-

vateur sont raisnnnables, un tel

brevet de bonne conduite vaudrait

de focto pour les successeurs. Une

aubaine pour le parti dont la tradi-tionnelle mauvaise réputation dans

ce domaine constitue le principal

Les Libéraux démocrates ayant,

eux aussi, annoncé un recours à

l'emprunt (environ 12 milliards de

livres sur deux ans) pour financer

leur programme, une sorte de

conseosus se manifeste dans la elasse politique britannique pour

ne plus faire de « complexe de l'en-dettement ». Pour les conservateurs

il s'agit d'une sérieuse évolution

par rapport à la doctrine stricte-ment libérale et monétariste qui

svait cours depuis une déceooie.

Les travaillistes semblent tout aussi convaincus de la nécessité d'un

accroissement du défieit budgé-

taire. Comme si les économistes

des priocipaux partis retrouvaient

très efficaces du keynésianisme des

s vertus surannées et pas toujours

M. Smith se refuse à donner plus

l'emprunt.

point faible.

eux pour mars et avril.

Si la nomioation d'un PDG revêt, dans le cas de l'imprimerie Cino Del Duca (ICDD), un caractère «romanesque», c'est que cette société n'avait d'autre responsable que soo directeur depuis de nombreux mois. Filiale à 100 % du groupe Maxwell qui l'avait acbetée début 1989 aux Editinns mondiales, ICDD naviguait sans commandant en titre depuis la mort du magnat de la presse britannique, le 5 septembre 1991, MCC (Maxwell communication corporation], la maison mère, n'a été placée à Londres sous administration judiciaire que le 20 décembre 1991.

Dans un communiqué publié le mars, M. Dieudonné Duriez-Costes, le nouveau PDG, s'est fëlicité de ce qu'ICDD ait « su demeurer éloignée des turbulences qui ont ffecté sa maison mère » après le décés de Robert Maxwell. Un Robert Maxwell si passionné par son imprimerie blésoise que, lorsqu'il vint participer, en octobre 1989, aux « états généraux de la culture européenne » à l'invitation de M. Jack Lang et en présence de Me Danielle Mitterrand, il n'avait pas pris le temps de prévenir son directeur à Blois et ne trouva pas celui de visiter soo imprimerie...

Il est vrai que ce «beau jouet» et sa oouvelle rotative Cerutti. capable de sortir 110 000 Télé-Poche à l'beure, ne l'intéressait déjà plus. Malgré 300 millions de francs investis dans ce nouvel équipement, «Cap'tain Bob» avait déjà changé de cap : il n'apportereit pas 000 plus la moindre charge de travail.

Une dette en héritage

En fait, Rnbert Maxwell n'a laissé en héritage qu'une dette. L'achat de la rotative nouvelle génératinn et son installatinn unt été eo partie financés par un prêt de 160 millions de francs consenti par un pool bancaire emmené par la Banque réginnale de l'Ouest (siège social à Blois). Ce pret arrive à échéance le 28 mars. Or l'entreprise, qui a réalisé 450 millioos de francs de chiffre d'affaires en 1991, ne disposerait que d'une réserve de 20 millions de francs pour 30 millinns de francs de perte globale.

La perspective d'un dépôt de bilan o'est done pas iovraisemblable. Selon le nouvesu PDG, s'exprimaot avaot sa nomioation le 28 février, au lendemain d'un comité interministériel de redéplniement industriel à Paris où fut évoqué le dossier, ce rembourse-ment a été « dissèré le remps de mettre en œuvre une formule de reprise par le nouveau propriéroire». Faisait-il alors référeoce à Haebette, à un groupe allemand ou au numéro uo mondial de l'imprimerie, l'américain Dooneley, avec lesquels des oégociations étaient, semble-t-il, amorcées? Le 4 mars, il se boroait à annoncer sa propre numination * en accord avec l'ad ministrateur britannique», le cabinet Price-Waterhouse.

JACQUES BUGIER

Avant les élections générales

Consensus politique pour accroître le déficit budgétaire en Grande-Bretagne

Pour l'emporter aux álections législatives qui devraient se tenír le 9 avril, le Parti conservateur envisage de relancer la consommetion en allégeent les impôts et en creusant le déficit budgétaire. Le Parti travailliste n'est pas hostile au principe d'un eccroissement de l'andettement public mais veut relancer en priorité l'investissement.

LONDRES

de notre correspondant

Faut-il réduire les impôts au ris-que de creuser le déficit budgétaire? La question semble déjà dépassée, au grand dam des gar-diens de l'orthodoxie budgétaire que sont Mª Thatcher et ses parti-sans. Le gouvernement de M. Joho Major, confronté à une soccession d'iodices économiques défavorebles, o'a pas vraiment d'autre eboix. Si les élections législatives ont bien lieu le 9 avril – le premier ministre doit le confirmer peu de temps après l'anoonce du budget, le 10 msrs - le doute n'est plus permis : la reprise économique ne se manifesiera pas à temps pour apporter l'élen politique dont les conservateurs not besoin pour l'emporter. Les sondages renvoient dos à dos le Parti trevailliste et le Parti conservateur, ou donnent au premier un evantage sur le second.

Le gouveroement fait régulièrement appel à des instituts de prévision et aux experts de la City dont les conclusions vont dans le même sens : avec le Labour, la situation économique du pays aurait plutôt tendance à s'aggraver. Mais l'affir-matinn répétée de ce coostat ne profitant pas au parti de M. Major, les conservateurs espèreot faire basculer l'opininn en leur feveur par une relance de la cunsomma-tion. Le budget que le Chancelier de l'échiquier, M. Normao Lamont, va présenter sera donc très influencé par les élections, et de ses principaux lieutenants ont comportera notamment un allège-ment substantiel de l'impôt sur le revenu. Cette mesure va accroître le déficit budgétaire, lequel scra floancé par une augmentation de l'emprunt public.

Le сатр des mauvais élèves

Les estimations sont variables, mais il est probable que dans le procbain exercice budgétaire le montant de celui-ci se situera entre 22 et 30 milliards de livres (1). Un tel niveau représenterait entre 4 % et 5 % du PNB, soit moins qu'en Allemagne et aux Etats-Unis. Outre que la Grande-Bretagne passerait eiosi dans le camp des mauvais élèves de la CEE (s'agissant des « critères de performonce » arrêtés pour rejoindre l'Uoion économique et monétaire), elle tournerait le dos à l'ortbodoxie budgétaire qui constituait le dogme des «années Thatcher». On dit l'ancieo premier ministre horrifiée à l'idée d'un tel «laxisme» et, coup sur coup, deux de relever la tranche supérieure de

manifesté leur hostilité à l'égard des projets prétés au gouvernement, parlant, comme le Parti travailliste, de « pots-de-vin » électo-raux et d'un budget de « fraude ». Ces critiques trouvent un certain

écbo au gouvernement. Plusieurs ministres ont manifesté leur inquiétude de voir la réputation de compétence écocomique des eonservateurs mise en péril. Celle-ci, estiment-ils, a beaucoup plus de pn'x sur le plao électoral qu'un allégement des impôts. Hos-tile à une relance par la consommation, le Labour privilégie de son eôté une actinn par l'investissement qui seule, selon M. John Smith, le Chancelier de l'échiquier du «cabinet fantome», est de nature à relancer la production et done à cotraîner une reprise durable de la croissance. Pour financer des dépenses oouvelles - notamment une augmentation des retreites et des allocations parentales, - les trevaillistes prévnient

INDICATEURS

GRANDE-BRETAGNE

• Paiements extérieurs : déficit de 43 milliards de francs. - La balance des paiements courents de la Grande-Bretagne a été déficitaire de 4,4 millierds de livres (43 milliards de francs) an 1991. Ce déficit est le plus feible enregistré depuis 1987. En 1990, il aveit atteint 15,4 milliards de livrea (150 milliards de

CANADA

• Chômage: 10,B % de la population active. - Le taux de chôrnage eu Canada s'est établi en février à 10,B % de la population active, soit le plus haut niveau depuis avril 1985. En janvier le taux de chômaga était de 10,4 % et de 10,3 % en moyenne sur l'ensemble de l'ennée 1991 (B,1 % en 1990, 7,5 % an 1989). Selon l'Office des statistiques du Canada, 1,4 million de personnes étaient au chômaga fin février.

francs) et 20,4 milliarda en 1989 (199 milliards de francs).

années 60 et 70. LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 10 francs.

Apràs avoir INDICE CAC 40 retrouvé guinze joura de suite une viguaur at un entrain dignes de aes plus beeux jours, la Bourse de

besoin de aouffier. Troia eemaines consécutives conclues sur une hausse et un gain total de l'ordre de 6,5 % ont épuisé les réaerves d'optimisme et d'anthousiasma. L'haura est à nouveau aux prises de bénéfice et plus ancore à l'attentisme. Lea investisseurs font una pause et cherchent un signal pour s'orienter dans un sens ou dans l'autre.

En tout cas, le marché n'a pas la force suffisante pour franchir la seuil fetidique das 2 000 points de l'indice CAC 40 au pied duquet il est à nouveeu venu mourir. L'heure n'est plus à l'optimisme à tout crin, at la courant d'achat epporté par lae investiseeurs étrangera s'est ten. L'aspoir un peu fou d'une beisse des teux s'ast prograssivament anvolé devant lea craintes inflationnistes an Allemegne. Dens le mêma temps, les taux à court terme se sont tendus pour repasser le barre dee 10 %. Peradoxalament, le multitude de bonnes nouvelles annonciatricas de la reprise économique aux Etats-Unia a aussi affecté les marchés de taux. Si la croissance repart outre-Atlantique, lea anticipations d'un nouvaau racul du lover da l'ergent aux Etats-Unis n'ont plus de teleon

En France, la situation est moins claire. A force de guetter la reprise demain - Il faudra sana doute patienter un peu plua longtemps.

Selon les prévisions de l'INSEE, rendues publiques le 5 mere, le France ne devreit pas conneître de réalle reprise avent le second semestre da l'ennéa. La croissance devrait atteindre 2 % en 1992, mais restere relativement molle lors des six premiere mois. En fait, l'économie frençaise attend toujours le coup de pouce d'un redémarrage de la demande étrengère pour se réveiller, et la Bourse aussi.

> Elf-Aquitaine à la baisse

Ou coup, le samaine a commencé dans l'apathia. Lundi, la CAC 40, an repli de 0,43 % à l'ouverture, limitait ses pertes en clôtura à 0,15 % dans des volumes de transactions atteignant péniblement las 2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel. Lors dee deux séances suivantes, des hausses de 0,21 % mardi et 0,22 % mercredi ne pouvaient dissimuler l'ettentisma das investisseurs. Une inertie d'autant plus flegrente que le nouveau record hietorique battu par Well Street mardi soir ne faisait pas sortir ceux-ci de leur torpeur. Les velléités de reprise étaient rapidement coiffées par des prises de bénéfice. Même l'annonca mardi soir da la reprise da la privatisation partielle da 2,3 % du capital d'Elf-Aquitaine le 13 mars ne suscitalt pas l'enthousiesme. C'était pourtant un signa indéniable de retout à la confianca. Mals lee titras da la compagnia pétrolière étaient en baisse mercredi de près

Conséquence logiqua da cette attentisme at an l'absance cette fois da nouvallas favorables, las

aéances de jeudi et vendredi se tradulseient par des baissea de 0,76 % et 0,31 %. Elles reme-neient l'indice CAC 40 à 1 966,91 points. Les reolis traduissient aussi cette foia lea accàs de faiblesse

Permī lea velsura les plua scti-

vernent traitées cette semaine se

détachait bien évidamment Elf-Aquitaine, qui n'e cessé de bais-ser à partir de l'annonce de la mise sur le marché de 2,3 % de son capital. Le vent da privatisation a profité en revenche au certificat d'investissement BNP. Euro-Disney, à l'approchs de l'ouverture du pare d'attraction au mois d'avril, et la Compagnie perisienne de résecompte (CPR), qui a ennoncé das résultats en forte hausse, se sont eussi mie en vedette. Meis la reprise des cotations la 4 mars da Perrier et d'Exor n'e pas entraîné la flambée escomptés. Au contraire, les cours éteient plutôt orientés à la baisse. Le feuilleton des OPA à répétition sur Exor et Perrier n'en a pas moins réservé encore quelques surprises, à commencer par le jugement vendredi 6 mers du tribunal de Nimes gelant pour deux ens le tiers des droits de vote des ections Perrier (35,5 % du capital) détenues per Exor et ses elliés, De quoi relancer les spéculations sur une offre plus élevés de Nestlé et Indosuez sur Perrier.

Les affrontements obscure à coup de procédures judiciaires fors de cette bataille boursière ont mis une nouvelle fois an lumière las défauts da la réglementation des OPA (offres publiques d'achet). Les eutorités boursières at les pouvoirs publics en sont coneclants. Une solution pour le modification des règlements pour-

6-3-92

673

323 92 168

6-3-92

962 -145 + 503 + 806 + 196,40 -

510

52,10 -1,92 +

Diff.

17

Diff.

26

2.20

4,90

35

IJ

Mines, caoutchouc

Banques, assurances,

AXA (ex-Cie Midi).

C. Local de France.

Société générale...

Eucofcone

Bancaire (C').....

sociétés d'investissement

rait être trouvée à la fin du mois de mers. Selon Reuter, les différents groupes de travail qui réfléchissent sur le sujet devraient apporter leurs conclusions au ministère des finencea vers le milieu du moie de mere. Cas groupes de travail sont constitués par le Conseil des Boursas de valeurs (CBV), le Conseil national du patronat françeis (CNPF) et l'Association française des entre-prises privées (AFEP).

Pour le président de l'un de ces groupes, il n'y aura pas trois pro-jeta, mais un seul commun. Les réflaxiona en cours pourreiant seuil des 66 %, la révision du seuil de déclenchement de l'OPA et la possibilité pour la eociété opéable de continuer à être cotée, Dans son discours de clôture des premiers entrations de la Commission des opéretions da Bourse, le 28 novembra, M. Pierre Bérégovoy, miniatre des finances, avait déjà évoqué catte éventuelité : «S'il faut changer le règlement, nous le changerons, mais evant tout if faut un consensus entre les sociétés cotées et le Conseil des Bourses de velaurs (CBV). Tant que l'unanimité sur l'obligation de lancer une OPA sur les 100 % du capital n'est pas établie, nous ne modifierons pas le règlement. » Le 20 février, le ministre des finances s'était à nouveau axonimé aur la nécessité de revoir la ràgla dee deux tiers. La réglamentation actuelle oblige, sauf dérogetion des autorités boursières, à lancer une offra publique d'achat das qu'une entreprise franchit le sauil des 33,33 % dans le cepital d'une autre société.

ÉRIC LESER

Alimentation Filatures, textiles

| | 0-3-92 | 1_ | Dut. |
|-------------------|--------|------------|-------|
| Beghin-Say | 628 | + | 4 - |
| Bongrain | 2890 | 1 | 42 |
| BSN | 1119 | 4 | 19 |
| Carrefour | 2 592 | 4 | 27 |
| Casino, G., Pcr., | 166,70 | _ | 3 |
| Guyenne-Gase | 1 645 | l+ | 75 |
| LVMH | 4707 | + | 122 |
| Olipar | 168 | l- | 15.90 |
| Permod-Ricard | 1 532 | - | 9 |
| Promodes | 3 385 | ۱_ | 185 |
| Saint-Louis | 1 389 | ' + | 6 |
| Source Perrier | 1 547 | | inch. |
| Nestlė | | - | 330 |
| | | | |

Bâtiment, travaux publics

| | 6-3-92 | Diff. |
|------------------|---------|--------|
| Awil d'entr | 1 005 | + 1 |
| Bouygues | 602 | inch. |
| Ciments français | 323 | + 8.10 |
| GTM | 394.10 | + 2.50 |
| Immob. Phénix | 1.48.20 | + 2 |
| J. Lefebyre | 936 | - 5 |
| Lafarge-Coppée | 353,30 | - 3.50 |
| Polict | 533 | + 23 |
| SGE-SB | 245 | + 1,49 |

Matériel électrique

| | 6-3-92 | Diff. |
|-------------------|--------|---------|
| Alcatel-Alsthom | 614 | + 5 |
| CSEE | | + 10 |
| Générale des caux | | + 42 |
| Intertechnique | | + 27 |
| Labinat | 749 | - 16 |
| Legrand | | + 26 |
| Lyon, des caux | 513 | - 3 |
| Matra | | |
| Mertin-Gerin | | + 6 |
| Moulinex | | + 13 |
| Radiotechnique | | + 2 |
| SEB | 2 005 | + 30 |
| SextAvionique | 241 | + 10.50 |
| Thomson-CSF | | - 5.50 |
| I8M | | + 1.80 |
| TT | | + 15,10 |
| Schlumberger | 342 | + 6.90 |

Métallurgie, construction mécanique

2 340 + 4

| | 6-3-92 | Diff. |
|-------------------------|---------------|----------------|
| Alspi Dessault Aviation | 321,70 345 | - 1,40 |
| De Dietrich | 1 465 | - 23 |
| Fives-Litte | 360,10 723 | + 8,30 - 21 |
| SAGEMStrafor, Facom | 1770 783 | + 30 |
| Valco | 717 | + 13 |
| Vallourec | 275 | - 8 |

Mines d'or, diamants

| | 6-3-92 | Diff. |
|---|---|--|
| Anglo-American Amgold Buf, Gold M. De Beers Drief, Cons. Gencor | 183 335 41,50 133 60,50 17 | + 0,80 - 5 - 1,20 - 0,10 - 1 - 0,50 |
| Harmony | 31,60 25,65 36,35 | - 0,70 + 0,85 - 0,05 |

| | 6-3-92 | Diff. |
|----------------|--------|--------|
| Agache (Fin.) | 950 | - 21 |
| eHV | 729 | - 30 |
| Demart | 2 612 | - 39 |
| DMC | 320 | + 21 |
| Gal. Lafayette | 1 485 | - 25 |
| Nouv. Galerics | 530 | + 45 |
| Printemps | 88Z | + 39 |
| La Rodoute | 5 500 | - 30 |
| SCOA | 19,95 | - 0.35 |

Valeurs diverses

| | 6-3-92 | Diff. |
|-------------------|--------|--------|
| Accor | 783 | tach. |
| Air liquide | 756 | + 4 |
| Bic | 700 | + 25 |
| Bis | 325 | + 4,50 |
| CGtP | l 234 | + 64 |
| Club Méd. | 540 | + 9 |
| Elf Sanoti | 1 219 | + 34 |
| Essilor | 389.90 | - 1.10 |
| Euro Disney | 159.70 | + 6,60 |
| Europe I | 940 | + 19 |
| Eurotunnel | 44.65 | - 1.25 |
| Groupe Cité | 525 | - 5 |
| Hachette | 185,80 | + 6.30 |
| Havas | 499.80 | - 0.20 |
| Marine Wendel | 342 | + 2 |
| Navigation mixte | 1 t40 | - 22 |
| | 118 | + 7.40 |
| Nord-Est | | |
| L'Oréal | 778 | + 1 |
| Szint-Gobain | 533 | - 2 |
| Saulnes Chitillon | 240 | + 8,50 |
| Skis Rossignol | 810 | - 30 |

| zint-Gobain zulnes Chitilion kis Rossignol | 533 - 240 + 810 - 3 | 2 Sovac 8,50 Suez (C | (in.) | 810 - 41 337,90 - 0,10 560 - 11 | |
|--|---------------------------|-------------------------------------|-------------|---------------------------------------|--|
| Notionnal 10 Nombre de co | | MATIF on en pource 9 environ. | entage du 6 | mars 1992 | |
| COURS | ÉCHÉANCES | | | | |
| COURS | MARS 92 | JUIN 92 | SEPT. 92 | DÉC. 92 | |
| remier | 107,48 | 108,88 | 109,06 | - | |
| haut | 107,58 | 108,96 | 109,06 | - | |
| - bas | 107,22 | 108,52 | 108,80 | - | |
| Deraier | 107,32 | 108,66 | 108,80 | | |
| ompensation, | 107,32 | 108,66 | 108,82 | 108,82 | |

| | 28-2-92 | 2-3-92 | 3-3-92 | 4-3-92 | 5-3-92 |
|-----------------------------------|----------------------|---------------------|---------------------|----------------------|----------------------|
| RM | 2 565 429 | 2 180 782 | 2 602 352 | 2 951 962 | 2 873 966 |
| Comptant R. et obl. Actions | 4 469 971 134 817 | 5 086 237 83 066 | 3 868 398 97 532 | 6 336 379 173 603 | 5 403 406 139 115 |
| Total | 7 170 217 | 7 350 085 | 6 568 282 | 9 461 944 | 8 416 487 |

| Total , | 7 170 217 | 7 350 085 | 6 568 282 | 9 461 944 | 8 416 487 | |
|--|-----------|-----------|--------------|-------------|-----------|--|
| INDICES | QUOTID | IENS (IN | SEE base 10 | 0, 31 décem | bre 1991) | |
| Françaises . 113,1 112,8 113 113,6 11 Etrangères . 104,9 104,8 105,5 104,9 10 | | | | | | |
| | INDICE | S CAC (d | u lundi au v | endredi) | | |
| | 2-3-92 | 3-3-92 | 4-3-92 | 5-3-92 | 6-3-92 | |
| Indice gén. | 526,9 | 527,6 | 530,5 | 529,1 | 527,2 | |
| | | | décembre 1 | | | |
| Indice CAC 40 _ | 1 979,67 | 1 983,77 | 1 988,09 | 1 973,04 | 1 966,90 | |

Pétroles

| | 6-3-92 | _ | Diff. |
|--------------------|--------|-----|-------|
| ap-France | 120.10 | _ | 1.60 |
| ELF-Aquitaine | 367 | ļ_ | 22,50 |
| Esso | 665 | - | 26 |
| Primagae | 736 | I – | 4 |
| Sogersp | 399 | + | 19 |
| Total (div. per 4) | 241,30 | _ | 2.90 |
| Etzon | 317 | - | 7,20 |
| Petrofina | 1 763 | + | 26 |
| Royal Dutch | 428.50 | - | 2.80 |

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RIM)

| Valens | Hausse % | Valeurs | Baisse % | |
|------------|-------------|--------------|-------------|--|
| Maralope | | Мата | - 9 | |
| CPR | + 14.1 | UFB Lucab | - 6 | |
| Suicibo | + 10,5 | Oliper | - 7,6 | |
| Nost. Gal | | ELF Aqui | - 6,1 | |
| Sympropert | | SOVEC | - 5.7 | |
| BNPCT | + 6,9 | Credit Nat | - 5,1 | |
| CISEE | + 6.4 | Gaz et Esta | - 4,8 | |
| Кјерите | + 6.2 | Pechincy CTP | - 4.7 | |
| Свесовле | | (362) + | - 4.6 | |
| DMC | + 5.8 | EZSO | - 45 | |
| Modina | + 57 | AGF | - 43 | |
| CTCA | + 5.0 | Aux, Enc | - 43 | |
| CasturDub | + 5.6 | BHY | - 4.1 | |
| Clares | | Chargeus | - 41 | |

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

| Niham da Val | | | | | | | |
|-----------------|--------------|--------------|--|--|--|--|--|
| | Nore de | Val. en | | | | | |
| | utres | сар. (F) | | | | | |
| AlcAisthom | 1 379 703 | 853 003 36 | | | | | |
| Elf-Aquitaine | 1 486705 | 560 111 38 | | | | | |
| Peugeot SA | 521704 | 457 100 08 | | | | | |
| Rhône-Poulenc | 678082 | 412 124 98 | | | | | |
| Gle des Eaux | 18t 241 | 411 890 86 | | | | | |
| BSN | 369 320 | 409 250 39 | | | | | |
| Сапебонг | 147092 | 38081727 | | | | | |
| EuroDistr. SCA. | 2422574 | 376 619 06 | | | | | |
| LYMH | 78 425 | 363 941 47 | | | | | |
| Total cat. B | 1 305 283 | 321 195 39 | | | | | |
| Saint-Gobain | 479 042 | 305 161 39 | | | | | |
| Suez-Comp | 806 108 | 275 180 11 | | | | | |
| UAPA | 500 276 | 270 501 62 | | | | | |
| | | | | | | | |
| Canal + | 230 664 | 261 870 99 | | | | | |
| (') Do yendred | i 28 février | 1992 an lend | | | | | |

MARCHE LIBRE DE L'OR

| | | Cours 28-2-92 | Cours 2-3-92 |
|-----|-------------------------------|------------------|-----------------|
| ł | Or for folio on herrol | £3 400 | 63 950 |
| Į | - Jose en linget) | 53 400 | 53 950 |
| ı | Price française (20 fr.) | 358 | 363 |
| ı | · Place française [10 fr.] _ | 450 | 435 |
| ł | Price strings (20 fr.) | 358 | 367 |
| Į | Pièce latine (20 lt.) | 356 | 367 |
| | · Pièce turisierne (20 fr.) . | 355 | 360 |
| ĺ | Sources | 458 | 465 |
| ı | · Souvereix Elisabeth if | 489 | 483 |
| • | Demi-sourersin | 355 | 230 |
| ľ | Pláce de 20 dollers | 2 085 | 2 080.50 |
| 1 | - 10 dollars | 1 102,50 | 1 102.50 |
| | e - Edules | 890 | 887.25 |
| l l | - 50 peecs | 2310 | 2 390 |
| [| e - 20 ms/ks | 438 | 436 |
| ı | - 10 forine | 381 | 378 |
| i | e - 5 roubles | 245 | 246 |

NEW-YORK

Sous la pression des taux

Affaiblie par dea transferts de capi-INDICE DOW JONES taux vers le marché obligataire, la Bourse de New-Bourse de New-York a enregistré à

nouveau une baisse cette semaine. Ce empêché mardi de battre un oouveau record alors que les signes de reprise de l'écocomie américaine se multipliaient. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé vendredi 6 mars à 3 221,60, en baisse de 46,07 points (-1,41%) par rap-

port à la semaioe passée. Il a cul-miné mardi à 3 290,25.

Les signes d'un début de reprise de l'économie américaine ravivent paradoxalement les craintes de relacce de l'inflation et ont entrainé en fio de semaine une remontée des taux d'intérêt à long terme. Elle a pesé sur la tendance. Ee outre, Wall Street se trouve maintenant à des niveaux très élevés et les risques d'une importante correction à la baisse existent. Ils ont iocité les opérateurs à se teoir sur la réserve. Le marché a progressé trop vite et trop haut, soulignent de nombreux experts.

Mais la reprise semble cette fois à portée de la main. Le gouvernement a fait état, pour janvier, d'une hausse des ventes de logements neufs, des commandes passées aux industries et de l'iedice

| composite des principaux iodica |
|---------------------------------------|
| teurs économiques censés préfigu- |
| rer l'évolution de l'économie. Les |
| investisseurs, qui ont attendu toute |
| la semaine la publication des chif- |
| fres du chômage américaio, con |
| réagi plutôt oégativement à l'an- |
| nooce d'uo bond du taux de |
| chômage (7,3%) eo février, à son |
| |
| oiveau le plus élevé depuis plus de |
| six ans. Cette hausse a toutefois été |
| compensée en partie par un nom- |
| bre élevé de créations d'emplois |
| (164 000). |
| Indice Dow Jones du 6 mars: |

MARCHE INTERN

Cinq réus

7 02 1750

12.

 $A_{ij}(t) = A_{ij}(t)$

200 miles (1900) 1 miles (1900) 1 miles (1900)

TOTAL

1.00%

1374

77.727

- s.-4. ÷

i de legende

411 54.000,5

ar e profitatifs

The Americans

1721 124 7772.073 3

- c- an

75 27

or Martigati

- 14 pas

The second

er a marken.

医阴道点 糠醛

73 ಕನ್ನಡ. ។ ភពពា និងភេទទំន

in The de

200

25

i-ma mem-

The one de

Territoria

F FALT

16 a 77 m 22 a

---- 2:

Tomanus

PARTY SEE

Contact tax

13 18 22 2 mm

----- - 31 mg Section. 7.

4 : 4:7 The American

200 100

42 42 24

23/11/0

TOTA-

to Turbinale de Text for the 25 review

a dinamble

MATIÈRES PREMIÈRI

.

-2 (- -

Maria Projecti

State you have

...

1200 7.5

1. 24-

- (= _

125 to \$15 to

F . . . Recognition of 10 Table

##*** ****** *****

25.4-

.

4.5

900

7 2 × 7

| 3 221,60 (c. 3 20 | 67,66). | |
|--|---|---|
| | Cours 28 fév. | Cou 6 ma |
| Alcoz ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemours Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Texaco UAL Corp. (ca-Allegis). Union Carbide United Tech | 69 3/8 37 1/8 46 24 1/4 46 1/4 44 5/8 57 1/8 37 78 5/8 37 1/2 64 3/8 86 7/8 64 1/4 61 7/8 74 1/2 59 7/8 58 7/8 147 1/2 | 69 1 37 34 46 1 22 44 3 55 5 5 77 1 36 7 60 1 72 5 59 5 79 1 72 5 59 5 71 49 5 71 5 71 5 71 5 71 5 71 5 71 5 71 5 71 |
| Xerox Corp | | 19 5 76 3 |
| | | |

TOKYO

Victime du dollar

La Bourse de Tokyo, affectée par le recul du yen par ANDROE MICKE rapport au dollar, a baisse après deux semaiees gagnantes, le Nikkei cloturant

à nouveau sous la barre des 21 000, à 20 992,99 points. Ce recul de 345,82 points par rapport à vendredi dernier entraîne un repli de l'indicateur de 1,62 %. Le volume d'échaoges moyee quotidiee s'est étoffé à 257,1 millions de titres par jout contre 189 millions au cours de la semaine précédente.

La Bourse avait commençé en hausse modérée. Lundi, le Nikkei gagoait 0,70 % à la suite d'uee vague d'achats sur le secteur phar-maceutique. Des le lendemain, la poursuite de la bausse du dollar contre le yen ainsi que des ventes d'arbitrage liées à l'indice entrainaient l'indice à la baisse (-2,03 %). Séance mitigée mercredi, (-2,03 %). Séance mitigée mercredi, où la faiblesse persistante du yen o'a pas réussi à mettre à mal l'intérêt porté au secteur biot-echnologique qui relança limide-ment le courant acbeteur (+0,26 %). Jeudi, retour à l'alter-nance et sous la barre des 21 000

poiets avec uo recul de 1,14 %. Seule consolation, le volume d'affaires porta sur 318,8 millions de titres, franchissant le cap des 300 millions de titres pour la première fois en plus d'un mois. Vendredi, pour que l'alternance soit réelletneot respectée, retour à la hausse avec un gaio de 0,6 % pour l'iodicateur de la place, le plaçant juste

eo dessous des 21 000 points. Selon les opérateurs, les cours devraient évoluer daos une fourchette étroite au cours de la semaioe pracbaioe, en etteodant vendredi 13 mars jour où arrivent échéance les contrats à terme sur

Indices du 6 mars : Nikkei, 20 992,99 (c. 21 338,81); Topix, 1 520,45 (c. 1 554,49).

| | Cours 28 fév. | Cours 6 mars |
|--|---|---|
| Akai Gridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubishi Heavy | 661 1 100 1 360 2 110 1 490 1 370 627 | 653 1 110 1 330 2 140 1 470 1 310 604 |
| Sony Corp | 4 080 1 460 | 1 330 |

LONDRES Inquiétude

- 1,1 %

La Bourse de Londres a souffert cette semaioe de la publication d'une volée de résultats de sociétés décevants. Si on ajoute, à ce contexte défavorable, la prudence des investisseurs avant la présentation mardi prochain du budget et le choix de la date des élections générales, on comprend facilement la baisse de 1,1 % sur la semaine. La faiblesse de la livre rend aujour-d'hui difficile une baisse des taux d'intérêt

L'annonce par le groupe pharmaceutique Wellcome d'une offre publique de vente d'actions pour une valeur potentielle de 4,5 milliards de livres cet été après la décision par la fondation charitable Wellcome d'abaisser sa participation de 73,6 % à moins de 50 % a ébranlé également le merché. Le litre a d'ailleurs chuté de 9 %.

Indices du 6 mars: 100 valeurs 2 533,1 (c. 2 562,1); 30 valeurs 1 968,6 (c. 1 983); Fonds d'Etat 87,22 (c. 88,35) et mines d'or 128

| | (0. 150,5). | | |
|--|-------------|--|--|
| | | Cours 28 lev. | Cours 6 mars |
| The state of the s | Bowater BP | 7,65 2,66 5,14 5,39 13,65 7,82 19,50 12,90 11,70 4,47 9,43 | 7,83 2,61 5,89 5,22 13,78 7,72 19,50 13,28 11,60 4,41 9,43 |
| ı | Vicken | 1,70 | 1,60 |

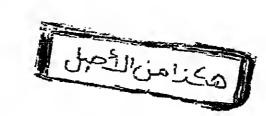
FRANCFORT Hésitante

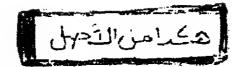
+ 0.04 % La Bourse de Frencfort contique à faire preuve d'uoe certaioe résistance et a même atteint deux fois cette semaine son plus haut niveau de l'année à 1 764,80 points sur l'indice DAX. Pour eutant, le gain sur la semaioe reste très limité à 0,04%. L'attente d'une reprise dans les pays anglo-saxons et d'un éventuel assouplissement de la politique monétaire de la Bundesbank a lout de même permis de contrebalaocer les mauvaises nouvelles en proveoance des entreprises.

Mais les investisseurs ont surtout recherché les valeurs sures comme Daimler, Siemens ou Allianz. Dans l'automobile, Mercedes et Volkswageo élaient bien orientés alors que BMW était en recul. Baisse des valeurs bancaires comme la Commerzbank, la Deutsche Beok, le Dresdoer Bank et des chimiques

comme Bayer et Hoechst. Indices du 6 mars : DAX I 745,95 (c, I 745,13) Commerzbaok 2 016,02 (c. 2 010,9) en hausse de 0,25 %

| i | | Cours 28 fev. | Cours 6 mars |
|---|--------------|------------------|-----------------|
| | AEG | 226 | 224,90 |
| | BASE | 251.60 | 246.40 |
| ď | Bayer. | 298 | 295 |
| | Commerabank | 267,20 | 265,50 |
| | Deutschebank | 7.30 | 727 |
| 1 | Hoechst | 259.50 | 255.50 |
| | Karstadt | 655 | 659 |
| 1 | Mannesman | 284 | 289 |
| ı | Siemens | 687.50 | 690 |
| | Volkswagen | 361.60 | 372.90 |
| | | | |





miné lundi après-midi, à un niveau inférieur de 4 points de base à celui

des nhligations du Trésnr. Pnur

dégagé de tout risque et, au terme d'une npératinn d'échange, elle lui fournit des fonds en français qu'il lui faudra rémunérer à taux

variable, à des conditinns défiant

Une autre eurobanque, J. P. Morgan et Cie, a fait bénéficier de son ingéniosité un autre emprunteur

français de premier plan. Le dernier euro-emprunt de 400 millinns du

Crédit funcier qui viendra à échéance dans dix ans a trouvé pre-

100,95 % de leur valeur nominale des nhigatinns du Trésor 8,50 %

qui viendront à échéance en 2019. La construction permet à l'emprun-teur de lever des fonds à un coût

très bas et aux souscriptenrs de se

procurer un instrument dant ils sont surs qu'il amplifiera considé-rahlement le bénéfice qu'ils pour-raient tirer d'une baisse marquée du

niveau de l'intérêt à lnng terme en

La cinquième enro-émission est la plus petite de la semaine passée et aussi la plus courte. Son montant

est de 300 millions et sa durée de trois ans. Son débiteur est une des

cotées, General Electric Capital

Corporation, dont la signature est

particulièrement appréciée en

Suisse. Le jour de son émissinn, hundi dernier, elle était nfferre à un prix correspondant à un rendement de 8,99 %, soit 20 points de base de mieux que le Trésor français. En dépit de sa taille plutôt faible pour

l'euromarché, cette npératinn a eu uo grand reteotissement car elle

était dirigée par un établissement étranger, CSFB, qui appartient au groupe du Crédit suisse, et qui fai-sait ainsi son entrée officielle dans

le club très fermé des banques habi

litées à diriger des emprunts inter

présidents Calderon et Gaviria ont

publié un communiqué annnnçant

le début d'une action commune et

viendrait qu'en septembre 1993).

stocks des consommateurs.

dernier mot. Héros anti-impéria-

européen. Estimant que les Euro-

doivent avoir un revenn minimum

fixe, l'exploitant de cette marque

achète son café 40 % plus cher que

iotroduit anx Pays-Bas, eo Belgi-

que et le sera en Suisse dans les

250 grammes de Max Havelaar

coûte 2 dollars, contre 1,40 dollar

pour un paquet de marque habi-

Fera-t-il école?

En marge de cet necord et tou-

CHRISTOPHE VETTER

nationaux en francs français.

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Cinq réussites en eurofrancs français

Depuis le début du mnis de mars, cinq euro-emprunts ont vu le jour dans le compartiment du franc français. Ce sont autant de la crédit commercial de France. le jour dans le compartiment du franc français. Ce sont autant de réussites qui, d'une façon générale, témnignent de l'attrait de placements libellés en une mnnaie solide et qui rapportent toujours bien davantage que le mark. Plus particulièrement, le succès de ces opérations tient aussi à la manière dont les eurobanques habilitées à diriger des émissions internationales en francs s'efforcent actuellement d'agir dans l'intérêt des débitenrs comme dans celoi des investisseurs.

comme dans celoi des investisseurs. Une telle attitude devient de plus en plus rare et plusieurs échecs récents enregistrés dans d'autres compartiments ne s'expliquent pas autrement. Lorsque les intermédiaires sont trop avides de conclure des affaires, ils risquent de privilégier outre mesure les emprunteurs, leur concédant des conditions trop

Une entreprise canadienne du secteur de l'énergie, Hydro-Québec, a fait mercredi dernier sa première apparition sur le marché français. Quand un débiteur de ce gabarit, dest le programme de gabarit. dont le programme d'emprunts annuels est de plusieurs milliards de dollars, se présente sur un marché nouveau pour ini, il entend élargir le cercle des prêteurs sur lesquels il pourra compter à l'avenir pour placer ses titres. Le but poursuivi n'est pas uniquement de drainer des fonds. Il lui faut également gagner la confiance de ces nouveaux inves-

L'opération dirigée conjointement par la Société générale et la Banque nationale de Paris porte sur l'mil-liard de francs pour une durée de dix ans. Les obligations rappor-taient à leur lancement quelque 9,13 %, soit 70 points de base (on centième de points de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat de même durée. La plupart des titres se sont placés dans des portefeuilles étrangers. Hydro-Québec, qui n'a pas l'emploi de ressources en francs, a cooclu un cootrat d'échange par l'intermédiaire de la BNP, qui lui permet de disposer de fonds en dollars des Etats-Unis.

La Banque mnndiale, qui s'était annoncée un jour auparavant pour un montant de 1 milliard de francs

MATIÈRES PREMIÈRES

pas vraiment de signe iodiquant

une remontée. Les prix indicatifs

de l'Organisation internationale du

café (OIC) indiquaient le 25 février

pour l'arabica de Colombie

69 cents la livre contre 76 un mois

auparavant. Les autres arabicas, y

compris celoi du Brésil, cotaient à

55,50 cents contre 61,50 en jan-

vier. Quant nu robusta, confirmant

son écart de prix avec l'arabica, il

est passé de 48,20 cents le 25 jan-

vicr à 40,41 cents ee mnis-ci.

Depuis dix-sept ans, nn n'avait pas

Le café est soumis à la dure loi

du marché depuis l'abandon, en

inillet 1989, des quotas d'exporta-

tion prévus dans l'accord ioterna-

tional. Depuis cette époque, les

principaux exportatenrs ont core-

gistré un manque à gagner d'envi-

ron 5 milliards de dollars (près de

28 milliards de francs). Il existe

des stocks importants chez les pro-

ducteurs mais aossi chez les

consommateurs. Leur volume mon-

dial est estimé à 40 millions de

sacs de 60 kilos. Oo prévoit une

production moodiale pour

1991-1992 de 101,1 millinns de

Mais, enfio et surtout, les princi-

paux fauteurs de trouble sont sou-

vent les pays producteurs cux-

mêmes, chacun ayant tenté de tirer

la couverture à soi, bref d'acquerir

la plus grosse part de marché, avec

le résultat que l'on sait. M. Beltrao,

directeur exécutif de l'OlC, avait

pourtaot avaocé un argumeot

imparable en déclarant il y a quel-

ques mois que «l'acceptation d'une

part de sacrifices et de critères com-

muns ainsi qu'une entente préalable

per le marché et obtenir des recettes

stables pour le plus grand avantage

de tous les secteurs de la profession

Et c'est là que le bât blesse:

sont absolument indispensables ».

sur un effort collectif pour dévelop-

stagne à 60 millions de sacs.

sacs, alors que la consommation

conou de prix aussi bas.

Le Crédit commercial de France, qui a monté l'apération, avait fixé le prix des obligations en francs de façon à procurer aux investisseurs une rémunération de 8,60 %. Ce taux était mardi dernier supérieur de to points de base seulement à celui des obligatinns du Trésor fran-çais. La marge est très mince, mais la signature est très recherchée.

Les assurances s'assurent grâce au Crédit local

L'affaire la plus ingénieuse a été rendue publique vendredi. Il s'agit d'un euro-emprunt de 500 millions de francs d'uo peu plus de huit ans de durée, pour le compte d'un des meilleurs débiteurs français, le Crédit local. Dirigée par la Société générale, la transactinn a ceci de particulier que les porteurs pour-ront en exiger le remboursemeut au pair dans trois, quatre on cinq ans si, sur le marché secnndaire, les cours d'uo précédent emprunt du même débiteur chutent au point de faire grimper son rendement d'envi-ron 2,25 % par rapport au niveau actuel. L'emprunt de référence est rémunéré au taux facial de 8,90 % et il viendra à échéance en mai 2000

La traosaction est construite à l'intention des compagnies d'assu-rances, à qui elle permet de couvrir le risque qu'elles courent du fait des clauses de remboursement anticipé dont bénéficient les assurés, lesquels ne manqueraient pas de les faire jouer en cas de forte bausse du niveau de l'intérêt. Le grand mérite de cet emprunt d'un genre nouveau est de se limiter à l'essentiel, de ne chercher à répondre qu'aux risques de forte hausse des taux et durant une période limitée, à mi-course, quand le risque est en fait le plus grand, Plusieurs compagnies d'assu-rances françaises ont fait un très boo accueil à cette opération, qui répood précisément à leur attente, et en échange de la protection qu'elle leur offre elles sont prètes à accepter une rémunération bieo

Le rendement définitif sera déter-

Le café en pleine dépression

résultats concrets. Sur le front des

consommateurs, le Japon a insisté

sur l'importance de parvenir à un

ncenrd pour les deux groupes. La

CEE, oe parlant que d'une voix, a

fait savoir qu'elle soutiendrait un

nouveau pacte qui ferait intervenir

le système de quotas lors de la

prochaine teoue du ennseil de

l'OlC du 6 au 10 avril à Londres.

Les Etats-Unis soutiennent eux

Le Brésil

sous pression

N'oublious pas la situation de la

CEI qui a aussi contribué à dépri-

mer les cours. La situation écono-

mique des Républiques de l'ex-

URSS est désastreuse. Avant même

les bouleversemeots politiques.

elles réalisaient beaucoup d'opéra-

tions au moyen d'accords de com-

pensation. C'est ainsi que le Vict-

nam. Madagascar, Cuba, l'Angola,

l'Ethiopie et l'Inde ajoutent main-

tenant leurs grains de café sur des

Du côté des producteurs, le res-

ponsable désigné est le Brésil, qui

apportera à lui seul en 1991-1992

entre 28 et 30 millions de sacs

(pour 1992-1993, on estime qu'il y

eo aura entre 19 et 23 millions).

Malheureusement, le premier pro-

ducteur mondial s'est prononcé

sans ambages contre le retour aux

quotas d'exportation. La baisse des

cours a frappé durement les pro-

ducteurs, comme l'a exprimé le

président colombien, M. Cesar

Gaviria: * Nous ovons souffert

d'une érosion de 40 % de la valeur

de notre récolte coféière depuis la

cessation du système des quotas en

juillet 1989, et cette situation ne

peut pas continuer. » Le président

du Costa-Rica, M. Rafaël Angel

Calderon, n'a pu que renchérir,

indiquant que le déclin contionel

des prix entraioera nécessairement

marchés déjà surapprovisionnés.

n'ont cessé de baisser et il n'y a oo n'est pas arrivé à obtenir des cence des plantations.

aussi ce projet.

En avant sur le dollar

Sur des muvelles plus favorables en provenance de l'Amérique, le dullar s'est orienté à muveau à la l'emprunteur, la solutinn est très économique. La Société générale l'a hausse, frolant 1,67 DM, 5,67 francs et 132 yens. C'est la troisième vague de hausse depuis le début de l'année, qui pourrait porter à 1,70 DM le cours de la devise américaine dans un délai proche, si les timides signes de reprise de l'écnnumie des Etats-Unis se confirmatent.

DEVISES ET OR

Déjà, dans les premiers jours de la semaine, quelques-uns de ces signes se manifestaient : l'indice d'activité, calculé chaque mnis par ecueance dans dix ans a trouve pre-neur en Suisse. Les obligations rap-porteront 8,62 % nux souscripteurs qui les auront nequises à leur prix initial. Elles étaient au départ ven-dnes avec des bons permettant, durant deux ans, d'aebeter à l'Association américaine des directeurs d'achat, est remnnté de 47,4 % en janvier à 52,4 % en février. Les ventes de logements neufs nnt bondi de 12,9 % et les commandes à l'industrie ont augmenté de 0,4 % en janvier, après une baisse de 3,7 % en décembre. Quant à l'indice enmpnsite des principaux indicateurs économiques, il a progressé de 0,9 % en janvier, après avnir flèchi de 0,2 % en décembre. Enfin, dernière nouvelle mais nnn la moindre : vendredi, à 14 h 30 (heure eurnpéenne), on annançait à New-York la création de 164 000 emplnis non

agricoles en février, chiffre supérieur à celui des analystes, qui suisse est intervenue à plusieurs tablaient sur 50 000 à 75 000 créatinns, certains prévoyant même une perte de 50 000 emplnis.

Sans doute le taux de chômage est-il passé de 7,1 % de la popula-tion active à 7,3 %, au plus haut depuis sept ans, mais les mitieux financiers n'ont vnulu retenir que la nnuvelle la plus favnrable. La réaction du dullar a été logique ; il remnnié, ces mêmes milieux financiers concluant que la Réserve fédérale n'abaisserait plus son taux

Faiblesse du franc suisse

Il semblerait donc que des «frémissements » se fassent sentir pendant que les ménages continuent de se désendetter, grâce à la baisse des tnux, en renégociant leurs emprunts à des conditinns moins cnûteuses, comme l'nnı fait heaucoup de méoages français vers le beaucoup d'analystes, la croissance ne s'ampreerait réellement qu'au second semestre, à un rythme annuel compris entre 1,5 % et 1,9 %, ce qui est hien modeste.

reprises sur les marchés des changes pour soutenir la monnaie helvétique, faiblissant surtout vis-àvis du mark. Le franc suisse n'a plus la cote, en raison, notamment, de l'inflation sévissant dans le

En Europe, la Banque nationale

Au sein du système mnnétaire européen, le franc français a poursuivi son lent raffermissement visà-vis du mark dont le cours continue de fléchir dancement après avoir passé, il y a quinze jours, le seuil des 3,40 francs (rappelnns que le cours plafond de la devise alternande est de 3,4305 francs depuis sa réévaluation de 3 % en janvier 1987).

La livre sterling est restée sous pressinn, affectée par les incertitudes régnant sur la présentatinn du budget britannique le t0 mars et par l'approche des électinus législatives que certains prévnient pour le 9 avril prochain.

F, R. SYSTÈME MONÈTAIRE EUROPÉEN 1992

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 28 FÉVRIER AU 6 MARS 1992 (La liene inférieure donne ceux de lo semaine précédente.)

| PLACE | Livre | \$ E.U. | Franc français | Franc suisse | D.mark | Franc balge | Plorin | Lire italiennt |
|----------------|----------|---------|-------------------|-----------------|----------|----------------|----------|-------------------|
| New-York | 1,7175 | - | 17,6211 | 65,8761 | 59,8802 | 2,9/12 | 53,2197 | 0,0797 |
| Indian LOLK | 1,7600 | - | 17,9694 | 67,3400 | 61,0873 | 2,9700 | 54,2888 | 0,0813 |
| Paris | 9,7468 | 5,6750 | - | 373,8471 | 339,8203 | 16,5211 | 302,8223 | 4,5255 |
| LMG | 9,7944 | 5,5650 | | 374,7474 | 339,9511 | 16,5280 | 302,1172 | 4,5280 |
| Zurich | 2,6071 | 1,5189 | 26,7488 | - | 90,8982 | 4,4192 | 80,7876 | L2105 |
| CHICH MILE | 2,6136 | 1,4850 | 26,6846 | - | 98,7147 | 4,4184 | 80,6188 | 1,2882 |
| Francfort | 2,8682 | 1,6700 | 29,4273 | 110,0131 | | 4,8617 | 88,8770 | 1.3317 |
| STANCTORE | 2,8811 | 1,6376 | 29,4159 | 110,2356 | - | 4,8618 | 88,8707 | 4,3319 |
| Bruxelles_ | 58,9961 | 34,35 | 6,0528 | 22,6284 | 20,5688 | | 18,2810 | 2,7396 |
| DIUAGEGE | 59,2592 | 33,67 | 6,0503 | 22,6734 | 20,5681 | - | 18,2790 | 2,7396 |
| Amsterdem | 3,2271 | 1,8790 | 33,t013 | 1,2378 | tt2,5149 | 5,470t | - | 1.4984 |
| Paristen mai i | 3,2419 | t,8420 | 33,0997 | 1,2484 | t12,5729 | 5,4707 | • | £4987 |
| Milao | 2153,745 | 1254 | 220,969t | 826,0869 | 750,8982 | 36,5065 | 667,3762 | - |
| | 2163,64 | 1229 | 220,8445 | 827,6094 | 756,7636 | 36,5813 | 667,2095 | - |
| Tokyo | 226,823 | 131,60 | 23,1894 | 86,6930 | 78,8023 | 3,8311 | 70,0372 | 0,1649 |
| ronyo | 227,216 | 129,10 | 23,1985 | 86,9360 | 78,8637 | 3,4342 | 70,0868 | 0,1050 |

le vendredl 6 mars, 4,3123 F contre A Paris, 100 yens étaient cotés, 4,3106 F le vendredi 28 février 1991.

MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Mauvais présages

Rien ne va plus pour le café. Les malgré la récente réuoion à Loo- la faillite des petits et moyens pro-cours du robusta et de l'arabica dres du groupe de travail de l'OIC, ducteurs et causera la dégénéres-A l'issue de leur renenntre, les ment réjouis.

> En Europe, les nouvelles en provenance d'Allemagne, le marché dominant, ne sont pas très favorables. Sur le froot de l'inflation, le d'une offensive diplomatique coût de la vie a augmenté de 4,6 % en rythme annuel, à la mi-février avril pnur « réactiver un accord dans le Land de Hesse, contre basé sur les quotas» (en cas d'ac-Land de Bavière, la hausse du coût cord de principe, la mise en de la vie a été de 4,7 % à la mi-fé marche setait trop tardive vier, contre 4,3 % en janvier. Pour pour septembre 1992, elle n'interavait été de 4 % en janvier.

> En contrepoint, M. Otmar Issing inurs dans le but de relever les jnurs dans le but de relever les l'un des membres du directoire de cours, les pays prindicteurs étu- la Banque fédérale d'Allemagne, a dieot la possibilité d'une entente déclaré, vendredi 6 mars, que la basée sur le retrait du marché ou stabilité des prix se définissait par un taux d'inflatioo nul. Pour lui, si encore la destruction d'une cer- un taux d'inflation de 2 % était taine quantité de café. Ils souhai- implicitement nu explicitement tent obtenir pour cela l'aval des accepté, on pourrait en venir à penpays consommateurs. Voilà qui taux d'inflation acceptable. s'avérera difficile car il ne s'agit ni M. Issing se hâte donc de préciser plus ni mnins que de faire financer qu'«il serait difficile de présenter au par la communauté internationale public un taux d'inflation de cet par la communauté interoationale ordre comme un objectif majeur sur le long terme. Quand on interprète l'objectif de stabilité des prix, ce qui en découle c'est un taux d'inflation zéro. Il est donc important de profila destruction de certains des Max Havelaar aura peut-être le ter de lo phase de transition vers liste d'un roman du dix-neuvième l'union économique et monétoire pour promouvoir la cuhure de la stabilité», a conclu M. Issing. C'est siècle, la marque à son nnm est devenue uo symbole de qualité parier fort clairement, et de maupour le café servi au Parlemeot vais augure pour la suite des événements, eo particulier pour celui qu'attendent avec passion tous les péens doivent payer le café à son opérateurs, et trus les gouverne-ments européens : la baisse des taux juste prix et que les producteurs

> En attendant, les négociations salariales continuent nutre-Rhin, le prix du marché. Ce label a été avec des firtunes diverses. Si le syndicat des mineurs de charboo (100 000 personnes) a accepté une augmentation de 4,9 % pour 1992, donc en dessous des 5 % que «tolémois à venir. Bieo qu'uo paquet de magne, celui des postiers a qualifié d'a insultante et d'inacceptoble » eelle de leur administration tuelle, il a cooquis une part de (+ 3,5 % et 75 marks de plus sur la 2,3 % du marché néerlandais et prime de congés payés). De son côté, le puissant syndicat IG Metall devrait atteindre 3 % cette anoée. (métallurgie) n'a pu s'enteodre, mercredi, avec le patronat, et il doit revoir celui-ci le 24 mars. A Bonn,

L'ambiance n'est pas très gaie sur le chancelier Kobl laisse entendre les marchés financiers, ceux des taux d'intérêt, que les événements de la semajoe o'ont pas spécialed'emplois (voir la rubrique « Les devises et l'or »), en rendant plus improbable une nouvelle baisse des taux d'intérêt à court terme, a provoqué une hausse des taux à long

terme, le rendement de l'emprunt

phare du Trésor, le trente ans, pas-sant de 7,85 % à 8 % tout rond. Dans ces conditions, le marché de Paris ne pouvait qu'être morose et même un neu déprimé. En fin de semaine, le cours de l'échéance de mars sur le MATIF retombait à un peu plus de 107,30, contre près de 108, huit jours auparavant. On a noté des ventes d'apérateurs londoniens (les Anglo-Américains) qui trouvent les cours encore un pen chers et aimeraient qu'ils baissent un peu pour revenir sur un marché jugé par eux fondamentalement intéressant, mais pas à n'importe

«Il n'v a donc pas lieu de se précipiter»

En analyse graphique, les analystes de la Société générale estiment que « lo situation est difficile». Pour eux, tant que la tendance haussière reste valide, il n'y a pas lieu de trop s'inquiéter : il signes d'achat avant de se remettre dans le marché. En revanche, si le cours de 107,30 est « cassé », un retour sur les cours les plus bas de juin dernier (103,88) est fortement à craindre. Et de conclure : « Il n'y a donc pas lieu de se précipiter...» Sur le marché obligataire, l'évé-

nement de la semaine a été l'adjudicatioo mensuelle d'obligatioos assimilables du Trésor (OAT), pour un montant total de 10,2 milliards de francs. Les rendements ont été stables: 8,46 %, contre 8,45 % le mois précédent, pour les 6,65 mil-liards de francs de la tranche 2002, et 8,45 %, inebangé, pour les 3,55 milliards de fraocs de la tranehe 2023. En raison de la morosité, la demande finale o'a pas été très importante, les souscrip-teurs se couvrant, sur le MATIF avant l'adjudicatioo, et même après, en observant une hausse des rendements un peu inquiétante, de nature à déprécier immédiatement leur « papier».

Un autre événement a été, sous

avec un montant de 1.2 milliard de francs et une aption d'augmentation accueil plutôt favorable, en dépit du

Ce climat, en revanche, a un peu pesé sur les deux tranches de l'émis sinn du Crédit d'équipement des PME, 1,3 milliard de francs à quatorze ans, 9 % oominal et 8,70 % réel, et 300 millinns de francs de titres subordannés remboursables la houlette de la Caisse natinnale du Crédit agricole, de la Société générale et de la Banque Morgan.

Cette émissinn était, pourtant, garantie inconditionnellement par 'Etat, comme le sont celles des Sociétés de développement régional (SDR) et, partiellement, de la BFCE. A cette occasion, il est prévu one la garantie de l'Etat tombers dans la nuit du 31 décembre 1992 à l'aube de la nouvelle Europe, tout au moins pour les SDR, le sort des autres demeurant en suspens. Un tel changement ne manquerait pas d'avoir des conséanences pour ces émetteurs, à commencer par le renchérissemeut du coût de leurs émissions.

Pour la semaine prochaine, on attend les emprunts de l'Auxiliaire du Crédit foncier de France, de la Caisse de refinancement hypothé-Crédit agricole. Sur le front des Sicav, selon les

chiffres fournis pour la première fois par Fininfo, «spécialiste des bases de données et des logiciels financiers d'aide à la décision», les souscriptions nettes, en « moné-taires », ont augmenté de 16,7 milliards de francs en février 1992 l'encours total des Sicav court terme augmentant de 24,9 milliards de francs, à 1 118 milliards de francs. Pour les Sicay d'obligations nationales et internationales, les achats nets ont atteint 3,2 milliards de francs, pour un eoconrs de 321,2 milliards de francs. Quant aux Sicav actions, si leur encours a augmenté de 1,37 % à 223 milliards de francs, grâce à la hausse des cours, les souscriptions nettes ont

FRANCOIS RENARD

e du dollar

ession des taux

is investigation of the second of the second

teage purchase and an area of the second sec

Sivest to the second of the second of

Six 20 Color Color

C

en: de

उक्तर

Carr

7 ---

And Bearing Charles Mark

1.3.

CCA

Same or see

Make Carrier Emily Tue

Market Server

1000

Caratti V Caratgan

1574 773

Essemble 4.

316

Le Printe . . . Search com 237 12 12 12 12 1 Mires, fra. ... myllowers as the state of the gode com matter to protect the contract galeur de ... ಪಡ್ಡಿಕಿಕ್ ಎಂದು 100 E தே**வ**ரை என்ற படிய Action: AND STATE OF STATE · on the l 2.20 125 1 Ingress

4.11

224. 927

15 E

7 ...2 .:

. 1.2 130

20 - 93

20,42

FRANCFORT Hesitarie 1444 107 3

22.50

34.4

1 22 Te

1.74

BATE 1

be somewhite in ace of the second が建一 これこれ こう

1 85 1 A 45 12 14 17 14 COS COLOR e gjare dele er er er CIL. ige excite \$48 1 55 A The person more and the second **9784**

Paul State Contract **93-**

68 16

Le Monde

L'avenir des Républiques de l'ex-Yougoslavie

Les leaders des trois communautés de Bosnie-Herzégovine recherchent une solution pacifique

la République, a déclaré vendredi 6 mars l'en- CEE, avant la session plénière de la conférence une manifestation à Belgrade lundi 9 mars.

Les leaders musulmans, serbes et croates de voyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance. Ils de paix sur la Yougoslavie qui aura lieu kundi. Bosnie-Herzégovine se sont engagés à recher- devaient se retrouver samedi à Bruxelles pour D'autre part le mouvement du renouveau serbe cher une issue pacifique à la crise que traverse deux jours de négociations patronnées par la (opposition au président Milosevic) appelle à

Amis le jour, ennemis virtuels la nuit...

FOCA

de notre envoyée spéciale

ll y a deux jours, ils se regar-daient en chiens de faïence. l'arme à la main. Dans la région des gorges de la Bistrica, avant d'arriver sur Foca, dans le petit village minier de Miljevina, Musulmans et Serbes avaient les uns et les autres dressé leur harricade en travers de la route. Sarajevo n'est qu'à une soixantaine de kilomètres et la tension là-bas montait dangereusement entre les deux communautés. Mais aujour-d'bui Musulmans et Serhes ont

Les Etats-Unis envisagent d'arraisonner deux navires nord-coréens transportant des missiles vers l'Iran et la Syrie Le Pentagone envisage d'arrai-

SOMMAIRE

sonner deux navires nord-coréens faisant route vers l'Iran avec, à leur bord, des missiles Scud-C à destination des arsenaux iraniens et syriens, selon des sources améri-caines officielles citées par le New York Times, vendredi 6 mars. navires américains agissant dans le cadre de la force multinationale des Nations unies chargée de faire respecter l'embargo commercial contre l'Irak Bien que Washington reconnaisse n'avoir aucun droit de confisquer la cargaison de bătiments navigant vers l'Iran ou la Syrie, cette action pourrait être menée sous convert de l'ONU dans le hut de vérifier la destination réelle des navires et de lancer un avertissement à la Corée du Nord. En effet, les services secrets israé liens ont repéré les premiers ces deux bâtiments et leur gouvernement fait pression sur les Etats-Unis pour essayer d'entraver l'arrivée massive d'équipements mili-

taires sophistiqués en Syrie.

ll y a quarenta ans, M. Pinay à

La formation du nouveau gouver-

Démission du président azerbaīdja-

Dix paya nordiques créent un

Espagne : pourpariers entre le prin-cipal parti basque et l'aile politique

Après les critiques du département

d'Etat, les Palestiniens souhaitent éviter une polémique evec

Haiti : la présidant provisoira

relatte l'accord aur la retour du

« Loin des capitales » : Chandigarh

Une permanence du Front national

tre les thèses du Front national se

Livrea politiquea : « Une autre

musique », par André Laurens ... 7

Bilans at perspaotivas: à la

recharche da la dimansion euro-

Personnalitéa en campagne : les uto-pies du professeur Minkowski 7

Le litige sur la vitamine C devant la

L'ordre des médecins souhaite un

dépistage systématique du sida

lors des axamans prénuptial et

La rançon payée, is jeune Anthony Da Clerck a été libéré par aes

multiplient en marge des partis..... 6

nement beige.

POLITIQUE

saccagée à Rouen

conseil baltique
 »....

déposé les armes et se retrouvent, comme chaque jour depuis des années, autour de la même table, dans le petit motel surplomhant la mine où ils travaillent.

« Dans cette région les Serbes et les Musulmans ont toujours vécu ensemble, en harmonie. Cependant depuis un on et demi, ovec l'arrivée ou pouvoir de la coalition des trois partis notionoux, la situation s'est détériorée », explique le mineur musulman. Son voisin de table, un Serbe, rétor-que : « Pendant la journée nous buvons ensemble mais dès la tom-bée de la nuit nous nous méfions ·les uns des outres. »

Depuis que trois partis nationaux se partagent la scène politi-que en Bosnie-Herzégovine, cha-que individu, par réflexe, se rallie à la politique de son groupe. « Nous devons suivre les directives de nos partis sinon nous serions considérés comme des traitres ». explique l'un des trois mineurs serbes, «SI je devals ther sur lui, pour défendre la communuté serbe ajoute-t-il je le ferais, même si nos enfonts vont ensemble à

Dans ses yeux, on ne peut pas encore percevoir de haine, ni dans ceux de son ami musulman qui semble tout aussi déterminé. Réunis autour de la même table, les cinq mineurs acceptent la fatalité: « Peut-être qu'il faut la guerre pour pouvoir revivre norma-lement ensemble. • Une guerre qui n'aurait d'autre but, selon eux, que de clarifier les rapports de

Quand les barricades de Milievina ont hloqué la route de Sarajevo du 2 an 4 mars, Foca, la ville industrielle sitnée au bord de la Drina, an fond d'une cuvette entourée de montagnes, s'est retrouvée à demi-isolée, à la merci de n'importe quel groupe armé. Après le référendum sur l'indépendance de la Bosnie-Her-zégovine, les relations intercommunantaires entre Musulmans (52 %) et Serbes (45 %) s'étaient

Une quastion écrita de M. Pan-

draud : M. Nallet est interrogé sur

une affaire de trafic d'armes...... 8

HEURES LOCALES

La Seyne-sur-Mer rêve de «Marepo-

lis» e Les collectivités au secours

des librairies e Un tour de France

d'une identité; la Guyane, eldorado

Muaiquas : Electre, de Richard

Une journée en enfer, 129 photos

du ghetto de Varsovie 15

Le groupe britannique Thom-EMI

rachète la division « musique » de

Les dockers brestois créent leur

propre entreprise 17

L'Imprimarie Cino Del Duca

Services

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

a été tiré à 484 135 exemplaires

16

13

16

le port de la discorde

CULTURE

<u>ÍCONOMIE</u>

Revue des valeurs

grands marchés.

Abonnements

Météorologie.

Tálávision..

Mots croisés

Carnet.

tendues : les deux communautés s'étaient armées par le biais de la contrebande.

Alors, conscient que la police aliait se diviser et l'armée yougos-lave choisir le côté serbe, le maire de Foca, M. Taih Lojo, a décidé d'organiser, avec l'aide d'anciens officiers, une véritable stratégie de défense pour prévenir un bain de sang du type de ceux que la ville a connus pendant la deuxième guerre mondiale.

Cette « nrmée de résistonce » chargée de « protèger l'ensemble de la communauté musulmane » et pas seulement le Parti d'action

M. Deng Xiaoping a invité les

opposants en exil à rentrer en

Chine et assuré qu'ils ne subiraient

pas de représailles. Selon des

sources chinoises, le numéro un du

régime communiste a fait cette

promesse dans un important dis-

cours distribué ces jours-ci aux

membres du PCC. Il y affirme que

tous les Chinois partis à l'étranger

seront les bienvenus e quelles que

soient leurs opinions politiques et

les opinions qu'ils ont exprimées

par le passé». Tous se verront

offrir un emploi et une couverture

sociale et pourront au mieux exer-

Selon des sources locales

M. Deng Xiaoping a invité les opposants

à revenir en Chine

Qiaomu.

démocratique, recrute des réservistes et volontaires bien entraînés et refuse d'intégrer les diverses fractions extrémistes, notamment les fameux « bérêts verts». Le commandant de ces troupes dans la région est un exsous-officier de l'armée yougoslave qui explique que cette structure devrait coopérer avec d'autres troupes semblables dans toute la République. Cette organisation serait-elle l'embryon d'une armée

FLORENCE HARTMANN

gande. Ce qui ini a permis de

contrôler au maximum la diffusion

des idées réformistes et de donner,

au contraire, une large place aux

idées conservatrices d'idéologues

tels que MM. Deng Liqun ou Hn

C'est dans ce contexte que l'on a

appris que le ministre de la culture

avait offert sa démission après

avoir été critiqué par M. Deng

pour ne pas avoir donné une publi-

cité adéquate à sa politique de

réformes économiques. M. He

Jingzhi, qui est également directeur

adjoint du département de la pro-

pagande, avait été nommé à ce

poste après le limogeage, fin 1989,

de l'écrivain libéral Wang Meng, et

il est fort peu apprécié des milieux

intellectuels. M. Wang Meng - qui

vient d'être choisi par les cadres du

ministère pour les représenter lors

du procbain congrès du parti -

avait été il y a quelques mois l'ob-

jet d'une campagne haineuse des

apparatchiks conservateurs de la

culture. Sa décision de les traîner

en justice pour diffamation avait

fait sensation.

La moitié des cadres s'estiment menacés dans leur poste actuel

situation satisfaisante, le nombre

des mécontents passe de 9 % à 13 %. D'ailleurs 40 % n'ont pas été

augmentés au cours de l'année et 20 % ont seulement profité d'une

Mais e'est à propos de la mobi-lité professionnelle que le sondage apporte les indications les plus

nouvelles. D'ahord, les mouve-ments au sein de l'entreprise (15 %), ont été deux fois plus nom-

breux, en 1991, que les change-ments d'emploi, dont on parle

pourtant davantage. Les jeunes, les

cadres des grosses entreprises sont les plus mobiles, en interne, et, dans deux cas sur trois, le sont à la

suite d'une promotion hiérarchi-

que. Quant aux départs de l'entre-prise (7 %), ils restent stables et sont le fait des jeunes, et moins des informaticiens. Dans la moitié des cas, ce changement d'emploi sur-vient après un licenciement.

Pour 1992, un tiers des cadres (32 %), soit 3 points de plus que l'an passé, envisagent de chercher

ailleurs un emploi. La moitié d'en-

tre eux s'estiment menacés dans

eur poste actuel. Si les jeunes sont les plus tentés par un départ, les

plus de 50 ans, eux, se eroient davantage exposés et semblent viser la préretraite. Mais, de l'in-

tention à l'acte, il y a un écart : en 1991, les trois quarts de ceux qui avaient annoncé leur désir de chan-

ger d'entreprise ont effectué des démarches (21 %). Et on sait que seuls 7 % ont effectivement sauté

revalorisation collective.

Selon un sondage APEC-BVA

Selon le sondage «cadroscope», rendn public par l'APEC (Associarendu public par l'APEC (Associa-tion pour l'emploi des cadres, les cadres sont pessimistes. Et nette-ment plus qu'en 1991, puisque ce panel avait déjà été interrogé par l'institut de sondage BVA (1): 18 %, contre 52 % estiment que l'économie française se porte bien cu plutêt hien. ou plutôt bien.

L'évolution du marché de l'emplm figure au premier rang de leurs préoccupations et, pour eux-mêmes, ils craignent le chômage dans les années à venir. En un an, cette erainte s angmanté de 11 points, pour 31 % d'entre eux, tandis que l'intérêt des responsabilités exercées baisse de 5 points, à 48 %. Ce sont les plus de 50 ans (43 %) et les cadres d'entreprise de moins de 50 salariés (35 %) qui sont les plus inquiets.

Ce renversement de tendance s'explique. En 1991, 12 % des cadres ont eu à connaître des licencicments collectifs dans leur entreprise et ils sont 28 % à penser que leur poste est menacé. Leur comportement professionnel s'en res-sent. S'ils sont 85 % à juger leur

Mort du sculpteur

Le sculpteur Louis Leygue est mort le 5 mars. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Louis Leygue

Né en 1905 à Bourg-en-Bresse, Louis Leygue est entré des l'âge de seize ans dans l'atelier de Wiérick à 'seize ans dans l'atèlier de Wierick a l'école Germain-Pilon. Puis il s'est inscrit à l'Ecole des arts décoratifs et aux Beaux-Arts, dont il sort Grand Prix de Rome de sculpture, en 1931. Après s'être intéressé à Rodin et à l'art roman, il étudie Despiau et Maillol, et découvre l'art baroque et Maillol, et découvre l'art baroque lors de voyages en Italie, vers 1935. Esprit ouvert cherchant à concilier modernité et tradition, il envisage, dès la fin des années 30, d'utiliser le

Louis Leygue a été chef d'atelier de sculpture à l'Ecole des beaux-arts de Paris pendant trente ans (1945-1975). Il était membre de Académie des beaux-arts depuis 1969. En 1974, le Musée Rodin lui a consacré une importante rétrospec

sonnes, du 22 au 26 février.

□ L'auditios de l'ancisn maire

d'Angoulème. - C'est finalement le

lundi 9 mars que M. Jean-Michel

Boucheron doit se présenter devant

la chambre d'accusation de la cour

d'appel de Bordeaux (le Monde du

6 mars). L'ancien maire socialiste

d'Angoulème devrait être inculpé

d'abus de confiance et d'ingérence

dans les deux affaires instruites à

Bordeaux depuis octobre 1987 : le

financement du journal municipal

d'Angoulème et les activités du

Centre international des techniques

a M. Dubrule (UDF) est éin maire

de Fontainebleau. - M. Panl Dubrule (UDF) a été élu, samedi

7 mars, maire de Fontainebleau

(Seine-et-Marne) par vingt voix sur

trente-trois votants. Né le 6 juillet

1934 à Tourcoing (Nord),

M. Dubrule, coprésident du groupe

Accor succède à Paul Séramy

(UDF), sénateur et président du

conseil général décédé le 23 février

dernier (le Monde des 25 et

29 février).

d'expression locale. - (Corresp.)

Fin de l'OPA

L'offre publique d'achat (OPA) amicale lancée le 28 janvier par le groupe de bâtiment-travaux publics Fougerolle sur la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) a pris fin vendredi 6 mars. Elle a, selon toute

Cette OPA devrait permettre de constituer un gronpe pesant 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et devenant ainsi le numéro trois du BTP en France. Les résultats officiels de l'OPA seront connus le 25 mars prochain. Fougerolle avait proposé d'acquérir la totalité des actions de SAE au prix de 1 110 franca par action (pour un paiement comptant) ou i 210 FF par action (payanie le 31 décembre 1992). Fougeroile

France. - Paris Saint-Germain s'est imposé à Toulon (5-2), vendredi 6 mars, en match avancé de la trente et unième journée du championnat de France,

Dans

Le Monde

du hundi 9 daté 10 mars 1992

IMMOBILIER SANS FRONTIERES

Cette offre de M. Deng survient alors que les procès d'opposants et de dissidents du « printemps de Pékin» de 1989 ont repris, et que le vieux dirigeant croise le fer publiquement avec ses rivaux conservateurs. Depuis plusieurs semaines en effet, M. Deng tente d'accélérer à nouveau sa politique de réformes, bloquée ou édulcorée par la fraction dure du parti - en particulier le premier ministre Li Peng - qui contrôle par ailleurs

fermement les médias et la propa-EN BREF

cer leurs talents.

"INDONÉSIE ; une loi pourra empêcher les apposants de rentrer dans leur pays. - Le Parlement indonésien a adopté une loi permettant d'interdire à tout citoyen indonésien ayant dépln au régime de rentrer dans son pays, a indiqué, vendredi 6 mars, la presse de Djakarta. L'article, concernant les Indonésiens considérés comme des fauteurs de troubles, a été ajouté à un projet de loi par l'armée, dont ment. A l'origine, cette loi devait seulement entériner la pratique d'interdire l'entrée aux étrangers indésirables, dont les noms figurent sur une « liste noire » confidentielle. Mais les deux principaux partis - le Golkar (officiel) et le PPP (musulman) - ont appuyé cette proposition. - (Reuter.)

D MALTE: M. Bonniel abandonne la direction du Parti travailliste. - M. Carmelo Mifsud Bonnici, secrétaire général du Parti travailliste maltais, a annoncé, ven-dredi 6 mars, qu'il allait abandonner la direction de son parti, battu



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS

sonnes interrogées font confiance au premier ministre. Cette enquête a été effectuée auprès de mille per-

D PAKISTAN : dection d'un nouveau ministre en chef du Sind. -L'Assemblée de la province du Sind a élu, vendredi 6 mars, M. Syed Muzzaffar Hussain Shah, en remplacement de son ministre délégué, M. Jam Sadiq Ali, mort la veille. Très malade depuis un mois, celui-ci avalt charge M. Shah, ministre des finances, d'assurer son intérim. Le gouvernement fédéral et l'opposition étaient parvenus à un accord sur l'élection de

décision, a précisé M. Ben Ali, vise « conforter les préceptes et les valeurs de l'islam » parmi la population. - (AFP.)

□ La nonelarité de M. Mitterrand reste stable. - Selon le baromètre de la SOFRES pour le Figaro-Magazine du 7 mars, la cote de popureste inchengée par rapport au mois précédent : 35 % des personnes interrogées lui font

métal comme matériau d'expression.

C'est après sa déportation, comme résistant, en Allemagne, que Lonis Leygue donne l'essentiel de son œuvre, dont nombre de commandes monumentales à partir de 1947. Restée d'inspiration figurative, cette œuvre rigoureuse et architecturée qu'accompagne une réflexion sur le plein et le vide, peut s'inscrire dans la lignée de Lipchitz et Zadkine.

aux élections législatives du 22 fevrier. M. Bonnici, qui fut premier ministre de décembre 1984 à mai 1987, proposcra, pour lui succéder, un modéré, M. George Vella, ancien membre du Conseil de l'Europe. - (AFP.)

M. Shah. - (UPI.) a TUNISIE: Création d'un ministère des sffaires religieuses. - Le président Ben Ali a décidé d'élever au niveau d'un ministère le secrétariat d'Etat aux affaires religieuses, a-t-on appris, jeudi 5 mars, de source officielle à Tunis. Cette à « consolider et amplifter l'Impact positif» de l'action menée pour

larité de M. François Mitterrand confiance, contre 60 % qui sont d'un avis différent. La cote de M= Editb Cresson enregistre, en revanehe, nne baisse de quatre points: 22 % seulement des per-

25 années d'expérience R.-M. LEROY, febricat - 208, sv. du Maim, 75014 Paris. M. Alésia - T.L.: 45-40-57-40.

لمكالنمانده

«LES)

(1) Pour le sondage de 1992, comme pour celui de 1991, les mêmes 3 000 cadres ont été interrogés par téléphone par BVA entre décembre et Janvier.

□ Mª Claire Sutter dirigera la Mission nonvelles qualifications. --Pour succéder à M. François Beaujolin, nommé directeur du Fonds d'action sociale (FAS) en novembre 1991, le ministre du travail a désigné M= Claire Sutter à la tête de la mission « nouvelles qualifications ». Cette structure avait été eréée en 1989 pour mener des opérations originales d'insertion ou de maintien dans l'emploi de jeunes en difficulté ou de salariés adultes de faible niveau de qualification. Elle s'appnie sur les expériences menées par le professeur Bertrand Schwartz. Ma Sutter était responsable du département Travail emploi - qualification à l'ANACT (Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail).

de Fougerolle sur SAE

vraisemblance, réussi. détenait déjà 22,8 % du capital de la SAE et son allié Paribas 5,2 %.

D FOOTBALL : championnat de

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL

à la tête du ministère sou des affaires évrangères de démieres semaines de l'à batcheu batchev M Chevard navat plus de :ale à se s a jouer pas meme dans o encore tres informe Mais Aelle cartiere dei a conte ce veteran de soizante

ans est encore plus alésto

"Le Paysan

un portrait (

CEST ic. que les

ministre des Haires Atra

de la perasiona sent jugi

metteuses Or artend de I

compagnor, de M. Gorb

non seulement la rupture

isolemen: meis, a tort or

son, la manne de l'aide o

tale sur une Georgia en p toutes les penuries. Ajouts

M. Cheva-Eradze. Qui se p

de jouer un roie de mêt

dans le confin au Haut-Kar

ne pourre que renforcer la

de sa république sur l

régional entre l'ensemble

De toute mani**sre, l'int**

navait plus le choix. April brève et surpre ante raspi

la Turquie et (Iran.